



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 138 • NUMÉRO 125 • 2<sup>e</sup> SESSION • 37<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le mardi 23 septembre 2003**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 23 septembre 2003

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

## AFFAIRES COURANTES

### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) DE 2003-2004

La présidente du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la Gouverneure générale transmet le Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004.

\* \* \*

●(1000)

[Français]

### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

#### PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**M. Jacques Saada (Brossard—La Prairie, Lib.):** Monsieur le Président, au nom du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, j'ai le plaisir de déposer le 45<sup>e</sup> rapport de ce comité relatif à la composition des comités, conformément aux articles 104 et 114 du Règlement de cette Chambre.

\* \* \*

●(1005)

[Traduction]

### LA LOI SUR LE MARIAGE AU CANADA

**M. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Ind.)** demande à présenter le projet de loi C-450, Loi modifiant la Loi sur le mariage (degrés prohibés) afin de protéger la définition juridique de «mariage» en invoquant l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés.

—Monsieur le Président, je suis heureux de présenter ce projet de loi, qui protégerait la définition juridique du mariage comme l'union d'un homme et d'une femme en invoquant la disposition d'exemption.

Je voudrais remercier le député de Dauphin—Swan River d'avoir appuyé le projet de loi et faire remarquer que j'ai offert à l'Alliance canadienne la possibilité d'appuyer le projet de loi et qu'elle a refusé de le faire sur l'ordre de son chef. Non seulement a-t-il une fois de plus agi comme un dictateur, mais c'est un parfait hypocrite.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

**Le Président:** Le député sait que lorsqu'il fait une déclaration pour présenter un projet de loi, il doit se limiter à expliquer

brèvement l'objet du projet de loi. Je juge inutile d'aller plus loin que cela et je suis persuadé que le député ne voudrait pas dépasser les limites de la convenance à la Chambre.

\* \* \*

●(1010)

## PÉTITIONS

### LE MARIAGE

**Mme Val Meredith (South Surrey—White Rock—Langley, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je suis heureuse d'intervenir à la Chambre pour présenter une pétition de 125 habitants de ma circonscription qui demandent au Parlement d'adopter une loi pour reconnaître l'institution du mariage dans le droit fédéral comme étant l'union permanente d'un homme et d'une femme, à l'exclusion de tout autre type d'union.

### LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui pour présenter une pétition au nom d'électeurs de Prince George—Peace River, plus précisément des régions rurales de Cecil Lake et Buick, ainsi que des collectivités de Mackenzie, de Chetwynd et de Prince George.

Ces électeurs voudraient signaler à la Chambre que la très nette majorité des Canadiens condamnent la création et l'utilisation de pornographie juvénile. Ils croient que le projet de loi libéral, le C-20, ne protège pas comme il se doit nos enfants. Ils pensent que le gouvernement libéral n'a pas empêché qu'on utilise comme moyen de défense la valeur artistique pour justifier la production et la possession de pornographie juvénile. Ainsi, ils demandent au Parlement de protéger nos enfants en prenant toutes les dispositions nécessaires pour interdire tout matériel qui encourage ou glorifie la pornographie juvénile.

### LES AFFAIRES AUTOCHTONES

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir intervenir ce matin pour présenter trois pétitions au nom des citoyens de Dauphin—Swan River.

La première pétition porte sur la question de la pêche au filet illimitée pour les autochtones du lac des Prairies au Manitoba. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'appliquer les lois du Canada afin que ceux qui profitent de leur statut pour enfreindre les lois fédérales soient tenus responsables de leurs actions, et ils soutiennent que le Canada doit avoir un seul système de justice pour tous ses citoyens.

*Les crédits*

## LES PARCS NATIONAUX

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, les signataires de la deuxième pétition affirment que les parcs nationaux sont des institutions canadiennes et ils demandent au Parlement de réduire les frais d'entrée et de camping dans les parcs nationaux.

## LA TUBERCULOSE BOVINE

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, la dernière pétition porte sur le troupeau de wapitis du parc national du Mont-Riding qui est contaminé par la tuberculose bovine. La maladie se transmet aux troupeaux de bétail des environs et le Manitoba a imposé le zonage. Les pétitionnaires prient le Parlement de demander à Parcs Canada de prendre immédiatement des mesures pour sauver le troupeau et protéger la faune et le bétail des régions environnantes en éliminant la maladie au sein du troupeau de wapitis.

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Geoff Regan (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

**Le vice-président:** Est-on d'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

## LES CRÉDITS

## JOUR DÉSIGNÉ—L'INDUSTRIE BOVINE

**M. Gary Schellenberger (Perth—Middlesex, PC)** propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le premier ministre devrait réunir et diriger une délégation multipartite, à laquelle se joindraient des représentants de l'industrie, afin de se rendre à Washington dans les plus brefs délais pour discuter avec des représentants du Congrès et du gouvernement des États-Unis de tous les moyens possibles pour rouvrir pleinement la frontière américaine aux cargaisons de bétail du Canada.

—Monsieur le Président, ce matin, je partagerai le temps qui m'est alloué avec mon collègue de Dauphin—Swan River.

Je trouve très malheureux de devoir prendre la parole aujourd'hui pour commenter cette motion qui a trait à une situation d'une importance énorme pour les Canadiens. Je ne devrais pas avoir à le faire et le fait que j'y sois obligé est effectivement très malheureux.

Le secteur agricole canadien traverse actuellement une crise importante. Les agriculteurs, certains de la quatrième et de la cinquième génération, notamment dans ma propre circonscription, Perth—Middlesex, où je considère beaucoup d'entre eux comme mes amis, sont au bord de la faillite. Ils sont beaucoup trop dans cette situation. Ces gens travailleurs et fiers, que je rencontre aux foires agricoles et autour de leur table de cuisine, me disent qu'ils ne survivront probablement pas à cette épreuve.

La situation de l'agriculture canadienne est désastreuse. Et comme si ça ne suffisait pas, nous avons en plus un gouvernement qui se refuse à prendre les mesures nécessaires pour contribuer au règlement du problème.

Si le gouvernement libéral ne fait rien, c'est que le pays vit également une autre crise: une profonde crise de leadership. Au lieu d'être proactifs face aux défis qui se posent aux agriculteurs canadiens, les libéraux préfèrent se livrer à des batailles intestines, régler de vieux comptes et faire passer leurs intérêts au sein du Parti libéral du Canada avant ceux du pays.

Le premier ministre préfère mettre l'accent sur les questions, comme le mariage homosexuel, qui lui assureront une place dans l'histoire. La course à la direction du Parti libéral et les faits et gestes du premier ministre en puissance font la manchette des principaux quotidiens du pays. Il me semble que les médias consacrent beaucoup trop de temps à ces questions. L'unification de la droite est un autre exemple. Monsieur le Président, excusez-moi car je ne suis pas journaliste, mais il me semble que la crise que traverse l'agriculture canadienne est quasiment passée sous silence tandis que le premier ministre et les médias concentrent leur attention sur d'autres questions qui, il me semble, sont beaucoup moins importantes que la ruine d'une industrie nationale qui, et c'est encore plus grave, annonce la disparition d'un mode de vie qui constitue le fondement même de notre pays. Ce problème promet de détruire des vies, de déchirer des foyers et de plonger les petites localités rurales du Canada dans le chaos économique.

Au lieu d'amorcer un dialogue avec nos amis et voisins américains, le premier ministre a préféré les tourner en ridicule avec dédain et mépris. Pas plus tard qu'hier, le premier ministre est allé aux Nations Unies, à New York, et il a porté à nos amis américains des coups bas et lancé à leur endroit des attaques à peine voilées. Pareille conduite ne passe pas inaperçue auprès des autorités à Washington.

Pendant que les libéraux se livrent à de tels jeux, il en va tout autrement de mes collègues du caucus du Parti progressiste-conservateur du Canada. Notre chef, le député de Pictou—Antigonish—Guysborough, a pris position sur cette question très importante comme un véritable chef et il a défendu cette cause.

Je tiens à remercier mon ami, le chef du Parti progressiste-conservateur du Canada, d'avoir signalé à la Chambre, à maintes occasions, à quel point le gouvernement libéral a choisi de ne pas tenir compte de cette crise et, ce faisant, comment le premier ministre et son Cabinet ont préféré adopter la voie de la facilité et abandonner les agriculteurs canadiens à leur triste sort, ceux-là même qui lui ont fait confiance pour diriger leur destinée.

Je suis aussi reconnaissant à plusieurs députés de l'Alliance, du NPD et du Bloc qui ont travaillé d'arrache-pied et qui ont essayé de faire honte au gouvernement pour le pousser à intervenir. Il y a aussi plusieurs députés libéraux qui ont fait preuve de courage en essayant de convaincre les grands bonzes de leur Cabinet de faire ce qui s'imposait, c'est-à-dire venir en aide aux agriculteurs canadiens.

Malheureusement, à cause de l'inaction à laquelle le gouvernement libéral nous a habitués dans ce dossier, les exploitations agricoles de la quatrième et cinquième générations dont j'ai parlé précédemment risquent de ne pas survivre une autre génération.

*Les crédits*

●(1015)

Il a fallu 100 ans et plus pour se doter d'une industrie agricole canadienne fière et dynamique et il est fort probable que les livres d'histoire nous apprennent un jour que le gouvernement libéral a mis environ 10 ans à détruire complètement tous les fruits du dur labeur qui avait été accompli; le gouvernement aura balayé toute l'innovation, la détermination et la persévérance dont ont fait preuve les Canadiens dans certaines des conditions les plus difficiles dans le monde. Cela semble être l'héritage que veulent nous laisser nos deux premiers ministres actuels, qui cherchent sans doute à prendre leurs distances l'un par rapport à l'autre, mais qui ont cheminé main dans la main sur la voie d'une catastrophe économique canadienne tout en concoctant leurs décisions stratégiques inconsidérées, les vrais Dupont et Dupond du gouvernement libéral.

C'est très triste.

Dernièrement, nous n'entendons parler que de notre premier ministre. Je dois m'excuser auprès de mes collègues et de vous, monsieur le Président. Je dois préciser cette remarque. Je parle expressément du premier ministre habitant actuellement au 24, rue Sussex. Nous n'entendons parler que de ses préoccupations concernant l'héritage qu'il va laisser. Si rien ne change, il laissera en héritage l'élimination de l'exploitation familiale au Canada et, compte tenu de l'état de nos relations avec les États-Unis, peut-être nous laissera-t-il dans une situation marquant la fin de la balance commerciale excédentaire du Canada par rapport aux États-Unis.

Qu'en est-il des préoccupations de l'humble agriculteur du Canada rural souhaitant léguer un jour son exploitation familiale à son fils ou à sa fille?

En ma qualité d'exploitant d'une petite entreprise, je peux dire aux députés à quel point il est important d'entretenir de bonnes relations avec ses meilleurs clients. Je peux dire sans me tromper qu'il est très important de faire affaire avec des gens qui ont de l'argent. Les Américains sont de fantastiques clients et de remarquables amis. Ils ont également les moyens de payer. Non seulement règlent-ils leurs factures à temps, mais encore ils ont la réputation de négociateur de bonne foi avec les Canadiens, une bonne foi dont le gouvernement libéral n'a malheureusement pas fait preuve à l'égard de nos amis américains au cours des débats ayant entouré de récentes questions de politique étrangère.

Ce sont des dossiers où l'on a vu le Canada abandonner ses alliés traditionnels, des alliés comme le Royaume-Uni, l'Australie et, oui, les États-Unis, pour s'aligner plutôt avec des pays comme la Russie, la France et la Chine.

Le régime libéral actuel a à tout le moins fait preuve de cohérence. Il s'en est pris au secteur prospère de l'élevage bovin, dont la mise en place avait pris une centaine d'années, et s'est employé à le détruire dans une période d'environ 10 ans. Il s'est ensuite tourné vers la noble tradition diplomatique canadienne, qui avait cours depuis 100 ans, et a complètement remanié nos alliances stratégiques internationales.

Hélas, en analysant le bilan des dix dernières années, on se rend compte que le gouvernement libéral actuel ne traite pas les Américains comme de bons clients et ses meilleurs amis.

Comme on a actuellement deux premiers ministres, on pourrait penser qu'un d'entre eux pourrait trouver le temps, entre deux activités de financement du Parti libéral du Canada, de diriger une délégation formée d'éminents dirigeants politiques, diplomates et représentants de l'industrie et de se rendre à Washington pour s'asseoir avec les Américains et discuter de certaines de ces questions. Est-ce déraisonnable? Environ 85 p. 100 de nos

exportations sont acheminées vers les États-Unis, en échange de précieux billets américains. Qu'y a-t-il de plus important que de maintenir nos bonnes relations avec les Américains?

Ayant abordé la question à l'étranger, je suis en mesure de dire à la Chambre que nos homologues du Congrès américain partagent bon nombre des préoccupations que j'ai mentionnées aujourd'hui à la Chambre. Lorsque j'ai soulevé la possibilité de rouvrir la frontière américaine au boeuf canadien, un membre du Congrès américain a déclaré: «Si nous devons pêcher, ne devrions-nous pas pêcher par excès de prudence?»

J'en appelle donc au sens de l'équité et de la décence qui anime, j'en suis persuadé, les députés. Je prie mes collègues de prendre les mesures qui s'imposent, de veiller à ce que les plus hautes instances diplomatiques se rendent à Washington pour amorcer un dialogue avec notre principal partenaire commercial, notre allié le plus fiable et, pour tout dire, notre meilleur ami, afin de dénouer cette impasse et de préserver le gagne-pain des producteurs canadiens.

●(1020)

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je constate que d'autres députés souhaitent poser des questions à mon collègue du Parti progressiste-conservateur ou faire des observations sur cette importante question; je vais donc essayer d'être bref.

J'ai pris en note certains de ses propos. J'ai écouté attentivement son discours et je suis d'accord avec son orientation générale. Il a dit qu'il est important d'entretenir de bons rapports avec ses meilleurs clients. Cela m'a fait penser à ce qu'un de mes électeurs m'a dit l'été dernier quand j'ai fait le tour de ma très vaste circonscription du nord de la Colombie-Britannique.

J'étais à Fort Nelson et me dirigeais vers le Yukon. Je suis arrêté rendre visite à mon ami Cliff Andrews; il est guide et pourvoyeur et exploite avec son épouse Lori une petite auberge à Tetsa River, au nord de Fort Nelson. Cliff m'a dit: «Jay, je pense que j'ai trouvé l'explication. À l'origine, il y avait, bien sûr, une vache folle. Cet incident isolé a inquiété les Américains, mais le problème persiste pour une autre raison.»

Voici son explication: «Supposons que vous êtes producteur de poulets et que votre meilleur client habite de l'autre côté du chemin. Tous les matins, vous vous levez, vous traversez le chemin et lui donnez un grand coup de pied. Après une semaine environ, vous vous étonnez qu'il ne veuille plus vous acheter d'oeufs.»

M. Andrews a fait ressortir un point important grâce à cette analogie. Si de vraies personnes vivant dans le vrai monde l'ont compris, pourquoi les libéraux n'ont-ils pas compris?

●(1025)

**M. Gary Schellenberger:** Monsieur le Président, exploitant moi-même une petite entreprise, je comprends ce qu'il faut pour établir de bonnes relations et pour faire marcher les affaires. J'évolue dans le secteur de la petite entreprise depuis plus de 40 ans. Le moins qu'on puisse dire c'est que certains commentaires exprimés à l'endroit de nos amis et principaux partenaires commerciaux, en l'occurrence les États-Unis, ont été plutôt désobligeants. Je sais ce que j'aurais fait si j'avais été là. J'aurais moi aussi fermé la porte.

Je crois que, en ce qui concerne l'encéphalopathie spongiforme bovine, nous n'avons eu qu'une seule bête affectée. C'est un fait établi. Toutefois, lorsqu'un représentant au Congrès américain m'affirme qu'il vaut mieux pêcher par excès de prudence, j'estime que c'est une réponse bien faible.

### *Les crédits*

La plupart d'entre nous qui siégeons dans cette enceinte prenons l'avion quotidiennement. Or, bien plus de gens périront cette année dans des accidents d'avion que des suites de la maladie de la vache folle qu'ils auraient pu contracter en consommant de la viande. Nous prenons tout de même l'avion.

Les Américains se servent d'un cas isolé pour nous mener en bourrique. J'estime que c'est une question entièrement politique. Ils ont été critiqués à maintes reprises et ils nous montrent simplement aujourd'hui qu'ils n'ont plus l'intention de se laisser faire.

J'ai apprécié le fait de participer à la délégation parlementaire à l'OMC. Je suis entré en contact avec certaines de ces personnes, ce qui est loin d'être toujours facile. C'est pour cette raison que je demande l'aide d'une personne plus haut placée que les députés, et cette personne n'est nulle autre que le premier ministre.

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat, mais ce n'est pas vraiment un plaisir, car le problème est si considérable que nous sommes au bord de la catastrophe.

Je crois également que la plupart des Canadiens qui habitent en ville ne comprennent pas vraiment ce qui se passe. Les députés des zones rurales ont cherché des solutions pendant tout l'été. La vérité, en ce moment, c'est que, malgré les manchettes qui disent que les frontières sont rouvertes, il n'en est rien. La porte est peut-être entrebâillée, mais seules quelques cargaisons de coupes de muscle entier ont été expédiées vers le sud.

Quand on pense à ce qu'une seule vache folle a pu faire. L'industrie a été à peu près complètement paralysée.

Je voudrais simplement expliquer le problème aux citoyens. Avant le 20 mai, on abattait chaque semaine au Canada 90 000 têtes de bétail. Après le 20 mai, c'était seulement 30 000. Des exploitants d'abattoir nous ont dit que les installations de congélation d'un bout à l'autre du Canada étaient remplies de viande.

Globalement, il faut que les citoyens saisissent à quel point le secteur de l'élevage est important et quel impact il a sur notre économie. Ce secteur vaut plus de 30 milliards de dollars. Par ordre d'importance, c'est le troisième au Canada. Il représente près du tiers du secteur agricole. Des dizaines de milliers de personnes sont touchées, dans les campagnes comme dans les villes. Je ne crois pas que les citoyens comprennent vraiment de quelle manière ils sont touchés.

La catastrophe a déjà à peu près complètement éliminé l'industrie du transport, celle du conditionnement et même le secteur de la restauration rapide, bref, tout ce qui concerne l'alimentation.

Il y a un peu plus d'un mois, je me trouvais à Ottawa pour assister à une séance d'urgence du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Paradoxalement, on nous a donné à entendre après cette réunion que les frontières rouvriraient. C'était il y a un mois, et nous ne sommes pas plus avancés aujourd'hui.

Songeons à la période écoulée: mai, juin, juillet, août et septembre. Les exploitants n'ont presque plus d'argent. Voilà le problème.

Quand j'ai comparu devant le comité, j'ai demandé combien d'entre nous pourrions survivre pendant quatre mois sans un chèque de paie. Il ne faut pas oublier non plus que bon nombre de ces gens ont investi des millions de dollars dans leur entreprise. J'ai appris au cours de cette rencontre que l'industrie de l'élevage bovin était bien évidemment régie par nos amis américains. Comme il a été mentionné plus tôt, qu'aurions-nous à gagner à diffamer nos

meilleurs clients et partenaires commerciaux et à manquer de respect à leur égard?

Il faut comprendre que soixante pour cent des animaux élevés au Canada se retrouvent sur le marché de l'exportation. Les Canadiens ne peuvent pas consommer tout le boeuf que nous élevons. Je crois comprendre que nous ne pourrions raisonnablement porter notre consommation interne à cinquante pour cent. Ce serait trop.

Comme nous l'avons entendu de la bouche du ministre de l'Agriculture, ce n'est pas une question scientifique. Il a tout fait raison à ce chapitre. En fait, je le félicite des efforts qu'il a effectués. Toutefois, s'il ne s'agit pas d'une question scientifique, c'est qu'il s'agit d'une question politique.

Comme je l'ai dit hier dans mon discours, c'est la politique qui est la cause de ce problème et seule la politique et un bon leadership peuvent permettre de le régler. Si nous ne pouvons compter sur l'aide du premier ministre à titre de chef de file du côté gouvernemental, il est évident que le problème restera entier et que l'industrie canadienne de l'élevage bovin sera décimée.

● (1030)

C'est la raison pour laquelle je suis d'avis que la motion est logique et que le premier ministre devrait réunir et diriger une délégation multipartite, à laquelle se joindraient des représentants de l'industrie, afin de se rendre à Washington dans les plus brefs délais pour discuter avec des représentants du Congrès et du gouvernement des États-Unis de tous les moyens possibles pour rouvrir pleinement la frontière américaine aux cargaisons de bétail du Canada.

Je suis originaire du Manitoba. Cette industrie compterait semble-t-il pour 10 p. 100 des sources de revenus de la province, à quelque 3 millions de dollars près, et générerait des revenus annuels de quelque 550 millions de dollars par année. Ce qui est le plus malheureux dans le cas de l'industrie manitobaine du boeuf, c'est que 90 p. 100 du cheptel doit être exporté. Qu'est ce que tout cela signifie pour cette industrie au Manitoba? Fondamentalement qu'elle doit fermer ses portes. Quatre-vingt pour cent de mes électeurs pratiquent la polyculture. Ils élèvent du bétail, mais ils produisent également des céréales et d'autres cultures commerciales. Le problème, c'est qu'ils n'ont aucune prise sur la situation.

Les gouvernements ont dit aux agriculteurs de tout le Canada qu'ils devaient diversifier leurs cultures. Ils l'ont fait. Ils ont commencé à élever du bétail afin de pouvoir se rabattre sur d'autres produits lorsque les prix des céréales sont faibles. Le problème est encore plus grave que celui dont je suis témoin depuis 1997, année où j'ai été élu à la Chambre; il est pire que la sécheresse et la faiblesse des prix des céréales. Aujourd'hui, les éleveurs de boeuf, qui représentent une majorité des agriculteurs de tout le pays, soit, selon certains, probablement 90 000 familles, sont sur le point de faire faillite.

En tant que députés, nous avons tous du mal à composer avec cela. Nous recevons des appels téléphoniques de familles d'agriculteurs qui réclament de l'aide. Elles sont au bord des larmes. Elles demandent comment elles pourront nourrir leurs enfants ou payer leurs comptes d'électricité ou de téléphone. Certaines ont des enfants qui sont prêts à aller à l'université. Je me suis entretenu avec Betty Green, la présidente de la Manitoba Cattle Producers Association. Ses enfants sont à l'université et elle se demande comment elle pourra les aider à poursuivre leurs études. Des agriculteurs qui élèvent des taureaux depuis trois ou quatre générations m'ont dit qu'il n'existe absolument aucun débouché pour ces bêtes. Comment paient-ils leurs factures?

*Les crédits*

Aujourd'hui, une exploitation agricole moyenne peut compter 100 à 200 têtes de bétail. L'été est passé. Dans certaines parties de ma circonscription, l'été n'a même pas été propice, en raison de la sécheresse. Les agriculteurs ne peuvent même pas nourrir leurs vaches. Un problème se pose même lorsqu'ils les emmènent dans des pâturages communautaires qui appartiennent au gouvernement fédéral. J'ai dû intervenir pour amener le gouvernement à reporter les paiements afin que les agriculteurs puissent ramener leurs bêtes chez eux. Même sur ce point, le gouvernement veut leur imposer des intérêts et leur faire payer la facture de pacage d'ici mars prochain.

Je suis ici pour plaider en faveur des habitants de Dauphin—Swan River et des agriculteurs de tout le pays. Ce problème se répercute non seulement sur les agriculteurs de Dauphin—Swan River, mais aussi sur ceux de partout au Canada. Il touche non seulement les producteurs de boeuf, les producteurs laitiers, les producteurs de bison, les producteurs de volaille, mais également tous les agriculteurs. Encore une fois, j'implore le gouvernement de faire preuve d'un peu de leadership et de s'attaquer au problème pour que nous puissions le résoudre.

• (1035)

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je veux profiter de la période des questions et observations pour poser quelques questions au député.

J'aimerais savoir d'où provient le chiffre de 90 000 bovins abattus par semaine. Au Canada, nous n'avons pas abattu 90 000 têtes de bétail par semaine depuis longtemps, si jamais nous l'avons fait. Avant le 20 mai, nous abattions de 73 000 à 74 000 bovins par semaine. Oui, le nombre a chuté, mais à la suite du programme de redressement, terminé avec succès à la fin d'août, 75 000 animaux étaient abattus par semaine. Est-ce qu'il s'en rend compte?

Il affirme qu'il ne s'est rien passé le mois dernier. Pourtant, jeudi dernier, des permis permettaient le transport vers les États-Unis de 8 millions de livres de boeuf canadien. Ce n'est rien? Il dit que rien n'a été fait pour les producteurs. Est-ce que les 560 millions de dollars des gouvernements fédéral et provinciaux, les 600 millions de dollars que j'ai annoncés la semaine dernière à titre de paiements de transition et les 500 millions de dollars mis à la disposition des producteurs en gestion des risques opérationnels ne représentent rien pour les producteurs canadiens?

Il déclare qu'il ne s'agit pas d'un problème de santé. Est-il en train de dire que le monde devrait faire abstraction des recommandations de l'Office international des épizooties qui est l'autorité scientifique mondiale dans ce domaine? Ne s'agit-il pas d'une question de santé? Je pense que cela va de soi depuis la triste situation qu'a vécue l'Europe il y a quelques années. Dit-il que nous devrions passer outre tous ces faits et ne parler que de politique en cette matière? Tout cela n'a-t-il aucune signification pour le député?

**M. Inky Mark:** Monsieur le Président, le ministre doit répondre au type sur le terrain, au naisseur, à celui qui ne peut pas payer ses factures, à celui qui ne peut pas expédier ses animaux d'un an pesant 700 livres et à celui qui est au bord de la faillite.

J'applaudis à tout le travail accompli par le ministre, car il l'a bien fait. Rien n'est inutile. C'est là une situation où tout le monde doit mettre l'épaule à la roue. Les députés n'ont rien à gagner en se critiquant l'un l'autre pour ce que l'un a fait ou n'a pas fait. Le problème est de nature politique, inutile de chercher ailleurs.

J'ai participé à la séance du comité, il y a un mois, et des députés ont posé des questions au sujet du fonds de transition de plus de 460 millions de dollars. Nous voulions savoir où se trouvait cet argent.

La question a été soulevée lorsque des députés libéraux d'Ontario se sont fait demander, cet été, pourquoi le prix du boeuf au comptoir était aussi élevé, compte tenu du fait qu'on en retrouvait en abondance et qu'il y avait des problèmes à le livrer. Les éleveurs de bovins de boucherie obtenaient 30¢ la livre et les vaches valaient 10¢ la livre. C'est une question très pertinente.

Les entreprises de conditionnement de tout le pays ont recherché la trace de cet argent, mais n'en ont point trouvé ni n'ont pu établir le montant déjà dépensé. Il arrive ce qui est arrivé pour l'ACRA. Le gouvernement a injecté 1,5 milliard de dollars dans l'ACRA (Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole); durant des années, nous avons cherché où était allée cette somme et, encore aujourd'hui, nous l'ignorons.

C'est facile pour le gouvernement d'affirmer qu'il va dépenser de l'argent, mais celui-ci devrait être remis aux personnes qui en ont besoin.

• (1040)

**M. Myron Thompson (Wild Rose, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je suis heureux que le parti du député ait aujourd'hui saisi la Chambre de cette motion, que j'appuie d'ailleurs entièrement.

Lors de la crise du SRAS, le gouvernement a réagi immédiatement, et il a eu raison. Lors de la panne de courant qui a duré 72 heures et qui a causé beaucoup de tort, en Ontario, un comité a tout de suite été chargé de se pencher sur cet événement tragique.

Le député peut-il m'expliquer pourquoi le gouvernement libéral, qui a réagi de façon opportune dans d'autres circonstances, n'a pas encore chargé un comité formé de Canadiens, d'Américains, de politiciens et de membres de l'industrie des deux côtés de la frontière de se pencher sur ce terrible problème? Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien, alors qu'il s'est empressé de réagir dans d'autres circonstances telles que la crise du SRAS et la panne de courant?

Dans ma circonscription, nombre d'éleveurs de bétail, dont moi-même, ne peuvent que constater que cinq mois se sont écoulés et qu'aucune mesure concrète n'a encore été prise malgré tout le blablabla. Ces éleveurs seront acculés à la faillite avant d'avoir pu remplir les formulaires et présenter leur demande au ministre de l'Agriculture, à Ottawa. Pourquoi le gouvernement hésite-t-il à s'attaquer résolument à ce problème? Il s'est empressé de réagir dans d'autres...

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je sais que le député de Wild Rose voudra laisser la minute qui reste à son collègue pour que celui-ci réponde à la question. Le député de Dauphin—Swan River a la parole.

**M. Inky Mark:** Monsieur le Président, il est malheureux d'en venir à comparer une province à une autre. Le fait de monter les provinces l'une contre l'autre est contre-productif au sein de notre fédération.

Si la frontière était fermée aux pièces de véhicule automobile entre l'Ontario du sud et les États-Unis, combien faudrait-il de temps pour la rouvrir? Je ne crois pas qu'il faudrait attendre pendant quatre mois.

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat d'aujourd'hui.

### *Les crédits*

Je tiens d'abord à remercier tout le monde. Les bons résultats que nous avons obtenus jusqu'ici dans nos efforts pour ouvrir les frontières au boeuf canadien et soutenir la production bovine au Canada sous tant de formes constituait bien un effort d'équipe canadien. Les consommateurs étaient présents pour soutenir l'industrie. Les provinces, les intervenants de l'industrie et les députés ont joué leur rôle, et nous devons à coup sûr poursuivre ce type d'approche. Nous avons déjà connu beaucoup de succès.

L'idée qu'une délégation multipartite se présente au rendez-vous à la porte de la Colline du Parlement est évidemment une approche possible, mais je crois que les relations personnelles que j'ai établies ont été fructueuses, notamment avec la secrétaire américaine Ann Veneman et le secrétaire mexicain à l'Agriculture, Javier Usabiaga. Les appels que j'ai lancés à d'autres pays et les relations que j'ai établies avec eux, par exemple avec le Japon, ont été efficaces. Il va sans dire que nous avons davantage communiqué avec les États-Unis.

J'ai consulté une liste de contacts. Les députés ont affirmé que l'on devrait faire intervenir des diplomates, des politiciens et des chefs de file canadiens. Il y a quelquel temps, j'ai cherché à compter le nombre d'interventions, de contacts et de lettres qu'il y avait eu, et j'en ai répertorié plus de 76 pour le Japon seulement.

Malheureusement, nous sommes aux prises avec une question de santé, comme l'ont établi les meilleurs scientifiques internationaux à l'Office international des épizooties. Pour mettre les choses en perspective, l'OIE, qui est l'équivalent de l'Organisation mondiale de la santé, s'occupe des questions de santé humaine, les commente et émet des lignes directrices. Il s'agit d'une situation où la science et l'expérience malheureuse que l'Europe a vécue il y a quelques années montrent qu'un problème de santé animale peut très bien avoir une incidence sur la santé humaine. Cette possibilité doit être une préoccupation de premier ordre pour tous.

Certains dirigeants canadiens se sont rendus à Washington. Certains ont connu plus de succès que d'autres dans leurs démarches et leurs commentaires. Je puis cependant assurer aux députés que le premier ministre s'est entretenu directement de la question avec le président Bush. Le président a dit qu'il tenait à ce que la frontière soit rouverte. C'est significatif. C'est également ce qui est ressorti des contacts que moi-même, des fonctionnaires de mon ministère et de nombreux autres services gouvernementaux ont eus avec les représentants de l'administration américaine.

Permettez-moi de faire le point sur la situation. Le Canada est le premier pays touché par l'EBS à avoir obtenu la réouverture des marchés à son produit. Je reconnais qu'il a fallu 100 jours pour y arriver, mais ce résultat est un précédent historique, et il a été rendu possible grâce au système que nous possédons, à notre industrie, à nos producteurs primaires, à notre secteur de la transformation et au système d'inspection des aliments, et également au fait que tout le monde a reconnu l'importance du marché intégré des bovins et du bétail en Amérique du Nord. Il ne faut pas non plus oublier la question de l'élevage. Les chiffres étaient incroyablement élevés.

Il faut également rappeler que ce n'est pas comme si c'était notre frontière qui était fermée et que sa réouverture ne dépendait que de nous. Ce sont plutôt les frontières des autres pays qui nous sont fermées. Il appartient à ces pays de rouvrir leurs frontières. Nous avons fourni des preuves satisfaisantes avec des moyens scientifiques et tout ce dont j'ai parlé, et ces pays ont commencé à nous ouvrir leurs frontières.

Comme je le disais en réponse au député il y a quelques minutes, depuis jeudi dernier, des certificats sont délivrés chaque jour. Plus de

huit millions de livres de viande sont expédiées vers les États-Unis. Nous allons également commencer à en envoyer au Mexique. Nous entendons poursuivre nos efforts à ce chapitre.

L'autre jour, la secrétaire américaine a dit publiquement qu'elle accélérerait le processus de réglementation afin d'ouvrir la frontière dans le cas des bovins sur pied de moins de trente mois devant être abattus immédiatement. Aux États-Unis, ce processus prend habituellement douze à dix-huit mois. Comme je l'ai dit à la presse l'autre jour, elle nous a garanti qu'elle accélérerait le processus. Nous l'avons encouragée à le faire. Je lui ai parlé de cette question particulière et je l'ai encouragée personnellement à accélérer le processus pour que nous puissions franchir un pas de plus dans le dossier de la réouverture des frontières.

● (1045)

Le Mexique travaille aussi en ce sens. Tout le monde sait que le Mexique et le Canada préparent actuellement un protocole qui nous permettra, nous l'espérons, d'exporter des génisses laitières pleines de remplacement ainsi que des boeufs au Mexique. L'élaboration du protocole n'est pas encore terminée. Toutes les parties doivent être d'accord, y compris les États-Unis, puisque ceux-ci se préoccupent de l'exportation des bovins sur pied au Mexique.

Nous avons réalisé des progrès, non seulement auprès des États-Unis et du Mexique, comme je l'ai mentionné, mais également auprès de la Russie. Le Canada prépare actuellement un protocole en collaboration avec la Russie, qui s'apprête à exporter non seulement des animaux de moins de trente mois, mais aussi des animaux de plus de trente mois.

Nous n'avons jamais encore mis tant d'efforts en commun avec la Jamaïque, Antigua-et-Barbuda, les Philippines et Trinité-et-Tobago. Ces pays n'ont rouvert leurs frontières à aucun autre pays où l'EBS a été diagnostiquée ou dont le nom apparaît sur la liste des pays frappés par l'EBS.

Les gouvernements provinciaux et fédéral continueront de collaborer aussi fortement avec ces pays et d'autres. Je donne à la Chambre l'assurance que nous n'abandonnerons pas, que ni l'industrie ni les provinces ne l'abandonneront, tant que nous ne serons pas revenus totalement à la situation qui régnait avant le 20 mai.

Nous prenons des mesures pour accélérer tous les processus, et les pays se joignent à nous, car ils reconnaissent la qualité du boeuf canadien.

Même si un voyage à Washington par un groupe de politiciens peut donner l'impression qu'on réalise des progrès, notre approche complète en coulisse fonctionne. Nous savons que c'est une grande partie de la diplomatie, ce qui est contraire à ce que certains voudraient voir arriver. Ils pensent que tout devrait être fait de façon publique, qu'il devrait en être question dans les premières pages des journaux et qu'on devrait inviter les caméras de télévision aux rencontres en question. Cependant, ce sont les actes qui comptent. Avec ce qui s'est produit jusqu'à maintenant, nous pouvons dire en toute honnêteté que nous avons pris des mesures qu'aucun autre pays n'a prises.



*Affaires courantes*

Tout en continuant de faire cela, nous collaborons également avec l'Office international des épizooties, l'OIE. Le Canada donne l'exemple à cet égard. Dans l'un des entretiens en tête-à-tête que j'ai eus avec la secrétaire Venamen en juin, j'ai proposé que les pays membres de l'ALENA, le Canada, les États-Unis et le Mexique, rédigent une lettre demandant à l'OIE de réexaminer le niveau de risque posé par une chose comme l'EBS. J'ai demandé à l'OIE de réexaminer la question de l'EBS, en particulier lorsqu'un système fonctionne comme le nôtre. Nous sommes placés dans cette situation justement parce que notre système a fonctionné. Nous avons trouvé l'animal et nous l'avons retiré de la chaîne alimentaire.

Nous demandons à l'OIE, et nous sommes appuyés en cela par d'autres pays, d'examiner, dans le cadre de sa rencontre à Paris, en septembre, les données scientifiques qui sont sorties depuis la grave situation qui s'est produite au Royaume-Uni et en Europe il y a quelques années. Nous lui demandons de se pencher sur les modifications dans les méthodes d'alimentation animale, sur le niveau de surveillance effectuée et sur le retrait des matériels à risque spécifié notamment. Nous pourrions alors placer les choses dans leur contexte quant aux risques courus dans des situations de ce genre.

Il ne s'agit pas d'une situation où, comme dans le passé, on a estimé qu'il y avait jusqu'à deux millions d'animaux dans la chaîne alimentaire. Le risque est très faible. Je ne dis pas qu'il faut en faire fi, mais mettons-le en perspective. D'autres pays reconnaissent que c'est important pour eux également.

Nous voulons leur demander de créer des normes internationales qui reflètent les données scientifiques, la surveillance et les tests effectués, les pratiques en matière d'alimentation animale et le reste. Nous allons continuer de promouvoir ce qui nous a très bien réussi et qui est reconnu par l'organisme international compétent. Nous lui avons demandé d'examiner ce que nous avons fait et de nous recommander la marche à suivre.

Nous avons déjà mis en oeuvre certaines des recommandations. Dans le cas des autres, nous devons travailler de concert avec les provinces pour nous assurer que nous avons la capacité, le financement et tout ce que nécessite cette démarche, car un pourcentage du boeuf canadien est abattu dans les abattoirs provinciaux. Les provinces aussi doivent être en mesure d'effectuer une surveillance accrue et des tests plus poussés sur les animaux.

J'ai fait allusion au fait que nous avons éliminé les éléments de risque précis afin de rendre encore plus sûr un système qui l'est déjà. Nous cherchons à atteindre le niveau de contrôle nécessaire pour que, dès que nous aurons les ressources requises, notre système puisse dépister un animal infecté sur un million. Nous ne pouvons nous engager à le faire tant que nous n'aurons pas les ressources.

• (1050)

C'est l'objectif que nous nous sommes donné et, pour l'atteindre, nous prendrons les mesures nécessaires au sujet de l'alimentation et de la traçabilité des bêtes en plus d'accroître considérablement la surveillance.

C'est ainsi, et non pas par des manifestations à Washington, que nous convaincrions les autres pays de rouvrir leurs frontières. Il est vrai qu'un certain nombre de personnes s'ont déjà allées à Washington et que cela a été utile. Cependant, le travail, diplomatique et scientifique, se poursuit dans d'autres domaines qui relèvent du ministre du Commerce et d'autres ministres.

Le premier ministre et le vice-premier ministre ont saisi toutes les occasions de rappeler ces faits à tous, pas seulement aux États-Unis. Oui, les États-Unis sont notre principal client, mais ils ne sont pas

notre seul client. C'est pourquoi il importe que nous poursuivions notre travail auprès de la trentaine de pays concernés.

J'ai rencontré le ministre de la Corée et d'autres ministres. J'ai rencontré le ministre du Japon à nouveau, il y a une semaine et demie, non pas à la réunion, mais à Cancun où le député était aussi présent. Je le remercie d'avoir participé à la réunion de l'OMC et d'avoir appuyé notre équipe canadienne dans les dossiers étudiés à l'OMC. J'ai rencontré le ministre du Japon à cette occasion et j'ai aussi rencontré le ministre de la Chine. Comme je l'ai dit, j'ai aussi discuté avec le secrétaire du Mexique et celui des États-Unis. Je me suis donc entretenu avec tous ces ministres.

Une autre chose a beaucoup aidé et c'est l'annonce faite, en juillet dernier, par le ministre du Commerce international et moi-même; nous avons alors affirmé que toutes les importations supplémentaires de boeuf et de veau faites hors-ALENA seraient normalement refusées. Cela fait en sorte que, dans des circonstances normales, la tâche sera plus difficile pour nos transformateurs de premier et de second cycles qui profitaient de nos contingents tarifaires pour importer du boeuf de l'étranger au-delà des quantités prévues dans nos engagements envers l'OMC.

Afin d'aider les producteurs, et j'ai expliqué ceci au député il y a un instant, le gouvernement s'est engagé à verser 560 millions de dollars. Certains ont dit que le gouvernement n'avait rien fait. Nous avons fait cette annonce le 20 mai, dès que la situation a été confirmée. J'ai pris la parole en compagnie du ministre en Alberta dans les deux heures après la confirmation de l'existence de la maladie.

Ces gens traitent de dérisoires les 312 millions de dollars versés par le gouvernement fédéral, ainsi que l'appui des provinces, qui a porté la somme à 520 millions de dollars. Je ne crois pas que 520 millions de dollars représentent une somme dérisoire aux yeux d'une majorité de Canadiens. Est-ce que l'industrie éprouve des difficultés financières? Oui, nous le reconnaissons, mais ce programme a maintenu le marché ouvert et a permis aux activités de se poursuivre, à un rythme de jusqu'à 73 000 bêtes par semaine.

Nous continuons à faire des efforts pour que la frontière soit réouverte, mais nous regardons vers l'avenir afin de mettre en commun tout l'argent disponible. Il y a...

• (1055)

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Huron—Bruce a la parole pour un recours au Règlement.

---

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

#### PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à vous remercier de m'avoir permis de soulever cette question. Il y a eu des consultations entre tous les partis, et vous constaterez que la Chambre donnerait le consentement unanime à l'égard de la motion qui suit. Je propose que le 45<sup>e</sup> rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant la composition de certains comités, présenté plus tôt aujourd'hui, soit réputé adopté à 14 heures, le jeudi 25 septembre 2003.

*Les crédits*

**Le vice-président:** La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

## SANTÉ

**M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):** Monsieur le Président, il y a eu des consultations entre tous les partis, et vous constaterez que la Chambre donnerait le consentement unanime à l'égard de la motion qui suit. Je propose:

Que, nonobstant l'article 106(1) du Règlement, le Comité permanent de la santé soit autorisé à se réunir le jeudi 25 septembre 2003, à 15 h 30, aux fins de l'article 106(2) du Règlement.

**Le vice-président:** La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

---

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### LES CRÉDITS

#### JOUR DÉSIGNÉ—L'INDUSTRIE BOVINE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, pouvez-vous me dire combien de temps il me reste?

**Le vice-président:** J'étais justement sur le point de répondre à cette question. Il reste environ six minutes au ministre.

**L'hon. Lyle Vanclief:** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, même si nous continuons à faire tous les efforts que j'ai décrits pour rouvrir la frontière, il est important que nous ayons commencé à verser des fonds.

En plus des 560 millions de dollars que j'ai mentionnés, dont 312 millions était la contribution fédérale au programme mis en place en réponse à la crise causée par l'EBS, j'ai annoncé vendredi dernier que le deuxième versement des fonds de transition totalisant 1,2 milliard de dollars que le premier ministre et moi-même avons annoncés en juin 2001 serait envoyé aux agriculteurs. Les formulaires de demande et l'information pertinente seront distribués très prochainement. Ce sont là 600 millions de dollars qui seront versés aux agriculteurs. Ce sont des fonds fédéraux. L'an dernier, certaines des provinces ont fourni 40 p. 100 de cette somme. D'autres ont choisi de ne pas le faire.

Je ne sais pas du tout si les provinces le feront encore cette année ou non. Je tiens cependant à rappeler à tout le monde que 600 millions de dollars seront versés et que la majeure partie de cet argent ira aux éleveurs de bovins. Toutefois, comme des députés l'ont signalé aujourd'hui, il y a eu d'autres problèmes dans notre industrie, que ce soit la sécheresse dans certaines régions ou la situation du marché pour d'autres produits.

J'ai également annoncé, il y a quelques semaines, que les provinces qui s'étaient engagés à appliquer le cadre stratégique pour l'agriculture recevraient des fonds. En d'autres termes, ces provinces ont signé une nouvelle entente fédérale-provinciale. Les autres ententes fédérales-provinciales sont arrivées à échéance le

31 mars 2003. Les provinces connaissaient depuis trois ans cette date d'expiration. Plusieurs d'entre elles ont adhéré au cadre stratégique, ce qui permet au gouvernement fédéral de leur verser des fonds à ce titre.

Les provinces signataires se sont engagées à participer dans une proportion de 40 p. 100 aux programmes, non seulement au titre de l'assurance-récolte, mais aussi des programmes complémentaires, de l'aide aux sinistrés, de la salubrité des aliments, de l'environnement, du renouveau et de l'innovation grâce à la science. Certaines provinces qui n'ont pas signé l'entente n'ont même pas indiqué à leur industrie si elles l'appuieront à cet égard.

Nous voulons libérer ces fonds. Pour les provinces signataires, j'ai annoncé, il y a deux ou trois semaines déjà, que j'étais disposé à permettre aux agriculteurs de faire des applications provisoires dans le cadre du programme de gestion des risques de l'entreprise agricole, qui sera mis en place une fois que davantage de provinces auront adhéré au cadre stratégique. J'ai d'ailleurs signé des ententes bilatérales à cet égard cette semaine avec quatre provinces. Celles-ci ont fait la transition. Elles ont pris un engagement. Les autres ne l'ont pas fait. Nous savons que les agriculteurs ont besoin de notre appui financier et je suggère que les industries des provinces qui n'ont pas encore signé demandent à leur gouvernement de signer pour que les fonds puissent commencer à circuler.

Nous continuerons à collaborer avec les provinces et avec l'industrie pour évaluer les besoins et voir quelles mesures additionnelles il convient de prendre.

Des changements sont survenus dans l'ensemble de l'industrie du boeuf et il y en a encore à venir. À l'instar de la table ronde sur le boeuf, les intervenants de l'industrie—des éleveurs aux consommateurs et des gouvernements à l'industrie—doivent se concerter, comme ils le font présentement, pour préparer l'industrie du boeuf à faire face à certaines des réalités auxquelles nous pouvons fort bien être nous-mêmes confrontés. Ce sont des réalités que nous n'aimons pas, mais que nous devons affronter dans l'avenir.

L'industrie du boeuf peut être fière, et nous sommes tous fiers de la façon dont, par le passé, elle s'est adaptée et a développé le marché du boeuf, non seulement au Canada, mais aussi dans le monde entier. J'ai bon espoir que, quels que soient les changements, et nous espérons qu'ils ne seront pas nombreux, l'industrie du boeuf saura encore s'y adapter.

Nous pouvons constater que le gouvernement fédéral, les provinces et l'industrie font tout leur possible pour faire rouvrir les frontières. C'est effectivement très important, et je n'essaie pas de minimiser le problème, mais il est important aussi que nous fassions tout notre possible pour développer l'industrie au Canada même. Si nous ne pouvons vendre la viande des animaux d'un certain âge à l'étranger, ce que nous essayons et continuerons d'essayer de faire, alors il nous faut développer la consommation et les marchés au Canada.

● (1100)

Toutes nos chaînes de restauration rapide ont annoncé cette année que, au lieu d'acheter une partie de leur boeuf à l'étranger, elles se serviraient de boeuf canadien. Voilà un débouché, mais je conviens que ce n'est pas la façon la plus facile de l'obtenir.

*Les crédits*

Nous avons accusé des pertes parce que, avant ces problèmes sanitaires, il n'existait aucune frontière entre le Canada et les États-Unis pour l'industrie du boeuf. Il n'y en avait vraiment pas, et l'industrie du boeuf s'est développée en conséquence. Je ne la critique pas, mais telle était la réalité. Il existe maintenant une frontière pour des raisons sanitaires, et nous l'avons franchie dans une certaine mesure. J'ai bon espoir que nous ferons mieux encore.

Nous avons peut-être la possibilité de rapatrier des installations d'abattage ou d'en implanter chez nous. Nous pourrions récupérer des emplois et en créer de nouveaux ici même. Nous pourrions créer des produits qui, par le passé, nous venaient d'ailleurs et étaient fabriqués avec du boeuf de l'étranger.

Je tiens à remercier tout le monde. Toute l'équipe canadienne a fait un effort, et tout semble indiquer que cette solidarité ne va pas disparaître. Encore une fois, je remercie les consommateurs canadiens, car ils ont fort bien reconnu l'importance de l'industrie du boeuf, comme tout le monde, et l'ont soutenue pendant tout l'été. Je sais qu'ils continueront à le faire.

• (1105)

**M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je suis heureux de voir que le ministre a participé à la discussion.

Il a parlé avec enthousiasme de l'avenir de l'industrie. Je suis d'accord avec lui. Les producteurs sont coriaces. Ils vont résister. Une chose manque, et le ministre devra faire preuve de leadership dans ce domaine, nous ne percevons aucun leadership, nous ne disposons d'aucun plan visant à faire sortir l'industrie de la crise qu'elle connaît actuellement pour l'amener vers l'avenir dont il a parlé et pour lequel il dit travailler.

Nous ne voyons aucun protocole relatif à la gestion des matériels à risques spécifiés et à l'équarrissage. Où est ce protocole? Nous voyons ce genre de choses se produire. Nous voyons des décharges remplies de ces produits, mais nous n'avons aucun leadership. Les provinces et l'industrie sont d'accord. Nous sommes tous d'accord pour dire que le Cadre stratégique pour l'agriculture, auquel le ministre continue de forcer les gens à adhérer, ne parviendra jamais à régler une crise comme celle-ci ou à offrir la transition nécessaire pour revenir à la situation qui prévalait avant le 20 mai.

Il y aura certainement des changements, mais nous ne constatons aucun leadership, ni aucune planification de la part du fédéral. Cela est nécessaire. C'est le vide.

**L'hon. Lyle Vanclief:** Monsieur le Président, il y a quelques mois, avant le 20 mai, le gouvernement a inauguré une série de tables rondes. À titre de ministre, j'en avais fait l'annonce.

Il y a beaucoup de personnes intéressées à cette question. Nous avons inauguré une table ronde pour le bovin. La première question abordée en table ronde avant le 20 mai a été, à juste titre: comment pouvons-nous améliorer l'industrie du boeuf au Canada? Comment l'améliorer aussi bien à l'étranger qu'au pays? Le 20 mai, évidemment, cette table ronde a porté son attention ailleurs, mais nous avons déjà créé cette table.

Le député a demandé ce qui se passait. Malheureusement, cela ne se passe pas comme certaines personnes se l'imaginent. Il ne nous suffit pas d'appeler au téléphone le président Bush ou Ann Veneman, secrétaire du département de l'Agriculture, et de leur dire: «Excusez-nous les amis, demain nous passons la frontière avec des camions de bétail! demain, nous arrivons avec quelques vaches rejetées!»

Ce n'est pas aussi simple. Il faut beaucoup de travail diplomatique. Il faut aussi beaucoup de travail auprès de l'industrie. Par ailleurs,

l'industrie elle-même doit posséder en son sein les ressources nécessaires pour transformer certaines de ses installations afin que celles-ci traitent certains produits qu'elles ne pouvaient traiter auparavant. Ce travail est déjà entrepris.

Dans mes commentaires, j'ai mentionné au sujet de nos règlements que nous devons veiller à pouvoir les appliquer. Ils doivent être parlants, crédibles et d'application pratique. Nous n'agissons pas avant de pouvoir le faire, car dans le passé nous avons montré au monde que lorsque nous faisons de tels règlements, nous pouvions nous y tenir. Ils l'ont reconnu et c'est pourquoi nous bénéficions de frontières ouvertes.

**M. Rex Barnes (Gander—Grand Falls, PC):** Monsieur le Président, le ministre a parlé de l'argent qui avait été dépensé par le gouvernement dans le cadre de cette crise. Mais, comme pour la crise de l'industrie de la pêche, beaucoup d'argent est dépensé sans qu'il parvienne aux personnes qui en ont le plus besoin sur le terrain.

Le ministre a parlé d'un peu plus d'un demi milliard de dollars. Il semble bien que, pour l'essentiel, cette somme ait déjà été versée au programme d'indemnisation si l'on tient compte des fonds décaissés par les provinces. Mais qui a obtenu cet argent? Si cette somme a été dépensée, les agriculteurs affirment pourtant n'avoir rien reçu. Qui a touché cet argent? J'aimerais que le ministre décrive l'utilisation qui a été faite de cet argent.

**L'hon. Lyle Vanclief:** Monsieur le Président, le député devrait voir comment le programme de relance mis en place en réponse à la crise causée par l'encéphalopathie bovine spongiforme s'est déroulé.

Lorsque les propriétaires des bovins amenaient leurs animaux, ils présentaient une réclamation et touchaient un chèque au montant payé par le programme de relance. Ces montants s'élèvent à plus de 500 millions de dollars et ils ont été directement payés aux personnes qui ont vendu leurs animaux. Les chèques de l'aide financière temporaire, les 600 millions de dollars que j'ai annoncés la semaine dernière, seront établis en fonction des ventes nettes admissibles et des antécédents des agriculteurs et ils leur seront directement envoyés par la poste. Lorsque les agriculteurs rempliront les formulaires relatifs aux désastres dans le cadre du système de gestion des risques opérationnels, le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA), l'argent sera directement remis aux agriculteurs. Tout cet argent leur reviendra directement.

Ce sont eux qui le toucheront. Ce sont eux qui méritent de le recevoir. Tels seront les destinataires de ces sommes.

• (1110)

**M. Dick Proctor (Palliser, NPD):** Monsieur le Président, le ministre sait que la plupart des fonds ont été versés à de grands parcs d'engraissement. Un de ces parcs a reçu un chèque de quelque 5 millions de dollars, alors que nombre d'éleveurs-naisseurs n'ont pas vu et ne verront pas de sitôt l'ombre des 500 millions de dollars du cadre stratégique.

J'ai une question à poser au ministre au sujet des bovins de réforme dont il a été question hier. Le système est saturé et nous devons reconnaître que nombre d'abattoirs au Canada ne sont pas en mesure de traiter les bovins de réforme qui sont habituellement traités aux États-Unis. On en a éliminé un peu plus de 3 000 la semaine dernière, alors qu'il faut en éliminer 15 000 de plus d'ici la fin de l'année.

Quelles mesures le ministre entend-il prendre en vue de désengorger le système et de rattraper le retard de manière à ce que l'on puisse traiter les animaux plus jeunes ici même, au Canada?

*Les crédits*

**L'hon. Lyle Vanclief:** Monsieur le Président, il y a eu une réunion des ministres des gouvernements fédéral et provinciaux hier, réunion à laquelle ont participé des représentants des producteurs de bovins. En réponse à la recommandation de ces derniers au sujet du traitement des vaches de réforme, les ministres présents ont fait front commun pour dire qu'aucune mesure particulière ne visait ces animaux, mais que le gouvernement injectait des fonds, soit les 500 millions de dollars affectés au Cadre stratégique pour l'agriculture.

En passant, il n'y a pas de plafond. Certaines provinces ont dit à leur trésorier de budgéter selon ses estimations, et je les comprends bien. Il n'y a pas de plafond fédéral. S'il y a des besoins accrus, on débloquent des fonds supplémentaires en fonction de la baisse des marges de production dans le passé. Il est possible que les intéressés n'aient pas obtenu autant pour les bovins gras ou pour les vaches que ce ne fut le cas dans le passé, ou qu'ils n'aient pas obtenu autant pour le canola, le blé, le maïs, le soja, selon le cas. Les fonds sont là. Il en avait été décidé ainsi.

Pour ce qui est des capacités de traitement, les discussions tenues hier ont montré clairement que les provinces et l'industrie ont l'impression que nous avons les capacités voulues. Les entreprises de conditionnement ne paient pas un prix très élevé pour les vaches de réforme à l'heure actuelle. Je suis certain que si les entreprises de conditionnement étaient prêtes à payer un peu plus cher, les producteurs se tourneraient davantage vers elles.

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le ministre d'avoir fait son exposé devant la Chambre aujourd'hui, au cours de ce débat fort à-propos.

Le 20 mai, au moment où la crise a frappé l'industrie, l'ACIA est intervenue rapidement. Cette dernière semblait alors posséder un plan d'action. De plus, au bout d'un certain temps, elle aurait été en mesure de présenter certaines preuves qu'il s'agissait d'un cas isolé de la maladie. À l'heure actuelle, le public semble craindre que la stratégie ait été abandonnée. À présent qu'on a démontré qu'il s'agissait d'un cas isolé et qu'on a divulgué les preuves scientifiques, la stratégie n'est plus visible pour le public.

Ma question comporte deux volets. D'abord, a-t-on une stratégie pour rouvrir la frontière? Le ministre a parlé de voies diplomatiques, mais une stratégie particulière existe-elle et, si oui, qui l'a élaborée?

Le processus de réouverture de la frontière est établi depuis des dizaines d'années ou, à tous le moins, depuis dix ans. D'une certaine façon, le processus semble s'appliquer à une flambée d'EBS.

J'aimerais que le ministre nous explique la différence entre un pays frappé d'une flambée d'EBS et un pays où un cas isolé de cette maladie seulement a été relevé. Comment réagirions-nous si la situation était inversée et que la flambée d'EBS avait lieu aux États-Unis? Quelles mesures prendrions-nous?

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Il ne reste plus qu'une minute et je veux accorder un peu de temps au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour répondre.

**L'hon. Lyle Vanclief:** Monsieur le Président, le député connaît très bien l'industrie du boeuf et il pose une question sensée. Je sais qu'il n'aura pas le temps de répliquer, mais je pense que si cette vache avait été aux États-Unis, plusieurs députés à la Chambre auraient dit «ils ont l'EBS, nous pas» et ils auraient suggéré que nous appliquions les directives de l'OIE.

L'OIE a des directives pour différents niveaux de risque. D'autres pays suivent ces directives. Cependant, beaucoup de ces pays disent que c'est grâce à notre système, grâce à la stratégie de l'ACIA,

d'Agriculture Canada, de Commerce international, de Santé Canada et de tous les autres que nous avons réussi à faire rouvrir partiellement les frontières. C'est un exploit, mais il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Il nous faut tirer profit de ce que nous avons et de notre système, reconnu partout dans le monde. N'oubliez pas, l'organisation internationale a déclaré qu'aucun autre pays n'avait réagi aussi rapidement et avec autant de compétence et de rigueur que le Canada pour régler le problème et évaluer le niveau de risque. Aucun autre pays n'a réagi avec autant de célérité que le Canada. Nos fonctionnaires ont travaillé sans relâche. Notre industrie a travaillé sans relâche. Tous les Canadiens méritent nos remerciements pour le travail accompli jusqu'à maintenant, et je pense que toute la population le sait. Mais la population sait aussi que le travail n'est pas fini.

●(1115)

**M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, c'est un plaisir de prendre la parole aujourd'hui et de commenter la motion présentée par mes collègues du Parti conservateur. J'y souscris entièrement.

La motion a été présentée au Comité de l'agriculture lorsqu'il s'est réuni d'urgence cet été. Je crois que c'était en juillet. Elle a été adoptée à l'unanimité. C'était une initiative apolitique. Nous devons tout faire pour ramener l'industrie du bétail à la normale.

Il ne s'agit plus uniquement des bovins. Nous parlons des bovins car c'est le secteur clé, mais c'est l'ensemble de l'industrie du bétail qui est en jeu. Il n'y a pas une seule de ses facettes qui ne soit pas touchée par la crise et qui n'ait pas besoin d'aide.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Medicine Hat, qui vient de me le rappeler. Bien entendu, il est lui aussi partie prenante dans l'industrie bovine.

Il ne s'agit pas uniquement d'une séance de photos. Le ministre en a parlé. C'est bien beau que tous ces gens aillent à Washington, mais ça ne suffit pas. Ça fait partie de la solution, mais il faut faire plus.

D'autres pays ont signalé leur intention de reprendre leurs achats de boeuf canadien. Mais qui est allé les rencontrer? Tous les députés qui connaissent un peu le secteur commercial savent que dès qu'on a une piste, on ne la lâche pas. On se rend sur place, on fait son travail, on signe le contrat et voilà.

Le premier ministre a dirigé des missions d'Équipe Canada dans le monde entier. Au moindre signal, il part. S'il cherche à laisser sa marque, voici une belle occasion. Il n'a qu'à emporter une boîte d'échantillons de viande de boeuf, s'envoler dans son beau Challenger tout neuf et vendre la marchandise. Mais il ne fait rien de la sorte. Où diable est-il dont passé? Aucun de nos soi-disant dirigeants ne fait preuve de leadership dans ce dossier.

*Les crédits*

Le ministre tâtonne et nous raconte qu'il a eu Ann Venamen au téléphone et qu'il fait ceci et qu'il fait cela. Il y a beaucoup de gens dans ma circonscription qui m'appellent mais beaucoup préfèrent une rencontre face à face quand ils se trouvent en situation de crise. Je pense que c'est le cas et qu'une visite à Washington s'impose. Il faut que nous parlions aux gens là-bas et que nous leur montrions le côté humain de la chose, que nous leur montrions les gens qui sont touchés par la crise ici.

Dans son intervention auprès du ministre, le député de Crowfoot a souligné qu'il n'y avait pas de stratégie à l'heure actuelle. Nous avons vu l'ACIA faire son travail. Nous avons constaté le bon fonctionnement du processus de retraçage. Ils ont remonté jusqu'à une ferme de ma circonscription, la ferme McRae à Baldwin. Ces derniers se demandent toujours si c'était bien leur vache. On craint beaucoup là-bas que, dans leur empressement à trouver l'animal en cause, ils puissent avoir sauté des étapes afin d'en finir au plus vite. Il y a certaines poursuites judiciaires en instance et on parle de poursuivre l'ACIA, le gouvernement et ainsi de suite en raison de la façon dont les choses ont été traitées dans cette ferme. D'autres personnes y songent également. C'est une chose de plus qui assombrit le ciel là-bas, sans parler des 3 500 personnes qui sont prêtes à faire la grève. Au milieu de tout cela, nous pourrions finalement voir un peu d'action sur le marché du boeuf et ces gens se verront retirés du dossier. Le ministre sera bien occupé dans les semaines à venir, non sans raison d'ailleurs.

Nous avons vu cette situation devenir critique parce qu'ils n'ont pas voulu établir un prix plancher pour les ventes juste après l'incident de la vache folle. Le ministre a parlé de sa table ronde, de l'industrie bovine et ainsi de suite. Cette recommandation a été formulée par ces gens. Nous l'avons récupérée pour sa valeur politique et nous avons parlé d'un prix plancher. Ne le laissons pas atteindre des niveaux inacceptables. Ce qui nuit le plus aux vaches de réforme à l'heure actuelle, c'est que les parcs d'engraissement ne se renouvellent pas. Les producteurs ne vendent pas leurs bovins. Les prix n'ont toujours pas repris.

Nous commençons à percevoir une certaine activité. Les veaux d'herbe commencent à prendre de la force et les prix reprennent un peu, mais bon nombre de ceux qui ont élevé des bovins d'engrais au cours de l'été sont aux prises avec des animaux trop gros qui ne conviennent pas aux parcs d'engraissement. Que peuvent-ils faire?

Des éleveurs-naisseurs, dont un grand nombre dans ma propre région, ne font pas hiverner leurs veaux. Ils ne disposent même pas de l'infrastructure pour le faire. Il n'y a ni mise en parquet, ni abreuvoir, rien. Beaucoup de régions, dans l'Ouest, vont devoir passer une autre année sans pâture. Nous avons besoin de programmes d'engraissement. Il nous faut un programme de vaches de réforme. Le gouvernement doit faire preuve de leadership et avoir une stratégie. Nous ne voyons rien de tel. Il s'est retiré du jeu au beau milieu de la partie.

Des conteneurs demeurent bloqués à l'étranger depuis le début de la crise, il y a 120 jours. La Beef Export Federation ne trouve personne pour s'occuper de cette question et rapatrier les conteneurs, afin que nous puissions exploiter certains de ces marchés lorsque nous y aurons de nouveau accès.

Le gouvernement de l'Alberta a annoncé qu'il dégagerait quatre millions de dollars pour rapatrier, pour certains expéditeurs, un certain nombre de conteneurs qui se trouvent au Japon et en Corée, mais nous ignorons ce que le gouvernement fédéral a fait.

Selon la Beef Export Federation et les personnes qui s'occupent de la question, le gouvernement n'a rien fait. Les conteneurs sont

toujours à l'étranger. Nous discutons de l'avenir de l'industrie, mais nous ne prenons aucune des mesures élémentaires pour préparer l'avenir. Encore une fois, on constate un manque de vision et de planification.

Nous avons besoin d'une transition. Nous n'avons rien vu de tel au début de la crise de l'ESB, pas plus que maintenant d'ailleurs. Il nous faut une période de transition pour renforcer l'industrie, lui donner quelque chose à quoi s'accrocher et qu'elle puisse défendre.

Les banques et les institutions prêteuses ont très bien réagi. Elles ont toutes procédé à un rééchelonnement. Leurs gens sont intervenus, ils ont renégoциé et ont très bien fait les choses. Les responsables de l'ARAP, qui relèvent du ministre, ont exigé des liquidités avant que le bétail ne soit mis en pâturage. C'est sans précédent.

• (1120)

La propre agence du gouvernement exige des liquidités des agriculteurs à court d'argent, qui ne peuvent même pas accéder à l'aide du cadre stratégique pour l'agriculture et à l'aide financière temporaire, dont le ministre parle avec enthousiasme. Comment les agriculteurs pourront-ils obtenir cette aide? Le ministre vient maintenant nous dire qu'il versera des avances aux provinces qui ont signé. Cela aura pour effet de soumettre les provinces qui n'ont pas signé à des pressions. La raison précise pour laquelle elles n'ont pas signé, c'est que cela ne fonctionnera pas. Il y a moins d'argent dans le système aujourd'hui pour le secteur de la production agricole primaire que jamais auparavant. Le secteur agroalimentaire du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a toujours très bien fait les choses et continue de le faire, mais en ce qui concerne le secteur agricole, les producteurs primaires perdent au change une fois de plus.

Le gouvernement fédéral cherche à se retirer des programmes complémentaires. On peut dire adieu au programme d'assurance-récolte ainsi qu'aux subventions au commerce et en cas de sécheresse, notamment. Le gouvernement fédéral va se retirer. Il affecte moins d'argent à ces mesures. Au beau milieu de tout cela, le gouvernement fédéral annonce qu'il appuiera Bombardier à hauteur de 1,2 milliard de dollars sous forme de prêts garantis pour l'achat de produits Bombardier. Où est l'appui en faveur des produits de l'agriculture?

La capacité financière semble exister, car les libéraux ont de l'argent à consacrer à tous leurs projets privilégiés, mais ils sont incapables d'appuyer les producteurs primaires. Qu'est-ce qui ne va pas? L'agriculture vient au troisième rang pour la contribution au PIB du Canada. Quelque 200 000 emplois sont liés à l'agriculture, qu'il s'agisse des intrants ou des extrants. Comment se fait-il que les agriculteurs ne puissent obtenir d'appui?

Le député de Crowfoot a posé la question suivante: existe-t-il une stratégie et, si la réponse est oui, qui l'a conçue? C'est une question pertinente car il y a de plus en plus de programmes agricoles bancals conçus dans des tours d'ivoire par des personnes n'ayant jamais vu une vache, n'ayant aucune idée de ce qu'est un sol poussiéreux, et ne sachant même pas ce qu'est du blé, du blé dur ou du canola, quand à y être. Et ce sont ces personnes qui conçoivent les programmes. Il ne faut pas se surprendre que ceux-ci soient voués à l'échec. Les libéraux recourent à des campagnes de relations publiques pour les personnes qui consomment des aliments au Canada, mais non pour celles qui produisent les aliments.

### *Les crédits*

Si nous nous arrêtons à la situation des pays du tiers monde au fil de l'histoire, nous constatons qu'ils sont passés dans cette catégorie parce qu'ils ne pouvaient subvenir à leurs besoins alimentaires. Nous faisons face à la même situation parce que les libéraux ne prennent pas au sérieux la production d'aliments au pays. Beaucoup d'argent est consacré à la salubrité des aliments, à la biométrie et à toute sorte d'autres programmes compliqués, mais rien n'est affecté à la production primaire, à l'intervenant de première ligne, à l'exploitation familiale, à l'éleveur de bovins, à l'éleveur d'agneaux, de porcs ou de quelque autre genre d'animal que ce soit. Les libéraux ne prennent pas cela au sérieux.

Nous assistons à l'effondrement de la gestion de l'offre parce que chaque fois qu'il y a des négociations commerciales, les libéraux commencent à dire qu'ils vont éliminer cette mesure parce qu'ils n'ont plus le pouvoir de la soutenir sur la scène mondiale. La Commission canadienne du blé est constamment la cible de contestations commerciales. Que l'on aime ou non la commission, c'est l'agriculteur qui règle la note. L'argent provient des fonds communs de l'organisme.

Chaque fois que nous faisons un nouveau pas, c'est le producteur primaire qui écope, et le gouvernement reste les bras croisés et déclare qu'il a beaucoup d'argent pour appuyer les producteurs, mais que ceux-ci doivent conclure une entente avec le diable pour l'obtenir.

Beaucoup de gens de l'ouest du Canada commencent à se réveiller et à dire qu'ils n'accepteront pas cette solution. Ils disent qu'on ne pourra pas les acheter. L'Ontario dit la même chose. La ministre de l'Ontario dit qu'on ne peut pas acheter les agriculteurs ontariens. Même pendant une campagne électorale, elle reste campée sur ses positions parce que ses groupes de production disent que ce n'est pas une bonne affaire et que nous ne devrions pas l'accepter. Une fois qu'une province a signé, elle est coincée pendant cinq ans.

Le ministre a dit qu'il procéderait à un examen annuel. Il manque un petit mot dans cette expression. Il devrait s'agir d'un examen annuel obligatoire. Nous avons assisté à des examens annuels par le Conseil du Trésor sur une foule de choses, et les rapports sont relégués aux oubliettes, on ne les regarde jamais, ils disparaissent et ne sont jamais examinés.

Envisager un examen annuel ne veut rien dire. Il s'agit d'une promesse creuse, à moins que le ministre n'insère dans la loi une disposition voulant qu'il soit obligatoire. Ainsi, les provinces auraient un peu d'influence et pourraient demander des comptes au ministre.

Où est le plan? Où est la stratégie? Nous avons un problème de transformation au Canada, une infrastructure qui laisse grandement à désirer. Nous devons écarter nos vaches de réforme. D'ici la fin de l'année, environ 300 000 à 400 000 têtes de bétail doivent être expédiées quelque part. On pourrait transformer ces vaches de bien des façons, mais nous n'avons même pas le système de transformation pour le faire, parce que nous l'avons abandonné.

Voilà le résultat: une vache folle et 100 000 agriculteurs furieux. Je crois que le ministre ferait beaucoup mieux de commencer à tenir compte de ces agriculteurs.

• (1125)

**M. Sarkis Assadourian (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les observations du député.

Ma circonscription, celle de Brampton-Centre, comme la plupart des circonscriptions de la région de Toronto, n'abrite pas de fermes d'élevage. Cependant, les électeurs de ma circonscription nous demandent constamment ce qu'il advient de l'offre et de la demande. Je veux expliquer au député ce que la société Chrysler fait dans ma circonscription. Chaque fois qu'il y a un surplus de véhicules, elle en réduit le prix. Si quelqu'un achète une voiture, il obtient un rabais de 1 000 \$ ou il bénéficie d'un taux d'intérêt réduit ou de 0 p. 100.

La plupart des consommateurs de ma circonscription me demandent comment il se fait qu'ils n'ont pas vu les prix du boeuf chuter afin de les encourager à acheter du boeuf canadien alors que le prix d'une bête est passé de 500 \$ ou 600 \$ à 60 \$ ou 70 \$.

**M. Gerry Ritz:** Monsieur le Président, cela s'explique facilement. Le député dit que les électeurs de sa circonscription ne comprennent pas l'agriculture, soit, mais ils bénéficient du système d'approvisionnement alimentaire le plus sûr du monde entier. Pendant la crise et même avant, notre note d'épicerie reste une des plus faibles du monde.

Il y a des raisons pour lesquelles nous n'avons pas vu fluctuer le prix de vente au comptoir du boeuf ou de nos autres produits du bétail. Premièrement, nous avons encore des importations aux termes de l'ALENA et, dans le sud de l'Ontario, à Toronto, en particulier, il y a énormément de boeuf américain qui est importé. Il ne s'agit pas de boeuf de l'Ouest, ni même de boeuf de l'Ontario, car celui-ci est exporté aux États-Unis pour y être transformé. En tout temps, il y a ces stocks d'une durée d'environ deux mois qui s'ajoutent aux autres.

Le problème qui s'est posé était attribuable aux contingents supplémentaires, au boeuf de l'Océanie, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay, au boeuf d'embouche qui alimente les chaînes de restauration-minute. Ces approvisionnements d'environ deux mois d'avance entrent en ligne de compte. Les stocks de ce genre interviennent dans le cycle avant que nous puissions commencer à constater une baisse des prix du boeuf élevé chez nous.

En plus de cela, durant le cycle d'été, les exploitants d'abattoirs ont produit surtout les coupes les plus populaires pour les grillades, ce qui fait qu'ils n'utilisaient environ que 25 p. 100 des carcasses, pas plus. Le reste attend dans des congélateurs d'un bout à l'autre du pays que nous commençons à exporter une grande partie de cette viande.

Le ministre a parlé de 10 millions de livres qui ont traversé la frontière américaine. Habituellement, le marché représente 880 millions de livres par année. Dix millions de livres ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan. Nous recommençons à exporter, mais pas autant qu'il faudrait le faire.

Nous n'avons pas encore pu rouvrir la frontière mexicaine. Ce pays prend certaines des coupes de moindre qualité, ce qui soulagerait un peu les exploitants d'abattoirs. Voilà, en gros, pourquoi nous n'avons pas vu beaucoup de changements sur le marché chez nous.

Nous avons aussi l'argument selon lequel si nous baissions le prix du boeuf, cela aurait une incidence néfaste sur les producteurs de porc, d'agneau, de poulet, de dinde et ainsi de suite. Il y a toujours cet argument. Les associations de vente au détail qui ont témoigné devant le comité n'ont pas manqué de le faire valoir. Ils font imprimer leurs circulaires avec les prix deux ou trois mois à l'avance. Il y a beaucoup de facteurs qui entrent en ligne de compte.

Nous avons vu certaines coupes dont les prix ont baissé, comme la viande hachée. Je sais que Rick Paskal, de l'Alberta, a apporté six semi-remorques pleines de viande hachée à Toronto. Il donnait presque sa viande juste pour prouver qu'il y avait encore un marché pour ce produit.

*Les crédits*

On a fait ce qu'il fallait faire sans que le gouvernement ait un plan.

**M. Gary Schellenberger (Perth—Middlesex, PC):** Monsieur le Président, oui, je crois que la frontière a été rouverte, mais un tant soit peu seulement. Environ 10 millions de livres de boeuf en caisse carton ont été expédiées aux États-Unis. D'après mes calculs, et je me fie ici aux données des libéraux, il faut environ 1 000 bêtes pour produire 1 million de livres de boeuf, donc pour produire 10 millions de livres, il a fallu 10 000 bovins.

Une ferme non pas de l'ouest du pays, mais bien du sud-ouest de l'Ontario a à elle seule 8 000 bovins à abattre. Cette cargaison ne représentait même pas la production d'une ferme. Si nous ne parvenons pas à rouvrir la frontière plus grande, il faudra planifier nos activités en fonction d'un marché intérieur plutôt que d'un marché d'exportation.

• (1130)

**M. Gerry Ritz:** Monsieur le Président, le député a tout à fait raison. C'est le genre d'initiative que le gouvernement fédéral omet de prendre. Il ne fait pas preuve du leadership dont nous aurons besoin si nous devons nous tourner uniquement vers un marché intérieur et il refuse de nous dire quels changements s'imposeraient dans de telles circonstances. Qu'il nous le dise. Qu'il nous montre la lumière au bout du tunnel, afin que nous puissions planifier nos opérations et sélectionner nos bovins à abattre en conséquence.

Il y a surabondance de bovins sélectionnés au Canada et nous ne savons quoi en faire. Nous savons que ce boeuf est propre à la consommation. C'est du bon boeuf. Nous n'avons tout simplement pas les moyens de transformer tout ce boeuf en trop.

Le député fait valoir un bon point. La frontière commence à rouvrir. Nous devons pouvoir exporter nos bovins vivants. Nous savons que le Mexique, la Russie et bien d'autres pays s'intéressent à notre boeuf qu'ils jugent propre à la consommation. Passons à l'action. Exportons notre boeuf.

**M. Monte Solberg (Medicine Hat, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de Battlefords—Lloydminster de son intervention. Il connaît le dossier à fond. Il vient de prononcer un excellent discours et il a fait une très bonne critique des erreurs du gouvernement.

Disons pour commencer que nous appuierons la motion. Elle dit essentiellement qu'il faudrait mettre sur pied une délégation commerciale dirigée par le premier ministre, une délégation regroupant tous les partis. Elle se rendrait aux États-Unis pour intervenir auprès des représentants de l'administration et du Congrès, et les convaincre d'ouvrir complètement la frontière à la viande de boeuf et au bétail du Canada. Aujourd'hui, le marché est ouvert partiellement au boeuf, mais il n'y a pas de bétail sur pied qui traverse la frontière, exception faite du veau. De toute façon, qu'il suffise de dire qu'il y a encore beaucoup à faire.

Je commencerai pas dire que ce qui me préoccupe, c'est que le gouvernement n'a pas pris les choses par le bon bout. Cette critique a déjà été formulée. Au départ, l'ACIA a fait un excellent travail. Elle a rassemblé tout le monde. Nous savions ce qui se passait lorsqu'elle faisait le retraçage. Elle nous a fourni une foule de renseignements. Toutefois, cette étape terminée, l'information s'est tarie et nous avons été laissés sur la touche. S'il existait une stratégie, elle n'était pas très claire. Nous n'avons pas compris ce qui se passait. Il n'y avait pas de séances d'information quotidiennes comme celles que le ministre a données au départ. Tout cela a été abandonné.

Je peux néanmoins affirmer à la Chambre que la crise ne s'est pas dissipée. Dans ma circonscription, dans le sud de l'Alberta, il y a une grande usine de transformation de la viande qui emploie 2 500 per-

sonnes, en l'occurrence la Lakeside Packers, dans la localité de Brooks qui compte 12 000 habitants. Incidemment, des gens viennent d'un peu partout au Canada et du monde entier pour travailler dans cette usine. Au début, lorsque nous avons été frappés par cette crise, je peux dire que l'abattoir Lakeside était dans une situation fort précaire. Il a perdu énormément d'employés, car beaucoup ont dû aller chercher du travail ailleurs. Certains ont même dû renoncer à leur maison. Même si l'entreprise n'a licencié ses employés que pendant une très courte période, certains travailleurs ont dû quitter leur maison. Ils n'arrivaient pas à joindre les deux bouts. C'était un moment très difficile.

Du même coup, certains travailleurs de l'industrie du camionnage ont été affectés par la situation et le sont encore. Certains camionneurs ont perdu leur véhicule parce qu'ils dépendaient de l'abattoir Lakeside et du marché des éleveurs qui faisaient transporter leur bétail sur pied à des parcs d'engraissement ou à des clients aux États-Unis ou acheminer, vers le marché américain, le boeuf en caisse carton. Nous avons perdu ces marchés et de nombreux camionneurs qui ont perdu leur véhicule ne savent plus à quel saint se vouer; ils ont bel et bien fait faillite.

Certains parcs d'engraissement arrivent tout juste à survivre encore aujourd'hui. On note quelques signes encourageants sur le marché, mais il y a encore bien du chemin à faire pour remonter la pente. D'autres ont tout simplement été acculés à la faillite et davantage leur emboîteront le pas. La situation est sérieuse.

Finalement, il y a les naisseurs, les éleveurs qui sont présentement en très grave difficulté. Nombre d'entre eux sont préoccupés par ce qui arrivera à leurs bêtes cet automne. Ils se demandent s'ils pourront vendre leurs veaux. C'est en automne qu'ils réalisent des profits. Or, s'ils n'arrivent pas à se défaire de leurs bêtes, ils devront les garder pour l'hiver et, entre autres, acheter des provendes pour les nourrir. Toutes ces situations s'avèrent fort difficiles.

Cette crise affecte directement le gagne-pain de plus de 100 000 Canadiens dans le secteur de l'élevage et indirectement celui de 100 000 autres Canadiens, dans des secteurs connexes à celui de l'élevage, sans compter les nombreux autres dont je n'ai pas fait mention et qui en subissent les contrecoups.

Ce qui m'inquiète, c'est que le gouvernement ne semble pas avoir adopté une stratégie cohérente. L'absence d'efforts aux paliers supérieurs du gouvernement pour faire rouvrir la frontière m'a profondément déçu. S'il se passe quelque chose, ce n'est certes pas apparent. Un ou deux ministres se sont rendus aux États-Unis, c'est-à-dire le ministre de l'Agriculture et le ministre des Ressources naturelles, mais qu'ont fait les hauts dirigeants du gouvernement?

Le premier ministre du Canada doit prendre cette question très au sérieux. Il ne visite sans doute pas très souvent l'Alberta, mais je lui rappelle qu'il est encore premier ministre du Canada tout entier, non pas uniquement de certaines régions où il aime bien se rendre. Il n'a pas joué son rôle qui est de protéger les intérêts des habitants des régions rurales du Canada en général, et de l'Ouest en particulier. Je peux assurer aux députés que les citoyens sont très déçus.

• (1135)

Si le premier ministre veut laisser un héritage, je peux lui dire qu'il en laissera un dont il ne sera pas fier à long terme. Nous nous souviendrons de lui comme du chef qui n'a rien fait pour défendre l'industrie de l'élevage lorsqu'il a eu l'occasion de le faire. Où était-il quand la crise a éclaté? Nous l'avons vu manger un steak sur une terrasse, ici à Ottawa. C'est fort bien, mais il aurait dû ensuite prendre certaines mesures concrètes.

*Les crédits*

En fait, au lieu d'être utile, il a été nuisible dans bien des cas. Ce fut plus fort que lui; il a continué à déprécier et à insulter nos collègues américains à un moment où nous essayions de régler un différend commercial important, l'un de nos nombreux différends de la sorte en passant. Il a eu un effet défavorable sur tous ces différends.

Le premier ministre n'a pas pu s'empêcher d'agir ainsi. Une impulsion le poussait à dénigrer les Américains à chaque occasion. Encore hier, il n'a pas su résister. Il s'est senti obligé de blâmer les Américains.

Je ne voudrais pas trop bifurquer et m'éloigner du sujet, mais je dois dire que les Américains méritent parfois des blâmes. Je ne le conteste pas; cependant, les reproches seraient beaucoup plus percutants si on leur attribuait aussi les éloges appropriés lorsqu'ils les méritent. Or, le premier ministre ne le fait jamais.

Lorsque les Américains débloquent 10 ou 15 milliards de dollars pour aider à résoudre le problème du sida en Afrique et qu'ils forcent la main des compagnies pharmaceutiques pour qu'elles réduisent le prix des médicaments afin de venir en aide aux victimes, entendons-nous le premier ministre faire l'éloge des Américains? Non. Il devient muet quand vient le temps des félicitations, mais il est toujours prêt à les attaquer lorsqu'il n'aime pas ce qu'ils font. Je crois franchement que c'est une autre tâche sombre à son tableau déjà peu reluisant. Tous ces gens qu'il a blessés, y compris bon nombre de Canadiens des régions rurales et de l'Ouest du pays, ne sont pas près d'oublier ce qu'il a fait.

C'est une mise en garde que je fais là à mes amis conservateurs qui voudraient que le premier ministre dirige cette délégation. Je crois qu'on devrait plutôt demander à une personne ayant une meilleure réputation que lui de diriger cette délégation aux États-Unis.

Je me suis rendu aux États-Unis au cours de l'été avec le chef de mon parti et les députés de Lethbridge et de Fraser Valley. Nous avons rencontré des représentants du Congrès ainsi que le premier conseiller du président pour les questions agricoles. Je crois que c'est ainsi qu'il faut agir. Nous devons aller aux États-Unis et cultiver ces liens. Nous ne pouvons pas nous permettre de critiquer vertement nos voisins du sud lorsque nous n'aimons pas ce qui se passe là-bas et continuer d'espérer qu'ils se montrent favorables à notre égard ou qu'ils nous accordent le bénéfice du doute lorsque surviennent des problèmes commerciaux comme c'est le cas actuellement.

Je crois que les gens qui ont le plus de mérite sont ceux qui appartiennent à l'industrie. Des représentants de la Canadian Cattlemen's Association se sont rendus aux États-Unis et ont travaillé de près avec leurs homologues américains. Suite à cette visite, la National Cattlemen's Beef Association recommande maintenant au gouvernement des États-Unis de rouvrir ses frontières au bétail canadien. Ils ont fait un travail remarquable.

Je pense à ma propre circonscription et au maire de la petite ville dans laquelle je vis. Don Weisbeck est allé au Montana et il a parlé à ses homologues là-bas pour les aider à comprendre ce qui se passait et la façon dont nous dépendons les uns les autres. Le préfet de mon comté, Wayne Daniels, a aidé à organiser une grande manifestation à la frontière américaine et du côté américain également pour attirer l'attention là-dessus et pour signaler que nous devons unir nos efforts.

Il y a eu de nombreux exemples comme ceux-là où des gens ont fait preuve d'une grande initiative de leur propre chef et c'est utile. En fin de compte, toutes ces initiatives permettront d'exporter de nouveau des bovins sur pied aux États-Unis. C'est l'objectif, mais permettez-moi de dire que nous échouons si nous lançons

constamment des pierres au gouvernement américain comme le gouvernement actuel ne manque jamais l'occasion de le faire.

Je sais que mon temps de parole est maintenant écoulé, mais je voudrais à nouveau souligner l'importance de cette question et dire à quel point je suis déçu de voir que les plus hautes autorités ministérielles n'ont pas abordé cette question avec tout le sérieux qui s'imposait. Je ne comprends pas ce qui arrive au prochain premier ministre, qui a passé l'été à manger des hamburgers un peu partout au Canada dans toutes sortes de barbecues, alors qu'il aurait pu essayer d'influencer les Américains sur cette question. Il n'a pratiquement rien dit à ce sujet, ce qui est très décevant.

Qu'il suffise de dire que le gouvernement a beaucoup de travail à faire pour obtenir l'appui des éleveurs de tout le pays et, chose certaine, de l'opposition officielle.

• (1140)

[Français]

**M. Claude Duplain (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je voudrais faire un commentaire et poser une question à l'honorable député ainsi qu'aux députés qui ont parlé jusqu'à présent.

On ne semble pas être au courant de ce qui se fait exactement et on dit que rien ne se fait. Il faudrait peut-être écouter ce que le ministre dit quand il parle. Tout à l'heure, ce dernier parlait et personne ne prenait de notes pour savoir ce qui avait été fait, justement.

Les députés ont fait des affirmations qui sont complètement fausses. Le premier député qui a pris la parole disait que les frontières n'étaient pas ouvertes; les frontières sont ouvertes. On parlait d'une quantité de bétail qui a été abattu, laquelle était complètement fausse. On disait que ce secteur de l'économie allait disparaître, alors qu'hier, les associations nous affirmaient qu'en effet, on est en difficulté, mais que ce secteur ne disparaîtrait pas.

Pendant ce temps, on accuse le ministre d'avoir mangé des hamburgers, alors qu'il a travaillé d'arrache-pied tout l'été concernant cette problématique, et ce, depuis le mois de mai. C'est incroyable! C'est la première fois après 100 jours qu'un pays réussit à ouvrir ses frontières et on vient faire des accusations disant que les frontières ne sont pas ouvertes.

Quant aux négociations avec le Japon—le ministre le disait tout à l'heure—, il y a eu au-delà de 76 contacts avec ce pays afin de négocier pour qu'on puisse ouvrir complètement les frontières. On peut voir la lumière au bout du tunnel.

En outre, le consommateur lui, n'a pas cessé de manger du boeuf, contrairement à ce qui s'est passé en Europe. Au contraire, il a augmenté sa consommation de boeuf afin d'aider les agriculteurs. C'est un problème extrêmement grave au sujet duquel le gouvernement travaille d'arrache-pied pour trouver des solutions.

Je me demande si la problématique ne repose pas justement sur le fait que les députés de l'opposition ne se tiennent pas au courant afin de renseigner comme il faut les agriculteurs et leurs commettants. Les affirmations qu'ils font sont complètement fausses.

S'ils pensent qu'ils manquent d'information, on peut essayer de faire quelque chose à cet égard pour leur en donner, si c'est ce qu'il faut. De l'information, il y en a. Cependant, ils ne semblent pas la transmettre puisqu'ils ne l'ont pas.



*Les crédits*

[Traduction]

**M. Monte Solberg:** Monsieur le Président, mon collègue a dit plusieurs choses fausses. Je n'ai pas déclaré que le ministre se contentait de manger des hamburgers, mais j'ai dit cela du prochain premier ministre et fondamentalement du premier ministre actuel. Je le maintiens. Selon moi, ils n'ont rien fait. Le ministre de l'Agriculture a essayé d'agir, s'il n'a pas l'appui de son Cabinet, surtout aux plus hauts niveaux, il n'arrivera pas à grand-chose.

Je rejette certaines des choses que notre collègue a dites, mais je reconnais que les consommateurs ont fait leur part. Ils l'ont fait parce que le prix du boeuf a baissé. Les prix des hamburgers ont chuté, contrairement à ce que l'un de nos vis-à-vis a déclaré tout à l'heure. En fait, en juillet, la consommation de boeuf avait augmenté de 40 p. 100 par rapport à juillet de l'année dernière. C'est un hommage remarquable aux consommateurs canadiens qui, selon moi, ont été beaucoup plus efficaces que le gouvernement pour ce qui est de remédier à cette situation.

**M. Maurice Vellacott (Saskatoon—Wanuskewin, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon collègue de l'Alliance canadienne qui a parlé des consommateurs qui font leur part. Y a-t-il d'autres ordres de gouvernement qui ont fait preuve de plus de leadership dans ce dossier? Je penserais qu'on a probablement fait beaucoup plus dans l'Ouest en particulier. J'aimerais connaître l'avis du député.

**M. Monte Solberg:** Monsieur le Président, je suis heureux qu'on me pose la question parce que j'ai négligé de rendre hommage au gouvernement de l'Alberta, dont l'intervention afin de résoudre la crise en Alberta a été absolument remarquable, invitant la participation des intervenants à toutes les étapes et modifiant les programmes qui ne donnaient pas les résultats escomptés. Il est intervenu presque immédiatement.

C'est le genre de gouvernement que nous devrions avoir à Ottawa, c'est-à-dire un gouvernement qui écoute les personnes touchées. L'écoute a donné de très bons résultats, je dirais même d'excellents résultats. Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Shirley McClellan, la ministre albertaine de l'Agriculture, est la personnalité politique la plus aimée en Alberta, car elle a su écouter les gens. M<sup>me</sup> McClellan est une personne solide et intelligente qui écoute les gens. Elle a beaucoup de mérite, et je suis heureux de lui rendre hommage aujourd'hui.

J'aimerais également rendre de nouveau hommage aux municipalités qui ont fait ce qu'elles pouvaient de leur propre initiative. Nombreuses sont celles qui ont organisé de grands rassemblements un peu partout en Alberta et dans d'autres provinces aussi, il faut bien le dire, afin d'attirer l'attention sur la situation et manifester un appui à l'égard de cette industrie.

• (1145)

[Français]

**Mme Pauline Picard (Drummond, BQ):** Monsieur le Président, je suis heureuse de participer à ce débat proposé par le Parti conservateur sur un sujet particulièrement important pour notre économie et crucial pour l'économie québécoise, soit le dossier de la vache folle.

Pas plus tard qu'hier en cette Chambre, le gouvernement libéral, par la voix de son ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, a refusé d'ajouter une deuxième phase au programme d'aide financière destiné aux entreprises touchées par la crise de la vache folle. Rappelons que cette situation difficile perdure depuis le 20 mai dernier.

La demande du gouvernement du Québec—une demande sans cesse renouvelée par nous, les députés du Bloc québécois—voulait que le gouvernement fédéral verse des fonds additionnels à la Financière agricole pour que soient créés des programmes qui permettraient à ses producteurs de passer au travers. C'est de pain et de beurre dont il est question ici.

La réponse du ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ne peut être plus claire. C'est non.

Répondant à ma question hier, le ministre s'est contenté de dire que son gouvernement avait de l'argent—plus d'un milliard de dollars—pour venir en aide aux fermiers dans son cadre stratégique agricole, mais qu'il ne bougera pas tant et aussi longtemps que les provinces n'auront pas signé le protocole de mise en oeuvre de cette entente. En d'autres termes, il utilise sciemment une situation catastrophique pour faire du chantage face aux provinces. Il préfère abandonner à leur sort les producteurs qui ont vu leur revenu chuter de façon draconienne depuis la découverte de l'unique cas de vache folle en Alberta.

La motion du Parti conservateur demande, et je cite:

Que, de l'avis de la Chambre, le premier ministre devrait réunir et diriger une délégation multipartite, à laquelle se joindraient des représentants de l'industrie, afin de se rendre à Washington dans les plus brefs délais pour discuter avec des représentants du Congrès et du gouvernement des États-Unis de tous les moyens possibles pour rouvrir pleinement la frontière américaine aux cargaisons de bétail du Canada.

Se rendre aux États-Unis, c'est une chose, mais d'ici là, il faut s'assurer que nos producteurs ne se retrouveront pas en faillite. Il faut s'assurer qu'ils auront les fonds nécessaires pour durer.

La situation est tellement difficile que la Canadian Cattlemen's Association demande au gouvernement d'injecter rien de moins que 195 millions de dollars additionnels pour indemniser les agriculteurs touchés par l'embargo sur l'exportation de nos produits bovins. J'aimerais bien que le secrétaire parlementaire à l'Agriculture et à l'Agroalimentaire prenne note que ce n'est pas moi qui dit cela, mais que c'est la Canadian Cattlemen's Association qui demande au gouvernement d'injecter rien de moins que 195 millions de dollars additionnels. C'est une information qu'il devrait avoir dans ses notes.

Juste pour donner un ordre de grandeur du problème, le prix du bovin de réforme, qui était autour de 55¢ à 60¢ la livre avant le 20 mai dernier, se situe maintenant à environ 18¢. S'il n'y a pas là un problème, je ne sais pas quoi vous dire. Ce ne sont pas seulement les producteurs d'animaux de boucherie qui sont en difficulté à l'heure actuelle, ce sont aussi les producteurs laitiers. Cela va du producteur au transformateur, et toute la chaîne alimentaire agricole y passe.

Les gens ne peuvent plus arriver à nourrir leurs animaux et en plus, ils sont acculés à la faillite. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas de problème et qu'on ne connaît pas la situation. Il faut faire le tour de nos agriculteurs. Dans ma circonscription, j'ai 15 p. 100 de toute la production laitière au Québec. J'ai fait le tour de plusieurs fermiers et tout le monde est très affecté par cette situation. Les gens sont anxieux. Il y en a même qui n'en dorment plus parce qu'ils ne savent pas ce qui va se passer si on ne règle pas le problème rapidement.

Donc, la diminution du prix du bovin de réforme, combinée au fait que certains producteurs bovins n'ont pas été indemnisés parce que leur production bovine n'était pas visée par le programme fédéral dans sa première phase, crée un tort considérable à ce secteur important de notre économie.

*Les crédits*

•(1150)

On peut bien se vanter d'avoir injecté de l'argent dans ce programme. Toutefois, il ne s'agit là que de la première phase, car ce n'est pas tout le monde qui a été indemnisé ou a eu la chance de pouvoir se présenter à la Financière agricole pour obtenir un prêt afin de soutenir son entreprise jusqu'à ce que la crise soit passée. Mais combien de temps faut-il pour que la crise se règle? Un mois, deux mois, trois mois? Personne ne le sait. Les producteurs pourront-ils tenir le coup encore longtemps? Pourront-ils tenir bon encore un mois, deux mois, trois mois?

La ministre québécoise de l'Agriculture, Françoise Gauthier, était ici hier pour entendre le non formel de son homologue fédéral. Hier et aujourd'hui, dans la presse nationale, des communiqués mentionnent que la ministre québécoise est retournée à Québec, à l'Assemblée nationale, avec un non dans sa poche, rien de moins! Elle croit être en mesure de signer l'entente du cadre stratégique avec le fédéral d'ici Noël! C'est dans trois mois!

Revenons maintenant sur le contenu de la motion du Parti progressiste-conservateur. Le Bloc québécois appuie cette motion qui propose d'envoyer une délégation parlementaire chez nos voisins du Sud. Un problème se pose toutefois: qui dirigera cette délégation?

La situation pour le moins complexe et unique qui sévit au sein du parti ministériel, le gouvernement libéral, fait en sorte qu'on se retrouve—et permettez que je le mentionne—avec un genre de monstre à deux têtes: un premier ministre qui n'est plus le chef de ses troupes et un chef qui n'est pas le premier ministre! C'est l'ambiguïté dans laquelle est plongé l'appareil gouvernemental.

Nous sommes d'avis qu'il faudrait cependant adjoindre des représentants du Québec et des provinces à cette délégation. La présence de députés de différents partis serait d'autant plus utile que le gouvernement libéral n'a pas bien défendu les intérêts des producteurs, surtout ceux du Québec, depuis le début de cette crise.

Le Bloc compte bien être de cette délégation de parlementaires qui se rendra aux États-Unis. Comptez sur moi pour faire valoir la spécificité du système québécois et travailler en faveur d'une levée complète, à tout le moins pour le Québec, de l'embargo américain. Puisque Ottawa ne défend pas le Québec, le Bloc, lui, le fera!

Quand le ministre dit qu'il n'y a pas d'exemple de pays qui appliquerait une approche territoriale pour un embargo—ce que nous appelons la régionalisation—il a la mémoire bien courte. Le Canada l'a fait cette année même, en imposant un embargo concernant l'importation de poulets provenant de trois États américains. Il peut bien faire la promotion de la levée partielle de l'embargo, il n'en demeure pas moins que la situation est loin de s'être redressée.

Les effets de la crise se font encore sentir et les entreprises agricoles sont aux prises avec des quantités importantes de bétail accumulées depuis le début de la crise, le 20 mai dernier. Rappelons que, malgré la levée partielle de cet embargo décrété par les États-Unis, la viande bovine qui a traversé la frontière ne représente qu'une partie des exportations effectuées avant l'embargo.

Cette levée partielle qui exclut les bovins vivants ne s'est donc pas traduite par un rétablissement du cours normal des marchés pour ce qui est de certains produits. Le prix de la viande de boeuf est de 65 p. 100 inférieur au prix d'avant le 20 mai 2003.

Les producteurs qui continuent à souffrir, même si l'embargo est partiellement levé, ont toujours besoin d'aide. Les produits qui peuvent de nouveau entrer aux États-Unis ne constituent qu'environ 35 p. 100 des livraisons.

Depuis le début de la crise, le Bloc s'est tenu loin de l'alarmisme en matière de mesures sanitaires. Il a voulu donner une chance au gouvernement. Quatre mois après l'entrée en vigueur de l'embargo, force est de constater que le gouvernement a plus parlé qu'agi. Des mesures doivent être prises et elles vont dans le sens de la régionalisation et non pas de la centralisation, si chère à ce gouvernement.

Curieusement, pendant que nous débattons de ces questions importantes, celui qui est plus chef que premier ministre se soustrait au débat. Il serait intéressant d'entendre le député de LaSalle—Émard à ce sujet. Que pense-t-il de l'attitude de l'actuel gouvernement face aux demandes des producteurs? Que pense-t-il du chantage exercé par le ministre fédéral de l'Agriculture qui veut enfoncer le cadre stratégique dans la gorge des provinces?

J'ai récemment profité d'une journée portes ouvertes organisée par l'Union des producteurs agricoles du Québec pour visiter une ferme laitière de ma circonscription, celle de la famille Lupien de Saint-Joachim-de-Courval.

•(1155)

Tout comme je l'avais déjà fait avec un producteur bovin, M. Jocelyn Autote, j'ai discuté avec les Lupien des effets de cette crise sur leur secteur d'activité. Il n'y a pas que les producteurs bovins qui sont touchés, mais aussi l'industrie laitière, comme je le mentionnais tout à l'heure.

«Nous perdons près d'un million et demi de dollars par jour à cause de l'embargo américain sur notre viande», affirmait, le 7 août dernier, l'Association des Producteurs laitiers du Canada. Les producteurs de lait sont aussi des vendeurs de bétail. Ils doivent renouveler leur troupeau dans une proportion de 25 p. 100 annuellement. Les vaches qui ne produisent plus assez de lait, appelées vaches de réforme, sont vendues pour leur viande. Environ 70 p. 100 des vaches de réforme étaient exportées vers les États-Unis ou le Mexique avant l'embargo sur le boeuf.

Beaucoup de veaux et de génisses étaient vendus à bon prix aux éleveurs américains. Ces ventes représentaient environ 10 p. 100 des revenus d'une ferme laitière, mais presque 75 p. 100 de la somme d'argent que les producteurs prélevaient de leur chiffre d'affaires pour faire vivre leur famille.

On estime à environ 12 000, au Québec, le nombre de bouvillons qui n'ont pu être abattus avant le 31 août, dernier jour du programme d'aide fédéral-provincial. Certains producteurs se sont présentés dans les encans, et malgré une certaine insistance, leurs animaux qui auraient dû prendre le chemin de l'abattoir se sont retrouvés sur des fermes. C'est une situation qui les a privés de l'aide financière du gouvernement fédéral parce que cette dernière visait uniquement les animaux destinés à l'abattage.

On comprend mieux pourquoi, lors de la rencontre fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture, le 22 septembre dernier, Québec demandait à Ottawa l'ajout d'une deuxième phase, rétroactive au 1<sup>er</sup> septembre, au programme d'aide financière destiné aux entreprises touchées par la crise de la vache folle. Le gouvernement libéral a dit non.

Les éleveurs de boeuf comme les producteurs laitiers souhaitent tout que toutes les restrictions frontalières soient levées rapidement, mais ils demeurent lucides; les impacts financiers de la crise se feront sentir bien longtemps après la disparition des sanctions américaines.

*Les crédits*

«L'argent qu'on a perdu, on ne peut le réinvestir dans notre entreprise», souligne Jacques Desrosiers, président de l'Association des engraisseurs de bovins du Québec. «Généralement, le printemps est la période où on achète beaucoup de bêtes, mais cette année, on a tout arrêté, ce qui retarde notre production pour l'année entière.»

Ceux qui risquent le plus de sombrer, ce sont les petits producteurs et les membres de la relève. Chaque fois qu'une crise secoue un secteur agricole, on assiste à une diminution du nombre d'exploitations. La raison est simple: les plus petits producteurs n'ont souvent pas les moyens de passer à travers des périodes difficiles et finissent par se faire avaler par les plus gros producteurs.

Je cite le président du Syndicat des producteurs bovins du Centre du Québec, M. Alain Laroche, qui disait, le 28 août dernier:

L'industrie de la production bovine, qui génère 20 p. 100 des emplois dans la région du Centre du Québec, est au bord de la catastrophe. La situation présente est inquiétante pour la génération future. Ce sera impossible pour les jeunes d'acheter une ferme, même si c'est une ferme familiale. Il va crever avec la ferme. [...] Il faut que les gens sachent que nous n'arrivons plus à joindre les deux bouts.

La crise de la vache folle dure depuis plus de quatre mois. Que penser de la façon dont le gouvernement libéral a géré le problème? Nous, du Bloc québécois, avons notre propre analyse des faits et on pourrait nous accuser de partisanerie dans notre analyse. Or, voyons ce qu'en pensent des observateurs loin de l'actualité politique canadienne.

Le ministre de l'Agriculture se félicite de la façon dont le gouvernement libéral a géré la crise de la vache folle. Voyons un peu ce qu'en pense un observateur étranger neutre. Le spécialiste français de l'encéphalite spongiforme bovine, Jean-Philippe Deslys, de passage à Montréal le 22 août dernier, n'en revenait pas qu'Ottawa n'ait pas tiré de leçon de la crise européenne de la vache folle. Il dit:

Car face à la crise, le Canada s'est comporté comme tous les autres pays touchés avant lui par cette étrange maladie, France et Grande-Bretagne en tête. En prenant les mêmes décisions, en faisant les mêmes erreurs pour, au bout du compte, une incidence sur la confiance des consommateurs et l'économie tout à fait prévisible.

● (1200)

Comment décrit-il la façon dont le gouvernement fédéral a géré la crise? Elle fut, selon lui, médiatique plutôt que sanitaire. Il dit:

On aurait pu s'attendre, dans le contexte, à ce que des décisions soient prises pour protéger économiquement la filière bovine. Mais non, les autorités sont plutôt entrées dans une logique administrative et surtout dans une gestion médiatique de la crise, plutôt que scientifique ou sanitaire. Et finalement, les répercussions sur l'économie n'ont pas été celles que l'on aurait souhaitées.

Il s'en trouve d'autres qui ne sont pas d'accord avec la vision du gouvernement libéral. Parlant du Cadre stratégique agricole, le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, Laurent Pellerin, déclarait ceci: «Ça ne fait pas notre affaire. Le Québec représente 25 p. 100 de la population canadienne, 20 p. 100 de la production agricole, et on ne touche que 10 ou 11 p. 100 de l'enveloppe». C'est ce qu'il a déclaré lors d'un entretien téléphonique.

Il s'inquiète de l'uniformité dans l'application des mesures. «Ne pas reconnaître qu'il y a des particularités agricoles [au Canada], ça relève de l'imagination!». M. Pellerin dénonce «l'approche hypercentralisatrice» du Cadre stratégique agricole. Le président de l'UPA compte démontrer, au cours des prochains mois, que ce cadre «n'améliore en rien la situation [...] Le temps prouvera que cela ne marche pas!»

Dans ce contexte, le Québec se trouve aux prises avec une nouvelle illustration des effets du déséquilibre fiscal. La conséquence est que le Québec pourrait bien être pris pour signer le Cadre stratégique agricole.

«Vous connaissez la situation de nos finances publiques», a lancé la ministre québécoise. «On n'a pas les moyens de se priver de 130

millions de dollars, ça, tous les gens de l'industrie le reconnaissent. Maintenant, ce qu'il faut faire, c'est de trouver un consensus qui va permettre au Québec de signer cette entente en gardant toute la flexibilité possible pour établir nos programmes.»

Enfin, je me permets de reprendre les propos du chef du Bloc québécois, le député de Laurier—Sainte-Marie, qui, lors d'un récent passage dans ma circonscription, déclarait aux journalistes:

On aurait dû régionaliser le problème de la vache folle, ne pas l'étendre à l'ensemble du Canada inutilement. Quand le problème s'est présenté en France, par exemple, l'Italie n'a pas paniqué. Et pourtant, les Italiens sont beaucoup plus près géographiquement des Français que les Albertains des Québécois.

Alors qu'un seul cas de vache folle a été diagnostiqué au Canada, toutes les provinces ont été touchées par l'embargo de nos partenaires étrangers. L'embargo américain sur tous les ruminants a fait particulièrement mal, car ce pays est notre principal acheteur. C'est un mal certain aux producteurs, aux abattoirs et aux laboratoires de production d'embryons bovins, comme c'est le cas pour la firme IND embryotech de ma circonscription.

Si le Bloc québécois a admis que la décision américaine était raisonnable au cours de cette phase de diagnostic, nous croyons qu'il serait injuste que cet embargo se prolonge et s'applique aux provinces non touchées.

Le Bloc québécois fait remarquer que si le Québec était souverain et contrôlait ses propres frontières et ses politiques sanitaires, il ne serait pas frappé par l'embargo américain aujourd'hui. Le président de l'UPA, Laurent Pellerin, faisait le même constat en conférence de presse le 21 mai 2003, alors qu'il déclarait:

Si nous étions des provinces morcelées avec des systèmes d'inspection distincts et des mécanismes régionalisés de mise en marché de nos produits, une seule province aujourd'hui aurait à vivre ce problème.

La situation actuelle est particulièrement frustrante pour les producteurs québécois qui se sont soumis depuis longtemps à une série de contraintes visant tout justement à assurer la santé des cheptels et une qualité irréprochable de leurs produits.

En matière de traçabilité, le Québec a une longueur d'avance et les innovations se multiplient. Je sais qu'un abattoir situé dans la circonscription voisine de la mienne, soit celle de Richmond—Arthabaska, travaille maintenant à élaborer un système qui pourrait même permettre de suivre le cheminement d'une bête depuis sa naissance jusque dans le comptoir de viandes du supermarché.

En conclusion, au-delà du discours sur les chiffres et sur les montants d'indemnités et les colonnes des gains et des pertes, il se trouve des visages. L'agriculture est faite d'hommes et de femmes, de familles qui se dévouent pour assurer notre alimentation. Cela, les bureaucrates gouvernementaux et le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire lui-même semblent l'avoir oublié.

Nous appuyons la motion du Parti progressiste-conservateur, parce que nous avons à coeur les gens de nos campagnes, des gens passionnés.

● (1205)

**M. Claude Duplain (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Madame la Présidente, j'aurais juste quelques questions à poser à ma collègue. On entend encore des affirmations qui sont complètement fausses.

*Les crédits*

Je ne veux pas minimiser le problème de la vache folle au Canada et au Québec—puisque la députée vient du Québec—qui est un problème extrêmement grave sur lequel le ministre travaille d'arrache-pied tous les jours. On parle d'envoyer une délégation, mais saviez-vous que pratiquement au-delà de 200 interventions sont faites directement avec les pays sous forme des lettres, de discussions et tout cela? Cela veut dire qu'il se passe quelque chose tous les jours.

Encore, on dit qu'il ne se passe rien alors que des budgets ont été préparés et il y a encore de l'argent dans le cadre stratégique. Tout le monde, tous les intervenants sont d'accord pour dire qu'il fallait une politique nationale relativement à l'agriculture et cette politique fait partie du cadre stratégique. Est-ce que la députée fait des interventions pour que l'on signe ce cadre stratégique le plus vite possible, parce qu'il y a beaucoup d'argent pour les agriculteurs?

Elle dit encore ces faussetés comme celle-ci où le spécialiste de l'Union européenne aurait dit que la confiance des consommateurs avait diminué, alors que c'est faux. Est-ce qu'elle sait que les consommateurs ont augmenté leur consommation de viande? La vraie question c'est: est-ce qu'elle sait combien de boeufs le Québec achète de l'Ouest, quand on parle de régionaliser? Car le boeuf se transfère d'une province à l'autre. Est-ce qu'elle sait cela?

**Mme Pauline Picard:** Madame la Présidente, je suis complètement sidérée d'entendre des choses comme cela. Je cite des gens comme Canadian Cattlemen's Association; j'ai cité aussi M. Jacques Desrosiers, président de l'Association des engraisseurs de bovins du Québec ainsi que M. Laurent Pellerin de l'UPA. J'ai cité aussi des gens de mon comté, des gens de Saint-Joachim-de-Courval.

Sur 22 municipalités dans ma circonscription, il y en a 20 qui sont rurales. Tout l'été, j'ai parcouru les différentes régions et municipalités rurales et ce que j'ai noté dans mon discours, ce sont des chiffres vérifiés. Je les ai vérifiés auprès des producteurs agricoles et auprès de gens comme les présidents de l'Association des engraisseurs ou de l'UPA. Et on vient me dire que j'ai mentionné des faussetés.

C'est vrai que le problème à l'heure actuelle n'est pas réglé et ce qu'il dit n'est pas vrai quand il parle des consommateurs. Qu'il vienne dans ma région pour voir si la consommation du boeuf a augmenté. Les gens n'ont pas plus les moyens qu'avant d'acheter le boeuf. Le prix du boeuf à la consommation n'a pas baissé. Il est au même prix qu'il était avant, malgré le fait que les producteurs agricoles vendent leur boeuf ainsi que leur vache, qu'on appelle la viande de réforme, moins cher. Je ne sais pas où il a pris ses chiffres, mais les miens ne sont pas les mêmes. J'aimerais bien qu'on s'assoit et qu'on les vérifie car les miens ont été vérifiés.

C'est vraiment insultant de se faire dire de la part du secrétaire parlementaire qu'on dit des faussetés alors qu'on fait des recherches sérieuses. Je ne sais pas où il a pris ses chiffres, mais permettez-moi d'en douter.

J'en reviens encore sur l'attitude du ministre hier, alors qu'il a rencontré les ministres de l'Agriculture. Ils sont obligés de se mettre à genoux devant le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire en lui disant qu'il y a des gens qui ont des besoins, qui sont acculés à la faillite et il y en a qui sont en train de faire des dépressions nerveuses. J'espère qu'il écoute les nouvelles parce que cette semaine, on nous a présenté le portrait d'un producteur de l'Ouest qui pleurait, et ce n'est pas le seul qui vit cette situation dans la région. Les gens sont actuellement très anxieux. Il y en a même qui menacent de se suicider. Cela commence à être grave.

On vient nous dire qu'on a un milliard de dollars mais qu'on ne peut pas s'entendre avec les provinces parce qu'il y en a deux ou trois

d'entre-elles qui ne veulent pas signer le protocole. On veut les mettre à genoux et après cela, lorsqu'on aura le dessus, on leur versera un milliard de dollars. Ce sont des attitudes qui n'ont pas de bon sens.

Je pense que le secrétaire parlementaire pourrait s'excuser d'avoir accusé les partis d'opposition de dire des faussetés. S'il pense qu'il détient la vérité, il est bien le seul. C'est comme le soldat qui pense qu'il a le pas dans un régiment.

• (1210)

[Traduction]

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Madame la Présidente, permettez-moi de féliciter la députée de Drummond de son exposé et de son illustration de la situation qui existe réellement dans sa circonscription. Ses observations montrent que le problème ne concerne pas que le boeuf de l'ouest du Canada. Le problème du secteur agricole s'étend à tout le pays.

On a dit très peu de choses au sujet des producteurs laitiers, de l'industrie laitière. Elle éprouve actuellement le même problème. Le problème est que la frontière est fermée. Que fait l'industrie laitière de ses vaches âgées? Habituellement, elles seraient expédiées aux États-Unis pour en tirer des coupes de viande moins chères. Actuellement, il n'y a absolument aucun débouché. L'industrie du boeuf a le même problème avec ses vaches âgées.

En outre, non seulement l'industrie laitière est touchée d'une manière semblable à l'industrie du boeuf, mais en raison de la fermeture des frontières, les éleveurs de bisons éprouvent le même problème. Les éleveurs de wapitis domestiqués ont le même problème. L'industrie de l'élevage des moutons a le même problème. Les éleveurs de chèvres ont le même problème. Et la liste continue.

Il ne s'agit pas des milliards de dollars dont les libéraux nous disent qu'ils injectent dans des fonds pour aider les gens. Le fait est que les gens qui veulent de l'aide n'en obtiennent pas. C'est la question à laquelle les libéraux doivent répondre. S'ils faisaient un travail si remarquable, les gens ne demanderaient pas où est l'argent. Des gens font faillite. Ils veulent ravoir leur gagne-pain. C'est l'enjeu qui existe aujourd'hui.

La députée de Drummond a dit que les ministres provinciaux de l'Agriculture ont rencontré hier le ministre fédéral pour s'entretenir de financement. En fait, le ministre fédéral de l'Agriculture a toujours dit que les fonds devraient être partagés à 60 et 40 p. 100 au sujet de la crise de l'EBS. Jusqu'ici, le gouvernement fédéral ne s'est engagé à verser que 276 millions de dollars, tandis que les provinces touchées par l'EBS ont versé plus de 350 millions de dollars. C'est un fait. C'est ce qui s'est dégagé de la rencontre d'hier. Comment les provinces peuvent-elles amener le gouvernement fédéral à vraiment accorder l'aide dont les gens ont besoin?

[Français]

**Mme Pauline Picard:** Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. Je voudrais tout d'abord répondre à la question relative aux vaches laitières. J'en avais d'ailleurs parlé auparavant.

Oui, c'est un problème. Ce n'est pas seulement la question des animaux de boucheries et d'abattoirs. On parle de tous les producteurs du secteur agricole. Qu'il s'agisse de la production de vaches laitières et l'engraissement d'animaux destinés à la consommation, qu'il s'agisse des transformateurs ou des consommateurs, tout le monde est touché par la crise de la vache folle. Ce n'est pas circonscrit à un secteur de l'industrie agricole, mais c'est tout le monde qui est touché par ce problème.

*Les crédits*

On a également dit que beaucoup de veaux et de génisses étaient vendus à bon prix aux éleveurs américains avant la crise. Ces ventes représentaient environ 10 p. 100 des revenus d'une ferme laitière. C'était presque 75 p. 100 de la somme que les producteurs prélevaient de leur chiffre d'affaires pour faire vivre leur famille. Par conséquent, les agriculteurs sont privés de cet argent pour faire vivre leur famille. On parle de pain et de beurre, ce n'est pas une réserve dans un fonds de pension et dans un régime de retraite!

J'ai entendu tout à l'heure au Comité permanent des finances un représentant du Parti libéral qui posait une question au représentant de l'Association des agriculteurs du Canada. Il nous parlait d'un crédit d'impôt à long terme. Oui, mais il faut avoir de l'argent pour obtenir le crédit d'impôt. Il faut payer des impôts pour obtenir un crédit d'impôt. Toutefois, le problème ne se pose pas dans un an, il se pose maintenant. Actuellement, les gens n'ont pas les moyens de faire vivre leur entreprise et encore moins leur famille.

Quels sont les moyens à envisager, pour répondre à la question? Le gouvernement libéral nage actuellement dans des milliards. Il ne devrait pas être possible que des provinces, qui doivent répondre aux besoins cruciaux de leur population, soient obligées de se mettre à genoux pour avoir l'argent nécessaire pour relever leur industrie et leur économie.

• (1215)

[Traduction]

**M. Dick Proctor (Palliser, NPD):** Madame la Présidente, la question dont nous sommes saisis aujourd'hui est de savoir si une délégation multipartite devrait se rendre à Washington dans les plus brefs délais pour intervenir et obtenir la réouverture de la frontière au bétail sur pied.

Nous, du groupe parlementaire néo-démocrate, appuyons cette position bien que nous pensions que ce soit une solution relativement à court terme, et j'y reviendrai un peu plus tard. Avant d'aller plus loin, je vous signale que je partagerai le temps qui m'est imparti avec le député de Regina—Qu'Appelle.

La situation est la suivante. La frontière a été rouverte il y a trois semaines à la viande de boeuf provenant d'animaux âgés de moins de 30 mois, mais la frontière américaine demeure essentiellement fermée à toute cargaison d'animaux sur pied.

Comme l'ont dit tous les députés, y compris le ministre de l'Agriculture, qui sont intervenus dans le débat d'aujourd'hui, il est urgent que nous trouvions une solution à cette situation. Toutefois, en attendant que cette urgence soit réglée et que la frontière soit rouverte au bétail sur pied, il est urgent de mettre en place des programmes d'aide aux agriculteurs, aux éleveurs et aux producteurs de bétail pour qu'ils puissent survivre à l'hiver et à cet automne au moins, en attendant la réouverture de la frontière.

Hier, quand le ministre fédéral de l'Agriculture a rencontré ses homologues provinciaux, il n'était pas prêt à octroyer ce genre d'aide. La raison en étant que le programme de redressement de l'ESB devrait être prolongé. Le ministre de l'Agriculture a suggéré que nous invitions nos soi-disant partenaires commerciaux à imposer des droits compensatoires, que nous contesterions par la suite.

Je pense que c'est carrément ridicule. Ça n'arrivera pas et ça n'est pas arrivé. En dépit de ce que prétend le ministre de l'Agriculture au sujet du programme de redressement de l'ESB, il est insuffisant. La preuve en est que trois provinces des Prairies y ont ajouté leur propre programme pour mieux venir en aide aux agriculteurs et aux éleveurs. Qui plus est, les États-Unis sont au courant de ces programmes supplémentaires et ils n'ont pas d'objections.

Nous trouvons plus qu'étrange la suggestion que si nous prenions de telles mesures, cela mettrait en danger nos relations commerciales avec les Européens, les Américains et d'autres pays.

En rejetant l'idée de prolonger le programme de redressement de l'ESB, le gouvernement a placé toute sa confiance dans le Cadre stratégique pour l'agriculture, disant que si les provinces y adhéraient, tous les problèmes seraient résolus et il y aurait tout plein d'argent.

Nous savons que six provinces ont signé, mais que quatre autres provinces agricoles importantes ne l'ont pas fait. Je pense que l'une des principales raisons qui explique leur refus de signer, mais dont le gouvernement ne parle pas, c'est d'abord le fait que l'industrie se méfie grandement du cadre stratégique pour l'agriculture ou CSA et qu'elle craint encore davantage que nous ne prenions l'argent prévu pour le CSA afin de l'investir dans des mesures visant à régler la crise de la vache folle.

Le CSA a été élaboré il y a près de deux ans. Il a été adopté à Whitehorse, à un moment où l'Agence canadienne d'inspection des aliments disait aux Canadiens que la maladie de la vache folle ou l'EBS était une maladie européenne qui ne risquait certainement pas de se retrouver ici.

Le CSA a été conçu pour les inondations, la sécheresse, la grêle et tous les autres problèmes susceptibles de toucher les agriculteurs. Il n'a certainement jamais été conçu pour une crise comme celle à laquelle nous faisons face actuellement et qui coûte à notre pays jusqu'à 10 millions de dollars par jour et même davantage.

Parallèlement à cela, le ministre a laissé entendre que tout l'argent avait été versé très équitablement. Je tiens à signaler qu'un des concepteurs du programme à Agriculture Canada a déclaré plus tôt cet été que, dès le début, les concepteurs du programme craignaient que l'équité ne devienne un problème, mais qu'aucun d'eux n'avait trouvé de solution pour déterminer quelles bêtes iraient à l'abattoir en premier.

• (1220)

J'insiste sur ce point parce que je sais que bien des gens, des petits exploitants et des petits producteurs ont tenté désespérément, mais en vain, d'amener leurs 30, 40 ou 50 bêtes à une usine de transformation de la viande cet été, lorsque des fonds étaient disponibles par l'entremise du programme de redressement de l'ESB. Pourquoi n'ont-ils pas réussi? Parce que les exploitants de parcs d'engraissement avaient fondamentalement un monopole à cet égard, du fait des liens étroits qu'ils entretiennent avec les usines de transformation, tout a fonctionné comme d'habitude.

Ainsi, un éleveur de la région de Moose Jaw a essayé tous les jours de mettre en marché ses 40 bêtes. Le lendemain du jour où le programme de redressement a pris fin le 28 août, l'usine de transformation lui a téléphoné pour lui dire qu'elle serait heureuse d'accepter ses bêtes qu'elle avait refusées tout l'été. Évidemment, la différence, c'est que l'éleveur n'avait plus droit à l'aide fédérale d'environ 500 \$ consentie pour compenser le faible prix versé au producteur. Voilà ce qui s'est produit.

### *Les crédits*

Il y a aussi toute la question des bovins de réforme que j'ai portée plus tôt à l'attention du ministre. Hier, dans le cadre d'une proposition concertée, le Conseil des viandes du Canada et l'Association des éleveurs de bovins ont proposé la mise sur pied d'un programme destiné à faciliter la commercialisation des bovins de réforme. Ce programme coûterait 195 millions de dollars et donnerait aux producteurs le choix suivant: commercialiser l'animal, ou l'hiverner, auquel cas le coût des aliments augmente. Ce sont des cas comme ceux-là qui, selon le ministre, prêtent le flanc à l'imposition de droits compensateurs. Selon lui, nous ne pouvons donc adopter cette orientation.

Intervenir à Washington est une solution, mais c'est une solution à court terme.

Le ministre de l'Agriculture a dit qu'avant ce problème de santé, il n'y avait effectivement pas de frontière lorsqu'il était question du boeuf et des produits du boeuf. La réalité, c'est que 60 p. 100 de nos bovins sur pied sont expédiés aux États-Unis à des fins de transformation et de conditionnement. J'ai toujours trouvé cette situation illogique, et elle me semble l'être encore plus aujourd'hui. C'est comme si l'on expédiait des billes de bois au Japon ou ailleurs dans le monde et que l'on rachetait du bois ouvré.

Pourquoi, dans un souci d'accroître le nombre d'emplois, ne voudrions-nous pas construire ici des usines de transformation et expédier ensuite les produits carnés aux États-Unis et ailleurs dans le monde, au lieu de leur envoyer des bovins sur pied? Toutefois, c'est caractéristique de la façon dont nous avons toujours traité nos ressources surabondantes.

Les représentants du secteur canadien des bovins ne veulent pas entendre ce discours, mais leurs activités sont beaucoup trop intégrées à celles des États-Unis. Les deux principales usines de transformation situées au Canada appartiennent à des étrangers, notamment l'usine de Brooks, en Alberta, et l'usine Cargill, située à High River. Nous devrions sérieusement envisager la possibilité de construire une autre usine de transformation au Canada, peut-être à la limite ouest du Manitoba ou à la limite est de la Saskatchewan, quelque part par là, où il y aurait plus d'occasions d'expédier du boeuf et de produire du boeuf en caisse carton destiné aux États-Unis.

Bref, nous fonctionnons en harmonie avec les États-Unis dans ce dossier, et l'industrie canadienne ne veut pas entendre de suggestions selon lesquelles nous devrions agir différemment.

À titre d'exemple, nous devrions envisager de cesser de recourir aux hormones de croissance bovines ainsi que d'ouvrir nos marchés aux Européens et aux Japonais, qui ne sont pas intéressés à acheter nos produits en raison de la présence de ces hormones. L'industrie canadienne ne veut pas entendre un tel discours. Elle ne veut pas aborder la question de l'interdiction des farines animales pour l'alimentation des animaux.

• (1225)

Ce ne sont là que quelques exemples des questions sur lesquelles nous devons nous pencher si nous voulons que notre marché soit davantage canadien et moins tributaire des États-Unis.

**M. Gerald Keddy (South Shore, PC):** Madame la Présidente, ma question concerne principalement la dernière partie de l'allocution du député, plus précisément la protéine animale qui entre dans la composition des aliments des animaux.

Il disait que l'industrie semblait un peu réticente, mais les membres de l'industrie que j'ai rencontrés ont reconnu qu'il est absolument essentiel et impératif de supprimer la protéine animale

des aliments des animaux, afin d'éviter toute contamination croisée. Nous ne donnerions pas des protéines de ruminants à des poulets, par exemple, ce qui se fait actuellement. Il faudrait éliminer complètement cette protéine de la chaîne alimentaire.

L'autre problème est qu'il existe un excellent marché pour la protéine animale dans l'alimentation des poissons. Rien ne nous empêche de nourrir beaucoup de poissons élevés dans des piscicultures et en aquaculture avec une protéine animale provenant de ruminants.

Je crois que les agriculteurs s'entendent davantage et comprennent véritablement qu'il faut supprimer la protéine animale de la chaîne alimentaire, plus précisément dans le cas des ruminants. On s'entend également pour dire que d'autres espèces peuvent l'ingérer en toute sécurité. Il faut certainement régler cette question en dehors des fermes afin qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination croisée. Le député peut-il nous en parler?

**M. Dick Proctor:** Monsieur le Président, je suis heureux de répondre au député de South Shore à ce propos.

J'ai sans doute discuté avec d'autres gens que ceux qu'a rencontrés le député. Toujours est-il que, lorsque les représentants de l'industrie se sont présentés devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en juillet, certains d'entre eux ont dit ne pas vraiment souhaiter que l'on modifie substantiellement les règles en vigueur entre le Canada et les États-Unis. Ils s'inquiétaient même des produits spécifiquement à risque, des changements annoncés par Agriculture Canada afin de réduire le risque de voir apparaître la maladie de la vache folle, qui est contractée via la moelle épinière et la rétine.

L'autre aspect également intéressant dans cette discussion est le suivant. Le ministre de l'Agriculture m'a indiqué dans une conversation en juin, avant l'ajournement de la Chambre, qu'il prévoyait bel et bien une annonce de la part de son ministère, avant la fin du mois, à l'effet d'interdire toute substance animale dans l'alimentation des animaux. Nous sommes maintenant au-delà de trois mois plus tard et aucune annonce n'a été faite. Je n'en ai aucune idée, mais je ne peux que présumer que c'est en raison de la résistance de l'industrie elle-même que nous attendons toujours une telle annonce. J'imagine que les usines d'équarrissage se préoccupent de ce qu'elles feront de tous ces produits en trop; dans mon esprit, voilà ce qui retarde l'annonce de la part du ministre de l'Agriculture.

**M. John Herron (Fundy—Royal, PC):** Madame la Présidente, j'ai une question à poser au député. Il me semble que le secteur des transporteurs de bovins sur pied a été dramatiquement négligé dans le débat sur l'élevage bovin. Les propriétaires d'équipement spécialisé et les camionneurs ont été laissés à l'écart de toute forme d'indemnisation éventuelle ou de financement provisoire au cours de cette crise. Ces personnes doivent pourtant effectuer des paiements sur leur équipement.

Le député pense-t-il que l'on devrait tenir compte des transporteurs de bétail dans le cadre d'un programme d'indemnisation de cette nature?

*Les crédits*

•(1230)

**M. Dick Proctor:** Madame la Présidente, il ne fait aucun doute qu'un grand nombre de personnes n'ont pas été prises en compte dans le programme d'indemnisation, et les camionneurs en font manifestement partie. Je sais qu'un très important service de camionnage de ma circonscription, Roberge Transport, a été gravement touché par cette situation, mais c'est également le cas de services de camionnage moins importants et de petits exploitants de naissance et de fond qui, dans l'ensemble, ont été affectés par la crise ou, pour le dire autrement, n'ont pas été en mesure d'avoir accès au programme de relance mis en place en réponse à la crise causée par l'ESB.

Beaucoup de gens ont été touchés et c'est bien pourquoi nous devons mettre en place des mesures provisoires jusqu'à ce que la frontière soit de nouveau ouverte pour le bétail sur pied.

**L'hon. Lorne Nystrom (Regina—Qu'Appelle, NPD):** Madame la Présidente, je tiens à intervenir brièvement dans cet important débat et à indiquer mon appui à la motion du Parti progressiste-conservateur prévoyant que l'on dépêche une délégation multipartite à Washington. C'est une recommandation positive à laquelle on devrait donner suite.

J'aimerais faire comprendre à la Chambre que la crise de la vache folle est une véritable crise économique qui sévit aux quatre coins du Canada, particulièrement dans l'Ouest. Dans la circonscription de la Saskatchewan que je représente, la crise est très profonde. Elle touche non seulement les producteurs de veaux et les grands éleveurs de bovins, mais aussi les camionneurs et les travailleurs de l'industrie. On observe un ralentissement économique général qui a entraîné la perte de centaines et de centaines de millions de dollars. Cette réaction en chaîne n'a épargné aucun secteur de l'économie. Une solution nationale s'impose.

Le gouvernement aurait dû tenir une position beaucoup plus ferme devant les Américains. Après avoir fermé la frontière pendant de nombreuses semaines, ceux-ci l'ont rouverte à certaines catégories de bovins. Le boeuf franchit maintenant la frontière en très petites quantités. Nos difficultés sont attribuables à l'intransigeance des Américains.

Selon moi, notre industrie bovine est beaucoup trop intégrée à celle des États-Unis. Nous avons trop peu d'usines de conditionnement au Canada. Au fil des ans, nous avons fait la grave erreur de ne pas garder un plus grand nombre d'usines de conditionnement, qui répondraient aux besoins des éleveurs et aux producteurs et qui créeraient des emplois au Canada.

Les Américains ont adopté la ligne dure. Notre industrie est intégrée à l'industrie américaine. Les usines de conditionnement sont aux États-Unis. Les emplois sont aux États-Unis. Les retombées économiques sont aux États-Unis. Dès qu'un problème se profile à l'horizon, les Américains ferment la frontière. La vache folle qu'on a trouvée au Canada pourrait bien avoir ingéré des aliments provenant des États-Unis.

Il semble que l'on se soit fait avoir dans cette affaire. Les États-Unis nous ont assommés avec leur massue. Notre premier ministre aurait dû tenir une position plus ferme devant George W. Bush et l'administration américaine.

Et ce n'est pas le seul problème. La loi agricole américaine, en vertu de laquelle les producteurs américains de grain et d'autres cultures sont lourdement subventionnés, nuit aux agriculteurs et aux producteurs canadiens. Le Canada compte des producteurs très efficaces, mais qui ne peuvent concurrencer leurs homologues américains à cause de cette loi et des subventions massives dont ils

bénéficient. Voilà un autre exemple des problèmes avec lesquels nous sommes aux prises parce que les États-Unis ne se montrent pas raisonnables envers le Canada et nos producteurs.

Permettez-moi de donner quelques exemples qui illustrent l'ampleur des répercussions de la situation sur les gens ordinaires. Au début de juillet, j'ai reçu un appel d'un agriculteur de Balcarres, dans ma circonscription. Le taureau de l'un de ses voisins avait dû être abattu parce qu'il était blessé. Or, il n'y avait pas d'abattoir à proximité. Il en aurait coûté plus cher en frais de transport à l'éleveur pour expédier le taureau vers un abattoir que ce qu'il aurait empêché en vendant la viande provenant de l'animal.

Ce cas, où les frais d'expédition d'un produit sont plus élevés que le montant tiré de sa vente, illustre bien les répercussions de la maladie de la vache folle sur les gens ordinaires.

Un autre cas survenu dans ma circonscription montre à quel point la réaction des Américains est excessive. Dans une région rurale de la Saskatchewan, près de Wynyard, où j'habite, se trouve le lac Big Quill. Ce lac se classe à peu près au quatrième rang mondial pour la salinité de ses eaux. Croyez-le ou non, on y pratique la pêche commerciale de la crevette. On trouve dans les Prairies une industrie de pêche à la crevette, la crevette des salines. Cette industrie dépend du marché américain. Or, les acheteurs américains ont fait savoir aux exploitants de l'industrie, en juin, qu'ils devraient retarder l'achat du produit jusqu'au 1<sup>er</sup> août environ à cause de la maladie de la vache folle. Aussi insensé que ce puisse être, la maladie de la vache folle a une incidence sur la pêche à la crevette.

Ces exemples montrent à quel point cette situation a nui aux gens ordinaires un peu partout dans les Prairies.

L'industrie bovine est extrêmement importante. J'étais présent à la manifestation qui s'est tenue sur la Colline, mercredi dernier. Cette industrie est extrêmement importante pour tous les Canadiens. L'agriculture est le fondement même de ce pays. Lorsque les agriculteurs connaissent la prospérité, nous en bénéficions tous. Lorsque les éleveurs se tirent bien d'affaire, nous bénéficions tous des retombées et de la création d'emplois qui en résultent à la grandeur du pays.

On dirait que le gouvernement fédéral ne se rend pas compte de cela parce qu'il est très lent à réagir. En fait, depuis que la crise a éclaté il y a quelques mois, le gouvernement fédéral a seulement offert de verser 60 p. 100 d'un programme de 400 millions de dollars, soit 276 millions. Les provinces doivent fournir le reste, soit 184 millions. Depuis ce temps, le gouvernement provincial de la Saskatchewan a ajouté des fonds supplémentaires au programme, comme l'ont fait également certaines autres provinces, en raison de l'importance de l'industrie du boeuf dans notre pays.

•(1235)

Le gouvernement fédéral a l'argent. Il dispose d'un excédent budgétaire. Il a un fonds de prévoyance. Les éleveurs de bovins ont besoin d'argent pour survivre. Un investissement dans l'industrie bovine à ce moment-ci serait utile non seulement à l'industrie elle-même, mais au pays tout entier puisque cela stimulerait l'économie, cela ferait circuler plus d'argent dans l'économie et cela assurerait des emplois à un plus grand nombre de Canadiens, où qu'ils vivent. Ce sont là des choses importantes dont le gouvernement fédéral devrait prendre note.

### *Les crédits*

Comme je l'ai dit précédemment, l'erreur que nous avons commise au cours des années, c'est que nous nous sommes retrouvés avec un nombre insuffisant d'usines de transformation de la viande. La majeure partie de cette industrie est maintenant aux États-Unis. Il faut changer cela afin que nous ayons plus d'usines de transformation et plus d'emplois au Canada. Ce serait là quelque chose de très positif.

L'industrie du boeuf est extrêmement importante. Nous avons eu un incident impliquant une seule vache et nous voyons tous les dommages que cela a causés à l'économie. Puis nous avons un gouvernement fédéral qui a tardé à fournir de l'aide aux agriculteurs du Canada. Donner de l'aide aux personnes dans le besoin, n'est-ce pas là le rôle d'un gouvernement? Il s'agit ici d'un cas où les gens sont dans le besoin et attendent de l'aide.

Comme je l'ai dit auparavant, les Américains ont été très insensibles au fait que nous sommes leur principal partenaire commercial. Ils ont été insensibles au fait que cette industrie est très intégrée. Ils ont été insensibles au fait qu'il n'y a eu qu'une seule vache et que celle-ci a bien pu manger des aliments venant des États-Unis.

Notre gouvernement aurait dû adopter une position beaucoup plus ferme à l'égard des Américains. Il aurait dû être beaucoup plus dur envers eux dans ce dossier. Il devrait apporter une aide plus grande aux éleveurs de bovins d'un bout à l'autre du pays.

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, j'ai écouté les observations de notre collègue néo-démocrate. Je suis quelque peu fâché de voir qu'il a choisi la solution facile consistant à simplement s'attaquer aux Américains et à les blâmer pour tout ce qui arrive. Je pense que nous pourrions avoir un long débat quant à savoir si c'est la bonne façon de procéder pour obtenir la réouverture de la frontière à ce stade-ci.

Il a dit qu'il fallait adopter une position ferme à l'égard des Américains. Il est inutile d'examiner longuement la balance commerciale pour voir qui, en fin de compte, serait le plus durement frappé. Cependant, je comprends ce sentiment, car je l'entends exprimé dans ma circonscription, à l'instar du député, j'en suis persuadé, dans la sienne. Il est exprimé par beaucoup de gens qui souffrent à l'heure actuelle.

Je tiens à dire très brièvement qu'une des choses vraiment remarquables qui est ressortie de cette crise dans notre secteur de l'élevage bovin, c'est la réaction de la population canadienne. Elle a été vraiment incroyable dans toutes les régions du pays.

La consommation de boeuf a augmenté de façon très marquée alors que les gens reconnaissent que notre boeuf est sûr, contrairement à la situation dans beaucoup d'autres pays qui ont vécu une situation semblable lorsque des cas de vache folle ont été trouvés dans leurs troupeaux. Fondamentalement, les agriculteurs de ces pays n'ont pas obtenu l'appui de la population locale. Ce n'est pas ce qui s'est produit au Canada, bien au contraire. Je prétends que si le gouvernement fournissait même la moitié de l'appui que la population apporte à notre secteur de l'élevage bovin, ce dernier ne serait pas affligé par tous ces problèmes.

Le député a parlé avec beaucoup d'éloquence de certaines des difficultés qu'il a constatées dans sa circonscription et qui affligent des personnes qui ont travaillé très dur de nombreuses années pour bâtir leur exploitation agricole et leur entreprise, qu'il s'agisse d'une entreprise de camionnage qui transporte des bovins sur pied, d'une exploitation agricole ou encore d'une usine de transformation de la viande et des gens qui y travaillent. Il y a beaucoup de gens qui vivent une situation très difficile dans tout le pays.

Je voudrais dire à notre collègue que s'il y a quelqu'un à blâmer dans toute cette situation, ce sont nos vis-à-vis. La détérioration que nous constatons dans nos relations avec les Américains nuit à notre secteur de l'élevage bovin. C'est ce que je tiens à dire à mon collègue.

• (1240)

**L'hon. Lorne Nystrom:** Madame la Présidente, nous sommes certainement le plus grand partenaire commercial des États-Unis. Environ 85% de nos exportations prennent le chemin des États-Unis. On ne doit pas oublier que nous sommes aussi leur plus grand partenaire commercial. Le Canada compte plus aux yeux des États-Unis que tous les pays de la Communauté européenne réunis. Les Américains dépendent beaucoup de nous en matière de commerce. Cette importance est réciproque. Le pourcentage est plus grand de notre côté, car nous sommes plus petits. Mais nous ne devons pas oublier que nous sommes le plus grand partenaire commercial des États-Unis d'Amérique.

L'Alliance semble penser que nous ne sommes pas capables de nous défendre. Il y a quelque temps, ce parti a déclaré que l'ambassadeur américain devrait avoir le titre de ministre. Je n'avais encore jamais entendu quelqu'un suggérer que l'ambassadeur des États-Unis devienne ministre. Devons-nous acquiescer à toutes les requêtes des Américains? Même les Américains ne nous ont jamais demandé une telle chose.

Le parti d'en face aimerait se débarrasser de la Commission canadienne du blé, parce qu'elle déplaît aux Américains. Quand les Américains leur demandent de sauter, ces députés s'empressent de demander à quelle hauteur. Monsieur le Président, ce que nous voyons à votre gauche, en face, est l'aile nord du Parti républicain. C'est ce que l'Alliance est en vérité.

Qu'en est-il de George Bush et de la guerre en Irak? L'Alliance voulait que nous embarquions le plus rapidement possible dans cette aventure. Dieu merci, la majorité des députés de la Chambre ont répondu non, que nous n'enverrions pas de troupes en Irak. George Bush a affirmé que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive. Qui l'a cru sur le coup? L'Alliance canadienne. On n'a pas encore trouvé ces armes de destruction massive.

Nous avons besoin de partis qui défendent le Canada et les Canadiens. Nous avons besoin de partis qui ne feront pas constamment de courbettes aux républicains américains. George W. Bush est en train de perdre la confiance des Américains, mais il peut encore compter sur l'Alliance. L'Alliance devrait avoir honte.

**M. Jay Hill:** Madame la Présidente, permettez-moi de répliquer brièvement. L'Alliance canadienne s'oppose à la Commission canadienne du blé, parce qu'il s'agit d'un monopole, d'une entité antidémocratique, tout comme le parti que représente le député. Lorsque la Chambre a tenu un débat et un vote sur la préservation de la définition traditionnelle du mariage, le Nouveau Parti démocratique est le seul parti qui n'a pas autorisé ses députés à voter librement. N'est-ce pas là un paradoxe?

**L'hon. Lorne Nystrom:** Madame la Présidente, la Commission canadienne du blé est une organisation démocratique qui a l'appui des agriculteurs canadiens. Les agriculteurs élisent des administrateurs à la commission. Si nous voulons écouter les agriculteurs, nous devons appuyer la Commission canadienne du blé. Encore une fois, ce parti antidémocratique défend l'entreprise privée et les intérêts américains.



*Les crédits*

**M. John Herron (Fundy—Royal, PC):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur mais surtout le devoir de faire, au nom de mon parti et de la circonscription que je représente, quelques observations sur la crise économique qui secoue chacune des régions et des circonscriptions de notre pays. D'une façon ou d'une autre, le problème découle du fait que la frontière a été fermée et que nos cargaisons de boeuf canadien pourtant propre à la consommation ne peuvent pas être acheminées vers les États-Unis, notre principal partenaire commercial et, surtout, notre grand ami.

Permettez-moi d'illustrer l'ampleur de cette crise. Comme vous le savez sans doute, madame la Présidente, la fermeture de la frontière américaine fait perdre 11 millions de dollars par jour à l'économie canadienne. Les chiffres deviennent encore plus alarmants quand on pense que, au cours des quatre derniers mois, soit depuis la fermeture de la frontière, la crise aurait fait perdre des centaines de millions de dollars au Canada au point où de nombreuses familles agricoles en sont à se demander si elles auront les moyens de surmonter la crise et de poursuivre leurs activités.

Je siège à la Chambre depuis six ans et demi et je n'ai jamais vu un manque de leadership aussi implacable et irrespectueux que celui dont le premier ministre et le gouvernement font preuve depuis le début de cette crise.

C'est une question que notre chef, le député de Pictou—Antigonish—Guysborough, a soulevé très clairement et qui requiert la participation de tous. Il ne s'agit absolument pas d'une initiative partisane. Nous exhortons la Chambre à mettre l'épaule à la roue et à prendre les décisions les plus judicieuses pour les agriculteurs et pour l'industrie canadienne du boeuf. Nous demandons qu'une délégation composée de représentants de tous les partis se rende aux États-Unis, notre partenaire commercial et allié, pour montrer que notre système d'assurance de la salubrité des aliments est sécuritaire et fiable et que, à l'heure actuelle, il n'y a pas lieu de fermer les frontières à notre bétail.

Les membres du gouvernement ont déclaré que c'est la première fois qu'un État où on a trouvé un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine obtient l'ouverture de la frontière, en l'occurrence une réouverture partielle. Soyons clairs. À l'heure actuelle, la frontière est encore fermée à 70 p. 100. Nous accusons un manque à gagner quotidien de 11 millions de dollars. À ce jour, la réaction du gouvernement est catégoriquement et absolument insuffisante.

Par surcroît, nous avons le devoir en tant que nation d'examiner cette question d'un point de vue international également. Quel signal envoie-t-on à la communauté internationale quand on trouve dans un pays avancé comme le Canada un seul cas de la maladie de la vache folle? Nous avons un système perfectionné et moderne pour retracer la lignée de la bête chez qui on a détecté la maladie. Il est possible d'établir dans quel troupeau elle se trouvait et même de retracer toute son histoire, en termes de parcours. En outre, nous avons pris nombre de mesures pour assurer la sécurité de notre système.

Quel signal envoie-t-on à un autre pays qui découvre un cas de la maladie de la vache folle? Pensons-nous que le pays en question adoptera une attitude aussi évoluée que celle du Canada qui a non seulement admis la situation à la communauté internationale, mais qui lui a aussi montré son organisation et sa capacité de réagir? Il faut faire rouvrir la frontière non seulement pour sauver notre économie, notre industrie du boeuf, mais aussi pour faire en sorte que les pays du monde entier adoptent une attitude responsable en matière de sécurité alimentaire et que nous ayons une perspective internationale à cet égard.

De nombreux secteurs de cette industrie sont en difficulté à l'heure actuelle. Je prendrai un instant pour parler de deux secteurs en particulier, qui sont au premier plan dans la circonscription que j'ai le privilège de représenter, Fundy—Royal.

● (1245)

L'un d'eux est celui de la production laitière. Bien des gens croient que la crise touche le secteur des bovins d'élevage et c'est effectivement le cas. Cependant, elle signifie aussi que la frontière américaine est fermée au bétail laitier. Bon nombre d'agriculteurs font l'élevage de bovins laitiers en vue de l'exportation. Cette industrie est fermée pour le moment. Il est même possible que les vaches de plus de trois ans ne puissent être expédiées vers les États-Unis pendant de nombreuses années, même si la frontière est rouverte au bétail.

Nous savons aussi qu'il est primordial pour les agriculteurs de rajeunir et de renouveler leurs troupeaux de vaches laitières. Cela est dû partiellement au fait que les vaches de moindre qualité qui sont rejetées doivent être amenées à des usines d'équarrissage. Il arrive souvent qu'elles soient même expédiées vers les États-Unis pour y être équarrées. De plus, étant donné que nous disposons d'énormes excédents de produits d'équarrissage, nous savons que les animaux rejetés par les producteurs de lait ne génèrent plus qu'une fraction des revenus qu'ils généraient auparavant.

Madame la Présidente, je partagerai mon temps avec mon collègue qui vient de se joindre à nous pour participer à cet important débat, le député de Cumberland—Colchester.

Chez les agriculteurs, il se dégage un consensus clair sur les mesures qui s'imposent. Ce consensus s'exprime au niveau provincial. Il nous faut une aide immédiate de près de 200 millions de dollars pour les agriculteurs, simplement pour que l'industrie du boeuf survive au cours des prochains mois. Je suis désolé que nous n'ayons pas pu convaincre le ministre de l'Agriculture de faire la contribution nécessaire pour sauver l'industrie du boeuf.

● (1250)

[*Français*]

Les ministres provinciaux n'ont pas réussi à convaincre leur homologue, le ministre fédéral de l'Agriculture. Il y a un consensus sur le fait qu'on a besoin de 195 millions de dollars pour diminuer les impacts que cela représente pour les éleveurs de bovins.

[*Traduction*]

Le coût est de 200 millions. Il existe un solide consensus au sujet des mesures à prendre pour résoudre le problème.

Je voudrais profiter du temps qu'il me reste pour signaler un autre problème qui me touche de très près, c'est-à-dire à environ 30 kilomètres de chez moi. Pour le moment, le Nouveau-Brunswick n'a pas d'abattoir. Une entreprise de camionnage, Valley View Farms, qui appartient à Jim Sherwood, a vu ses activités diminuer de 80 p. 100 depuis la crise qui a éclaté en Alberta à cause d'un seul cas de vache folle.

Les camionneurs qui transportent le bétail ont un matériel très spécialisé pour transporter les bêtes dans les meilleures conditions. Le remboursement mensuel, pour une seule remorque, peut s'élever à 2 000 \$. Si un camionneur a un parc de 20 remorques, ses versements sont de 40 000 \$. Les propriétaires de ces entreprises ont des prêts à rembourser, et ils n'ont pas les moyens.

### *Les crédits*

Je demande au gouvernement du Canada de veiller à ce que nous conservions l'infrastructure nécessaire au transport du bétail. Si nous n'avons pas de financement transitoire pour ces transporteurs, cet élément de l'industrie du boeuf n'existera plus lorsque les frontières seront rouvertes. Il faut aussi tenir compte des camionneurs dans ce cadre financier.

**M. Gerald Keddy (South Shore, PC):** Madame la Présidente, mon collègue, le député de Fundy—Royal, a abordé la question, et nous le voyons dans nos circonscriptions, surtout dans les circonscriptions rurales. La situation est assez semblable partout au Canada, que ce soit au coeur de la région productrice de boeuf, en Alberta, dans le sud de l'Ontario, au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse.

J'ai écouté ce que le gouvernement avait à dire tout à l'heure. Il a notamment été question de nos rapports avec le Japon, de l'occasion qui s'offre de développer de nouveaux débouchés pour le boeuf canadien au Japon et du fait qu'on ne soit pas intervenu rapidement, au tout début de la crise, afin de trouver une solution équitable. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a déclaré tout à l'heure qu'on avait eu 76 rencontres avec le Japon. C'est bien beau, mais le problème provient des trois premières rencontres qui n'ont pas eu lieu.

Lorsqu'un cas de maladie de la vache folle a été signalé au Canada, les Japonais ont demandé à venir chez nous pour nous faire bénéficier de leurs compétences dans le domaine et pour voir sur place à quel genre de contrôle sanitaire nous soumettons le produit destiné au marché. Au lieu d'accepter l'aide que le Japon nous offrait et de nous faire bien voir de lui, le ministre responsable de l'Agence canadienne d'inspection des aliments a indiqué aux Japonais qu'il n'y avait pas de problème et que nous n'avions pas besoin d'aide. Les Japonais sont revenus à la charge une deuxième et une troisième fois, sans résultat. Voilà pourquoi il a fallu tenir 76 réunions afin d'avoir de nouveau accès au marché japonais: la réponse obtenue était absolument insignifiante.

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a également dit qu'on avait fait, pour le compte du ministère, entre 250 et 280 interventions relatives à la réouverture de la frontière. Encore une fois, ce n'est la quantité qui compte. On aurait pu en faire 2 000. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une délégation non partisane, apolitique et dirigée conjointement par le premier ministre et les chefs de tous les partis représentés à la Chambre, qui visiterait nos partenaires, aux États-Unis, et leur transmettrait le message d'ouvrir la frontière. Voilà ce qu'il nous faut maintenant.

• (1255)

**M. John Herron:** Madame la Présidente, ce que tout cela signifie essentiellement, c'est que le gouvernement du Canada ne pourrait proposer un meilleur scénario que l'envoi d'un comité multipartite.

Les Canadiens ont tous du mal à saisir ce qui se passe ici. Ils ne comprennent pas pourquoi le premier ministre refuse de s'impliquer personnellement dans un dossier qui prive l'économie canadienne de 11 millions de dollars par jour. Je ne sais pas pourquoi le premier ministre tient tellement à garder la mainmise sur le 24, Sussex qu'il ne veut même pas risquer de prendre un avion pour se rendre à Washington et discuter avec le président des États-Unis. C'est la chose à faire. On doit faire tout ce qu'on peut dans ce dossier.

Il y a un aspect que je voulais inclure dans mes commentaires, mais je n'ai pas eu le temps de le faire. Je voudrais donc prendre un instant pour le faire maintenant.

Il s'agit également là d'une question humanitaire. Si le gouvernement du Canada ne fait rien et qu'il n'accorde pas à l'industrie de l'élevage bovin l'aide financière dont elle a besoin pour assurer un financement provisoire, ces 200 millions de dollars dont elle a grandement besoin, cette décision téméraire et irresponsable pourrait bien entraîner une véritable hécatombe dans les troupeaux qui auront peu à manger au cours de l'hiver qui vient. C'est un fait. C'est une image que les Canadiens ne veulent pas voir d'un point de vue humanitaire.

Si nous devons en venir à incinérer ces troupeaux morts de faim en raison de la crise causée par une seule vache, les images qui nous seront présentées ressembleront à ce qu'on a vu en Grande-Bretagne il y a à peine quelques années. Si nous voulons nuire à cette industrie à jamais, c'est ce qu'il faut faire. Si nous n'accordons pas ce financement temporaire en vue de remplir nos obligations humanitaires en nourrissant ces animaux, ce sera là la conséquence de cette abdication imprudente. Tous les députés devront se regarder dans le miroir tous les matins en se disant qu'ils savaient pertinemment que l'on n'avait pas fait tout ce qu'on pouvait faire dans ce débat.

**M. Bill Casey (Cumberland—Colchester, PC):** Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole et de donner un aperçu de la manière dont l'ESB a affecté la région nord de la Nouvelle-Écosse, qui comprend les comtés de Cumberland et de Colchester.

Nous entendons souvent les gens parler de cette maladie comme étant un problème touchant surtout l'Alberta, mais ce n'est pas le cas. Elle a frappé tout le pays, pas seulement l'Alberta. Elle a frappé ma province, la Nouvelle-Écosse. Elle a frappé l'Ontario, comme l'a mentionné le député de Perth—Middlesex qui a tenu un discours enflammé au nom des agriculteurs ontariens. Alors que d'autres se taisaient, il s'est exprimé haut et fort. Il a souligné clairement la gravité de la situation pour les agriculteurs de l'Ontario.

J'ai été informé de cette affaire lorsqu'un agriculteur de ma circonscription m'a téléphoné après avoir expédié une cargaison de bovins vivants en Pennsylvanie. Le bétail a franchi la frontière américaine en Pennsylvanie, mais il a été arrêté par des agents de la sûreté de l'État et remis à bord d'un camion à destination du Canada. L'agriculteur a dû laisser les bovins vivants au Nouveau-Brunswick. Il n'a même pas pu les ramener chez lui. C'est un désastre pour lui parce que le bétail est toujours gardé là-bas à ses frais.

Cette situation a touché des agriculteurs de la circonscription voisine de la mienne, au nord de la Nouvelle-Écosse, et pas seulement des éleveurs de bovins, des producteurs laitiers ont aussi éprouvé des difficultés avec le bétail abattu et les vaches laitières qui ne servent plus à la production de lait. Tout le monde a été touché.

Un agriculteur s'est présenté à mon bureau récemment pour me dire qu'il avait fait l'objet d'une ordonnance de forclusion de la part de Financement agricole Canada. Il ne pouvait plus effectuer ses paiements parce qu'il ne pouvait vendre son bétail. Le gouvernement du Canada propose de saisir les biens de cet homme, un agriculteur qui ne peut plus gagner sa vie parce que le gouvernement du Canada n'a pas réussi à rouvrir la frontière. Le gouvernement de tentera rien. Il a l'intention bien arrêtée de se croiser les bras et de laisser faire le système sans prendre de mesures ou sans faire preuve d'imagination.

*Les crédits*

Nous, dans notre parti, proposons qu'une délégation multipartite se rende aux États-Unis et communique avec la plus grande fermeté le message que nous voulons qu'on fasse quelque chose, qu'il faut que ça change. Le gouvernement s'y refuse et, en attendant, dans ma circonscription, les banques demandent le remboursement des prêts qu'elles avaient accordés aux agriculteurs. Le gouvernement en fait autant. Les agriculteurs ne peuvent pas vendre leurs bovins. À la dernière vente aux enchères, d'après ce qu'on m'a dit, il n'y avait que quelques têtes de bétail. C'est réellement un désastre.

Cela traduit réellement l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'agriculture et des agriculteurs dans l'ensemble du pays. Ce n'est pas seulement dans le dossier de la vache folle. Les désastres se succèdent dans le secteur agricole et le gouvernement au pouvoir ne fait rien. Aucune offre d'aide. Aucun effort pour essayer de combler le manque à gagner. Aucune aide de quelque sorte que ce soit.

Dans ma circonscription, les agriculteurs vivent une catastrophe double. En mars, des inondations terribles ont emporté une grande partie de la terre. L'érosion a fait des ravages. Ils ont fait une demande d'aide dans le cadre du programme d'aide financière en cas de catastrophe. Les demandes passent par la province et, au début, on a dit aux agriculteurs que leurs pertes seraient couvertes par l'AAFCC et qu'il n'y aurait pas de problème.

J'ai ici une lettre d'une représentante des agriculteurs, Sandra D. Fisher, de Brookfield, dans le comté de Colchester, en Nouvelle-Écosse. Je vais en lire quelques lignes à la Chambre car elle est longue.

Cette dame raconte au ministre qu'un représentant de l'OMU a déclaré publiquement devant tous les agriculteurs et les médias qu'il ne voyait pas pourquoi les terres agricoles louées ne seraient pas couvertes. Il suffirait d'une simple lettre du propriétaire spécifiant que les terres en question étaient utilisées à des fins agricoles par le demandeur. C'est ce qu'ont fait les agriculteurs. On leur a dit ensuite qu'ils devaient produire leurs états financiers pour prouver que 51 p. 100 de leurs revenus provenaient de l'agriculture.

Elle dit que, là encore, les agriculteurs ont suivi les instructions et ont fait ce qu'on leur demandait. Par la suite, les agriculteurs ont dû escorter, à plusieurs occasions, nombre d'inspecteurs, d'ingénieurs et de vérificateurs afin de prouver qu'ils avaient bien subi des dégâts. Ensuite, on leur a dit qu'il fallait qu'ils demandent d'autres documents aux propriétaires des terres affirmant que tout remboursement qu'ils recevraient serait effectivement affecté à la restauration de ces dernières.

Ce qu'ils ont fait. Ils ont suivi tout ce processus. Toutefois, bien des gens se voyaient poser des questions pour lesquelles ils n'avaient pas réponse. Ils ne pouvaient même pas y répondre.

Puis, à la fin de l'été, contrairement à ce qu'on leur avait dit au début, ils ont appris que les terres louées n'étaient pas couvertes par le programme.

Peu importe le nombre de documents qu'ils avaient soumis, les critères auxquels ils avaient répondu, les obstacles et les barrières qu'ils avaient dû surmonter, ils n'étaient pas admissibles.

• (1300)

J'espère toujours, avec optimisme, qu'ils toucheront une indemnité quelconque pour cela. J'ai rencontré des fonctionnaires du ministère de la Défense ce matin à ce sujet et quelques autres. J'ai bon espoir que nous réussirons à surmonter certains de ces obstacles. Certes, la réunion à ce sujet a porté fruit; mais là encore nous nous rendons

compte qu'il y a là des agriculteurs impuissants à obtenir de l'aide en raison de la bureaucratie, d'obstacles et d'écueils.

Cela est symptomatique de la façon dont le gouvernement traite les questions agricoles. Comme les agriculteurs ne réclament pas grand-chose relativement à la question de l'ESB, il est certainement très décevant d'avoir à revenir sur ce sujet. Les agriculteurs ne demandent pas grand-chose. Ils ont besoin d'une aide financière pour pouvoir faire face à leurs coûts de pâture et d'entreposage ainsi qu'à leurs coûts relatifs au bétail éliminé. Ils ont besoin d'un programme pour pallier à leur insuffisance de recettes, afin de ne pas perdre tout ce qu'ils ont.

Beaucoup d'agriculteurs de ma circonscription sont en affaires depuis des décennies et ont réussi. Dans des circonstances normales, ils peuvent rivaliser avec n'importe qui. Ils ont réussi, ils sont compétents et compétitifs dans leur domaine, mais ce ne sont pas là des circonstances normales. C'est une catastrophe. Que fait le gouvernement? Il se cache. Il ne se présentera pas à une table pour offrir une aide quelconque aux agriculteurs sur le point de perdre leur moyen de subsistance. C'est plus que ça, il s'agit de leur mode de vie. De leur façon de vivre. Habituellement, c'est aussi leur foyer. C'est tout à la fois pour eux.

À l'instar de nombreux députés qui en ont fait la requête aujourd'hui, je demande au gouvernement de faire preuve d'imagination et de mettre d'autres mesures à l'essai. Même si l'idée est la nôtre, le gouvernement devrait examiner la possibilité d'envoyer une délégation multipartite à Washington.

Dans le cas du bois d'oeuvre, le gouvernement a fait exactement le contraire. Il a permis aux représentants de chaque province de s'y rendre. Au lieu que ce soit le ministère des Affaires étrangères et du commerce international qui débattre de la question du bois d'oeuvre à Washington, chaque province s'y est rendue pour conclure sa propre entente. Dans ce cas, cependant, nous voulons que tous les intéressés se rendent à Washington afin de convaincre les Américains que cette affaire est cruciale pour nos agriculteurs et les persuader que nos bovins et nos produits de la viande sont sans danger. Nous ne devons pas attendre que la situation se règle d'elle-même, quoique ce soit là l'habitude du gouvernement.

Je demande au gouvernement d'examiner et d'adopter notre recommandation, et de la mettre à l'essai. Quels seraient les risques? Il pourrait essayer d'aller rencontrer les autorités américaines à Washington accompagné de représentants de toutes les régions du Canada pour l'appuyer. Nous n'avons rien à perdre et tout à gagner. Ainsi, le message serait clair. De plus, une telle délégation montrerait aux Américains que nous tendons la main, que nous tentons de jeter un pont.

J'invite aussi tous les députés à se joindre à nous, à prendre position et à défendre les agriculteurs. Je les invite à se faire les porte-parole des agriculteurs et à convaincre le gouvernement de prendre les mesures que nous proposons. Cela ne peut pas nuire et il n'y a rien à perdre. Je demande aux députés et au gouvernement de prendre des mesures différentes, de faire preuve de créativité et de cesser de simplement attendre en espérant que la question se règle d'elle-même.

• (1305)

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Madame la Présidente, j'accueille très favorablement les propos de mon collègue de Cumberland—Colchester. Il montre que ce problème est très vaste. Il fait la preuve que le problème de l'ESB porte atteinte à l'industrie laitière. Il y a peu de temps, le député de Drummond a parlé des problèmes au Québec.

### *Les crédits*

Selon moi, nous devons nous pencher sur l'incidence que ce problème a eue au-delà du secteur agricole et en parler. Quand on s'arrête à la situation du point de vue du Canada central, les Ontariens ne se rendent probablement pas compte que l'industrie agricole vient au deuxième rang en Ontario, n'étant devancée que par l'industrie de l'automobile. Nous pouvons nous imaginer les répercussions qu'aura en bout de piste cette situation pour les Ontariens.

Cette question ne touche pas que les agriculteurs. Elle concerne également les personnes habitant dans de petites agglomérations. Nous pouvons nous imaginer l'interruption des flux de trésorerie et l'incidence que cela aurait sur les entreprises. Étant donné que mon collègue brassait auparavant des affaires dans le secteur privé en qualité d'entrepreneur, j'aimerais qu'il nous dise en quoi cela aurait une incidence sur les petites agglomérations de sa propre circonscription.

**M. Bill Casey:** Madame la Présidente, c'est une autre dimension de la vaste incidence de cette catastrophe. En fin de semaine, j'ai parlé avec des concessionnaires d'automobiles qui ont dans leur parc des camions qui ne devraient pas s'y trouver. Ils devraient avoir été vendus. Les négociants de bovins devraient être sur la route. Ils devraient livrer des bovins aux États-Unis. Les concessionnaires ont des filées de camions qu'ils ne peuvent vendre parce que les agriculteurs n'ont pas d'argent. Ils n'ont pas de revenus. Même si le problème est réglé aujourd'hui, il faudra beaucoup de temps pour que la situation se rétablisse et revienne au niveau où elle était auparavant.

Les ventes de tracteurs ont diminué. J'ai parlé à un vendeur qui a dans sa cour toutes sortes de tracteurs et d'instruments qui devraient normalement avoir été vendus à ce temps-ci de l'année, mais qui ne l'ont pas été. Ils sont toujours là parce que ce problème a une incidence qui se fait sentir d'un bout à l'autre du pays. Il touche nos petites agglomérations rurales, et non uniquement les agriculteurs. Comme je l'ai souligné, c'était une excellente observation. Le problème ne touche pas que les petits agriculteurs; il concerne également les responsables de petites entreprises, et peu importe qu'il s'agisse d'articles d'épicerie, de vêtements, de tracteurs agricoles, de camions ou de quelque autre entreprise exerçant son activité dans ces petites agglomérations.

C'est un énorme montant d'argent. Je crois que quelqu'un vient de mentionner le chiffre de 11 millions de dollars par jour. Si nous retirons 11 millions de dollars par jour de l'économie, cela va porter préjudice à beaucoup de vendeurs d'automobiles, d'instruments aratoires, de vêtements et d'articles d'épicerie. On parle d'un montant de 11 millions de dollars par jour, et que faisons-nous devant cette situation? Rien.

• (1310)

**Mme Rose-Marie Ur (Lambton—Kent—Middlesex, Lib.):** Madame la Présidente, je suis très heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour répondre à la motion présentée par le député de Perth—Middlesex, qui suggère que le premier ministre dirige une délégation qui se rendrait à Washington pour convaincre les autorités américaines de rouvrir leur frontière aux cargaisons de bétail du Canada.

Les gouvernements fédéral et provinciaux et des représentants de l'industrie travaillent d'arrache-pied pour résoudre ce problème depuis qu'une vache atteinte de l'EBS a été découverte en mai.

Dans un effort en vue de rouvrir les frontières internationales au bétail canadien, le gouvernement entretient un dialogue au plus haut

niveau, non seulement avec les États-Unis, mais avec d'autres pays également.

Notre cas est clair. Il n'y a pas de preuves scientifiques justifiant la nécessité de ne pas rouvrir les frontières au bétail canadien. Nous défendons l'enquête rigoureuse que nous avons effectuée et les données scientifiques solides qui en sont ressorties, données dont la validité a été reconnue par l'équipe internationale de scientifiques également.

Avec la découverte d'une seule vache atteinte de l'EBS en mai, la capacité scientifique de l'Agence canadienne d'inspection des aliments a certainement été mise à l'épreuve. Je crois que les députés des deux côtés de la Chambre reconnaîtront que non seulement l'agence a répondu aux attentes, mais elle les a dépassées. Il a été prouvé que cet animal n'était pas entré dans la chaîne alimentaire, ce qui était rassurant pour les consommateurs canadiens.

L'ACIA a lancé une enquête approfondie afin d'effectuer le retraçage en aval et en amont de cette vache et déterminer ses déplacements. L'organisme a finalement placé 18 établissements en quarantaine, dont des fermes ayant fait l'objet d'un retraçage en aval et d'une enquête concernant la pâture. L'ACIA a également enquêté au sujet de 36 autres établissements en Alberta et en Saskatchewan. En tout, quelque 2 000 échantillons ont été apportés au laboratoire. Sur ces 2 000 échantillons, un seul, qui provenait de la vache originale, était infecté. C'était des nouvelles très encourageantes.

Le 9 juillet, le Canada a décidé de cesser de délivrer des permis supplémentaires concernant le boeuf et le veau non visés par l'ALENA. Cette mesure a été prise afin d'améliorer les débouchés pour les fournisseurs de boeuf et de veau canadiens.

Depuis la tenue de l'enquête, le gouvernement a réussi à obtenir la réouverture partielle de certaines frontières à certains produits du boeuf. Le Canada a réussi à obtenir une réouverture des marchés américain, mexicain et russe en un peu plus de 90 jours, comparativement à la période d'attente de sept ans recommandée par l'Office international des épizooties.

Aucun autre pays touché par la maladie de la vache folle n'a réussi à obtenir aussi rapidement une réouverture de frontière, quoique partielle. Cela prouve que la communauté internationale a confiance dans nos moyens de surveillance et de testage, et que les efforts déployés par les gouvernements fédéral et provinciaux et l'industrie ont porté fruit.

Des permis permettent maintenant d'expédier régulièrement certaines coupes de viande de boeuf vers les États-Unis. Les discussions se poursuivent en vue de la conclusion d'une entente sur les exigences relatives à l'exportation de boeuf et de produits du boeuf canadiens vers plusieurs autres pays, dont le Mexique, la Russie, la Jamaïque, Antigua, les Philippines et Trinidad et Tobago. Nous avons fait la preuve qu'en travaillant ensemble, il est possible de surpasser les normes internationales, non seulement en ce qui concerne la salubrité alimentaire et les enquêtes, mais également la réouverture partielle des frontières internationales.

*Les crédits*

Une lettre signée par le Canada, les États-Unis et le Mexique demande à l'OIE d'encourager une approche de l'EBS plus actuelle, plus pratique et fondée sur les risques. Cette initiative a pour objet d'assurer aux consommateurs de partout dans le monde un approvisionnement alimentaire sûr et de faciliter le règlement des problèmes de commerce international qui surviennent lorsqu'on constate la présence d'une maladie dans le cheptel d'un pays. Ces trois pays estiment qu'il est absolument nécessaire d'avoir une entente internationale prévoyant la prise de mesures commerciales fondées sur les connaissances scientifiques à l'égard des pays où l'on dépiste des cas d'EBS.

Depuis l'envoi de la lettre, d'autres pays, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont envoyé à l'OIE des lettres d'appui à la position de l'Amérique du Nord. Cela prouve que non seulement l'Amérique du Nord mais aussi la communauté internationale croient que le moment est venu de procéder à une révision des normes internationales.

Le Canada a montré qu'il jouait un rôle de chef de file et, bien que nous ayons fait plus qu'aucun autre pays avant nous, nous devons continuer de travailler à la réouverture complète des frontières internationales pour le bétail sur pied. Nous devons maintenir notre principal objectif qui est de réouvrir les frontières internationales au bétail sur pied dès que possible. Je ne saurais trop insister là-dessus.

• (1315)

La fermeture des frontières doit prendre appui sur des faits scientifiques. Il est temps que les pays réexaminent cette question en fondant leurs préoccupations sur la science plutôt que sur des considérations politiques.

Je partage mon temps de parole avec la ministre de la Santé, madame la Présidente. Je m'excuse de ne pas l'avoir indiqué plus tôt au cours de mon intervention.

La situation à laquelle doit actuellement faire face l'élevage bovin ne constitue que l'un des exemples du soutien que nous apportons. J'assure aux députés que nous continuerons de soutenir le secteur agricole jusqu'à l'ouverture des frontières internationales pour les animaux d'élevage.

Durant l'été, nous avons tenu trois réunions d'urgence sur l'agriculture, afin de faire face à la situation créée par l'encéphalopathie bovine spongiforme. Je sais que tous les membres de ce comité et tous les députés tiennent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer, dès que possible, l'ouverture des frontières internationales pour le bétail sur pied.

L'honorable ministre de l'Agriculture et le ministère de l'Agriculture ont travaillé sans relâche à la réouverture des frontières internationales pour le bétail. Le ministre manitobain de l'Agriculture avait aujourd'hui une réaction favorable, d'après le *Winnipeg Free Press*. On y cite les propos suivants du ministre Wowchuk:

À mon avis, ils [le gouvernement fédéral] agissent dans ce domaine aussi rapidement que possible. Je crois que, dans un proche avenir, nous verrons les animaux sur pied de moins de 30 mois traverser la frontière, d'ici la fin de la présente année ou au tout début de l'an prochain.

Il s'agissait certainement là d'une remarque favorable en provenance du Manitoba.

Le premier ministre s'est entretenu directement avec le président Bush, qui a consenti à déployer beaucoup d'efforts pour rouvrir les frontières. Bon nombre de ministres, des dirigeants de l'ACIA et le Bureau du Conseil privé ont également eu de nombreuses discussions avec des hauts fonctionnaires et des ministres, non seulement des États-Unis, mais également d'autres pays, pour les exhorter à rouvrir leurs frontières.

Bien que le gouvernement se soit tenu constamment en contact avec les représentants de nombreux pays et que nous ayons réussi à faire rouvrir partiellement les frontières internationales, j'estime que nous devons déployer tous les efforts voulus pour que les frontières internationales soient ouvertes aux bovins sur pied dans un avenir très rapproché. Si cela signifie que le premier ministre doit prendre la tête d'une délégation qui ira aux États-Unis ou dans n'importe quel pays où le message pourrait être positif, cela devrait être fait. Si une délégation commerciale dirigée par le premier ministre s'impose pour aider à accélérer le processus de réglementation des États-Unis, je crois que notre gouvernement doit aux producteurs de tout mettre en oeuvre en ce sens.

Cette question touche non seulement nos producteurs de boeuf, mais également bien d'autres secteurs de notre industrie agricole et l'ensemble de nos collectivités. Cependant, nous devons nous assurer que Washington verra d'un bon oeil un voyage effectué par un groupe de politiciens et de représentants de l'industrie, sinon, ce serait peut-être un pas en arrière.

Bien que nous fassions des progrès dans le cadre des discussions qui ont lieu dans les coulisses, d'autres avancées pourraient être faites si le premier ministre se rendait à Washington. Nous devons assurément y songer très sérieusement.

Le Canada comprend que les pays ont la mainmise sur leurs frontières, et nous ne contesterons jamais ce fait. Nous devons seulement nous assurer que tous les efforts sont déployés pour aider à convaincre la communauté internationale que notre boeuf est sans danger, qu'il demeure sans danger et que les frontières peuvent être rouvertes.

Je voudrais également remercier les consommateurs de la confiance qu'ils ont mise dans l'industrie, ce qui a été inestimable au cours de cette période difficile. Nous n'avons jamais perdu espoir d'ouvrir toutes les frontières internationales et nous n'entendons pas cesser de lutter. S'il faut que le premier ministre prenne la tête d'une délégation pour ce faire, c'est ce qui devrait être fait.

Tous les niveaux de gouvernement et l'industrie ont fait beaucoup depuis le 20 mai pour accélérer le processus. Peut-être qu'un secteur que nous devrions tous améliorer, c'est la communication avec nos membres et nos producteurs.

**M. Myron Thompson (Wild Rose, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je voudrais poser une brève question. Je remercie la députée pour les observations qu'elle a faites. Je partage son avis à bien des égards.

Je sais que divers intervenants ont déployé de grands efforts pour s'attaquer à ce problème. C'est le cas notamment du ministre de l'Agriculture de même que de ses homologues provinciaux. Je lève mon chapeau à Shirley McClellan qui, à titre de ministre de l'Agriculture de l'Alberta, a accompli un travail extraordinaire.

Plusieurs fois dans son discours, la députée a affirmé que, si une délégation dirigée par le premier ministre pouvait régler le problème, si c'était une bonne idée, alors il faudrait aller de l'avant. Toutefois, je n'ai pas vraiment saisi si la députée croyait qu'il fallait donner suite à ce projet et former une délégation.

La députée appuie-t-elle la motion? Convientra-t-elle avec moi qu'il faut qu'un groupe de députés fassent preuve de solidarité dans ce dossier pour pouvoir s'attaquer efficacement au problème?

À la lumière des discussions que j'ai eues avec divers représentants des États-Unis, notamment certains sénateurs à qui j'ai rendu visite, j'ai constaté que la situation les préoccupe grandement.

*Les crédits*

La motion nous propose une belle initiative que nous devrions prendre. Toutefois, je voudrais que la députée nous dise si elle partage mon avis. Ou pense-t-elle plutôt qu'il faudrait examiner la proposition de plus près? Ou quels sont, d'après elle, les points faibles de ce projet?

● (1320)

**Mme Rose-Marie Ur:** Madame la Présidente, je crois que nous devons tout tenter pour trouver une solution à ce grave problème. Je suis évidemment d'accord pour que l'on dépêche une délégation aux États-Unis et dans les autres pays concernés et pour que des hauts fonctionnaires accompagnent les membres de cette délégation.

Le député veut savoir si j'appuie la motion. Cette motion émane du Comité de l'agriculture, où elle a été acceptée unanimement. Je crois que cela renforce l'intervention que j'ai faite aujourd'hui.

Par ailleurs, le comité est saisi d'une motion qu'il examinera au cours des prochains jours concernant une délégation multipartite, semblable à un comité de l'agriculture, qui serait dépêchée à l'étranger afin de discuter de cette question. Selon moi, nous devons agir sans tarder et aider le ministre à cet égard. On ne sait jamais ce que cette petite contribution pourrait apporter à l'industrie du boeuf.

**M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je suis heureux que l'on ait présenté cette motion aujourd'hui. Elle est opportune et absolument essentielle. Je suis sensible aux observations qui ont été faites.

Permettez-moi de parler brièvement de la situation dans ma région et de souligner son urgence. J'aimerais demander à la députée qui vient d'intervenir si elle est d'accord quant à l'extrême urgence de la situation et au fait qu'Ottawa ne saisit pas toujours l'urgence d'agir.

Dans ma région, l'économie repose sur la céréaliculture. Comme la plupart des gens le savent, au cours des dix dernières années ou à peu près, le secteur céréalier s'est mal porté, si bien que nombre d'agriculteurs se sont tournés vers l'élevage des veaux de boucherie pour augmenter leurs revenus. Ces veaux de boucherie seront prêts en octobre ou novembre. C'est à ce moment-là que les réelles difficultés se manifesteront. Si les éleveurs ne trouvent pas de marché pour leurs veaux, tel que le marché au sud de la frontière où ils avaient pris l'habitude d'aller, la situation sera catastrophique.

La députée d'en face croit-elle que les intervenants ici à Ottawa, y compris le premier ministre, se rendent compte de l'extrême urgence de la situation?

Je ne peux pas souligner assez la gravité du problème. Chaque jour, des gens m'appellent pour me dire: «Garry, veux-tu faire quelque chose s'il te plaît?» Ils disent qu'ils ont absolument besoin de ces rentrées de fonds, qu'ils ont besoin d'un endroit où envoyer leurs veaux de boucherie, qu'ils n'ont plus de nourriture à leur donner à cause de la sécheresse, si bien que ces animaux mourront de faim.

Je ne sais pas ce que nous pouvons faire, mais nous devons faire comprendre l'urgence de la situation à notre premier ministre et à toutes les parties concernées. La députée est-elle d'accord?

**Mme Rose-Marie Ur:** Madame la Présidente, comme le député siège avec moi au sein du Comité de l'agriculture, il est très important de souligner que, oui, je pense sincèrement que les personnes concernées reconnaissent l'urgence de la situation. On me reproche souvent d'être plus critique envers le ministre de l'Agriculture que ne le sont mes collègues d'en face au sein du comité; on m'a reproché cela à plus d'une occasion.

Je suis députée fédérale depuis 10 ans, et il ne m'était jamais arrivé d'être rappelée à Ottawa pour débattre d'un problème particulier.

Cette année, on nous a rappelés trois fois, et j'étais très heureuse d'être au nombre des personnes rappelées.

**L'hon. Anne McLellan (ministre de la Santé, Lib.):** Madame la Présidente, je remercie la Chambre de me permettre de participer à ce débat d'une importance cruciale pour les agriculteurs et l'industrie du boeuf du Canada. À titre de parlementaire de l'Alberta, c'est une question qui me tient beaucoup à coeur.

Permettez-moi d'abord de féliciter le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que ses homologues provinciaux des efforts constants qu'ils déploient pour expliquer à nos voisins américains et à la communauté internationale les mesures de contrôle que nous avons mises en place pour garantir la santé de nos bêtes et la sécurité de nos produits alimentaires, notamment en ce qui concerne l'EBS, de manière à ce qu'ils puissent avoir pleinement confiance dans les approvisionnements alimentaires du Canada. Grâce à ces efforts, nous avons considérablement progressé en vue de rétablir notre commerce transfrontalier. J'appuie la détermination dont fait preuve le ministre afin de rouvrir le plus rapidement possible tous les marchés étrangers à l'industrie canadienne du boeuf.

Je remercie du fond du coeur tous les agriculteurs et les éleveurs dévoués de partout au Canada qui ont constamment et consciencieusement fait de la qualité et de la sécurité de nos aliments leur priorité numéro un.

À titre d'Albertaine, je sais à quel point les derniers mois ont été difficiles pour les gens de ma province qui ont été durement frappés par un seul cas d'EBS. Je sais à quel point ils ont, avec d'autres Canadiens, travaillé avec diligence afin de respecter les normes rigoureuses de sécurité alimentaire qui sont en vigueur au Canada et qui sont parmi les plus sévères du monde.

À titre de ministre de la Santé, je sais aussi que les Canadiens peuvent avoir confiance dans la force de notre système de sécurité alimentaire. La priorité numéro un de Santé Canada, c'est la santé et la sécurité des Canadiens. Ce n'est pas seulement une promesse, c'est notre mission.

Nos denrées sont parmi les plus sûres du monde. Je rappelle à mes collègues que ce cas de vache folle a été découvert grâce à notre programme de surveillance. Une enquête complète a immédiatement été entreprise. L'animal a été condamné au moment de l'abattage de sorte que sa carcasse n'est pas entrée dans la chaîne d'alimentation humaine. Le système a donc très bien fonctionné.

Même si notre système d'assurance de la salubrité des aliments a très bien fonctionné, nous ne nous reposons pas sur nos lauriers. Nous collaborons étroitement avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, ainsi qu'avec nos autres partenaires, y compris les provinces et les territoires, l'industrie et les consommateurs, pour nous attaquer à cette question.

Permettez-moi de vous faire part de certaines des mesures importantes que nous avons prises depuis la découverte de cet animal l'année dernière et de vous préciser certaines des mesures de sécurité déjà en place. Ensemble, ces mesures sont essentielles pour maintenir la confiance des consommateurs canadiens et du monde entier dans la sûreté de nos denrées.

*Les crédits*

Tout d'abord, une enquête scientifique intense coordonnée par l'ACIA a été effectuée. Nous avons demandé à une équipe internationale d'évaluer notre enquête et l'efficacité des mesures actuelles au Canada pour protéger la population. Je suis fière de signaler que le comité d'experts nous a félicités de la minutie et de la qualité de notre enquête ainsi que de l'efficacité des mesures de protection de la population déjà en place. Le comité a également recommandé des mesures dans un certain nombre de domaines pour améliorer encore les garanties pour la santé humaine et animale.

Je peux garantir à mes collègues que nous avons immédiatement tenu compte de cet avis d'experts. Le 24 juillet, des modifications ont été apportées au Règlement sur les aliments et drogues et au Règlement sur la santé des animaux afin d'empêcher l'introduction de matériels à risque dans la chaîne alimentaire humaine.

Ces matériels à risque spécifié sont des tissus qui, on le sait, peuvent renfermer la plus forte concentration des éléments infectieux reliés à l'ESB. Chez les animaux malades, l'agent infectieux se concentre dans les tissus comme le cerveau et la moelle épinière. Le nouveau règlement contient une définition des MRS et interdit de vendre ou d'importer pour la vente des produits alimentaires contenant des MRS, de pays où il y a des cas d'ESB. La version modifiée du Règlement sur la santé des animaux impose l'obligation de retirer les MRS des carcasses et l'interdiction d'exporter et d'utiliser ces abats dans la chaîne alimentaire humaine.

Ces mesures de sécurité renforcées viennent s'ajouter à d'autres mesures de protection mises en place précisément par notre gouvernement pour empêcher que l'ESB n'entre au Canada et ne s'y répande, lorsque le problème s'est posé pour la première fois en Europe. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour protéger la santé et la sécurité humaines.

Les mesures de protection commencent par des contrôles stricts sur les importations. Le Canada interdit l'importation de boeuf et de produits du boeuf de pays où il y a des cas d'ESB.

•(1325)

Il existe, depuis 1992, un système de surveillance pour le contrôle de l'EBS. Par ailleurs, depuis 1997, nous avons interdit, dans l'alimentation du bétail, l'utilisation de farines protéinées provenant de produits d'équarrissage issus de ruminants comme les bovins, les ovins, les chèvres, les bisons, les cerfs et les wapitis. L'exposition à des farines contaminées par l'EBS est considérée comme le principal facteur de risque de dissémination de l'EBS chez les animaux.

En outre, nous avons pris des précautions pour protéger l'intégrité du système canadien d'approvisionnement en sang. Les voyageurs ayant séjourné pendant un certain temps dans les pays où les cas d'EBS sont relativement nombreux ne peuvent faire des dons de sang pendant plusieurs années.

En plus de ces contrôles visant précisément l'EBS, Santé Canada continue de travailler en étroite collaboration avec l'ACIA et Agriculture et Agroalimentaire Canada en vue de protéger la santé des humains et des animaux en améliorant la politique d'alimentation des animaux ainsi que les programmes de contrôle des maladies animales.

Nous continuerons de contrôler et d'évaluer la situation, ici au Canada et à l'étranger, à la fois sur le plan de la santé animale et sur le plan de la santé des personnes. Nous analysons constamment les nouvelles données scientifiques qui peuvent se rapporter à l'innocuité des aliments ou des produits de santé réglementés par mon ministère.

Je suis très fière de ces mesures progressistes, mais je tiens à réitérer que le système canadien d'assurance de la salubrité des aliments est l'un des plus efficaces et des plus respectés du monde.

Les initiatives que je viens de décrire sont prises à titre de mesures de précaution et visent à renforcer notre système d'approvisionnement alimentaire qui est déjà très sûr.

Je rappelle aussi à la Chambre que l'efficacité de ce système dépend des bonnes relations de travail entre les autorités fédérales, provinciales et territoriales et des liens avec les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les détaillants et les consommateurs. En bout de ligne, ce sont nos efforts collectifs et nos activités à tous qui assurent l'excellente réputation nationale et internationale du Canada en matière de production d'aliments sains et de très haute qualité.

J'espère sincèrement que nous pourrions compter sur la coopération et l'appui des députés de l'opposition pour relever ce défi et faire face à cette situation si préjudiciable pour l'industrie canadienne du boeuf et un grand nombre de mes voisins et amis en Alberta. L'enjeu est considérable pour tous les gens en cause. Il serait inopportun de faire de la politiquerie alors que la vie et le gagne-pain des gens sont en jeu.

Dans l'intérêt des agriculteurs, des éleveurs, de l'industrie du boeuf et des consommateurs canadiens d'un océan à l'autre, j'espère que je pourrai compter sur mes collègues qui travailleront de concert avec nous pour que l'approvisionnement alimentaire du Canada demeure le plus sûr du monde.

•(1330)

**M. Rick Casson (Lethbridge, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je suis heureux que la ministre de la Santé soit ici aujourd'hui pour parler de cette question, car l'un des enjeux que j'aimerais la voir aborder concerne la santé.

Peu de gens savent que le Canada n'accepte pas toute l'année des bovins d'engraissement des États-Unis. Cependant, nous voulons que les Américains acceptent des bovins d'un pays ayant un cas d'EBS, mais nous n'acceptons pas de bovins d'eux toute l'année.

Deux choses nous en empêchent: l'anaplasmose et la fièvre catarrhale maligne du mouton. Ces deux maladies sont traitables. Toute l'industrie, la Canadian Cattlemen's Association et tout le monde dit que nous devons le faire. On dirait ainsi clairement aux États-Unis que le Canada veut réellement établir des relations commerciales justes et ouvertes.

La ministre fera-t-elle tout son possible pour que nos producteurs aient accès toute l'année aux bovins d'engraissement des Américains?

**L'hon. Anne McLellan:** Madame la Présidente, je suis très au fait de la question importante soulevée par le député. J'ai récemment parlé à la Canadian Cattlemen's Association et à d'autres et il a raison: cette question les préoccupe.

J'ai abordé ce sujet avec mon collègue, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. J'en ai parlé à mes fonctionnaires. Nous travaillons avec l'ACIA. Je serai honnête avec vous. Je pense qu'il est juste de dire que l'industrie canadienne du bétail a quelques problèmes de santé et de sécurité. Nous devons évidemment nous assurer que nous faisons tout notre possible pour protéger la santé humaine et animale au Canada.

*Les crédits*

Je ne pense pas qu'il soit approprié que nous nous exposions à la moindre contamination ou situation qui pourrait mettre en doute nos normes, qui sont perçues comme étant les meilleures au monde.

Cela dit, je comprends parfaitement la question du député. Nous nous occupons. Nous continuerons de collaborer avec mon collègue, le ministre de l'Agriculture, et l'ACIA. Je communique régulièrement avec des porte-parole de la CCA et d'autres au sujet de cette question.

**M. Garry Breitzkreuz:** Madame la Présidente, je suis gré à la ministre d'être présente à la Chambre et de se rendre compte de la grande importance de la question.

J'ai dit précédemment que la situation était extrêmement critique et qu'il fallait de toute urgence y trouver une solution. Bon nombre d'éleveurs-naisseurs de la Saskatchewan achemineront leurs distributeurs d'aliments vers le marché en octobre. Je crois que la ministre a bien analysé le fait que la politique intervient dans une bonne partie du problème.

À mon avis, il n'est un secret pour personne que nos relations avec les États-Unis ne sont probablement pas ce qu'elles devraient être et que nous devons établir de très bonnes relations de travail avec eux, de sorte que, lorsqu'un incident comme celui-ci se produit, il ne dégénérera pas en véritable crise, comme c'est le cas.

Je voudrais savoir ce que fait la ministre pour s'assurer que le premier ministre et le futur premier ministre mettront tout en oeuvre pour améliorer les relations de travail avec les États-Unis.

Je sais que les sénateurs américains recueillent actuellement beaucoup de votes parce qu'ils peuvent invoquer les mauvaises relations qui se sont en quelque sorte développées en raison de la situation en Irak, alors que nous avons inutilement fustigé notre plus proche voisin, et qu'ils gardent la frontière fermée comme moyen de continuer à obtenir les votes des éleveurs-naisseurs américains, parce qu'ils réalisent des bénéfices énormes et que, pour nous, bien sûr, c'est le contraire.

Cependant, il y a également les Japonais. N'est-il pas vrai que nous ne les avons pas laissés venir examiner nos mesures de protection de la santé au Canada et que nous ne les autorisons pas à exporter leurs produits ici? Cette situation, qui dure depuis sept ans, ne pourrait-elle pas être réglée? Ils peuvent se servir de ce prétexte pour ne pas autoriser les États-Unis à exporter leurs produits au Japon, et c'est une façon d'amener les États-Unis à garder la frontière canadienne fermée. Selon moi, c'est un autre aspect de la dynamique et cela fait partie du jeu politique.

Je reviens à ma prémisse initiale, que la situation est urgente. Il faut la régler immédiatement. Toutes ces situations s'entremêlent pour créer le dilemme dans lequel nous nous trouvons actuellement. La ministre en convient-elle et que fera-t-elle pour corriger la situation?

• (1335)

**L'hon. Anne McLellan:** Madame la Présidente, je ne suis pas d'accord avec un certain nombre de choses qu'a dites le député. Toutefois, je reconnais que c'est avec nos amis et voisins des États-Unis d'Amérique que nous entretenons les relations commerciales les plus importantes.

Le gouvernement croit, et j'en suis convaincue, que nous entretenons avec notre voisin une relation unique et qu'il est nécessaire d'assurer le plus haut degré de compréhension, de collaboration et d'intégration. Je crois que toute la question de l'EBS démontre à quel point il est important, pour nous, de pousser l'intégration au plus haut niveau possible et d'élaborer des

protocoles, afin que nos deux pays sachent comment réagir si des situations semblables se produisent dans l'avenir.

Je sais également que mon collègue, le ministre de l'Agriculture, et d'autres s'efforcent, par l'intermédiaire de l'agence internationale dont le siège se trouve à Paris, d'établir des protocoles avec d'autres pays, comme le Japon, afin de savoir comment réagir lorsqu'un cas unique d'EBS se produira dans un autre pays. Nous pourrions ainsi prévenir des effets dévastateurs sur les marchés locaux, comme ceux qu'a provoqués ce cas unique de vache malade.

**M. Rick Casson (Lethbridge, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de la motion présentée par les conservateurs.

Le nord de ma circonscription compte plus de 600 000 têtes de bovins d'engraissement. Lorsque la crise de l'EBS a éclaté, le 20 mai dernier, le cheptel canadien de bovins d'engraissement comptait 950 000 têtes, dont 600 000 dans ma seule circonscription. Ce serait donc un euphémisme que de dire que, depuis ses débuts, cette crise m'a touché de près.

Avant de parler de la motion comme telle, je voudrais rappeler quelques faits. Premièrement, les consommateurs canadiens ont confiance dans l'industrie bovine de ce pays. En effet, la consommation de viande de boeuf au Canada, en juillet, a marqué une augmentation de 62 p. 100 par rapport à juillet de l'année précédente. C'est une augmentation incroyable. C'était la première fois que cela se produisait dans un pays aux prises avec l'EBS. Les consommateurs méritent des félicitations pour avoir soutenu l'industrie.

Il faut cependant rappeler que l'industrie elle-même a fait du bon travail. Deux personnes, dans ma circonscription, ont remarquablement bien réussi à préserver l'appui des Canadiens à l'industrie. L'une de ces personnes est Rick Paskal. Les députés l'ont peut-être vu l'été dernier, en Ontario, où il vendait de pleins chargements de tubes de viande hachée de dix livres chacun, à raison de 1 \$ la livre. De sa propre initiative, il a ainsi distribué je ne sais combien de tonnes de viande de boeuf un peu partout dans le pays.

Il essayait de rendre les consommateurs conscients du fait qu'ils payaient parfois un peu trop cher au détail. En effet, le producteur recevait si peu pour son animal que cela aurait dû avoir une incidence sur le prix exigé au détail.

Depuis que Rick travaille dans le secteur de l'élevage bovin, il a toujours joué un rôle d'activiste. J'ai connu Rick toute ma vie. Il a réalisé un travail formidable. Il a travaillé comme lobbyiste aux États-Unis dans le secteur de l'élevage bovin. Lorsque les États-Unis ont contesté juridiquement ce secteur industriel canadien, il y a quelques années, il a passé beaucoup de temps là-bas pour enseigner aux Américains nos méthodes de travail. Je lui adresse mes félicitations pour cela.

L'autre personne que j'aimerais mentionner est Ed Fetting. Ed a été nommé récemment au poste d'agent de développement économique de la ville de Lethbridge. Avec d'autres, il a eu l'idée d'organiser un grand rassemblement canadien de bestiaux. Cela n'avait rien à voir avec le camion à bestiaux qui est arrivé ici la semaine dernière. Ce rassemblement de bestiaux permettait à des employés d'acheter du boeuf grâce à leur régime de retenue sur les salaires. Ce programme a permis de vendre des centaines de milliers de livres de boeuf et son action s'est répandue dans tout le pays. C'est Ed qui a accompli cela. Le problème est qu'il existait à cette époque une surproduction de boeuf au Canada et qu'il fallait l'écouler. Ces initiatives ont permis d'atteindre ce résultat.



*Les crédits*

La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui, au sujet de l'envoi d'une délégation aux États-Unis pour y exercer des pressions, concerne une initiative qui aurait dû être déjà prise. Le premier ministre aurait dû se rendre aux États-Unis et y rester tant que ce problème n'était pas résolu. Il est regrettable qu'il ne l'ait pas fait.

Cet été, le député de Medicine Hat, le député de Fraser Valley, le chef de notre parti et moi-même sommes allés au Capitole, à Washington, pour participer à un grand nombre de réunions. Nous avons rencontré des membres du Congrès et des sénateurs des deux partis, de même que des fonctionnaires, et nous avons pu nous adresser à la personne qui est chargée de ce dossier à la Maison-Blanche.

Ces personnes étaient très bien renseignées. Elles souhaitaient s'entretenir avec nous et elles nous ont offert l'assurance qu'elles feraient tout leur possible. Toutefois, elles nous ont souligné à maintes reprises le manque de communication entre le Capitole et la Colline du Parlement, une situation qui compliquait le problème. Nous nous sommes fait dire, pas tellement par les politiciens, mais par les bureaucrates, que certains commentaires provenant du gouvernement et ayant l'approbation du premier ministre compliquaient le problème.

Lorsque des personnes nous disent que tout va bien et que des discussions sont en cours, c'est peut-être vrai, mais ce n'est pas fait au palier requis, ni avec le sérieux nécessaire, parce qu'il n'existe pas de voies de communication établies.

Comme je l'ai dit, nos rencontres ont été incroyablement bonnes et les gens étaient très sympathiques. J'ai été très impressionné par les personnes rencontrées. Peu importe de quel État ou de quel parti elles étaient, qu'elles soient sénateur ou membre du Congrès, elles étaient très bien renseignées sur le sujet. Toutes semblaient connaître la situation.

Je crois que ce qui les poussait à vouloir régler le problème si rapidement c'est qu'elles savaient qu'étant donné la position du 49<sup>e</sup> parallèle, le problème aurait très bien pu être le leur et non le nôtre.

• (1340)

Ce qui m'amène au sujet que je viens de soulever auprès du ministre de la Santé. Notre pays s'attend à ce que les États-Unis se procurent nos bovins. Nous voulons qu'ils ouvrent leur frontière à notre bétail vivant, les bêtes de moins de 30 mois pour commencer, puisque l'EBS ne peut être présente chez des animaux de cet âge. Pour l'instant, cette frontière n'est ouverte que pour une fraction minime. Une clôture longue de 3 500 milles empêche notre bétail de se déplacer de chez nous à chez eux et cette clôture ne comporte qu'une toute petite ouverture. Nous tentons de faire passer une entreprise de plusieurs milliards de dollars par cette petite brèche, mais sans succès.

L'une des questions que j'ai soulevées est celle pour laquelle Rick Paskal a combattu, soit que nous ayons accès à l'année longue aux bovins américains de court engraissement. À l'heure actuelle, ceux-ci nous parviennent durant ce que l'on nomme « une saison sans insecte porteur », soit d'octobre à avril. C'est une saison sans les insectes redoutés. Les deux maladies en cause sont l'anaplasmose et la fièvre catarrhale maligne du mouton. D'innombrables études ont déjà été effectuées. Lorsque j'ai interrogé le ministre de l'Agriculture à leur sujet hier, il m'a indiqué vouloir faire intervenir à nouveau l'ACIA. Nous disposons déjà des données scientifiques nécessaires. L'ACIA n'a pas à effectuer de nouvelles recherches. Des vétérinaires de cet organisme sont prêts à affirmer, preuves à l'appui, que tous les risques posés par ces deux maladies sont parfaitement gérables.

Il est essentiel d'harmoniser les normes sanitaires des deux côtés de la frontière. Nous avons maintenant un marché continental du boeuf, mais l'harmonisation ferait disparaître la frontière presque complètement et nous ne serions pas plongés dans cette situation qui a été provoquée par une seule stupide vache malade et qui coûte à l'industrie 11 millions de dollars par jour depuis le 20 mai.

Il serait excellent que le Canada et les États-Unis collaborent avec l'OIE pour concevoir un processus différent à utiliser lorsqu'on dépiste l'une de ces maladies. Toutefois, je crois que, si les Américains sont tellement intéressés par cette idée, c'est qu'ils savent que ce genre de problème pourrait fort bien leur arriver et qu'ils ne veulent pas subir ce que nous avons subi.

Une question critique est celle de l'accès à longueur d'année. J'estime qu'une solution lancerait un message clair. Depuis 1997, je demande à la Chambre que nous reconnaissons que le cheptel américain est en bonne santé, et ce n'est toujours pas fait. Si nous lancions ce seul message, les Américains comprendraient que nous tenons vraiment à ce que les règles soient les mêmes pour tous et que nous voulons vraiment travailler avec eux en vue d'harmoniser les normes de santé. Cela ferait beaucoup pour nous aider à faire rouvrir la frontière.

La semaine dernière, le secrétaire parlementaire a répondu à une question à ce sujet. D'après lui, le problème est réglé et la frontière est ouverte. Tant que le bétail sur pied ne pourra pas franchir la frontière dans un sens ou dans l'autre, que personne ne prétende que la frontière est ouverte, car ce n'est pas vrai. C'est à peine une fissure dans un très long mur.

Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Peace River, qui arrivera bientôt.

En plus de la question de l'accès à longueur d'année, je voudrais dire un mot de l'ALENA. J'ai lu dans cet accord que, s'il n'y a pas de raison scientifique pour interrompre le commerce, il faut le rétablir. Ann Veneman, secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, a dit et répété que notre boeuf était sans danger. Les Américains acceptent de la viande de boeuf emballée. Ils le font parce qu'ils en ont besoin. J'espère que, bientôt, ils auront besoin de notre bétail d'engraissement et lui rouvriront la frontière en même temps qu'à nos bêtes de moins de 30 mois.

Pourquoi le ministre du Commerce international ne s'est-il pas penché sur cette question et n'a-t-il pas déclaré que, en vertu des dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain, s'il n'y a pas de motifs scientifiques pour interrompre ce commerce, il faut le faire redémarrer? Nous n'avons rien entendu du genre. Or, c'est un droit prévu dans les règles et règlements. Partout au pays, les gens qui ont examiné la situation et les avocats spécialisés en droit commercial donnent le même son de cloche. Nous avons une cause légitime à soutenir et il faut s'en occuper. Nous devons avoir des discussions avec les Américains et mettre les points sur les i. Il faut passer aux actes et relever le défi.

Voilà ce qu'il faut et, pour cela, nous devons travailler plus fort et faire preuve d'une plus grande détermination. Je crois fermement qu'en tant que nation nous n'avons pas été assez fermes lors des négociations sur les questions commerciales. Et nous en avons un exemple clair.

*Les crédits*

L'industrie du boeuf est en difficulté. Nous risquons de la perdre et nous en avons effectivement perdu une bonne partie déjà. Je crois que les gens n'ont plus confiance dans notre industrie. Les investisseurs entre autres vont dire qu'ils ne veulent tout simplement plus prendre de risques. Nous devons agir avec grande prudence et travailler d'arrache-pied pour dénouer cette crise. Je ne sais pas ce que donnerait une délégation dirigée par le premier ministre, compte tenu de l'état de nos relations à l'heure actuelle, mais il ne fait pas de doute que nous devons envoyer une délégation aux États-Unis.

• (1345)

**M. Joe Comartin (Windsor—St. Clair, NPD):** Madame la Présidente, j'ai trouvé très intéressante l'introduction de mon collègue de Lethbridge au sujet de l'importance de la confiance à l'égard de notre système, de notre système de santé, de notre système de surveillance des aliments. Il est manifestement en faveur de l'envoi d'une délégation à Washington pour essayer de rouvrir pleinement les marchés.

Le député est-il au courant des remarques que le premier ministre de l'Alberta a faites à certains politiciens américains et autres autorités de ce pays? Il a dit qu'il aurait été tout aussi heureux si l'éleveur qui a trouvé la vache atteinte de la maladie de la vache folle avait eu recours à la pratique qui consiste à tuer, à enterrer et à se taire. Le député appuie-t-il cette déclaration du premier ministre de l'Alberta?

De plus, le député croit-il que cela nuirait à notre approche si une délégation se rendait effectivement aux États-Unis? Quel genre de réception croit-il que nous aurions après cette déclaration du premier ministre de l'Alberta?

**M. Rick Casson:** Madame la Présidente, je ne suis pas ici pour ajouter foi aux propos du premier ministre de l'Alberta ni pour les réfuter. J'estime que nous nous trouvons dans cette situation déplorable à cause d'une seule vache malade. Je pense que, lorsque l'industrie prendra un peu de recul par rapport à la crise causée par ce cas isolé, ce genre de considération entrera peut-être en ligne de compte, mais je ne crois pas que ce soit là la voie à suivre.

Il est regrettable que de telles remarques aient été faites et qu'elles aient été inscrites dans ce contexte. Dans le dossier qui nous occupe, je me suis entretenu avec des gens qui ont été éleveurs-naisseurs toute leur vie, depuis des générations; ils connaissent l'industrie, et ce n'est certes pas le genre de pratique qu'on utilise dans l'industrie. Ils sont conscients de la précarité de la situation et de l'importance des normes sanitaires pour nous tous. Personne, dans le monde entier, ne produit des aliments plus salubres. Il est vraiment pénible de voir ce qui leur est arrivé, à eux et à leur industrie. Au Canada, 90 000 familles dépendent de cette industrie. Il est vraiment pénible de voir ce qui est arrivé à cause d'une seule vache malade.

Le fait que le Canada, le Mexique et les États-Unis travaillent de concert avec l'OIIE à l'élaboration de nouvelles normes, pratiques et méthodes permettant de lutter contre cette maladie lorsqu'un cas est signalé, comme cela est arrivé ici, sera notre planche de salut pour la prochaine fois. Cela est nécessaire, si nous voulons que nos éleveurs et éleveurs-naisseurs n'aient pas à craindre de se retrouver dans la même situation la prochaine fois.

Le premier ministre de l'Alberta peut tenir les propos qu'il veut, comme nous tous, mais je n'approuve certes pas la pratique qui consiste à tuer la bête, à l'enterrer et à se taire.

• (1350)

**M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):** Madame la Présidente, je comprends l'intérêt que mon collègue porte au secteur de l'élevage bovin et je lui en suis très reconnaissant. En tant que membre du

comité permanent, je suis conscient de tout le travail qu'il a accompli au nom de ses amis agriculteurs.

Évidemment, le député comprend beaucoup mieux la situation dans l'ouest du pays que ceux d'entre nous qui viennent de l'Ontario. Les Américains ont fait l'achat d'un grand nombre de bovins dans l'ouest du pays qu'ils laissent en pacage dans cette région jusqu'au moment où ils sont prêts à importer les bovins gras aux États-Unis. Le député conviendra-t-il avec moi que cela signifie que les usines de transformation exerceront beaucoup de pressions sur les hautes instances des États-Unis, sur leurs gouvernements et leurs législateurs, afin de faire rouvrir la frontière et que cela pourrait finir par dénouer l'impasse?

**M. Rick Casson:** Madame la Présidente, oui, certaines pressions sont exercées. Je crois que, si l'industrie du boeuf aux États-Unis n'avait pas été disposée à accepter du boeuf en caisse carton, la frontière n'aurait pas été rouverte pour ce produit. Je reconnais que les pressions exercées aux États-Unis seront très utiles.

Les usines de transformation des États du Nord des États-Unis, notamment celles établies à Pasco, dans l'État de Washington, à Greeley, au Colorado, et à Hyrum, au Utah, ont besoin du boeuf canadien. Ces organisations exercent beaucoup de pressions pour faire rouvrir la frontière. Cependant, nous ne devrions pas compter sur les pressions que peuvent exercer d'autres pays pour faire rouvrir la frontière. Nous devrions plutôt compter sur les pressions exercées à l'intérieur même de notre pays.

**M. Charlie Penson (Peace River, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je suis heureux de participer à ce débat. Cette question touche un grand nombre de producteurs et de produits de base qui contribuent grandement à notre bien-être financier, tout particulièrement dans les régions rurales, mais ce n'est pas tout.

La motion d'aujourd'hui demande que l'on envoie une délégation à Washington pour tenter de faire rouvrir la frontière. Je tiens à considérer cette motion dans l'esprit dans lequel elle a été proposée. Je considère que c'est une bonne idée. Je prévois quelques problèmes quant à la façon dont tout cela pourra se dérouler, mais j'en parlerai dans un moment.

À titre de porte-parole de mon parti en matière de commerce, je me rends compte que nous avons, dans l'ensemble, d'excellentes relations avec les États-Unis. Ces derniers achètent un grande partie de nos produits. En fait, environ 2 milliards de dollars en biens et services franchissent chaque jour la frontière entre le Canada et les États-Unis. La plupart de ces échanges se font sans incident et sans problème, mais il y a également certains conflits qui perdurent. Le domaine de l'acier en est un exemple. Des problèmes touchent le domaine du bois d'oeuvre depuis quelque 25 ou 30 ans. Et il y a eu bien sûr récemment ce problème causé par la découverte de la maladie de la vache folle. Mon collègue de Lethbridge a parlé de la maladie de la vache folle qui a été diagnostiquée chez une seule bête et qui a paralysé le commerce entre le Canada et les États-Unis. Il s'agit là d'un marché très important.

Le secteur de l'élevage bovin est l'un de ces secteurs intégrés qui a permis le libre échange de certains produits entre le Canada et les États-Unis depuis un certain temps.

La circonscription de Peace River que je représente se trouve dans la partie nord-ouest de l'Alberta. Des animaux des États-Unis sont venus paître chez nous. Nous savons également que des animaux américains se sont retrouvés dans nos parcs d'engraissement dans le sud de l'Alberta et vice versa. Des animaux canadiens se sont également retrouvés dans des parcs d'engraissement américains. C'est une industrie qui a fonctionné de façon intégrée, comme il se doit. Nos deux pays ont tiré de grands avantages de cette intégration.

Cela montre à quel point nous sommes vulnérables lorsqu'un seul animal peut bouleverser tout un marché. À elles seules, nos exportations de boeuf vers les États-Unis représentent 4,5 milliards de dollars par année. Nous exportons environ 80 p. 100 de notre production de boeuf. Il y a 15 millions de bovins au Canada. L'industrie est énorme. Nous exportons 80 p. 100 de notre production, dont 60 p. 100 vers les États-Unis. Ce pays représente un marché important pour notre produit. En revanche, nous ne répondons qu'à 5 p. 100 des besoins des États-Unis, si bien que le marché n'est pas aussi important pour eux, même s'il fournit un gagne-pain à des centaines de milliers de Canadiens. Je connais personnellement plusieurs personnes dans ma circonscription qui ont diversifié leurs activités et qui se sont tournées vers la production de bovins. Cette industrie les sert bien.

Le but est de faire rouvrir la frontière aux animaux vivants, comme c'était le cas dans le passé. Il convient de voir la situation objectivement. Oui, il y a environ 10 ans, nous avons eu un cas d'ESB. L'animal atteint avait été importé de Grande-Bretagne. On a trouvé un autre animal atteint, un seul sur 15 millions. Il y a peut-être d'autres cas, mais on ne les a pas encore trouvés, et on procède à des tests de dépistage très serrés.

Replaçons la question dans son contexte, s'il vous plaît. Sur 15 millions d'animaux, un seul a été touché. Du coup, notre frontière avec les États-Unis, marché dont nous avons désespérément besoin, a été transformée en une forteresse.

Quelle est la solution? La motion de l'opposition suggère qu'une délégation de haut niveau se rende à Washington pour essayer de faire rouvrir la frontière. Je pense que c'est une bonne proposition, mais on l'a déjà essayée. En fait, cet été, le chef de notre parti s'est rendu à Washington avec plusieurs de responsables du commerce pour essayer de faire exactement ça. Nous devons continuer nos efforts en ce sens. Nous devons demander aux Américains quels sont les critères auxquels nous devons répondre pour que la frontière soit ouverte.

Nous avons posé cette même question à maintes reprises au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Il ne peut pas ou ne veut pas y répondre. J'ignore pourquoi.

Des pays qui entretiennent des relations commerciales aussi étroites que celles que nous avons avec le Mexique et au sein de l'ALENA devraient certes pouvoir très rapidement mettre le doigt sur le problème. Qu'est-ce qui fait exactement que la frontière est fermée à nos produits? À ce jour, le ministre a été incapable de répondre.

● (1355)

Je vais prendre un instant pour parler de la possibilité que le premier ministre dirige une délégation de haut niveau, car c'est un problème en soi. C'est en partie pour cette raison que la frontière n'a pas encore été rouverte. Et le problème ne se limite pas au premier ministre.

De nombreux députés du Parti libéral ont passé l'année à insulter nos voisins américains, pas juste le gouvernement. On a parlé du gouvernement et du Président. Il me semble que les libéraux sont

allés encore plus loin. Ils ont insulté le peuple américain. Ils lui ont craché à la figure.

Et on se demande après pourquoi il nous est si difficile de faire rouvrir la frontière, alors que le Parti libéral a insulté nos meilleurs clients. C'est insensé. Tant que le gouvernement actuel sera en place, nous n'arriverons pas à faire rouvrir la frontière. Plus tôt il sera remplacé, mieux ce sera.

**Le Président:** Comme il est 14 heures, je dois donc interrompre les travaux. Toutefois, le député pourra poursuivre après la période des questions quand le débat reprendra. Nous verrons bien entendu à ce qu'il dispose de tout le temps qui lui est alloué.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LA FONDATION DES BOURSES D'ÉTUDES TILLY JOHNSON

**Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain, Lib.):** Monsieur le Président, il y a quelques semaines, Hamilton a été l'hôte du sixième souper dansant annuel de la Fondation des bourses d'études Tilly Johnson.

M<sup>me</sup> Ethilda Verona Johnson est une femme d'affaires d'expérience de Hamilton; elle a été propriétaire et a dirigé de nombreuses entreprises depuis 30 ans. M<sup>me</sup> Johnson, qui connaît la valeur de la persévérance et du travail acharné, estime important d'aider les jeunes financièrement défavorisés, par l'entremise de sa fondation de bourses d'études.

Créée en 1997, la Fondation des bourses d'études Tilly Johnson aide les jeunes Canadiens d'origine africaine à payer leurs études postsecondaires. Cette année, elle vient en aide à huit étudiants.

Je suis certaine que tous les députés se joindront à moi pour féliciter les boursiers de cette année et pour remercier M<sup>me</sup> Tilly Johnson des efforts qu'elle déploie afin de soutenir l'éducation, le courage et le dynamisme au sein de notre communauté.

\* \* \*

● (1400)

### LA GOUVERNEURE GÉNÉRALE

**M. Myron Thompson (Wild Rose, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, cette année a été difficile pour la plupart des Canadiens. Il y a eu l'épidémie de SRAS, le virus du Nil occidental, la maladie de la vache folle, les feux de forêt en Colombie-Britannique, et, dans ma province d'origine, l'Alberta, nous avons été frappés, cette année encore, par la sécheresse et une invasion de sauterelles vertes, sans oublier les difficultés qu'ont connues et que continuent de vivre nos soldats postés en Afghanistan, dont l'équipement laisse à désirer.

Malgré cela, comme par magie, le gouvernement a trouvé des fonds supplémentaires pour permettre à la gouverneure générale et à ses amis de se balader dans l'hémisphère nord. Ce voyage est inutile et il ne tient pas compte des besoins des Canadiens qui travaillent d'arrache-pied. Nos élites diront qu'il est très important de diffuser la culture canadienne. Je pense qu'elles ont tort.

*Article 31 du Règlement*

Ron et Linda, Mel et Myrna, ainsi que Debbie et Darren sont au nombre des électeurs de ma circonscription qui n'ont pas pris de vacances depuis des années. J'aimerais que la gouverneure générale explique les mérites de ce voyage à ces gens épuisés et aux autres Canadiens qui cumulent deux emplois pour essayer de joindre les deux bouts et qui ne peuvent se permettre de prendre une journée de congé. Ou peut-être préférerait-elle expliquer cela aux parents qui n'ont pas les moyens d'acheter un habit de neige chaud pour leur enfant cet hiver ou à l'éleveur de boeuf qui est obligé d'abattre tout son troupeau et de déclarer faillite?

Il faut revoir nos priorités. Exporter la culture canadienne n'est pas plus important que de s'occuper des Canadiens dans le besoin.

\* \* \*

**PERDITA FELICIEN**

**M. Dan McTeague (Pickering—Ajax—Uxbridge, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravi de saluer la performance athlétique exceptionnelle de Perdita Felicien de Pickering.

Le 27 août, Perdita a ébloui le monde en remportant la médaille d'or au 100 m haies, lors des championnats d'athlétisme à Paris. Elle a réalisé cet exploit dans un temps record de 12,53 secondes, brisant ainsi tous les records canadiens établis à ce jour. Grâce à cette victoire, le Canada remporte une première médaille en athlétisme féminin depuis la toute première édition de ce championnat, tenue à Helsinki en 1983.

Perdita, qui a célébré son 23<sup>e</sup> anniversaire de naissance le lendemain de sa victoire mémorable, terminera ses études à l'Université de l'Illinois où elle a été nommée athlète féminine de l'année à deux reprises par l'association américaine des entraîneurs en athlétisme. Elle a également remporté deux titres de championne du Canada aux épreuves de haies et détient le record canadien pour le 60 mètres haies à l'intérieur.

Perdita s'est couverte de gloire et cela rejaillit sur sa famille et sur son pays. Je me joins à sa famille, à ses amis et à ses compagnons d'athlétisme pour lui souhaiter la meilleure des chances dans ses études et ses entreprises athlétiques.

Les Jeux d'Athènes sont la prochaine étape pour Perdita puisqu'elle représente un tout nouvel espoir olympique pour le Canada.

\* \* \*

**JOE MARTENS**

**M. Janko Perić (Cambridge, Lib.):** Monsieur le Président, cet automne, son honneur Joe Martens, maire du canton de North Dumfries, quittera son poste au terme de 18 années d'un leadership fort et de services dévoués à ses électeurs.

En 21 ans de service à la collectivité, Joe Martens s'est fait connaître pour son franc parler et pour son style décontracté, et il a su gagner la confiance des résidents de North Dumfries.

Avant d'occuper son poste actuel, Joe a été conseiller municipal du canton de North Dumfries, conseiller de la municipalité régionale de Waterloo et membre du conseil d'administration de l'hôpital Cambridge Memorial, des sections locales de Centraide à Cambridge et à North Dumfries, de la Grand River Conservation Authority et de la société d'électricité de Cambridge et de North Dumfries.

En 2002, il a reçu la Médaille du jubilé de la reine. Néanmoins, quand on demande à Joe Martens quel a été le point fort de sa carrière, il répond que sa plus grande fierté est d'avoir servi les citoyens de North Dumfries pendant 21 ans.

J'ai l'honneur et la chance de connaître Joe Martens et d'avoir travaillé avec lui et je lui souhaite tout le succès possible au cours des années à venir.

\* \* \*

**LA COUPE DAVIS**

**M. Stan Dromisky (Thunder Bay—Atikokan, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens ont raison d'être fiers aujourd'hui. Hier, un jeune Ontarien de 18 ans de Niagara Falls, Frank Dancevic, a défait le Brésilien Flavio Saretta et, ce faisant, il a permis au Canada de remporter le tournoi de la Coupe Davis par un score de 3 à 2 contre le Brésil. Pour la première fois en dix ans, le Canada participera au championnat mondial de la Coupe Davis.

Fait encore plus impressionnant, le jeune Dancevic, champion junior à dix reprises, a appris à la dernière minute qu'il devait remplacer le vétéran canadien Daniel Nestor. Voilà donc un exploit remarquable dans le domaine du sport au Canada; ces athlètes sont des exemples à suivre pour tous les Canadiens.

Nous souhaitons tout le succès possible à Simon Larose, Frank Dancevic, Frederic Niemeyer et Daniel Nestor, qui se préparent à la rencontre des 16 équipes d'élite du groupe mondial l'an prochain.

\* \* \*

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, pourquoi est-ce que, quelle que soit la crise qui frappe notre pays, la réponse du gouvernement libéral est toujours lamentable?

Il y a eu le SRAS à Toronto, le virus du Nil occidental en Saskatchewan et la vache folle en Alberta et, chaque fois, les libéraux fédéraux n'ont proposé que des excuses et des séances de relations publiques. Durant la panne d'électricité en Ontario, le premier ministre dormait au gaz au Québec.

Tout comme il a organisé une séance de photos en lançant un seul sac de sable pour contenir l'inondation à Winnipeg, cette année, il a interrompu tardivement ses vacances de golf pour descendre des airs et offrir ses sincères condoléances aux victimes et aux pompiers des incendies de forêt de la Colombie-Britannique. Les libéraux fédéraux n'offrent que des promesses creuses pour régler la dévastation des forêts en Colombie-Britannique, l'épidémie de dendroctone du pin et le différend du bois d'oeuvre.

Et maintenant, le député de LaSalle—Émard dit d'une part qu'il est fier du bilan de son gouvernement pour la dernière décennie et, d'autre part, il demande aux Canadiens de croire qu'il est l'instrument de changement par excellence. C'est absolument incroyable.

\* \* \*

● (1405)

**LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

**L'hon. Andy Scott (Fredericton, Lib.):** Monsieur le Président, le CANARIE a tenu hier soir, à Toronto, sa septième remise annuelle de prix IWAY.

Ces prix ont pour but d'honorer les personnes qui ont contribué de manière exceptionnelle au développement de l'Internet évolué.

Bob Gamble, de Fredericton, a été le gagnant à l'échelle nationale dans la catégorie «Application d'une technologie». Ce prix reconnaît les personnes qui ont innové dans l'application d'une technologie au développement de l'autoroute de l'information au Canada ou fait preuve d'une très grande créativité dans l'adaptation des applications ou des produits existants.

À titre de président de Services Nouveau-Brunswick, M. Gamble a oeuvré à offrir de nombreuses fonctions en ligne aux citoyens du Nouveau-Brunswick. En fait, Services Nouveau-Brunswick fournit actuellement plus de 176 services gouvernementaux en ligne. M. Andrew Bjerring, président-directeur général de CANARIE, a déclaré: «Sous la direction de M. Gamble, Services Nouveau-Brunswick a accéléré et amélioré la façon dont les Néo-Brunswickois peuvent avoir accès aux services gouvernementaux, les utiliser et en bénéficier.»

Je veux profiter de l'occasion pour féliciter Bob Gamble pour son prix et le remercier de son apport au Canada.

\* \* \*

[Français]

#### LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

**Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ):** Monsieur le Président, le Musée de la civilisation de Québec, à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire du Conseil du statut de la femme, organise une série de manifestations visant à souligner la contribution importante de cet organisme pour l'avancement des femmes.

Depuis le 10 septembre et ce jusqu'au 30 novembre, le Musée de la civilisation présente une exposition, une grande conférence, un débat, des causeries ainsi qu'un spectacle mémorable à ne pas manquer le 29 septembre prochain.

Depuis 30 ans, le Conseil du statut de la femme est un acteur de premier plan pour l'amélioration des conditions de vie des Québécoises. En soulignant ainsi cet anniversaire, le Musée de la civilisation nous permet de réaliser tout le chemin parcouru et de prendre la mesure de nombreux défis encore à relever. Merci aux artisans et artisanes pour cette heureuse initiative.

\* \* \*

#### LE JOURNAL LE DROIT

**M. Marcel Proulx (Hull—Aylmer, Lib.):** Monsieur le Président, hier soir avait lieu à la Bibliothèque et Archives du Canada une réception pour souligner le 90<sup>e</sup> anniversaire du journal *Le Droit*.

Permettez-moi de féliciter ce journal d'avoir été depuis tout ce temps le témoin des changements sociaux et le chef de file francophone de l'information dans l'Est ontarien et l'Outaouais québécois. Depuis sa naissance le 27 mars 1913, la population a apprécié la qualité de l'information présentée et le professionnalisme de ses journalistes.

L'éventail des sujets traités et la pertinence des éditoriaux en font un journal qui répond aux besoins des lecteurs. *Le Droit* a su, au cours de toutes ces années, s'adapter à l'évolution de notre société et à ses exigences face à une meilleure information. La longévité du journal en fait foi.

*Le Droit* demeurera toujours notre monde, notre quotidien. Félicitations et meilleurs voeux à toute l'équipe du journal *Le Droit*.

#### Article 31 du Règlement

[Traduction]

#### LE CODE CRIMINEL

**M. James Moore (Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, au cours des dernières années, une nouvelle sorte de violence hideuse contre les femmes a fait son apparition dans les soirées, sur les campus et dans les boîtes de nuit. La pilule du viol est devenue une arme violente pour agresser lâchement les femmes. Il est grandement temps que le gouvernement intervienne à son encontre.

À compter d'aujourd'hui et au cours des deux prochaines semaines, 48 associations universitaires de l'Alliance canadienne dans les différents coins du pays participent à une campagne visant à éveiller l'attention au sujet de la pilule du viol et à encourager le gouvernement à l'ajouter aux diverses armes bannies par le Code criminel.

Depuis l'Université de Victoria jusqu'à l'Université Acadia, à Wolfville en Nouvelle-Écosse, en passant par l'Université de York, l'Alliance canadienne souligne la nécessité de protéger les femmes et les étudiantes contre les dangers de la pilule du viol et incite le gouvernement libéral à protéger les femmes contre une agression aussi horrible et parfois mortelle.

La sensibilisation est la première ligne de défense pour les jeunes femmes visées par cette lâche agression. La seconde est le bras armé de la justice. Dans le Code criminel, la pilule du viol ne devrait pas être mise sur le même pied que l'héroïne ou la cocaïne parce qu'elle sert à agresser des gens à leur insu. Les jeunes Canadiennes méritent des lois qui les protègent des agressions sexuelles.

Il est temps que le gouvernement libéral assume ses responsabilités et combatte la vile utilisation de cette pilule et l'agression sexuelle dont sont victimes les femmes.

\* \* \*

● (1410)

#### LES AÎNÉS DU CAP-BRETON

**M. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour faire connaître à la Chambre un nouveau projet venant en aide aux aînés du Cap-Breton que j'ai annoncé hier. Nous financerons, à raison de 284 000 \$ pour trois ans, un projet du réseau d'apprentissage communautaire pour les aînés du Cap-Breton qui sera mis en oeuvre par la CAP Society of Cape Breton County.

Ce projet a pour but de constituer un réseau autonome de membres de la collectivité qui créeront des liens entre les groupes locaux, régionaux, nationaux et internationaux d'aînés afin de promouvoir l'acquisition continue du savoir et l'accès aux technologies de l'information. À cette fin, la CAP Society mettra au point des activités de développement, d'encadrement, d'action directe et d'apprentissage communautaire en ligne.

Voilà qui prouve encore une fois notre engagement en matière de promotion de l'acquisition continue du savoir envers tous les Canadiens en cette nouvelle ère de la technologie.

*Article 31 du Règlement***L'AGRICULTURE**

**M. John Herron (Fundy—Royal, PC):** Monsieur le Président, hier, les ministres fédéral et provinciaux ont enfin rencontré les agriculteurs canadiens qui ont désespérément besoin d'aide financière afin de composer avec l'interdiction qui frappe toujours le boeuf canadien et avec la fermeture de la frontière. Notre ministre fédéral de l'Agriculture a rejeté sans vergogne leur requête.

L'industrie du boeuf enregistre des pertes de 11 millions de dollars par jour.

Or, le ministre de l'Agriculture n'acceptera d'accorder une aide supplémentaire aux agriculteurs en difficulté que si les provinces approuvent inconditionnellement son Cadre stratégique pour l'agriculture. Il n'appartient pas au ministre d'utiliser les fonds d'urgence dont ils ont besoin pour faire du chantage aux agriculteurs en brandissant le CSA.

C'est à n'y rien comprendre; le premier ministre a l'obligation morale de s'entretenir avec les autorités américaines afin de les amener à rouvrir leur frontière, mais il refuse de le faire. Le gouvernement se soustrait avec insouciance à ses responsabilités face à cette crise nationale depuis le départ.

Il faut que le gouvernement cesse de punir les agriculteurs et d'abdiquer sa responsabilité. Il doit travailler en collaboration avec nos partenaires du Sud, mettre au point des solutions concrètes et faire en sorte que la frontière soit ouverte une fois pour toutes.

\* \* \*

[Français]

**LA FISCALITÉ**

**Mme Monique Guay (Laurentides, BQ):** Monsieur le Président, la semaine dernière, dans un discours prononcé devant les membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, l'ex-ministre des Finances a avoué candidement qu'une fois en poste, il livrera une lutte sans merci au monstre que constitue la dette accumulée, de la même manière qu'Ottawa s'est attaqué au déficit dans les années 1990.

Après avoir parcouru le Québec et le Canada en promettant mer et monde, voilà qu'il enlève son masque. Le futur chef libéral nous a confirmé qu'une fois aux rênes du pouvoir, il n'hésitera pas à s'attaquer aux chômeurs en transformant les cotisations à l'assurance-emploi en taxes à l'emploi et en continuant d'exclure six chômeurs sur dix de leur droit aux prestations.

Ce qu'il confirme ainsi, c'est qu'il n'hésitera pas non plus à mettre la hache dans les transferts aux provinces en matière de santé, d'éducation et de services sociaux pour parvenir à ses fins.

Ce qu'il n'a pas dit cependant, c'est pourquoi il préfère profiter des paradis fiscaux de La Barbade plutôt que de participer à l'effort collectif de la réduction de la dette en payant ses impôts dans le pays qu'il aspire à diriger.

\* \* \*

**LES LANGUES OFFICIELLES**

**M. John Godfrey (Don Valley-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, 95 élèves de la région d'Edmonton ont reçu leur diplôme d'études secondaires en immersion française.

Ces élèves participaient à un projet pilote mis en oeuvre par les écoles publiques d'Edmonton et la Commission de la fonction publique. Tous ont obtenu leur diplôme d'études secondaires et acquis une connaissance du français égale à ce que l'on demande

dans la fonction publique pour les postes où le bilinguisme est requis.

Non seulement la prodigieuse réussite de ce projet témoigne du talent de ces élèves et de leurs enseignants, mais elle va permettre également la reconduction du projet l'an prochain.

J'aimerais féliciter tous les élèves qui ont obtenu, cette année, leur diplôme d'études secondaires dans le cadre de ce programme d'immersion. Je demande à la Chambre de se joindre à moi pour souhaiter que ce projet soit une réussite dans les années à venir.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AIDE INTERNATIONALE**

**Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD):** Monsieur le Président, hier, Winstone Zulu, un courageux Zambien atteint du sida, a raconté son histoire au Parlement. Chacun des frères de Winstone a contracté la tuberculose. Les frères de Winstone, qui étaient séropositifs et à qui on avait refusé toute médication, sont décédés l'un après l'autre.

À l'échelle de la planète, 42 millions de personnes sont atteintes du VIH-sida et 70 p. 100 d'entre elles vivent dans l'Afrique du sud du Sahara. Vingt millions d'Africains sont morts du sida, laissant 14 millions d'orphelins.

Winstone Zulu a exhorté les Canadiens à mettre en oeuvre la recommandation du Comité des affaires étrangères voulant que notre gouvernement augmente sa contribution au fond mondial de lutte contre le VIH-sida, la tuberculose et le paludisme proportionnellement à sa capacité prévue en triplant cette somme.

Il est extrêmement malheureux que le premier ministre n'ait pas profité de la session extraordinaire des Nations Unies qui s'est déroulée cette semaine afin d'évaluer les progrès réalisés dans la lutte contre le sida pour annoncer que le Canada remplira ses obligations. De plus, le premier ministre ne s'est pas engagé à modifier nos lois afin de permettre l'exportation de médicaments génériques d'importance vitale dans les pays qui en ont un besoin urgent.

J'exhorte aujourd'hui le gouvernement à ne plus tarder pour sauver la vie des frères et soeurs africains de Winstone Zulu.

\* \* \*

● (1415)

[Français]

**LA NATION HURONNE-WENDAT**

**M. Jean-Guy Carignan (Québec-Est, Lib. ind.):** Monsieur le Président, c'est avec joie que j'annonce à la Chambre que le 16 septembre dernier, le Conseil de la nation huronne-wendat a reçu une contribution d'un million de dollars du ministère du Patrimoine canadien pour la construction et l'aménagement du Musée de la nation huronne-wendat.

Grâce à sa persévérance et à sa détermination, les artefacts historiques et archéologiques d'une grande valeur ethnologique, témoignage de la richesse et de la culture de la nation huronne-wendat, seront ainsi accessibles aux Canadiens et Canadiennes.

Cette contribution permettra la réalisation des travaux de construction et d'aménagement du musée, ainsi que l'acquisition d'équipements spécialisés en conservation, éclairage et sonorisation. Outre un lieu d'exposition et d'animation, le musée disposera également d'espaces aménagés pour entreposer les collections et accueillir les chercheurs.

Ce musée permettra à la nation huronne-wendat de conserver adéquatement et de mettre en valeur les témoins matériels, documentaires et spirituels précieux qu'elle possède, et ce, sur les territoires où la nation s'est établie il y a maintenant plus de trois siècles.

Nous félicitons le Conseil de la nation huronne-wendat et lui souhaitons bonne chance dans cette grande entreprise.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'AGRICULTURE

**M. Stephen Harper (chef de l'opposition, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la frontière américaine est fermée au bétail canadien depuis maintenant 127 jours; 127 jours, et le gouvernement n'a toujours pas de stratégie de marketing pour le boeuf canadien, n'a toujours pas de plan pour régler la question des bovins de court engraissement avec les États-Unis et n'a toujours pas prévu envoyer le premier ministre et d'autres dirigeants du gouvernement à Washington.

Pourquoi le gouvernement est-il délibérément aussi lent à agir pour voir à ce que la frontière soit rouverte?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, le député ne reconnaît pas le fait que le Canada est le seul pays du monde à qui d'autres pays non touchés par l'EBS ont ouvert leur frontière pour que nous puissions exporter nos produits. Cela est attribuable aux efforts de bien des gens. Il y a les ministres, les diplomates, les appels téléphoniques du premier ministre, la participation de l'industrie dans tout cela et le fait que les industries canadienne et américaine ont toutes deux reconnu qu'il s'agit en fait d'une industrie intégrée en Amérique du Nord. Nos partenaires ont également reconnu la qualité du système d'assurance de la salubrité des aliments que nous avons ici et ont commencé à ouvrir leurs marchés.

**M. Stephen Harper (chef de l'opposition, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, rien de tout cela ne répond à ma question au sujet de l'inaction du gouvernement. Cela n'explique pas pourquoi il n'y a pas de stratégie de marketing pour le boeuf. Cela n'explique pas pourquoi le problème des bovins de court engraissement n'est pas réglé. Et cela n'explique pas non plus pourquoi il n'y a pas eu de voyage à Washington.

Il y a une explication possible, et c'est que le gouvernement veut attendre d'avoir un nouveau chef qui pourrait s'attribuer le mérite d'avoir réglé le problème, même si cela cause encore plus d'inquiétudes et fait perdre encore plus d'argent aux familles agricoles canadiennes. Le gouvernement se traîne-t-il les pieds délibérément afin que le nouveau chef puisse s'attribuer le mérite d'avoir fait rouvrir la frontière lorsque cela arrivera enfin?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, les États-Unis ont déjà importé plus de 8 millions de livres de boeuf canadien, mais les députés disent que ce n'est rien.

Lorsque rien ne se passait, ils étaient mécontents. Nous commençons à exporter de nouveau, et ils sont encore mécontents. Avons-nous d'autres mesures à prendre? Oui. Sommes-nous en train de les prendre? Oui.

La secrétaire à l'Agriculture des États-Unis a répété cette semaine qu'elle voyait à accélérer le processus pour que le bétail vivant âgé

### Questions orales

de moins de 30 mois puisse entrer directement sur le marché américain. C'est une autre mesure importante qui sera prise dans un avenir rapproché.

**M. Stephen Harper (chef de l'opposition, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la Chambre remarquera que le gouvernement n'a pas réfuté mon allégation selon laquelle il pourrait s'agir là d'une manoeuvre politique à la faveur du nouveau chef.

On suggère depuis des semaines qu'un comité multipartite neutre se rende à Washington. L'ancien premier ministre Brian Mulroney pourrait en faire partie. Certains ont également suggéré que le premier ministre Klein soit invité à Washington. Je sais que les députés de mon parti appuient cette idée, ainsi que d'autres députés à la Chambre.

S'il ne s'agit pas ici de promouvoir le nouveau chef libéral, le gouvernement acceptera-t-il de diriger une délégation multipartite qui se rendra à Washington pour régler ce problème?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, l'approche adoptée par le gouvernement et l'industrie, de concert avec les provinces, a été très fructueuse comparativement à ce qui est arrivé dans des situations semblables dans le reste du monde.

Certains premiers ministres provinciaux se sont rendus à Washington. Certains premiers ministres provinciaux ont exprimé clairement leur point de vue sur cette question. Je laisse aux gens là-bas, tout comme d'autres l'ont fait, le soin de juger du succès de leurs actions et de leurs déclarations.

\* \* \*

• (1420)

### LA CAISSE DE RETRAITE DE VOYAGEUR COLONIAL

**M. Monte Solberg (Medicine Hat, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la saga de la caisse de retraite de Voyageur se poursuit. Selon des documents obtenus aux termes de la Loi sur l'accès à l'information, le 12 novembre 1998, des agents du Bureau du surintendant des institutions financières, le BSIF, ont rencontré le collaborateur politique du ministre des Finances, Karl Litter, pour discuter d'un projet de lettre qui disait que, à la lumière des faits présentés dans le rapport de Price Waterhouse et de l'avis offert par le conseiller juridique, le BSIF avait décidé de ne prendre aucune autre mesure dans ce dossier.

Cela s'est passé des semaines avant que la vérification soit terminée. Comment le BSIF a-t-il pu décider de ne pas donner suite à la vérification avant même que la vérification soit terminée?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, cela n'est qu'une répétition des questions qui nous ont été posées la semaine dernière. Le député sait très bien que le BSIF est une organisation indépendante chargée de régir l'intégrité des régimes de pension sous réglementation fédérale et que toutes les procédures ont été respectées à la lettre dans cette affaire.

**M. Monte Solberg (Medicine Hat, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, nous poserons la question jusqu'à ce que nous obtenions une réponse.

*Questions orales*

Des centaines d'ex-employés du nouveau chef du Parti libéral, qui travaillaient pour l'entreprise de transport par autocar Voyageur Colonial, se sont fait ravir une grande part de leur régime de pension. Dans certains cas, ils ont perdu jusqu'à 30 p. 100 de leurs prestations. Le personnel politique du ministre était au courant de l'affaire, puisqu'il était informé de la situation du régime de pension. Le BSIF a pris une décision dans le dossier du régime de retraite de Voyageur avant même que la vérification soit terminée. Comment est-ce possible?

Pourquoi le ministre n'admet-il pas que cette vérification s'est toujours voulue une simple mesure visant à masquer l'ingérence de leur chef politique?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, comme on me pose toujours la même question, je répète la même réponse. Le BSIF a fait preuve de la plus grande probité dans ce dossier comme dans toutes ses activités.

\* \* \*

[Français]

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. Gilles Dupeppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, hier, dans un avant-goût de son discours aux Nations Unies, le premier ministre a envoyé un message aux États-Unis en déclarant que: «Aucun pays aussi puissant soit-il n'a la sagesse ou la capacité de vaincre le terrorisme à lui seul.» Malheureusement, ce n'est pas ce que pense son successeur.

Est-ce que le gouvernement admettra que celui qui a l'oreille de l'administration Bush, c'est le nouveau chef libéral, qui estime que, et je cite: «Le multilatéralisme est un moyen, pas une fin», et qui parle d'«arrangements» à l'extérieur des Nations Unies?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, je suis responsable au sein du gouvernement qui existe actuellement. Si l'honorable député veut poser une question au prochain premier ministre, il peut attendre son arrivée. Mais dans le cas présent, le premier ministre a fait un bon discours, hier, sur les affaires touchant la sécurité internationale, et je pense qu'il a l'appui de tous les Canadiens.

**M. Gilles Dupeppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, il n'a pas l'appui du futur chef du Parti libéral.

Le premier ministre a beau prôner les vertus du multilatéralisme, son successeur a déjà épousé les vues de l'administration Bush dans le dossier irakien. En mai dernier, le nouveau chef libéral déclarait, et je cite: «L'absence de consensus à l'ONU ne doit pas nous condamner à l'inaction.»

À la lumière d'une telle déclaration, est-ce que le gouvernement réalise qu'avec le député de LaSalle—Émard comme premier ministre, le Canada serait allé en guerre contre l'Irak sans l'aval des Nations Unies?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, le premier ministre a parlé pour le gouvernement et, à mon avis, pour tous les Canadiens. Nous étions contre la guerre en Irak, nous sommes pour une reconstruction de l'Irak et nous appuyons les résolutions des Nations Unies.

**M. Michel Gauthier (Roberval, BQ):** Monsieur le Président, les Américains ne cachent même plus leur impatience de traiter dorénavant avec le futur premier ministre, le député de LaSalle—Émard. Ses positions dans le conflit en Irak ou quant à l'augmentation des dépenses militaires du Canada sont beaucoup

plus proches des positions américaines que le Canada ne l'est présentement.

Le gouvernement va-t-il admettre que sous la direction du nouveau premier ministre, la politique étrangère canadienne est appelée à changer et rapprocher le Canada beaucoup plus des positions américaines, et que le discours qui sera prononcé ce soir à l'ONU par l'actuel premier ministre n'est que l'expression d'une politique en voie de disparition?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, je parle pour le gouvernement qui existe actuellement. Nos politiques sont claires et je pense que la plupart des Canadiens appuient nos politiques sur la guerre en Irak.

**M. Michel Gauthier (Roberval, BQ):** Sauf le nouveau chef du Parti libéral, monsieur le Président, qui n'appuie pas les politiques du gouvernement.

Malgré le peu de clarté et de précision auxquelles nous a habitués le nouveau chef libéral jusqu'à maintenant sur les sujets d'importance, ses déclarations en politique étrangère ne nous indiquent-elles pas que sous sa direction, le gouvernement sera beaucoup plus proche des États-Unis que des Nations Unies?

• (1425)

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, l'honorable député doit attendre l'arrivée du nouveau premier ministre s'il veut poser une question à un autre premier ministre. Mais demain, le premier ministre actuel sera ici et il répondra aux questions.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE**

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture tient les agriculteurs en otages en raison de l'impasse qui persiste avec les provinces. Son refus de verser des indemnités aux familles agricoles acculées à la faillite tant que les dernières provinces n'auront pas adhéré au Cadre stratégique pour l'agriculture est impitoyable et mesquin.

Entre-temps, le secteur canadien de l'agriculture affronte sa plus grave crise depuis la Grande Crise.

Quand les familles agricoles peuvent-elles s'attendre à ce que le ministre donne suite aux engagements de son propre gouvernement et commence à verser des indemnités? C'est une question de liquidités. Elles ont besoin de cet argent dès maintenant.

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, le député devrait savoir que j'ai annoncé vendredi dernier que 600 millions de dollars du fonds de transition seront versés aux producteurs d'un bout à l'autre du pays. Ce montant vient s'ajouter aux 312 millions de dollars déjà versés par le gouvernement fédéral ainsi qu'à l'argent consenti par les provinces aux fins du programme de redressement de l'ESB.

Le député sait également, comme le lui aura appris notamment son expérience juridique, que des accords doivent être conclus, et des signatures, apposées, avant que l'argent puisse être distribué. Trois ou quatre provinces ont refusé de signer les ententes fédérales-provinciales qui nous permettraient de leur faire parvenir des centaines de millions de dollars.



*Questions orales*

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, c'est du chantage. On blâme de nouveau les provinces. L'incapacité de son gouvernement d'aboutir à des compromis avec les provinces et d'autres pays est légendaire. Quand le ministre cessera-t-il de refuser obstinément de travailler avec le secteur de l'agriculture dans ce dossier crucial?

Ma question s'adresse au ministre, au premier ministre et à la doublure de ce dernier. Quand s'investiront-ils à fond dans ce dossier? Quelles discussions le ministre de l'Agriculture tient-il à l'heure actuelle avec son homologue des États-Unis? Quand présentera-t-il un plan global ouvrant la frontière américaine aux bovins canadiens? Quand le fera-t-il?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des derniers mois, nous sommes intervenus directement et indirectement près de 100 fois, auprès des États-Unis. Je le sais, car j'en ai tenu le compte. Il y a eu des rencontres en face à face ainsi que des appels téléphoniques de la part de diplomates, du premier ministre, du vice-premier ministre, de mon collègue, le ministre du Commerce international, de représentants de l'industrie, de l'Agence d'inspection des aliments, et j'en passe.

Pour ce qui est de la collaboration avec les provinces, je détiens le pouvoir de signature depuis mai. Les provinces n'ont qu'à signer les documents pour que nous puissions faire parvenir l'argent aux agriculteurs. Nous savons qu'ils ont besoin d'argent. Ces provinces ne s'engagent même pas à verser les 40 p. 100...

**Le Président:** La députée de Vancouver-Est a la parole.

\* \* \*

**LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA**

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Nous avons revu hier Monsieur Démocratie en pleine action. C'est une recette tout à fait unique. Il s'agit de s'emparer d'un parti, d'étouffer le débat et de captiver les gens à un point tel qu'à peine 11 p. 100 des membres du Parti libéral prennent la peine de voter.

Quel est le grand plan démocratique? Il s'agit de laisser les députés libéraux changer leur système avant que les électeurs n'aient la chance de modifier notre régime. Pourquoi la démocratie ne devrait-elle fonctionner que pour ceux qui sont élus et non pour ceux qui les élisent?

Les ministériels pourraient-ils nous dire s'ils vont appuyer une véritable démocratie en votant en faveur de la motion néo-démocrate relative à un vote national sur la représentation proportionnelle? C'est cela la démocratie.

**L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, c'était une façon très alambiquée d'aborder la question de la modification de notre régime électoral. Dois-je rappeler à la Chambre qu'elle est saisie à l'heure actuelle d'un projet de loi sur la modernisation de notre régime électoral qui tend à donner effet au futur remaniement électoral?

Je remercie l'opposition officielle, qui a même appuyé le projet de loi. J'espère que tous les députés voteront en faveur de cette mesure législative plus tard cet après-midi.

Procédons à la modernisation dont nous sommes maintenant saisis avant de songer à de nouvelles mesures de modernisation, surtout certaines qui ne fonctionnent même pas.

**L'hon. Lorne Nystrom (Regina—Qu'Appelle, NPD):** J'adresse ma prochaine question au même ministre, monsieur le Président. Je siége dans cette enceinte depuis plus longtemps que le prochain premier ministre et je sais que la Chambre a besoin de changements et de réformes.

Je pense qu'il est également élitiste de modifier le régime parlementaire pour 301 députés et de ne pas modifier le système électoral pour 31 millions de personnes. Les gens se désintéressent de la politique parce que notre Chambre ne reflète pas la façon dont les gens votent.

Je pose la question suivante au ministre: le gouvernement ne pense-t-il pas que les Canadiens méritent qu'on leur demande dans le cadre d'un référendum national s'ils voudraient qu'on modifie le système électoral pour parvenir à un système fondé sur la représentation proportionnelle?

• (1430)

**L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le député parle de représentation proportionnelle dans une fédération, chose qui n'existe pratiquement nulle part, si ce n'est dans un pays d'Europe occidentale. Je lui demande de tenir compte du fait que toutes les autres démocraties occidentales qui sont des fédérations ont un système comme le nôtre.

S'il me demande si un parti qui arrive à peine à faire élire quelques députés devrait voir certains de ses candidats défaits être choisis pour siéger dans cette enceinte au lieu que les candidats vainqueurs représentent les gens qui les ont élus, je tiens à dire que ce n'est pas, selon moi, la façon de procéder.

\* \* \*

**LES DÉPENSES DE L'ÉTAT**

**M. Chuck Strahl (Fraser Valley, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le Parti libéral du Canada est vraiment éhonté. Son stratagème le plus récent pour distribuer l'argent de nos impôts à ses amis est proposé par le leader libéral à la Chambre. C'est une caisse de 30 millions de dollars dans laquelle les députés pourraient puiser pour distribuer de l'argent dans leur circonscription. C'est un cadeau du ciel pour les libéraux qui essaient de se donner un peu d'influence dans leur circonscription et, commodément, miraculeusement peut-être, cette caisse serait en place à temps pour les prochaines élections.

Pourquoi le ministre n'admet-il pas simplement que l'argent qu'on laisse aux contribuables est plus productif et plus apprécié que celui qu'on va chercher dans leurs poches?

**L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le député bouscule un peu les faits.

La Chambre s'est déjà prononcée contre une motion à ce sujet. Je crois comprendre qu'un député libéral souhaite qu'un comité parlementaire étudie la question. Il s'agit bien sûr d'un vote libre, puisque c'est une initiative parlementaire.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes en faveur des votes libres. Nous y recourons souvent. Le député devrait peut-être le faire aussi de temps à autre.

**M. Chuck Strahl (Fraser Valley, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le vote est peut-être libre, mais il coûte cher aux contribuables.

*Questions orales*

Souvenez-vous des subventions de DRHC, qui devaient être autorisées par les dirigeants locaux du parti ou le collecteur de fonds du Parti libéral, qui a été condamné pour trafic d'influence dans une manoeuvre d'échange de chèques. Nous ne pouvons pas oublier non plus l'enquête que mène la GRC sur le Parti libéral du Canada pour son stratagème de dons politiques. Ce sont les priorités qui sont en cause.

Depuis une éternité, nous demandons au gouvernement de trouver de l'argent pour les veuves des anciens combattants. Au lieu de consacrer 30 millions à une caisse noire du Parti libéral, le ministre ne voit-il pas que ce montant permettrait de bonifier la pension de retraite de 12 000 veuves au Canada?

**L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, personne n'a jamais parlé d'un montant. L'initiative en question est celle d'un simple député, et elle fera l'objet d'un vote libre à la Chambre.

Quant à la bonification des prestations pour les anciens combattants, j'invite le député à appuyer l'excellent projet de loi C-50 du ministre des Anciens combattants. J'espère que cette mesure sera présentée à la Chambre aujourd'hui ou demain. Nous espérons que, pour changer, l'Alliance votera en faveur d'une mesure qui aidera les anciens combattants.

\* \* \*

[Français]

**SANTÉ CANADA**

**M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, BQ):** Monsieur le Président, Santé Canada utilise les services de jeunes adolescents, payés 10 \$ l'heure, pour piéger des dépanneurs qui acceptent de vendre des cigarettes à des mineurs, en contravention de la Loi sur le tabac. D'ailleurs, les membres d'un conseil d'établissement d'une école de Saint-Jovite se sont objectés face à cette pratique pour le moins surprenante.

Comment la ministre de la Santé peut-elle cautionner une pratique de Santé Canada qui incite de jeunes adolescents à devenir délateurs et dont le travail est de piéger de petits commerçants pour les inciter à commettre des infractions à la Loi sur le tabac?

[Traduction]

**L'hon. Anne McLellan (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons un système de contrôle et d'inspection très rigoureux pour garantir l'application de notre Loi sur le tabac. En fait, cette pratique existe depuis longtemps. Elle n'a rien de nouveau.

Nous employons des jeunes pour nous assurer que ceux qui vendent des produits du tabac dans leur commerce se conforment à la loi. Nous ne retenons les services de ces jeunes qu'après avoir consulté leurs parents.

Il est pour le moins étonnant que le député laisse entendre que nous ne devrions pas assurer efficacement le respect de nos dispositions législatives sur le tabac.

[Français]

**M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette, BQ):** Monsieur le Président, un fonctionnaire de Santé Canada, Denis Choinière, a déclaré et je cite: «Six mille vérifications de commerces sont réalisées chaque année au Québec par l'entremise d'ados enrôlés dans des établissements scolaires ou des maisons de jeunes.»

Est-ce que la ministre va convenir que c'est honteux, inacceptable, intolérable, qu'elle encourage des jeunes à faire de la délation? Ce n'est pas là le rôle de Santé Canada. C'est ce qu'on dit.

[Traduction]

**L'hon. Anne McLellan (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, Santé Canada doit vérifier et assurer le respect de nos dispositions législatives sur le tabac. Nous n'encourageons pas les jeunes à commencer à fumer. Les jeunes dont nous retenons les services et leurs parents sont, en fait, certains des plus farouches opposants au tabagisme.

\* \* \*

● (1435)

**LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

**M. Brian Pallister (Portage—Lisgar, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, les critiques ont décrié les premiers scandales qui ont éclaboussé DRHC, et les contribuables canadiens doivent maintenant en subir les pénibles conséquences. Malgré les affirmations de la ministre qui prétend que les problèmes découverts dans son ministère ne sont le fait que de quelques mauvais éléments, il semble qu'ils soient beaucoup plus généralisés.

L'enquête policière sur les projets de formation en cours d'emploi au gouvernement fédéral porte sur tout le sud de l'Ontario et j'aimerais que la ministre nous confirme qu'elle a perdu le contrôle sur les comportements répréhensibles de plus en plus contagieux dans son ministère.

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, la seule chose que je veux bien confirmer, c'est que la vérificatrice générale en poste et son prédécesseur sont venus nous rendre visite et qu'ils ont affirmé, après avoir examiné notre plan, que nous étions dans la bonne voie. Nous continuons de voir à ce que notre plan soit mis en oeuvre.

J'aimerais également rappeler au député que toute cette affaire porte sur des comportements individuels et que le ministère a rapidement appliqué des mesures disciplinaires sévères allant jusqu'au licenciement dans certains cas. Le député ne voudra pas mener plus loin ses conjectures puisqu'il tient certainement à ce que les policiers puissent poursuivre leur enquête et obtenir tous les faits.

**M. Brian Pallister (Portage—Lisgar, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'aimerais que la ministre accepte de reconnaître une part de responsabilité à l'égard des problèmes qui sont survenus dans son ministère.

On a dit que les pressions politiques exercées par ses collègues libéraux auraient joué un rôle dans cette affaire. J'aimerais bien savoir pourquoi la ministre n'a jamais fait savoir si le processus d'approbation de son ministère avait été influencé par des pressions politiques.

Pourquoi la ministre n'a-t-elle toujours pas fait de tentative en vue de dépolitiser son programme de subventions et de contributions de 800 millions de dollars depuis tout ce temps?

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Je préférerais que le député dépolitise ses questions et qu'il écoute bien les faits tels qu'ils se sont déroulés.

Je répète qu'il s'agit de cas individuels. Nous avons déjà pris les mesures qui s'imposaient et même renvoyé certains employés. Le député peut consulter notre site web où il pourra trouver une liste de toutes les subventions et contributions accordées par Développement des ressources humaines Canada dans sa circonscription et dans celle de tous les autres députés.

*Questions orales*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Jean-Yves Roy (Matapédia—Matane, BQ):** Monsieur le Président, le préambule de la Loi sur les océans stipule, et je cite: «Le Canada encourage l'application du principe de la prévention relativement à la conservation, à la gestion et à l'exploitation des ressources marines afin de protéger ces ressources et de préserver l'environnement marin.» Le ministre a donc tout ce qu'il faut pour agir à Belledune.

En refusant d'agir dans ce dossier, est-ce que le ministre n'est pas en train de faire la preuve à l'ensemble des Gaspésiens et des Gaspésiennes d'une inacceptable lâcheté?

[Traduction]

**M. Alan Tonks (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, la demande concernant Belledune relève de la loi sur les évaluations environnementales du Nouveau-Brunswick.

Tel qu'indiqué précédemment, l'article 46 n'entraîne pas une intervention du ministère fédéral de l'Environnement.

Nous prenons la question très au sérieux, mais si d'autres mesures s'imposent, la situation sera évaluée.

[Français]

**M. Jean-Yves Roy (Matapédia—Matane, BQ):** Monsieur le Président, c'est deux poids, deux mesures. Quand cela se passe au Québec, ce n'est pas la même chose.

Le ministre a démontré beaucoup plus de précautions dans le nord du Québec, justement où les risques étaient quasi inexistantes, alors que dans le cas de Belledune, il s'agit de matières hautement toxiques dont le potentiel est nettement plus dangereux.

Comment expliquer autrement que par la peur les hésitations actuelles de ce gouvernement à rappeler le Nouveau-Brunswick à l'ordre?

[Traduction]

**M. Alan Tonks (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un cas de relations fédérales-provinciales pour lequel une intervention comme une non-intervention suscitent la critique.

La question a fait l'objet d'une audience provinciale approfondie. La demande, assortie de 36 conditions, a été renvoyée aux autorités néo-brunswickoises chargées de l'évaluation. Si on ne respecte pas les exigences énoncées, aucun permis d'exploitation ne sera délivré pour les installations. Voilà où en sont les choses à l'heure actuelle.

\* \* \*

**LES MARCHÉS PUBLICS**

**M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je reviens au scandale Royal LePage.

André Ouellet, le président de la Société canadienne des postes, a téléphoné au ministre des Travaux publics pour l'informer que l'attribution du marché d'un milliard de dollars à Royal LePage comportait des irrégularités. Évidemment, cela n'a rien à voir avec le fait que M. Ouellet a des liens familiaux avec un soumissionnaire qui n'avait pas obtenu le contrat. Cela n'a rien à voir.

Le ministre des Travaux publics se vante d'avoir eu raison de la corruption dans son ministère. Pourquoi a-t-il fallu un appel du président de la Société canadienne des postes pour que ce scandale soit dévoilé?

● (1440)

**Mme Judy Sgro (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit la semaine dernière, chaque fois qu'il y a des allégations d'irrégularité, le ministère et le ministre les examinent. Ils ont évalué le cas et fait un autre appel d'offres.

**M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le gouvernement devrait avoir un député capable de répondre à ce type de question.

Le ministre n'a vu aucune irrégularité dans l'attribution du marché à Royal LePage tant qu'il n'a pas découvert qu'un parent d'André Ouellet, un ancien ministre libéral, n'avait pas obtenu le marché.

Il faut s'attaquer à la corruption sans égard aux personnes impliquées.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas jugé bon de s'occuper de ce scandale avant d'apprendre qu'un ami libéral n'avait pas obtenu le marché?

**Mme Judy Sgro (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, le député voudrait peut-être s'assurer lui-même que les choses fonctionnent efficacement de l'autre côté de la Chambre.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous prenons très au sérieux toute personne qui signale un possible conflit ou problème relativement à un marché. Nous avons examiné la situation et nous avons fait un autre appel d'offres.

\* \* \*

**LE LOGEMENT**

**Mme Judi Longfield (Whitby—Ajax, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada a signé avec les provinces des ententes d'une valeur globale de 680 millions de dollars, afin de permettre aux Canadiens de disposer de logements abordables.

Le secrétaire d'État chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pourrait-il indiquer à la Chambre si les provinces ont fait des progrès dans ce domaine? La construction de ces logements très attendus est-elle en bonne voie?

**L'hon. Steve Mahoney (secrétaire d'État (Sociétés d'État déterminées), Lib.):** Monsieur le Président, j'ai eu, au cours de l'été, l'occasion de rencontrer plusieurs ministres provinciaux du logement, de même que des maires et d'autres intervenants, afin d'examiner avec eux les progrès accomplis.

Nous avons débloqué un milliard de dollars qui seront versés en deux tranches—la structure de ce financement prévoyant une contribution égale des provinces—afin de créer 40 000 nouveaux logements abordables.

Je suis heureux d'annoncer au député et à tous les députés de la Chambre que cette approche fonctionne à peu près partout au pays. Elle porte des fruits dans l'Ouest, dans l'Est et dans le Nord où, en ce moment même, des maisons sont en cours de construction ou de planification. Ce système ne fonctionne cependant pas en Ontario, mais, si tout va bien, cette situation changera bientôt.

*Questions orales***LE DÉPUTÉ DE LASALLE—ÉMARD**

**Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC):** Monsieur le Président, en février 2002, le ministre des Finances de l'époque a déclaré officiellement que, par l'entremise de Sheilamart Enterprises, il possédait 438 210 actions privilégiées de Passage Holdings, qui était propriétaire de la Société maritime CSL. Il a dit au conseiller en éthique avoir rompu tous les liens officiels avec la CSL et, pourtant, la lettre que son avocat a adressée au conseiller en éthique ne fait aucune allusion à Sheilamart Enterprises.

Le gouvernement pourrait-il s'informer auprès du conseiller en éthique, puis dire à la Chambre ce qu'il est advenu des actions détenues dans Sheilamart Enterprises? Ont-elles été rachetées au Canada ou à l'étranger? Ont-elles été transférées dans une opération non enregistrée? Où sont-elles allées?

**L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des derniers mois, nous avons répondu à des questions de ce genre, qui visent manifestement à ternir la réputation d'un membre très distingué de la Chambre.

Le fait est que l'ancien ministre des Finances a respecté toutes les règles d'éthique, ce que le conseiller en éthique lui-même a confirmé.

**Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC):** Monsieur le Président, la valeur de rachat de ces actions privilégiées rachetables au gré du porteur et détenues dans Passage Holdings est de 100 \$ l'action. Cela représente une valeur globale de rachat de 43 821 000 \$ et, pourtant, l'avocat de l'ancien ministre des Finances a dit au conseiller en éthique que la valeur globale de rachat des actions détenues dans Passage était de 829 000 \$. Il y a un écart de 43 millions de dollars.

Le gouvernement pourrait-il s'enquérir auprès du conseiller en éthique et dire à la Chambre ce qu'il est advenu des 43 millions de dollars? Y a-t-il eu un rachat, un transfert ou une autre opération qui n'a pas été...

**Le Président:** Le ministre des Transports a la parole.

**L'hon. David Collette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, j'informe le député que le conseiller en éthique existe pour tous les députés et que, s'ils ont une question à lui poser au sujet de leur conduite ou de celle d'un autre député, ils sont libres de s'adresser à lui.

Cependant, il est devenu bien évident ces derniers mois que le conseiller en éthique a déclaré catégoriquement que l'ancien ministre des Finances a respecté toutes les règles d'éthique.

\* \* \*

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD):** Monsieur le Président, les Canadiens veulent avoir l'assurance que le gouvernement n'appuiera pas une résolution des Nations Unies qui placerait la force multinationale sous contrôle américain en Irak ou omettrait de prévoir un échéancier raisonnable pour le transfert des pouvoirs aux Irakiens afin que ceux-ci, et non Bush et ses copains, prennent la direction de leur pays.

Le premier ministre suppléant pourrait-il nous assurer que le Canada, même après l'arrivée d'un nouveau premier ministre, défendra le multilatéralisme et veillera à ce que les Nations Unies ne se fassent pas dicter leur conduite par le président Bush, dont les diktats unilatéralistes se sont clairement révélés désastreux?

• (1445)

**Mme Aileen Carroll (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, comme nous le

savons tous, le premier ministre se trouve présentement au siège des Nations Unies. Tout ce qu'il a dit jusqu'à maintenant et le discours qu'il prononcera devant les Nations Unies confirmeront la confiance absolue de notre pays à l'égard des démarches des Nations Unies.

Nous continuons d'appuyer une approche multilatérale pour la reconstruction de l'Irak et nous avons versé 300 millions de dollars à cette fin.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**M. Svend Robinson (Burnaby—Douglas, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Santé.

Il s'est maintenant écoulé quatre mois depuis qu'on a promis aux Canadiens que le Conseil canadien de la santé serait établi et fonctionnerait.

La ministre peut-elle assurer aux Canadiens, qui s'inquiètent de l'absence de reddition de comptes et de la détérioration de leur système de santé en raison des compressions budgétaires massives imposées par le nouveau chef libéral et de la privatisation, qu'ils auront bientôt un conseil bien financé dont les membres seront des partisans de la Loi canadienne sur la santé, de la Commission Romanow et d'un système de santé entièrement public?

**L'hon. Anne McLellan (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de dire à la Chambre qu'il y a quelques semaines, à Halifax, les ministres provinciaux, territoriaux et fédéral de la santé ont eu une rencontre très productive. Nous avons en effet convenu à l'unanimité de procéder à la création du Conseil canadien de la santé.

Nous examinons actuellement les recommandations des premiers ministres quant au futur président de ce conseil, aux 13 représentants des gouvernements et aux 13 représentants de milieux non gouvernementaux.

Nous avons bon espoir que les premiers ministres approuveront le mandat et la composition du conseil vers la mi-octobre.

\* \* \*

**LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

**M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, les pires conditions de vie au Canada se trouvent encore dans un trop grand nombre de réserves indiennes. Or, le grand chef de l'Assemblée des Premières nations, Phil Fontaine, a demandé 1,2 million de dollars aux Affaires indiennes pour aménager et rénover des bureaux. Quand on sait que les habitants des réserves n'ont ni eau courante ni logement salubre, des besoins pourtant élémentaires, force est de conclure que M. Fontaine a perdu tout contact avec la réalité.

Comment se fait-il que le ministre puisse ne serait-ce que prendre en considération une demande aussi scandaleuse de la part du nouveau chef de l'APN?

**M. Charles Hubbard (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.):** Monsieur le Président, la question est à l'étude. La demande a été faite dans le cadre d'un changement de direction à la tête des premières nations, et le grand chef devra faire quelques changements.

La question mérite certainement d'être étudiée mais, à ce jour, aucune somme précise n'a encore été débloquée à cette fin.

**M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, pourquoi la question est-elle à l'étude? Cette demande est scandaleuse.

*Questions orales*

Le ministre a réduit de deux tiers le budget de l'APN à la suite de désaccords politiques avec l'ancien grand chef. Le message que le ministre envoie en envisageant d'accéder à cette demande scandaleuse est que le favoritisme est plus important que les conditions de vie désespérées qui règnent dans certaines de nos réserves. Avec 1,2 milliard de dollars, on pourrait financer des infrastructures et des logements plutôt que des bureaux luxueux à Ottawa.

Pourquoi le ministre ne rejette-t-il pas sur-le-champ cette demande?

**M. Charles Hubbard (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.):** Monsieur le Président, je n'apprécie guère que le député d'en face ait une impression très défavorable de nos relations avec les grands chefs de plus de 600 premières nations. Ceux-ci ont le droit de demander que leurs bureaux soient rénovés et nous, certes, en tant que gouvernement, nous avons le droit d'étudier leurs demandes.

La décision n'a pas encore été prise, mais elle le sera en temps opportun. Le grand chef devrait disposer d'un bureau digne du poste qu'il occupe dans notre pays.

\* \* \*

[Français]

**LES MARCHÉS PUBLICS**

**Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Neigette-et-la Mitis, BQ):** Monsieur le Président, en 2002, quand nous avons interrogé le ministre du Développement des ressources humaines concernant le dossier de Modes Conili, qui avait obtenu des subventions pour la création d'emplois fictifs, on nous disait que c'était là une question pour la GRC. Or, la GRC ne veut rien nous dire et depuis, c'est le silence le plus complet.

La ministre peut-elle nous informer sur les résultats de l'enquête de la GRC et nous indiquer si la compagnie a remboursé l'argent qu'elle a reçu de DRHC?

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, je ne sais pas exactement de quel dossier parle la députée. Toutefois, c'est à la GRC de communiquer avec elle si elle a des réponses à ses questions.

[Français]

**Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Neigette-et-la Mitis, BQ):** Monsieur le Président, je parle de la compagnie Modes Conili. C'est une compagnie qui a obtenu plus de 700 000 \$ pour des emplois fictifs. Ce que je me demande, c'est si près de deux ans après, la GRC n'a toujours pas de résultat, il faut enlever le dossier à la GRC et faire une enquête publique.

La ministre est-elle prête à nous donner des résultats?

• (1450)

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, la députée a raison. Ce dossier a été confié à la GRC. Je répète de nouveau que si la députée a des questions, il serait préférable qu'elle les pose à la GRC.

\* \* \*

**LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE**

**M. James Rajotte (Edmonton-Sud-Ouest, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le Programme d'aide à la recherche

industrielle, ou PARI, fournit des conseils en matière de technologie et de l'aide financière aux petites et moyennes entreprises.

J'ai appris qu'une enquête interne est présentement en cours concernant des cas possibles d'agissements illicites, de subornation et de fraude au sein du PARI.

Le ministre de l'Industrie est-il disposé à confirmer qu'une enquête est en cours?

**L'hon. Allan Rock (ministre de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, le Dr Carty m'a informé hier qu'une enquête est en cours.

Je fournirai des détails supplémentaires au député et à la Chambre lorsqu'ils seront disponibles et que le moment sera opportun.

**M. James Rajotte (Edmonton-Sud-Ouest, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, cette enquête est-elle en cours depuis plus d'un an. Il est renversant que le ministre ne sache même pas ce qui se passe dans son propre ministère.

Les Canadiens méritent d'obtenir des réponses aux questions concernant des cas possibles de fraude et de subornation au sein du PARI. Ce sont là de graves allégations.

Quand le ministre s'attend-il à ce que prenne fin cette enquête qui est en cours depuis plus d'un an, et combien de millions de dollars venant des impôts des contribuables risquons-nous de perdre?

**L'hon. Allan Rock (ministre de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, il est manifeste que, pour se mettre en forme, le député saute aux conclusions. Il devrait adopter une attitude responsable dans cette affaire. Il a dit que le PARI est un programme important et fructueux pour les petites et moyennes entreprises du pays.

Au lieu de sauter à ces conclusions, qu'il laisse l'enquête suivre son cours. Nous fournirons les détails lorsqu'ils seront disponibles et qu'il sera opportun de le faire.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. David Price (Compton—Stanstead, Lib.):** Monsieur le Président, le Budget supplémentaire des dépenses a été déposé aujourd'hui, et nous connaissons tous les défis auxquels est confronté le ministère de la Défense nationale.

Le ministre peut-il expliquer comment le Budget supplémentaire des dépenses atténuera les pressions qui s'exercent sur le ministère de la Défense nationale?

**L'hon. John McCallum (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, jamais n'a-t-on vu un chiffre aussi éloquent, quant à l'engagement profond du gouvernement à l'égard des militaires, que le chiffre inscrit dans le Budget supplémentaire des dépenses déposé aujourd'hui. Le ministère n'obtient rien de moins que 1,315 milliard de dollars pour cette année seulement. De cette somme, 800 millions de dollars représentent un nouveau financement de base, 393 millions de dollars sont alloués à la mission en Afghanistan, dont 193 millions de dollars en argent frais, et plus de 100 millions de dollars sont consacrés aux augmentations de salaire.

*Questions orales***PATRIMOINE CANADA**

**M. John Williams (St. Albert, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la semaine dernière, c'était «Champagne» Charles Boyer, et cette semaine c'est le spectacle itinérant de Pierre Théberge. Qu'y a-t-il de commun entre eux? L'un et l'autre dépensent sans compter l'argent des contribuables. Je croyais que les dépenses des hauts fonctionnaires étaient assujetties à des règles. Or, voilà que le directeur du Musée des beaux-arts du Canada s'est livré à des dépenses extravagantes de 600 000 \$.

Ma question s'adresse à la ministre du Patrimoine canadien. Pourquoi a-t-elle autorisé ces dépenses massives aux frais des contribuables?

**Mme Carole-Marie Allard (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, je trouve l'attitude du député déplorable. Il sait que le gouvernement est déterminé à bien gérer les fonds publics. Il n'est pas non plus sans savoir que le Musée des beaux-arts du Canada est une société d'État et que, à ce titre, il gère lui-même ses activités courantes et ses dépenses.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Les allégations faites par le député de St. Albert soulèvent de toute évidence un désaccord. Il va néanmoins poser une question supplémentaire, et nous voulons tous l'entendre, car elle sera suivie d'une réponse.

**M. John Williams (St. Albert, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, c'était toute une diatribe, mais j'aurais préféré que ce soit la ministre elle-même qui me dise ce qui se passe.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons encore vérifié que deux comptes de dépenses et, déjà, plus d'un demi-million de dollars de l'argent des contribuables ont été dépensés. Les pauvres contribuables sont sidérés. Ils sont convaincus que le gouvernement libéral ne maîtrise plus la situation.

Qui, dans les rangs ministériels, mettra un terme à ces dépenses extravagantes? Ce gouvernement va-t-il continuer de dépenser sans compter jusqu'à ce que les électeurs le chassent du pouvoir?

• (1455)

**Mme Carole-Marie Allard (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de faire part à la Chambre de ce communiqué émis par le conseil d'administration du Musée des beaux-arts du Canada et signé par Mme Sobey. On peut lire ce qui suit:

[...] je tiens à exprimer notre confiance dans le directeur du Musée, M. Pierre Théberge.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. En temps normal, nous avons plus de temps pour les questions lorsque les réponses sont courtes, mais ce ne sera certainement pas le cas avec tout ce raffut.

[Français]

L'honorable député de Charlesbourg—Jacques-Cartier a la parole et il faut entendre les questions.

\* \* \*

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. Richard Marceau (Charlesbourg—Jacques-Cartier, BQ):** Monsieur le Président, un rapport d'un comité du Conseil de l'Europe souligne les dangers de mauvais traitement et les risques de torture dont seraient menacés les Basques détenus par les autorités

espagnoles. Plusieurs rapports d'Amnistie Internationale font état des mêmes craintes.

Comment est-ce que le ministre de la Justice peut se fier aux seules autorités espagnoles pour affirmer que les deux militants basques dont il a autorisé l'extradition ne risquent pas la torture lorsque des rapports sérieux affirment le contraire?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, le collègue d'en face fait essentiellement référence à une décision en matière d'extradition. Vous comprendrez que, connaissant la nature du processus qui est en place pour mener à l'extradition, les différents processus d'appel par la suite et l'implication également du ministre de la Justice, je ne formule jamais aucun commentaire sur un dossier d'extradition.

\* \* \*

[Traduction]

**LES PÊCHES**

**M. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Ind.):** Monsieur le Président, les libéraux se sont encore une fois moqués du principe de l'égalité. Ils savent depuis des années que le règlement régissant la pêche réservée aux Indiens est discriminatoire et illégal, et deux décisions judiciaires récentes le confirment. Le juge Kitchen a qualifié ce règlement de «discrimination parrainée par le gouvernement» et le juge Saunderson a parlé de «rectitude politique».

Pourquoi le gouvernement fait-il appel d'une décision judiciaire qui assure à nouveau l'égalité dans le secteur des pêches de la côte ouest pour soutenir un programme de pêche raciste réservé aux Indiens?

**L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, comme les députés le savent bien, cette décision a été portée en appel et je ne ferai donc pas de commentaires sur ce dossier.

J'aimerais toutefois faire savoir à la Chambre et à tous les Canadiens que nous voulons que les autochtones, les membres des premières nations, participent à l'industrie de la pêche commerciale et qu'ils tirent des avantages commerciaux de cette ressource naturelle. Nous voulons que les choses se fassent dans l'ordre. Nous reconnaissons que l'ancienne politique sur les pêcheurs est loin d'être une panacée, mais contrairement au député d'en face, nous sommes prêts à faire ce qu'il faudra pour trouver une solution qui sera à l'avantage de tous.

\* \* \*

**LES ANCIENS COMBATTANTS**

**M. Roy Bailey (Souris—Moose Mountain, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le premier ministre a trouvé 1,6 million de dollars pour un spectacle équestre dans sa circonscription. Aujourd'hui, il semble que les libéraux veulent établir une caisse de 30 millions de dollars qui serait administrée par les députés. Les Canadiens peuvent facilement voir à quel point le gouvernement est mesquin lorsqu'il s'agit des veuves des anciens combattants. Pourquoi cette mesquinerie?

**L'hon. Don Boudria (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, le député a brandi un chiffre d'environ 30 millions de dollars que lui ou d'autres ont inventé. Ce chiffre n'existe nulle part et, que je sache, le député qui proposera une motion à ce sujet n'en a proposé aucun. Il existe peut-être seulement dans la tête du député.

Il devrait peut-être voter pour le projet de loi que mon collègue, le ministre des Anciens combattants, présentera à la Chambre demain ou jeudi pour bonifier les prestations des anciens combattants. C'est là que...

**Le Président:** La députée de Terrebonne—Blainville a la parole.

\* \* \*

[Français]

### LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Mme Diane Bourgeois (Terrebonne—Blainville, BQ):** Monsieur le Président, un porte-parole de Reporters sans frontières s'inquiète que l'accusation contre le prétendu meurtrier de Mme Kazemi ne soit qu'un artifice utilisé par les autorités pour protéger les véritables responsables de cette tragédie.

Est-ce que le gouvernement peut nous dire si le ministre des Affaires étrangères profitera de sa visite à l'ONU pour signaler à son homologue iranien l'insatisfaction des autorités canadiennes quant à la façon dont le gouvernement iranien s'acquitte de ses responsabilités dans l'affaire Kazemi?

• (1500)

[Traduction]

**Mme Aileen Carroll (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, nous exigeons un procès public pour que les responsables répondent de leurs actes et soient châtiés. Nous demandons que les restes de Mme Kazemi soient renvoyés au Canada.

Nous sommes heureux des progrès accomplis, mais nous nous demandons toujours avec inquiétude si des mesures suivront cette annonce. Nous observons la situation de très près, et les députés peuvent avoir l'assurance que le ministre des Affaires étrangères rencontrera son homologue iranien à New York pour faire avancer ce dossier.

\* \* \*

### LE REGISTRE DES ARMES À FEU

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, nous apprenons aujourd'hui que le Budget supplémentaire des dépenses prévoit 10 millions de dollars de plus pour le registre des armes à feu.

Selon des renseignements obtenus aux termes de la Loi sur l'accès à l'information, entre le 14 avril et le 30 juin, aucun fonctionnaire à temps plein ou à temps partiel du ministère de la Justice n'a collaboré au programme canadien d'enregistrement des armes à feu. Selon d'autres renseignements obtenus de la même façon, pendant la même période, aucun employé du ministère du Solliciteur général n'a collaboré au programme d'enregistrement des armes à feu.

Ma question est la suivante. Si personne au ministère de la Justice ou au ministère du Solliciteur général ne collaborait au programme d'enregistrement des armes à feu, qui au juste s'occupait de ce...

**Le Président:** Le solliciteur général a la parole.

**L'hon. Wayne Easter (solliciteur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, je veux qu'il soit bien compris que le député fait erreur.

Dans le Budget supplémentaire des dépenses, nous ne demandons pas au Parlement un cent de plus pour le programme des armes à feu. Pas un seul cent. L'argent inscrit au budget n'est pas de l'argent neuf. Il s'agit de sommes qui ont été approuvées par le Parlement et qui faisaient partie des dépenses annoncées un peu plus tôt.

### Les crédits

D'ailleurs, nous respectons l'échéancier. Nous avons respecté la date butoir pour les enregistrements. Nous continuons de tenir à jour les inscriptions et nous continuerons jusqu'à ce que...

**Le Président:** Ainsi prend fin aujourd'hui la période des questions. Nous passons à l'ordre du jour.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ—L'INDUSTRIE BOVINE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**Le Président:** Avant que nous passions à la période des questions, le député de Peace River avait la parole. Il reste quatre minutes au député pour terminer ses observations.

**M. Charlie Penson (Peace River, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je crois que, lorsque j'ai interrompu mon discours, je disais qu'une délégation composée de députés de tous les partis devrait se rendre à Washington pour résoudre la crise de l'EBS et demander l'ouverture du marché américain au boeuf canadien. Je pense surtout aux bovins vivants. C'est le point sensible ces jours-ci.

C'est très important pour les électeurs de ma circonscription, Peace River. Beaucoup d'entre eux ont choisi de diversifier leurs revenus et ont passé de la culture commerciale aux bovins d'élevage. Du jour au lendemain, ils se retrouvent du mauvais côté de la clôture avec des prix qui dégringolent.

En fait, juste avant mon retour à Ottawa, j'ai parlé à quelqu'un qui a vendu une bête. Il a reçu 88 \$ pour sa vache, soit environ 10% de sa valeur. On se croirait pendant la grande dépression, lorsque les agriculteurs vendaient un animal et recevaient la facture pour le transport. C'était une perte nette de revenu pour eux, car il n'y avait pas de marché pour leurs produits.

N'oublions pas que c'est une question très importante pour les producteurs de notre pays. Pendant la période des questions, le chef de l'Alliance canadienne a appuyé l'idée d'envoyer une délégation multipartite à Washington. Je pense que c'est une proposition intéressante, qui montre qu'il faut faire plus pour convaincre les Américains d'ouvrir leurs frontières à nos produits. Nous pensons que c'est un produit sûr et que cela a été prouvé hors de tout doute. Les agriculteurs canadiens demandent au gouvernement de faire de cette idée une réalité.

Avant la période des questions, je parlais des relations qui se sont détériorées à cause du Parti libéral, qui le fait exprès de s'opposer à l'administration américaine—et pas seulement à l'administration américaine, mais à tout le peuple américain, ce qui complique davantage la situation.

Nous avons un nouveau chef libéral depuis samedi dernier, chef à qui il ne manque plus que la consécration. Il se balade dans tout le pays, comme un souverain qui visite ses sujets. Il est maintenant en Alberta et en Colombie-Britannique. Il y est pour voir les feux de forêts qui ravagent la Colombie-Britannique. Il arrive un mois trop tard : la pluie a éteint les feux.

*Les crédits*

Je peux l'imaginer survolant l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, 35 000 pieds dans les airs, et s'exclamant «Oh, quel charmant paysage. Regardez ces belles vaches.»

Les producteurs de bovins aimeraient bien que leurs vaches puissent entrer aux États-Unis et leur rapporter 4,8 milliards de dollars par année. Le futur premier ministre libéral devra faire plus que nous raconter quelques platitudes. Il devra nous expliquer clairement ce qu'il entend faire pour résoudre ce grave problème.

Si le nouveau chef libéral cherche des façons d'atténuer le sentiment d'aliénation de l'Ouest, je lui suggère de s'arrêter de temps à autre pour parler aux gens de la région. Les producteurs de bovins se préoccupent de leurs pertes de revenu et de l'ouverture de la frontière.

Je suggère au nouveau chef libéral de consacrer beaucoup de temps à parler avec les Canadiens. Il devrait proposer de vraies solutions à ce grave problème.

● (1505)

**M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue pour ses propos. Il importe que les agriculteurs entendent à tout le moins ce que pense notre parti sur cette question.

J'aimerais demander au député s'il s'agit, en fait, de l'une des situations les plus difficiles auxquelles il a vu les agriculteurs confrontés depuis qu'il siège au Parlement.

J'aimerais souligner qu'un fait vraiment remarquable dans cette affaire est le soutien des consommateurs de l'ensemble du pays. Ils ont soutenu nos éleveurs de bétail avec tous les moyens à leur disposition, d'abord en mangeant davantage de boeuf, ce qui est extrêmement important, puis en mettant de la pression sur le gouvernement pour lui indiquer l'importance de cette question.

Nous savons que ces éleveurs connaissent une situation totalement injuste qui a un effet dévastateur pour eux. Le soutien dont nous avons été témoins est vraiment remarquable. J'aimerais bien que le député nous fasse part de son sentiment à ce propos.

**M. Charlie Penson:** Monsieur le Président, au sujet de la question posée par mon collègue de Lakeland, je pense que, dans cette triste affaire que nous avons vécue cet été, c'est un élément très enrichissant. Les Canadiens ont manifesté un appui très net à l'égard des éleveurs. La consommation de boeuf a augmenté. Les Canadiens n'ont pas été apeurés par cette affaire. Ils comprennent exactement la situation: une seule bête dans un troupeau de 15 millions était atteinte de ESB. Ils ont donc réagi en conséquence et ont soutenu les éleveurs.

J'aimerais simplement que le gouvernement fédéral trouve maintenant les ressources nécessaires. Or, à la fin août, il a mis un terme à son programme de soutien. C'est inacceptable. Les Canadiens veulent que le gouvernement aide les éleveurs à traverser cette période difficile.

Cela veut dire qu'il faut poursuivre le programme fédéral, parce que, à ce temps-ci de l'année, de nombreux veaux quittent normalement les pâturages pour se retrouver sur le marché. C'est la période de l'année où les agriculteurs encaissent des revenus pour payer leurs factures. S'ils ne peuvent régler leurs factures, ni le fournisseur de matériel agricole ni le vendeur d'engrais ne seront payés. Cela provoque un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie.

Pire encore, l'infrastructure est conçue pour abriter une certaine taille de troupeaux pendant l'hiver. Si les éleveurs doivent garder leur bétail pendant une plus longue période, ils ne disposent pas des

ressources nécessaires pour les bêtes en surplus. Ils n'ont pas non plus les ressources pour acheter des provendes supplémentaires. Le fardeau est énorme.

Le gouvernement fédéral doit intervenir. Il ne convenait pas de mettre un terme au programme de soutien à la fin août. Le problème n'est pas réglé. Il le sera lorsque le bétail sur pied sera de nouveau accepté aux États-Unis. Espérons que ce sera bientôt. Entre-temps, j'estime que le gouvernement fédéral a une responsabilité dans cette affaire et que les Canadiens sont disposés à l'appuyer à cet égard.

● (1510)

**M. Larry Spencer (Regina—Lumsden—Lake Centre, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'aimerais poser quelques questions au député.

La crise de l'EBS, qui fait perdre 11 millions de dollars par jour, a même des répercussions dans ma circonscription, qui n'est qu'une des 301 circonscriptions. Cela touche même mon petit-fils, dont le beau-père ne peut payer les frais de hockey cette année parce qu'il ne peut envoyer son bétail au marché.

Cela touche les producteurs de viande et l'industrie du transport, qui a perdu plus des deux tiers de ses chauffeurs et ne peut poursuivre ses activités comme auparavant. Les ventes d'outils et de matériel chutent. Des producteurs d'ovins et de bovins ont cessé leurs activités. Les fabricants de matériel souffrent de la baisse de leur chiffre d'affaires. Tout cela se passe dans ma circonscription.

Comment le gouvernement peut-il déclarer qu'il fait tout ce qu'il peut alors que le premier ministre continue d'accabler d'injures les personnes dont nous sollicitons l'aide?

Premièrement, le député croit-il que nous pourrions faire mieux en envoyant une délégation amicale de personnes allant discuter en voisins pour plaider en faveur de l'ouverture complète, plutôt que partielle, de la frontière?

Deuxièmement, le député croit-il que ce problème est urgent même s'il ne s'agit pas du SRAS et de Toronto?

Troisièmement, le député croit-il que le gouvernement est insensible aux nombreux besoins des personnes travaillant dans cette industrie?

**M. Charlie Penson:** Monsieur le Président, je crois que le député de Regina—Lumsden—Lake Centre a soulevé un aspect essentiel du débat d'aujourd'hui. Il s'agit effectivement d'une réelle urgence pour un très grand nombre de personnes. Comme le député vient de le faire ressortir, ce problème ne concerne pas seulement les exploitants agricoles. Il a des répercussions sur toute l'économie. Je connais beaucoup de gens qui en ressentent les effets, car, lorsque les agriculteurs n'ont pas d'argent, ils n'en dépensent pas et ne sont pas en mesure de payer leurs factures.



*Les crédits*

Je dois dire que, selon moi, le premier ministre actuel a contribué au problème et que cela explique en partie que la frontière n'ait pas été rouverte. Je pense que cela est vraiment dû au fait que le premier ministre a tardé à s'adresser aux Canadiens pour leur indiquer comment son gouvernement comptait agir dans ce domaine. Il a parlé d'une impression d'aliénation, ressentie dans certaines parties du pays. Mais je suis sûr que nous aimerions connaître son avis sur ce qu'il entend faire pour résoudre ce problème. Il ne suffit pas de parcourir le pays en avion, à 40 000 pieds d'altitude, en proclamant faire sa visite royale. Il faut avoir les pieds sur terre pour apprendre des gens eux-mêmes ce dont ils ont besoin, comment ils pensent pouvoir passer l'hiver, de quel soutien ils auront besoin du gouvernement, et pour savoir comment rouvrir la frontière.

**M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Dufferin—Peel—Wellington—Grey.

Je suis heureux d'intervenir aujourd'hui pour parler de la motion dont nous a saisi le député de Perth—Middlesex. Permettez-moi de dire dès le départ que cette motion demandant au premier ministre de diriger une délégation afin de se rendre à Washington dans le but d'obtenir la réouverture de la frontière au boeuf canadien est judicieuse. Récemment, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire a adopté une motion semblable. La seule différence en ce qui concerne cette motion, c'est que le comité a également demandé au premier ministre de se rendre au Japon. Le comité a jugé que le Japon et les États-Unis devaient être soumis à des pressions au plus haut niveau afin qu'ils comprennent que notre boeuf est vraiment sûr et que notre système fonctionne vraiment.

Comme les députés le savent, le 20 mai, le secteur canadien de l'élevage bovin, de renommée mondiale, a reçu un dur coup qui allait en fin de compte coûter à l'économie canadienne des milliards de dollars. À la suite de la découverte d'un seul cas de vache folle en Alberta, le secteur canadien de l'élevage bovin a été plongé dans une incertitude et un chaos jamais vus. La bonne nouvelle, cependant, c'est que grâce au programme de surveillance active et ciblée du Canada, ce seul cas a été décelé et une enquête complète a été immédiatement entreprise. L'animal malade a été condamné au moment de l'abattage et il n'est pas entré dans la chaîne alimentaire humaine. Là encore, cela prouve que notre système a fonctionné.

En tant que président du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, au cours des trois derniers mois, j'ai rencontré d'innombrables personnes et représentants d'entreprises et d'organisations à ce sujet. Nous avons rencontré des agriculteurs, des représentants de l'industrie de la transformation de la viande, des distributeurs de produits alimentaires et la plupart des autres éléments de ce secteur. J'ai également pris la liberté de parler de la question avec plusieurs politiciens et diplomates japonais et américains à l'occasion des récents pourparlers commerciaux de l'OMC au Mexique. Je voudrais signaler que pendant que je faisais cela, des fonctionnaires de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et du ministère de l'Agriculture ont essayé d'apaiser les craintes exprimées par Tokyo et Washington.

Fondamentalement, depuis le 20 mai, le ministère et le comité ont centré leurs activités sur l'ESB. L'équipe internationale qui a examiné l'enquête canadienne a vanté sa minutie et sa qualité ainsi que l'efficacité des mesures déjà en place pour protéger notre population.

Grâce au leadership remarquable du gouvernement et du ministre de l'Agriculture, de nos jours, le Canada est le seul pays ayant eu un cas de vache folle qui a réussi à négocier l'accès de ses produits du boeuf à des pays qui n'ont jamais signalé un seul cas de cette

maladie. À mon avis, cela montre très bien que nos partenaires commerciaux sont persuadés que notre système d'inspection fonctionne et que nos produits du boeuf sont sûrs.

Je crois également pouvoir affirmer que les consommateurs canadiens partagent cette confiance. Le public s'est rapidement porté au secours de l'industrie bovine en augmentant sa consommation de boeuf et de produits dérivés. Cela constitue également une première canadienne. L'augmentation de la consommation nationale de boeuf après la déclaration d'un cas d'ESB est tout à l'honneur de l'ensemble des Canadiens.

Cela étant dit, il reste encore beaucoup à faire.

À l'heure actuelle, comme les députés le savent, les États-Unis permettent au Canada d'y exporter les produits suivants: les produits de ruminants sauvages provenant de la chasse et destinés à une consommation personnelle; la viande de caribou et de boeuf musqué du Nunavut destinée à un usage commercial; la viande de veaux âgés de 36 semaines ou moins au moment de l'abattage; la viande désossée de moutons ou de chèvres âgés de 12 mois ou moins au moment de l'abattage; la viande de cervidés d'élevage, comme le cerf et l'orignal; la viande désossée de bovins âgés de 30 mois ou moins au moment de l'abattage; le foie frais ou congelé de bovins; les os à mâcher transformés faits à partir d'os, de ligaments, de cuir ou de sabot; et le substitut de lait pour veau, la nourriture pour animaux de compagnie et des ingrédients d'engraissement contenant des protéines animales transformées et du suif provenant de non-ruminants, s'ils sont produits dans des établissements équipés de chaînes de fabrication spécialisées.

Malgré tout, l'industrie demeure confrontée à de graves problèmes. Premièrement, les produits importés par les États-Unis sont assujettis à un système de permis qui est, à tout le moins, encombrant. Deuxièmement, et c'est un aspect très important, nos bovins sur pied et nos vaches de réforme ne peuvent être envoyés aux États-Unis pour y être abattus. Cette restriction pose un sérieux problème aux industries laitière et bovine. L'hiver venu, les agriculteurs devront continuer de nourrir et d'abriter ces animaux, même s'ils n'ont pas suffisamment de place dans leurs parcs d'engraissement.

● (1515)

En somme, nous avons fait beaucoup de progrès, mais il reste encore beaucoup à faire. Au cours des trois derniers mois, l'industrie bovine a subi des changements irrémédiables. Les agriculteurs canadiens sont en difficulté, plus que la plupart d'entre nous ne peuvent l'imaginer. Nous avons tous entendu parler de cas de billets dont on a exigé le remboursement à des agriculteurs, et d'autres cas semblables de détresse économique. C'est principalement pour cette raison que je suis disposé à appuyer la motion à l'étude aujourd'hui.

Je ne crois pas qu'il soit juste de dire que ce gouvernement ne saisit pas l'urgence de la situation. En pleine crise de l'ESB, des membres du comité tenaient régulièrement des conférences téléphoniques avec le ministre, ses fonctionnaires et le personnel de l'ACIA. Ils devaient le faire presque quotidiennement, tant la situation changeait rapidement. Tout a été fait pour que les membres du comité prennent part aux décisions du ministère, et cela indépendamment de leur allégeance politique.

*Les crédits*

Je dois dire à mes collègues du comité, et à tous ceux avec qui j'ai travaillé dans ce dossier, qu'ils ont été très indulgents lorsque nous avons essayé ensemble de résoudre ce problème. Je les en remercie. Le Comité de l'agriculture a siégé trois fois durant l'été dans le cadre de ce que nous avons appelé, et estimé être, des réunions d'urgence. Jamais en dix années de vie politique je n'ai participé à des réunions d'urgence sur une question quelconque. Durant ce temps, nous avons entendu des témoins et des représentants de l'industrie. Tous les rouages du gouvernement sans exception ont tourné à pleine capacité dans l'espoir de faire rouvrir la frontière américaine et de voir les États-Unis accepter notre boeuf.

Aujourd'hui, le député de Cumberland—Colchester a invité les députés ministériels à se joindre à la lutte en faveur des agriculteurs canadiens. Je me dois de répondre à ce député que nous sommes déjà à pied d'oeuvre. En ma qualité de président du comité permanent, je suis convaincu depuis le début de cette crise que tous les partis travaillent en coopération pour trouver une solution le plus rapidement possible. Si nous avions suivi le protocole normal, il nous aurait fallu sept ans pour résoudre cette question. Ce ne sera certainement pas le cas, comme le prouvent les ouvertures partielles de la frontière.

En conséquence, j'appuie entièrement la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui. Je ne peux imaginer qu'on puisse s'y opposer en principe. Le premier ministre est chef du Canada et, à ce titre, il devrait continuer à explorer toutes les avenues pouvant déboucher sur une solution.

Au Canada, nous savons que notre boeuf est sain. Les données scientifiques sont complètes et concluantes à cet effet. En fait, notre boeuf est non seulement sûr et sain, mais c'est le meilleur du monde. Si une rencontre entre notre premier ministre, le président des États-Unis, et peut-être même le premier ministre japonais, peut contribuer à convaincre les diplomates étrangers de ce fait, alors je suis entièrement disposé à appuyer une telle rencontre. J'espère que mes collègues et les autres députés à la Chambre feront de même.

● (1520)

**M. Joe Comartin (Windsor—St. Clair, NPD):** Monsieur le Président, je remercie le député d'appuyer la motion que le Parti progressiste-conservateur a présentée aujourd'hui, mais je suis préoccupé par la substance de son allocution, à savoir que les choses vont bien. Nous prenons bonne note de son argument selon lequel nous avons fait mieux que certains autres pays ont pu le faire relativement à cette crise, mais je crains que le ton de ses observations et l'image qu'il donne de nous ne soient plus positifs qu'ils ne le sont en réalité. Je sais que, fort de son expérience et de ses connaissances, il pourra peut-être aider la Chambre à ce chapitre.

Je voudrais l'interroger précisément au sujet de l'Ontario et du volume actuel d'exportations de l'Ontario par rapport à ce qu'il était avant la crise. Pourrait-il nous donner une idée du chemin que nous avons parcouru pour ramener ces exportations au niveau où elles se trouvaient avant que l'incident ne se produise?

**M. Paul Steckle:** Monsieur le Président, j'estime que mon collègue a posé une question valable. En ce qui a trait à l'ouverture partielle de la frontière, le député comprend fort bien qu'elle n'est ouverte qu'aux exportations de coupes de viande de moins de 20 mois. Il s'agit dans la plupart des cas de boeuf désossé, de boeuf en caisse carton. Il entre aux États-Unis conformément à des permis demandés par les Américains.

Comme le ministre l'a dit aujourd'hui, environ 70 ou 80 millions de livres ont été expédiées. S'agit-il de 70 000 tonnes ou de 80 000 tonnes? Je n'en suis pas sûr, mais cela est consigné dans le compte

rendu d'aujourd'hui, dans la déclaration du ministre au sujet de la quantité de tonnes qui a quitté le pays. Comme plus de 170 permis ont été demandés, nous agissons assez rapidement, étant donné qu'il n'y en avait que trois ou quatre au départ et que nous sommes passés à ce nombre en très peu de temps.

Dans un entretien précédent avec le député, je crois que nous avons discuté de la question des moutons, des chèvres et d'autres animaux de ce genre. Bien sûr, la même situation s'applique également à ces animaux, de sorte que nous avons une autre industrie qui souffre aussi. Nous devons espérer que la situation se réglera et que tout ira pour le mieux lorsque la frontière sera ouverte aux bovins sur pied, ainsi qu'aux moutons et aux chèvres.

**M. Gary Schellenberger (Perth—Middlesex, PC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Huron—Bruce d'avoir appuyé cette motion. Comme vous le savez, l'indemnisation a pris fin le 31 août. De plus, comme nous l'avons dit à maintes reprises, elle ne visait pas un segment assez large du secteur agricole. C'est le cas, par exemple, des producteurs laitiers. Même si ces derniers sont très nombreux dans ma circonscription, ils n'étaient pas admissibles.

Je tiens à vous parler d'un cas en particulier. Au cours d'une vente aux enchères tenue le 19 mai dans l'est de l'Ontario, une personne du Michigan a acheté 130 têtes de bovin laitier. Le lendemain, la frontière a été fermée au moment où l'on transportait les bovins au Michigan. Certaines bêtes sont encore en pension à divers endroits, mais le vendeur aux enchères en est encore responsable.

De plus, cette personne est un important fournisseur de génisses laitières. À ce moment, il possédait de nombreuses génisses sur le point de mettre bas. Toutes les génisses ont évidemment eu leurs petits, ce qui crée un problème. Il y a beaucoup de veaux dont il doit prendre soin, et il a dû embaucher du personnel supplémentaire pour les nourrir. On lui a proposé de creuser un trou et de se procurer un fusil, un fusil enregistré.

Nous voulons prévenir ce genre de situation. Nous croyons que les indemnités prévues étaient insuffisantes et qu'elles n'auraient pas dû prendre fin en août. Qu'en dites-vous?

● (1525)

**Le Président:** Je crois bien que le député adressait ses commentaires à la présidence. Le député de Huron—Bruce a la parole.

**M. Paul Steckle:** Monsieur le Président, la circonscription de mon collègue de Perth—Middlesex et la mienne sont voisines, si bien que je comprends la situation difficile dans laquelle sont certains de ses électeurs.

Cette industrie n'a pas été indemnisée du fait qu'il s'agit d'animaux vivants. Ce sont habituellement des génisses, comme il a dit, et elles sont en train de mettre bas sur sa propriété. Évidemment, il doit les traire, mais étant donné qu'il n'a pas de quotas pour le lait, il doit en payer le transport, et sans recevoir un sou en retour.

Cet homme essuie donc un coup double. Je sais que des contrats sur des génisses conclus avec le Mexique, avec diverses régions des États-Unis et même avec l'Amérique du Sud ne peuvent pas être honorés parce que les animaux sont vivants. Seule l'ouverture des frontières aux animaux vivants peut aider cet homme. La méthode dont il a parlé n'est certainement pas une solution de rechange que nous devons examiner. Ce sont les frontières qui doivent être ouvertes.

*Les crédits*

**M. Murray Calder (Dufferin—Peel—Wellington—Grey, Lib.):** Monsieur le Président, la découverte d'un seul cas d'EBS le 20 mai a changé l'agriculture canadienne à tout jamais. Cette découverte nous oblige aussi à réexaminer le système de sécurité alimentaire international et les effets de ce système sur les relations commerciales.

L'ouverture partielle de la frontière américaine en août a marqué un progrès important, mais le problème est loin d'être réglé. Chaque jour, des agriculteurs de ma circonscription et des quatre coins du pays me rappellent que leur situation économique est désespérée. Chaque jour, des agriculteurs me racontent des histoires déchirantes sur les effets que la crise a eus sur les familles et les entreprises d'agriculteurs et d'autres personnes de ma circonscription. L'autre jour, quelqu'un m'a parlé de Dean, un jeune agriculteur qui a acheté sa ferme il y a cinq ans et qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. La chute hebdomadaire des prix du bétail l'a obligé à vendre 36 génisses à la moitié de leur coût, et il ne peut même pas trouver d'acheteurs pour les 23 autres. Il est acculé à la faillite et il a dû aller travailler à l'extérieur de la ferme pour pouvoir honorer ses paiements.

Des éleveurs de génisses, de veaux et de bovins semi-finis dans l'industrie du boeuf disent qu'ils n'ont pas bénéficié des mesures d'indemnisation et qu'ils ont actuellement des besoins criants. L'indemnisation peut aider à court terme, pour autant qu'elle ne donne pas lieu à des contestations commerciales, mais elle ne règle pas le problème de fond. Nous devons rétablir la confiance dans le système et rouvrir les frontières internationales. Il faut du temps pour cela, et je crois que nous sommes sur la bonne voie.

D'un côté, je trouve louable que la motion de l'opposition encourage les députés à faire plus activement pression sur leurs homologues du Congrès américain au sujet d'importantes questions bilatérales. Il y a déjà un moment que je défends cette idée. D'un autre côté, la motion laisse entendre que le gouvernement du Canada n'a pas déployé suffisamment d'efforts pour tenter d'ouvrir les frontières internationales aux exportations de boeuf canadien. Je rejette complètement cette allégation. Je félicite au contraire mes collègues, en particulier le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce international, du travail énorme qu'ils ont fait et de ce qu'ils ont accompli jusqu'à maintenant.

J'ai déjà dit, et je le répète aujourd'hui, que les députés devraient avoir quatre points de déplacement par année pour des voyages aux États-Unis. Il a été abondamment question des relations canado-américaines au cours de la dernière année. Je pense qu'un nombre accru de rencontres directes entre les législateurs de nos deux pays contribuerait à assainir nos relations et à résoudre les problèmes. Le Canada et les États-Unis sont économiquement interdépendants. La question du boeuf, plus que n'importe quelle autre, en est la preuve. Si les députés pouvaient périodiquement faire des visites au Congrès, il est probable que des membres du Congrès américain nous rendraient visite à leur tour.

En résumé, j'appuie l'intention que sous-tend la motion, l'idée selon laquelle il faut multiplier les échanges entre les députés canadiens de tous les partis et leurs homologues américains, notamment en ce qui concerne des questions comme l'ESB. À mon avis, cela doit toutefois s'inscrire dans un processus permanent, au lieu de se traduire par l'envoi d'une seule délégation qui tentera surtout de faire facilement bonne figure dans les médias de notre pays.

J'aborderai maintenant ce qui s'est passé depuis le 20 mai. La stratégie d'accès aux marchés du Canada a consisté à tenir ses

partenaires commerciaux pleinement au courant de l'enquête sur l'ESB. La transparence est indispensable à la restauration de la confiance dans le système. Par l'entremise des ambassades, des consulats et des hauts-commissariats du Canada, nous avons tenu les gouvernements étrangers pleinement informés depuis le tout début. À la suite de l'enquête terminée en juin, le Canada a demandé à ses partenaires commerciaux de reprendre le commerce d'un vaste éventail de produits, dont les suivants: les veaux de boucherie de moins de 36 semaines destinés à l'abattage immédiat; les bovins de moins de 30 mois destinés à l'abattage immédiat; la viande bovine venant d'animaux de moins de 30 mois; les moutons et les chèvres destinés à l'abattage immédiat ainsi que la viande en provenant; le caribou sauvage; le boeuf musqué et les aliments pour animaux d'agrément non ruminants.

Au cours des quatre derniers mois, le niveau de dialogue du Canada avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux a franchement été sans précédent. Le premier ministre a discuté avec le président Bush et les premiers ministres du Japon et de la Corée. Le ministre de l'Agriculture a entretenu des contacts réguliers avec la secrétaire américaine à l'Agriculture, M<sup>me</sup> Veneman, et avec les ministres de l'Agriculture d'autres pays. Le ministre du Commerce international a soulevé régulièrement la question au cours de ses entretiens avec le représentant commercial des États-Unis, M. Zoellick, et d'autres ministres du Commerce.

● (1530)

D'autres ministres ont profité de toutes les occasions pour aborder la question avec leurs homologues. Les hauts fonctionnaires à Ottawa ont été en contact constant avec leurs homologues américains. Des délégations canadiennes de niveau technique se sont rendues aux États-Unis, au Mexique, au Japon et en Corée. Sept délégations étrangères de niveau technique sont venues au Canada.

Toutes nos missions dans le monde ont entretenu des contacts réguliers avec les autorités des gouvernements hôtes, les tenant au courant de l'évolution de la situation et insistant pour une reprise du commerce. Des fonctionnaires canadiens ont donné des exposés aux représentants des missions étrangères à Ottawa. Sur le plan multilatéral, le Canada a fait rapport à l'Office international des épizooties, ou OIE, organisme qui établit les normes internationales en matière d'hygiène vétérinaire, ainsi qu'au comité de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Ces intenses pressions exercées à l'échelle internationale ont donné des résultats. Le 8 août, les États-Unis ont annoncé qu'ils rouvriraient la frontière à un vaste éventail de produits. Parallèlement, les Américains se sont engagés à participer à un processus de fixation de règles qui devraient aboutir à l'importation d'animaux vivants. Notre prochaine priorité consiste à rétablir le commerce des animaux vivants.

Bien que les États-Unis constituent de loin notre plus important marché, nous avons aussi obtenu d'importants résultats favorables ailleurs. Le Mexique a annoncé qu'il ouvrira sa frontière à des produits comme ceux qui peuvent maintenant être expédiés aux États-Unis. Nous avons enregistré des progrès substantiels dans le cadre de discussions avec d'autres pays comme la Russie, l'Arabie saoudite et plusieurs pays des Caraïbes, dont Antigua et Trinidad et Tobago.

### *Les crédits*

J'aimerais profiter de cette occasion pour féliciter nos amis américains d'avoir adopté une approche souple. Nous devons faire face à la réalité: À cause d'une seule vache, le Canada est maintenant officiellement un pays touché par l'EBS et le demeurera pendant sept ans. Les autres pays ont le droit d'interdire les importations de bétail en provenance du Canada pour des raisons de santé et de salubrité. Les Américains ont choisi de rouvrir leur frontière par étapes plutôt que de le faire d'un seul coup. Ils n'étaient pas obligés de procéder ainsi.

Le fait que la frontière soit ouverte, ne serait-ce qu'en partie, n'est pas rien. Le Canada est le seul pays où un cas d'EBS a été confirmé qui ait repris ses échanges commerciaux avec un pays exempt d'EBS. Cette ouverture partielle en dit long sur la nature interdépendante de l'industrie bovine nord-américaine ainsi que sur les efforts acharnés de nos fonctionnaires et des représentants du secteur du bétail en vue de faire rouvrir la frontière. Célébrons cette réalisation tout en continuant à travailler avec encore plus d'acharnement pour qu'elle soit ouverte encore plus grand.

Au cours de la dernière décennie, l'industrie bovine canadienne a fait d'énormes progrès dans l'amélioration de son système de repérage et de surveillance. Nous sommes maintenant des chefs de file mondiaux en la matière. Nous devons continuer à être proactifs. Convaincre le monde de la salubrité des produits canadiens est essentiel à la réouverture des frontières. Vu l'amélioration de nos méthodes, il est temps de réévaluer les normes d'importation de l'OIE.

Le Canada, tout comme nos amis des États-Unis, du Mexique et d'ailleurs, pense que les normes de l'OIE sont inutilement strictes. Nos trois pays exercent des pressions sur l'OIE pour qu'il révisé ses normes afin de tenir compte des réalités actuelles et d'exempter les produits qui ne posent aucun risque. Tant que les normes de l'OIE ne seront pas révisées, nos partenaires commerciaux auront le droit d'exclure les produits touchés en provenance du Canada. Notre succès quand nous obtenons des exemptions est donc dû à nos efforts acharnés en vue de convaincre nos partenaires internationaux de la sécurité du système canadien.

En résumé, j'approuve toute initiative qui conduirait à la multiplication des contacts déjà existants entre les députés et les membres du Congrès américain. Je pense qu'on devrait donner aux députés le moyen de le faire en modifiant le système de points de voyage. Je pense toutefois que la délégation dont il est question dans la motion pourrait ne pas être productive pour le moment et pourrait avoir davantage pour objet d'attirer l'attention des médias plutôt que de produire des résultats concrets. J'espère que ce n'est pas le cas.

•(1535)

Nos gouvernements travaillent bien ensemble dans ce dossier. Il reste encore beaucoup à faire, mais on a déjà beaucoup accompli en très peu de temps.

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les remarques du député pendant qu'il faisait des contorsions pour encenser les actions du gouvernement dans ce domaine. Il devra cependant admettre que, malgré le chapelet d'interventions magnifiques que le gouvernement se targue d'avoir faites, la frontière n'est encore qu'entrouverte. Moins de 30 % des produits de boeuf canadien parviennent sur le marché américain.

J'aimerais que le député admette publiquement que, malgré tous ces efforts, il reste les commentaires précédents du gouvernement. Ces commentaires précédents ont été faits par des personnes associées au gouvernement, par exemple l'attachée de presse du

premier ministre qui a fait des remarques désobligeantes à l'endroit du président. Les députés de son propre caucus ont décrit le peuple américain en des termes peu flatteurs. N'oublions pas non plus le refus du premier ministre d'agir rapidement après le 11 septembre et sa récente visite aux Nations Unies pendant laquelle il a irrité les États-Unis par ses remarques désobligeantes sur la situation en Irak. Le député accepterait-il de reconnaître que cela ne présage rien de bon pour le Canada?

Toute cette affaire ne fait rien pour convaincre les Américains d'ouvrir leur frontière. Les efforts négligeables du ministre de l'Agriculture et du gouvernement ne suffisent pas. Rien ne débloque.

C'est la pire crise à frapper l'agriculture canadienne depuis la grande dépression. Les parlementaires s'efforcent d'envoyer une délégation multipartite à Washington, accompagnée de membres et d'intervenants du monde de l'agriculture. Il dit qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Par contre, nous devrions donner de l'argent aux députés pour qu'ils puissent participer à des voyages de délégations parlementaires. Nous donnons de l'argent à la gouverneure générale pour qu'elle se balade dans les pays nordiques, mais nous n'avons pas d'argent pour sauver une industrie agricole qui génère des milliards de dollars.

Pourquoi le député ne soutient-il pas cet effort en particulier? S'il appuie réellement l'appel du premier ministre, qui veut que tout le monde mette l'épaule à la roue, pourquoi ne veut-il pas se joindre à des intervenants et à des députés dans une activité collective non partisane à Washington afin d'aller plaider notre cause avec ferveur, avec des données scientifiques, avec les gens directement touchés?

Je sais qu'il élève des poulets, mais aujourd'hui, il se comporte davantage comme un éleveur de poules mouillées.

•(1540)

**M. Murray Calder:** Monsieur le Président, le chef du Parti progressiste-conservateur vient tout juste de prouver ce que je redoutais. Je viens tout juste d'expliquer de quoi il en retournait. J'ai affirmé au début de mon intervention que j'appuyais la motion. À la fin de mon intervention, j'ai dit espérer qu'il ne chercherait pas à marquer facilement des points au plan politique sur le dos des agriculteurs, eux qui se trouvent actuellement coincés financièrement en raison de l'EBS. Que vient-il de faire? Exactement ce que je craignais.

À l'heure actuelle, les relations entre les États-Unis et nous sont très bonnes. Les États-Unis avaient le choix lorsqu'ils ont fermé leur frontière. Ils auraient pu la fermer de manière à ce qu'elle puisse être rouverte seulement d'un coup, ce qui aurait posé une difficulté extrême. Il nous aurait fallu résoudre tous les litiges auparavant.

Les États-Unis sont un bon partenaire commercial. Le député d'en face ne le sait peut-être pas parce qu'il n'est pas originaire du monde agricole, mais l'industrie bovine est fortement intégrée. Les acteurs de l'industrie bovine américaine ont tout autant intérêt que ceux de notre propre industrie à ce que la frontière s'ouvre. Or malheureusement, le député se livre comme à son habitude à une basse comédie partisane et politicienne.

**M. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, je me demande si le député pourrait nous faire part de certaines des réactions des organisations agricoles ou du monde agricole face au travail du gouvernement.

*Les crédits*

**M. Murray Calder:** Monsieur le Président, il y a à peine une semaine, lorsque les éleveurs de boeuf sont venus manifester sur la Colline du Parlement, ils se sont entretenus dehors avec des députés. Le président du caucus rural et les membres du caucus rural se sont alors adressés au ministre de l'Agriculture pour lui demander de tenir ensuite une réunion privée avec les leaders de la Fédération canadienne de l'agriculture, de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario et de l'Association ontarienne des éleveurs de bovins, ce qui a eu lieu. Cette réunion a été très fructueuse. Nous avons décrit l'orientation suivie par le gouvernement et, dans les grandes lignes, les moyens que nous comptons prendre pour trouver des solutions pour résoudre le problème.

[Français]

**M. Odina Desrochers (Lotbinière—L'Érable, BQ):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre la parole sur cette motion importante qui porte sur ce qu'on appelle communément la crise de la vache folle, une situation de plus en plus difficile pour les gens de l'Ouest et pour les gens du Québec.

La situation devient de plus en plus difficile, car les initiatives prises de part et d'autre par les parlementaires de cette Chambre et par les groupes, les éleveurs et les associations syndicales qui les représentent sont adressées au gouvernement américain. Peut-être que le gouvernement américain porte plus ou moins d'attention à ces revendications et c'est compréhensible. En effet, depuis quelques mois, dans cette Chambre, aucune décision n'est prise.

Le premier ministre s'affaire beaucoup plus aux préparatifs des fêtes en vue de son départ qu'aux problèmes économiques avec lesquels le Canada est aux prises. D'autre part, nous avons un nouveau chef libéral—il n'est toujours pas chef, mais les délégués disent qu'il sera élu lors de la convention au mois de novembre—, et même s'il n'a pas encore reçu officiellement le titre de premier ministre, il mène la barque.

Lorsque le gouvernement Bush se réunit et discute avec les gens directement concernés dans les négociations bilatérales, on peut imaginer qu'ils pensent qu'au Canada, nous avons une façon invraisemblable de diriger le pays.

Par conséquent, nous faisons face à des situations comme celle que nous vivons actuellement avec la crise de la vache folle qui traîne en longueur et pour laquelle on ne prend aucune décision.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire dit qu'il a fait preuve d'un grand leadership pour régler le problème de la vache folle. Mais dans les faits, il est spécialiste pour annoncer des choses mais cela se limite toujours à la première phase, en l'occurrence la phase 1 où le gouvernement fédéral a de l'argent. Mais lorsqu'il s'agit de passer à la phase 2, on dit qu'elle n'est pas prête, qu'elle est en cours d'étude. D'ailleurs, la nouvelle ministre de l'Agriculture du Québec, Mme Gauthier, était ici hier pour une rencontre et elle a demandé au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire s'il existait bel et bien une phase 2.

Le ministre est certainement le champion de la consultation. J'ai eu l'occasion de siéger pendant quelques années au comité et je peux vous dire qu'on consulte, qu'on étudie, mais on n'y décide pas grand chose. Alors, lorsque nous sommes confrontés à une situation comme celle de la vache folle, il y a des décisions qui traînent. Lorsque les négociations entre le Canada et les États-Unis traînent, ce gouvernement devrait faire preuve de leadership, car ce n'est pas une question qui est de juridiction provinciale.

Le marché et le commerce international sont de juridiction fédérale. Ce serait donc au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au premier ministre, au futur premier ministre

ou au ministre des Finances—qui est lui aussi beaucoup plus préoccupé par son avenir personnel que par son avenir politique—de se pencher sur la question et prendre des décisions.

Il est invraisemblable de voir de quelle façon ce gouvernement se comporte vis-à-vis de l'industrie agricole du Québec qui est fondamentale et indispensable. D'une part, l'UPA et tous les syndicats sont associés à la démarche visant à maintenir la diversité de production agricole et d'autre part, nous sommes confrontés à un gouvernement qui n'apporte pas du tout son soutien.

Cela a des conséquences directes dans la région de ma circonscription, c'est-à-dire la région du Centre du Québec. Le président du Syndicat des producteurs bovins du Centre du Québec, M. Alain Laroche, affirmait, le 29 août dernier que «l'industrie de la production bovine, qui génère 20 p. 100 des emplois dans la région du Centre du Québec, est au bord de la catastrophe.» Les producteurs disent que la situation présente est inquiétante pour la génération future et qu'il faut se pencher sur la question pour aider notre relève sinon, ce sera impossible pour les jeunes d'acheter une ferme.

• (1545)

Actuellement au Québec, on est confrontés à une concentration. On voit les problèmes auxquels est confrontée l'industrie porcine avec les mégaporcheries et les mégaproduleurs intégrateurs qui s'approprient le marché. Pendant ce temps, la relève, elle, n'a pas sa place.

Je cite encore ce que disait M. Laroche:

Il faut que les gens sachent que nous n'arrivons plus à joindre les deux bouts.

Cela est clair.

La municipalité d'Inverness, située au centre du Québec est une petite municipalité; toute son économie repose sur le marché du boeuf, à un point tel qu'une des activités les plus importantes qui s'y tient, c'est le Festival du boeuf. Cette activité sociale et économique réunit tous les grands éleveurs du centre du Québec. Avec certaines activités culturelles, ce festival permet de faire la promotion de cette industrie.

La vocation première du centre du Québec est agricole. Il faudrait que de l'autre côté de cette Chambre, du côté du Parti libéral, on se préoccupe davantage des situations qui affectent nos régions.

On a aussi des statistiques. Vous savez que cette crise a entraîné plusieurs conséquences. D'abord, les abattoirs ne fonctionnent plus normalement. En conséquence, les producteurs sont obligés de déboursier davantage pour garder leur troupeau. Une autre conséquence est la diminution de la main-d'oeuvre nécessaire. Le manque de production dans les abattoirs fait qu'il y a, encore une fois, des chômeurs et des chômeuses.

Chaque fois qu'une crise est provoquée par le manque de leadership du Parti libéral du Canada, de l'actuel gouvernement libéral, celle-ci affecte toujours les petits, les gens qui vivent avec des salaires raisonnables, mais qui ne peuvent pas vivre très longtemps en touchant des prestations d'assurance-emploi. Ce n'est pas la même chose que lorsqu'on gagne un salaire de 12 \$ à 15 \$ l'heure. Il faut d'abord se qualifier pour avoir droit à l'assurance-emploi.

*Les crédits*

Je sais qu'actuellement, des représentants des grandes centrales syndicales du Québec iront frapper aux portes des députés libéraux fédéraux pour leur demander de rendre des comptes. Avec tout ce qui a été dit lors de la dernière campagne électorale, j'ai hâte de tenir la prochaine parce qu'on pourra les traiter d'une façon que je ne peux pas dire ici puisque nous sommes en Chambre et que ce mot serait antiparlementaire. Ce qu'on dit, c'est que ces gens ne disent pas la vérité. Voilà qui est un peu plus adéquat. On sait que de grandes promesses avaient été faites du côté libéral pour apporter des modifications à l'assurance-emploi, mais rien n'a été fait.

La crise de la vache folle, la crise du bois d'oeuvre et également la crise survenue avec toute la situation manufacturière sont des facteurs qui affectent durement les régions.

Lorsqu'on me parle de la survie des régions, je sais que le précédent gouvernement du Québec a fait des efforts incroyables pour revitaliser les régions. Vous savez qu'une province ou un État qui se retrouve avec des régions faibles ne se trouve pas en harmonie. Donc, si les régions ont été confrontées à des problèmes économiques, c'est qu'elles ont d'abord été confrontées à la Loi sur l'assurance-emploi qui a vraiment vidé les régions. Cette loi a obligé les gens à quitter les régions pour se rendre dans les grands centres urbains et tenter de se refaire une santé économique.

Tout cela pour vous dire qu'évidemment, nous voterons en faveur de la motion qui est présentée aujourd'hui par le Parti progressiste-conservateur. Toutes les initiatives prises pour dénouer cette impasse sont importantes.

Avant de terminer, j'aimerais dire que je partage mon temps de parole avec le député de Joliette. J'avais oublié de le mentionner, mais c'est le député de Joliette qui poursuivra les efforts que je fais depuis une dizaine de minutes pour convaincre le gouvernement libéral de se réveiller et de régler le problème.

● (1550)

[Traduction]

**M. Inky Mark (Dauphin—Swan River, PC):** Monsieur le Président, je félicite le député du Bloc pour ses observations. Il a parlé de la survie des régions du Québec sur le plan économique. Cette question est, au fond, celle dont nous avons débattu aujourd'hui. Nous avons parlé de l'incidence du problème de la maladie de la vache folle à l'échelle du pays. Des députés de l'Ouest, du centre, du Québec et des Maritimes ont pris la parole. Et, tous, nous affirmons la même chose: il faut absolument faire quelque chose pour résoudre ce problème. Les personnes qui oeuvrent dans ce secteur crient au secours.

Il n'a cependant pas été question de l'incidence de ce problème sur le système scolaire public. De fait, un grand nombre d'agriculteurs du pays ne sont pas en mesure de payer les taxes scolaires. Or, le système scolaire public dépend de ces taxes. Qu'allons-nous faire? Fermer les écoles parce que les conseils scolaires ne peuvent pas fonctionner? Cela constitue une réelle préoccupation.

Je veux demander à mon collègue du Bloc quelle tournure prendra cette question au Québec.

[Français]

**M. Odina Desrochers:** Monsieur le Président, quant à la situation que j'ai soulevée en disant que les producteurs et les éleveurs étaient confrontés à certains problèmes, je pense qu'il doit y en avoir certains qui ont de la difficulté à payer leurs taxes.

Lorsqu'on perd une partie importante de son revenu mensuel ou annuel, il faut faire des choix, et cela devient de plus en plus difficile. Cela signifie que lorsque le revenu diminue, la personne, le

producteur, la productrice, l'éleveur sont confrontés à des choix importants.

La question de la vache folle remonte au mois de mai. Le gouvernement américain tarde à répondre et ne semble pas vouloir démontrer beaucoup d'ouverture. Le gouvernement libéral fédéral devrait faire preuve de plus de leadership. Il a parfois l'habitude d'empiéter sur nos juridictions provinciales. Cependant, le marché international relève de la juridiction fédérale. Ce que je demande, c'est qu'il fasse son travail.

● (1555)

**M. Claude Duplain (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais seulement faire une mise au point concernant certains aspects, notamment quand le député dit que les agriculteurs sont confrontés à certains problèmes.

Les agriculteurs ne sont pas confrontés à certains problèmes. Ils ont des problèmes qu'il faut régler et le gouvernement est justement en train de les régler.

Cent jours après le début de cette crise qui est extraordinaire et néfaste—elle n'a aucun bon sens—, le ministre a réussi à rouvrir la frontière. Le gouvernement a investi une première fois 460 millions de dollars pour le bénéfice des agriculteurs. Une deuxième fois, il a investi une cinquantaine de millions de dollars. Je crois qu'on a prolongé le tout de cinq ou six jours quand il y a eu la crise de l'électricité en Ontario.

Présentement, on est en train de négocier des protocoles avec le Japon et le Mexique. Quant aux ententes, tous les jours, des discussions se tiennent avec les États-Unis afin de rouvrir complètement la frontière. Il faut dire que celle-ci est partiellement ouverte, ce qui a permis le transfert de huit millions de tonnes de boeuf jusqu'à présent.

Il faut que l'opposition se rende compte de ceci: c'est la première fois que l'on voit cela dans le monde, à savoir de réussir à rouvrir les frontières dans une période de 100 jours.

À cet égard, je voudrais savoir si le député se rend au moins compte des efforts qui sont faits. De la manière dont il parle, il semble dire qu'aucun effort n'a été fait. Cependant, je viens d'en mentionner et je pourrais encore énumérer plusieurs dizaines de ces efforts qui ont été faits.

Est-ce qu'il se rend compte que des efforts sont quand même faits de la part de ce gouvernement, lesquels visent à rouvrir complètement la frontière?

**M. Odina Desrochers:** Monsieur le Président, je dis que de petits efforts ont été faits, mais il en reste encore beaucoup à faire. Étant donné que c'est de juridiction fédérale, le gouvernement devrait mettre davantage d'efforts.

La spécialité de ce gouvernement, c'est de toujours d'annoncer une phase 1 à grand déploiement. C'est de le faire, comme on dit, d'un océan à l'autre. Ensuite, avec la phase 2, cela devient plus petit. Lorsqu'arrive le moment crucial d'intervenir pour sauver la production, on n'a plus d'argent. On étudie, on consulte et on ne décide rien.

Je suis d'accord avec le fait que des efforts ont été déployés, mais il en reste beaucoup à faire.

**M. Pierre Paquette (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, cela me fait extrêmement plaisir de prendre part au débat à la suite des propos du député de Lotbinière—L'Érable. Vous allez bien comprendre que mon intervention ira dans le même sens que mon collègue.

*Les crédits*

Effectivement, je pense qu'on sous-estime beaucoup, du côté gouvernement, le drame qui se vit présentement dans plusieurs fermes, non seulement au Québec, mais dans l'ensemble du Canada. Je suis en mesure de parler pour la région de Lanaudière.

Le 7 septembre dernier, nous avions un événement à travers tout le Québec, organisé par l'Union des producteurs agricoles. Celui-ci s'appelait «Les portes ouvertes». Non seulement les élus, mais l'ensemble de la population, avaient la possibilité de visiter un certain nombre de fermes. Dans mon cas, j'ai eu la chance de visiter une ferme d'élevage de bovins dans la région de Lanaudière, propriété de la famille Ricard.

Ils étaient déjà venus me voir pour me sensibiliser au problème de la vache folle. A priori, on pourrait penser qu'on est relativement peu touchés au Québec. Ce n'est pas le cas. Après avoir été sensibilisé au problème, j'ai écrit au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Je n'ai toujours pas eu de réponse. Cela fait déjà plusieurs semaines.

À mon avis, cette absence de geste très simple démontre l'insensibilité du ministre et du gouvernement face à la réalité du problème. Il y a sûrement eu des efforts, et je le souhaite. Il est normal qu'un gouvernement comme le gouvernement canadien réagisse à un embargo comme celui que les Américains ont décrété envers le boeuf canadien. Le contraire aurait été absurde. Mais, encore une fois, comme le disait le député de Lotbinière—L'Érable, on se serait attendus à plus, particulièrement pour aider les producteurs à surmonter cette crise qui n'est pas terminée. C'est extrêmement important.

Monsieur Ricard est aussi le président du Syndicat des producteurs bovins de Lanaudière et il a été en mesure de m'expliquer que cela touchait aussi l'industrie laitière. En effet, les vaches de réforme sont aussi affectées au niveau des prix que les producteurs laitiers sont capables d'avoir pour leur viande. Cela pose des problèmes importants de rentrées au plan des revenus, à tel point que pour le Québec en entier, on évalue les pertes à environ 50 millions de dollars. C'est énormément d'argent, surtout quand on veut développer une agriculture basée sur les fermes familiales.

Ce ne sont pas des multinationales qui produisent des bovins au Québec, particulièrement dans la région de Lanaudière. Ce sont des petites fermes familiales où les gens mettent énormément d'énergie et de leurs épargnes. D'ailleurs, quand j'ai visité la ferme de M. Ricard, je parlais avec un autre agriculteur. On était admiratifs devant le système qu'il avait mis en place. Cet autre producteur agricole me disait que lui n'aurait jamais dans le secteur du bovin parce que c'est trop dangereux au plan de la capitalisation. Cela demande énormément d'argent pour commencer l'exploitation d'une ferme de production bovine. On est donc extrêmement vulnérables aux crises comme celle qu'on vit actuellement.

Ce sont des baisses de revenus de 50 à 70 p. 100 que vivent actuellement les producteurs bovins au Québec. Pour ces producteurs, le prix de la viande est passé de 1,80 \$ à 0,50 \$ la livre. Par contre, on doit reconnaître qu'au Québec, dans les marchés d'alimentation, jusqu'à tout récemment, on n'en a pas vu les conséquences. Je dois vous dire que je suis celui qui fait les courses chez moi quand nous sommes en relâche parlementaire. J'ai été en mesure de voir que le prix du boeuf au détail n'a pas diminué substantiellement, sauf tout récemment. On me dit que dans le reste du Canada, il y a eu des baisses beaucoup plus substantielles.

Je pense que c'est un autre problème qui est aussi important. Cela donne l'impression à la population québécoise que les producteurs bovins s'en tirent bien puisque les consommateurs payent leur viande

au comptoir le même prix qu'avant la crise. Ils se disent qu'il doit y avoir des revenus qui rentrent pour les producteurs de bovins, ce qui n'est pas le cas.

On a assisté à des problèmes très importants sur le plan financier. Je pourrais mentionner un article qui ne remonte pas à très longtemps. C'était dans le journal *L'Action* de Joliette du 21 septembre dernier. Ce n'est pas il y a un mois, c'était après la levée de l'embargo américain, après, évidemment, la fin du programme d'aide du gouvernement fédéral. Celui-ci n'a pas été prolongé, comme le secrétaire parlementaire l'a mentionné. Donc, M. André Ricard, président du Syndicat des producteurs bovins de Lanaudière, disait:

Si rien n'est fait d'ici décembre prochain, les producteurs bovins du Québec subiront des pertes monétaires supplémentaires de plus de 50 millions de dollars.

Ces pertes ne seront pas compensées car il n'y a plus de programme en cours. Il ajoutait:

Les producteurs n'ont pas les moyens de faire face à ces pertes qui n'auront comme seul résultat que de compromettre l'avenir de cette production.

Cela veut dire que plusieurs fermes risquent de fermer, non seulement dans Lanaudière, mais dans l'ensemble du Québec. Le député de Lotbinière—L'Érable signalait les problèmes dans sa région. Je suis convaincu que cette réalité est présente à l'échelle du Québec et du Canada.

• (1600)

On aurait donc dû faire des pressions sur les Américains. D'ailleurs, j'ai certains doutes quant à avoir si ce sont véritablement les pressions canadiennes qui ont mené à la levée de l'embargo ou si ce n'est pas tout simplement l'évolution de ce dossier, mais laissons-leur le bénéfice du doute.

Cependant, pour ce qui est du programme d'aide, c'est quelque chose que le gouvernement fédéral contrôlait. Tout le monde n'a pas été aidé par ce programme. Les producteurs de bovins qui vendent à d'autres éleveurs n'ont pas vu leurs pertes compensées par ce programme. Ce sont seulement ceux qui amenaient leurs bovins à l'abattage qui en ont bénéficié. Pourtant, les prix ont baissé pour l'ensemble du troupeau.

C'était aussi insuffisant. M. Ricard vient de le mentionner: c'était insuffisant quand cela existait; c'est encore plus insuffisant quand cela n'existe pas.

Dimanche, dans le cadre des portes ouvertes, on me donnait l'exemple suivant: normalement, on achetait un veau entre 800 \$ et 900 \$, et on pouvait le vendre entre 1 400 \$ et 1 500 \$. Actuellement, si on obtient 800 \$, on est content. Donc les programmes d'aide du gouvernement fédéral n'ont pas permis de compenser cette perte en totalité. Les producteurs ont donc dû amortir des centaines de dollars de perte par bête vendue. Comme ce sont des fermes familiales—je le mentionnais tout à l'heure, ce ne sont pas des multinationales—, comme ce sont des gens qui ont pris énormément de risques sur le plan de la capitalisation de leur ferme, ils sont financièrement fragiles. Ils ont besoin de cette aide. Ils en avaient besoin au moment où il y avait un embargo total; ils en ont toujours besoin au moment de cette levée partielle de l'embargo.

### *Les crédits*

De plus, il fallait prolonger le programme. Cela a été prolongé de quelques jours, comme le secrétaire parlementaire l'a mentionné, à cause d'un événement totalement imprévisible, soit la panne d'électricité dans une partie de l'est de l'Amérique du Nord. Cependant, la prolongation aurait dû se poursuivre jusqu'à ce que la crise soit totalement réglée. Ce n'est pas le cas. Particulièrement dans le cas de M. Ricard, l'essentiel de sa production était exporté aux États-Unis. Il est donc réduit à chercher de nouveaux débouchés, et il est à la merci de la situation actuelle. On aurait donc dû prolonger le programme jusqu'à la fin de la crise.

Cela dit, il est vrai qu'on doit continuer à faire des efforts à tous les niveaux pour être en mesure de soutenir cet état de crise. Par exemple, dans le cas de l'Union des producteurs agricoles de Lanaudière, c'est clair que mon collègue de Berthier—Montcalm et moi-même avons fait énormément de représentations non seulement auprès du gouvernement, mais auprès de l'ensemble de la population de la région de Lanaudière, pour sensibiliser celle-ci, et on va continuer à le faire.

On a appuyé les producteurs bovins, en particulier lors d'une journée organisée pour faire la promotion de la consommation du boeuf canadien ou du boeuf québécois, si vous préférez, monsieur le Président.

Dans ce contexte, la motion présentée par le Parti progressiste-conservateur est tout à fait valable. Je me rappelle, lorsque j'étais porte-parole en matière de commerce international, on a proposé au gouvernement, au ministre du Commerce international, à plusieurs reprises, que des délégations se rendent aux États-Unis. Cela s'est fait, mais de façon timorée. On s'est contenté de penser que les tribunaux, que ce soit par le biais de l'Organisation mondiale du commerce ou dans le cadre de l'ALENA, allaient régler notre problème, mais le problème n'est toujours pas réglé.

Il faut comprendre que ces problèmes sont de nature politique, et souvent des parlementaires seront en mesure, bien mieux que d'autres, de convaincre non seulement les parlementaires américains, mais l'ensemble de la population américaine que le boeuf canadien et le boeuf québécois sont de qualité.

Oui, on doit avoir cette délégation à laquelle la motion du Parti progressiste-conservateur fait référence et elle doit tenir compte de la réalité de l'ensemble des régions canadiennes, en particulier de la réalité québécoise.

Cependant, je ne suis pas surpris de cette attitude, de cette insensibilité du gouvernement libéral. En effet dans tous les autres dossiers, on n'a jamais de réponses consistantes de la part du gouvernement. Cela ne concerne pas seulement le dossier de la vache folle. Il y a aussi celui des tabaculteurs, toujours dans la région de Lanaudière. De plus, il y a la question de la gestion de l'offre; si on dit une chose, le gouvernement dit le contraire. En outre, il y a la question du transport des animaux fragilisés où rien n'est fait et on est en train de pénaliser des producteurs agricoles.

J'espère qu'à l'approche d'une élection, cela va peut-être réveiller certaines consciences et qu'on aura des résultats. Je souhaite qu'il y ait des résultats, parce que ce que je veux, c'est le développement de l'agriculture au Québec, de l'agriculture dans la région de Lanaudière. L'ensemble des producteurs agricoles, en particulier les producteurs bovins, peuvent compter sur le Bloc québécois pour les défendre aujourd'hui et après la prochaine élection.

• (1605)

**M. Claude Duplain (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député pour son intervention. Je l'ai trouvé

quand même assez optimiste, contrairement à ce qu'on a entendu auparavant. En tout cas, il comprend très bien les problèmes qui existent au Québec.

Par la même occasion, on pourrait aussi féliciter l'UPA qui organisait les journées portes ouvertes dans les fermes. Cela nous a permis de visiter des milliers de fermes au Québec et de nous rendre compte des problèmes qu'il y avait.

Je veux rassurer le député: le ministre est parfaitement au courant des problèmes dont il est question et il les comprend. Sans vouloir prendre sa défense au sujet de la lettre mentionnée, il faut dire que le ministre reçoit non pas des centaines, mais des milliers et des milliers de lettres depuis le problème de la vache folle. Je suis certain que la réponse à sa lettre lui parviendra.

Je voudrais juste faire une petite affirmation. Il faut comprendre que les agriculteurs du Canada ont développé une économie incroyable en collaboration avec le gouvernement fédéral, pour ce qui est de l'agriculture au Canada. On a vécu un problème, mais il faut dire que c'est en travaillant ensemble, les agriculteurs et le gouvernement fédéral, qu'on réussira à le régler.

**M. Pierre Paquette:** Monsieur le Président, je ne mets pas en doute la bonne foi du secrétaire parlementaire. J'ai eu l'occasion, dans plusieurs dossiers, de parler avec lui.

Ce que je constate, c'est qu'on n'est pas capables de résoudre les problèmes. Ce que je veux, ce sont des solutions. Le problème de la vache folle n'est pas le seul que nous ayons; on a toute une série de problèmes qui n'aboutissent pas. J'invite le secrétaire parlementaire à venir dans la région de Lanaudière et rencontrer les représentants de l'UPA. Je peux l'assurer qu'il sera bien reçu et que les agriculteurs seront en mesure de lui poser des questions. Ils veulent des réponses, pas simplement des accusés de réception.

Dans ce contexte, avec mon collègue de Berthier—Montcalm, je lui lance très amicalement l'invitation à venir, de rencontrer l'UPA de la région de Lanaudière.

**M. Claude Duplain:** Monsieur le Président, je peux seulement dire qu'il me fera vraiment plaisir de me déplacer pour aller rencontrer les représentants de l'UPA. De toute façon, je l'ai fait dans les régions qui me l'ont demandé.

Cela me permet d'ajouter quelque chose. On a déjà eu des contacts relativement à certains autres problèmes dans le domaine de l'agriculture. Justement, le député de Joliette a parlé tantôt de la problématique du tabac; on a rencontré des gens à ce sujet.

Cela me permet d'affirmer encore une fois que dans le nouveau cadre stratégique pour l'agriculture, nous allons investir 5,2 milliards de dollars en agriculture dans les prochaines années, en autant que les provinces signent le cadre afin que l'on puisse justement débloquer ces fonds pour aider les agriculteurs tout de suite. Cet argent, il est ici, on l'a dans les coffres. Il suffit de le prendre pour aider les agriculteurs, et nos confrères peuvent nous aider aussi à réaliser ce projet.

• (1610)

**Le vice-président:** Je ne sais pas si nous allons poursuivre les invitations, mais en attendant le député de Joliette a la parole.

**M. Pierre Paquette:** Monsieur le Président, l'invitation a été lancée de ma part, mais je n'en ai pas eu d'autre. Je dois dire qu'il faut faire extrêmement attention. On nous parle du cadre stratégique pour l'agriculture chaque fois qu'il y a un problème.



*Les crédits*

Je sais qu'il y a eu une signature par le gouvernement du Québec, mais du côté de l'Union des producteurs agricoles et de la Financière, il y a des conditions afin de concrétiser cet accord de principe, et je ne pense pas que les producteurs agricoles du Québec vont se laisser acheter.

S'il y a de l'argent maintenant, qu'on l'utilise dans des programmes ad hoc pour régler les problèmes qui sont maintenant présents au Québec. Je ne veux pas qu'on nous serve l'excuse du cadre stratégique pour l'agriculture. Si l'argent est là, on n'a qu'à créer les programmes de façon ad hoc. On l'a fait partiellement dans le cas de la crise de la vache folle. On aurait été capables de faire beaucoup mieux, dans ce cas-là comme dans d'autres, immédiatement.

[Traduction]

**M. Alex Shepherd (Durham, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur l'EBS. Je devrais préciser avant tout que, pendant une courte période de ma vie, j'ai été éleveur de bétail. Je n'étais qu'un petit producteur, mais j'ai appris à connaître les difficultés et les tribulations de cette industrie.

Il y a 15 ans, je me rappelle que le boeuf se vendait à 75 cents le quintal. Ces chiffres n'ont pas changé beaucoup au cours des années suivantes et, bien entendu, la crise de l'EBS a envenimé la situation.

Durant cette même période, les frais généraux de l'industrie ont augmenté considérablement. Le coût de l'essence pour les tracteurs et les autres machines agricoles s'est multiplié exponentiellement. Par ailleurs, en soi, la rentabilité de l'industrie de l'élevage est déjà assez limitée.

J'ai entendu les gens parler des capitaux requis, par exemple, pour exploiter un parc d'engraissement. Les marges de profit sont minimes alors les producteurs doivent compter sur le fort volume de production. Tout changement important dans le prix des intrants ou des extrants entraîne des fluctuations considérables dans les résultats nets d'une entreprise. Et c'est justement ce dont il est question aujourd'hui.

Le secteur de l'élevage occupe une place assez importante au Canada. Il représente environ 20 p. 100 des rentrées de fonds de tous les secteurs agricoles. C'est un secteur de quelque 6,6 milliards de dollars. D'après les statistiques que j'ai lues, le Canada compte 103 673 producteurs de boeuf et 77 p. 100 d'entre eux exploitent de petites entreprises de moins de 122 têtes de bétail. Ces producteurs génèrent un commerce à l'exportation d'une valeur excédant 3 milliards de dollars.

Lorsque j'ai entendu parler de l'EBS pour la première fois, comme tant d'autres agriculteurs de la région, j'ai cru que le problème se réglerait plus rapidement que ce fut le cas en réalité. Je crois que nous n'étions pas nombreux à comprendre pleinement toutes les ramifications de l'EBS et son impact sur notre industrie.

Les éleveurs de ma région se demandent souvent à haute voix pourquoi une seule vache de l'Alberta a causé une telle consternation. Je les ai souvent entendus dire que les marchés de Grande-Bretagne sont plus près d'eux que l'impact qu'a pu avoir ce seul cas de vache folle et je les entendus se demander pourquoi cette affaire leur nuisait autant.

Monsieur le Président, je vous rappelle que je partagerai mon temps de parole avec le député de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington.

La réalité, c'est que nous ne faisons pas de distinction quant à la région d'un pays où la maladie surgit. C'est simplement tout le pays qui fait l'objet d'un embargo. Comme nous le savons, les Européens, les Japonais et d'autres ont vécu ce péril dans une large mesure.

En toute franchise, le Canada est considéré comme un pays touché par l'ESB. Même si nous en parlons beaucoup et en discutons à la Chambre, c'est la réalité. Nous avons un cas signalé d'ESB et le Canada est considéré comme un pays frappé par l'ESB.

Je sais que beaucoup de nos consommateurs ont exigé de nous d'être diligents en ce qui concerne l'importation de denrées venant d'autres pays qui ont été frappés par cette maladie. En fait, la Grande-Bretagne, qui a eu des problèmes d'ESB, n'exporte toujours pas de boeuf aux États-Unis.

Nous pouvons voir que dans les 100 jours durant lesquels nous avons parlé de cet incident depuis qu'il s'est produit au Canada, nous avons fort bien réussi à rouvrir les frontières à la production bovine canadienne, beaucoup mieux que tout autre pays. Nous signons également des protocoles avec le Mexique pour essayer de trouver des façons de poursuivre l'importation et l'exportation de bovins entre notre pays et le Mexique en passant par les États-Unis.

Des choses tout à fait constructives se produisent. Le fond de la motion veut que rien ne se soit produit, ce qui n'est pas vrai.

• (1615)

J'étais l'un des membres de notre caucus rural qui a pu rencontrer les représentants de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, de la Fédération canadienne de l'agriculture et de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario. Il était intéressant d'entendre la plupart de ces gens, dans leurs observations préliminaires, remercier le gouvernement de ses efforts. Ils voulaient remercier le gouvernement d'avoir agi rapidement dans ce dossier en comprenant que le manque à gagner aurait des répercussions sur les éleveurs de bovins qui exportent des bovins sur pied en passant par la frontière canadienne et d'avoir trouvé une façon de leur donner de l'argent pour remédier en partie aux préjudices qu'ils subissaient.

Certaines personnes pensent que ma circonscription, Durham, fait partie de la région du Grand Toronto. D'une certaine façon, c'est vrai, mais je peux dire que General Motors est la principale entreprise de ma circonscription et que l'élevage de bovins vient au deuxième rang. Le secteur de l'élevage bovin représente 1,2 milliard de dollars pour l'Ontario et il vient au second rang dans l'agriculture ontarienne, seulement après le secteur laitier. Il y a environ 200 producteurs à Durham. C'est un peu moins de 1 p. 100 de tous les producteurs de l'Ontario.

Avant le 20 mai, les bovins finis se vendaient 1 500 \$ pièce ou 1,10 \$ la livre. En juillet, après le cas d'ESB, ce prix est tombé à 30¢ la livre. C'est une chute importante du prix de vente des bovins.

Depuis la réouverture de la frontière aux produits de boeuf emballés, les prix ont fait un bond. Je veux insister là-dessus, car cet aspect semble avoir été totalement occulté dans le présent débat. Les producteurs de ma circonscription ont dit que le fait que le prix soit passé à 75¢ a été une bénédiction pour ceux qui expédient des bovins sur pied, car ils ont pu en envoyer à des abattoirs de Montréal. Il y a eu un redressement important dans l'industrie, mais personne n'en parle ici.

*Les crédits*

En fait, c'est grâce à la politique du gouvernement et aux efforts qu'il a déployés que ce redressement aux effets positifs sur les producteurs de ma circonscription a été possible. Contrairement à ce que disent certains participants au débat d'aujourd'hui, ces producteurs ne blâment pas le gouvernement à proprement parler. Ils disent qu'ils apprécient les efforts qu'il déploie. Évidemment, ils aimeraient que le gouvernement fasse davantage. Ils aimeraient que les frontières soient complètement ouvertes aux exportations de bovins sur pied, comme elles l'étaient avant le 20 mai.

Je sais que les éleveurs, ces entrepreneurs fiers, rigoureux et indépendants, comprennent que le problème ne se réglera pas facilement. Il y a eu un cas d'ESB dans notre pays, et n'importe quel débat dans cette enceinte ne peut rien y changer.

La catégorie de bétail la plus durement touchée, c'est celle du bétail de qualité inférieure qui est très importante actuellement pour les producteurs. Habituellement, ces derniers obtenaient 50c. la livre ou environ 650 \$ pour une bête qu'ils exportaient. Présentement, ils obtiennent de 5 à 12¢ la livre, et il n'existe pas de subvention pour le bétail de qualité inférieure. Le grand problème de bien des producteurs, c'est la question de savoir comment procéder à l'abattage de leur troupeau. En réalité, ils ne tirent pas un seul cent de cela.

Il a été abondamment question du Cadre stratégique pour l'agriculture. Oui, il est vrai que, même dans ma circonscription, certaines personnes du milieu agricole sont mécontentes du Cadre stratégique pour l'agriculture qui a été proposé. D'après mon expérience de ce milieu, il est très difficile de rallier tous les producteurs et toutes les industries du secteur agricole. Sincèrement, je pense qu'on fait erreur si on voit là une forme de chantage, comme certains l'ont mentionné aujourd'hui, car il n'en est rien. En fait, nous devons avoir des accords signés pour que l'argent puisse circuler.

Comme l'agriculture relève à la fois du gouvernement fédéral et des provinces, nous devons conclure des ententes avec les provinces pour pouvoir verser de l'argent. La mise en oeuvre du cadre stratégique peut ne pas plaire à tous. Le gouvernement fédéral et le ministre de l'Agriculture ont parlé du processus de révision déjà en vigueur.

Il existe un mécanisme pour examiner le cadre et son application, mais j'encourage vivement l'Ontario, en particulier, à signer l'entente pour que l'argent puisse être versé aux producteurs qui en ont vraiment besoin. L'objet de ce programme est de gérer les risques.

● (1620)

Je sais qu'il ne me reste plus tellement de temps, mais je veux aborder une autre question, à savoir l'industrie laitière qu'on a oubliée dans toute cette histoire. J'ai, dans ma circonscription, un certain nombre d'éleveurs qui exportent des vaches laitières non seulement vers les États-Unis, mais dans le monde entier. Il leur est interdit pour l'instant d'exporter leurs bêtes. Cela a eu des répercussions fort négatives sur leur exploitation. Évidemment, ils ne touchent pas de subventions. On s'entend pour dire qu'il faudrait songer à leur situation. Bien involontairement, ils subissent les contre-coups d'une crise causée par la découverte de l'ESB chez un seul bovin. C'est sûrement l'animal le plus coûteux jamais vu au Canada et peut-être même dans le monde entier.

Je n'appuie pas la motion. Elle ne vise qu'à épater la galerie. L'opposition semble croire que nous ne devrions pas avoir une politique étrangère indépendante, mais les producteurs, dotés d'un grand esprit d'indépendance, jugent, quant à eux, que nous prenons beaucoup de mesures positives.

**M. Gary Schellenberger (Perth—Middlesex, PC):** Monsieur le Président, je n'oublierai pas de m'adresser à vous cette fois.

J'ai un commentaire à ce sujet. Je reconnais que le ministre de l'Agriculture et le Comité de l'agriculture ont travaillé très fort pour régler ce problème. Je sais en quoi consistent les difficultés, car j'étais présent à Cancun. J'ai consulté de nombreuses personnes. Je sais à quel point il est difficile de négocier avec les divers pays et de tout coordonner.

Je ne joue pas pour la galerie. Je tiens simplement à dire que j'aimerais que mon collègue comprenne que je ne crois pas qu'il est mauvais d'essayer des mesures différentes ou nouvelles ou d'accélérer le processus pour ouvrir les frontières. C'est là où je veux en venir. Je ne dis pas que ce qu'on a fait jusqu'à maintenant ne tenait pas compte de l'urgence et de l'importance de la situation.

J'ai observé l'effet que nous avons eu au cours des réunions à Cancun. Effectivement, en tant que parlementaires, nous avons eu un certain effet, mais nous n'avons pas le poids qu'auraient les ministres ou les membres de premier plan. C'est pourquoi je propose que le premier ministre dirige une délégation multipartite, comme celle à Cancun. Il serait bon que les chefs des partis ou les membres de premier plan présentent un exposé au président ou au vice-président. À mon avis, même si nous sommes bien en vue, cela nécessite des personnes occupant le devant de la scène. Je crois aussi que le premier ministre doit être de la partie.

**M. Alex Shepherd:** Monsieur le Président, je suis très heureux que le député de Perth—Middlesex me pose cette question. La vérité est que le premier ministre a parlé à maintes reprises au président des États-Unis à propos de ce dossier. Nous savons que le ministre de l'Agriculture a parlé avec son homologue du Japon et celui des États-Unis, Mme Veneman. Nous savons que ces discussions se poursuivent.

J'ai entendu le député de Pictou—Antigonish—Guysborough laisser entendre que la position du premier ministre et de son parti sur la question irakienne et d'autres dossiers relatifs aux affaires étrangères, position qui rappelait que le Canada, en tant que nation, est libre de choisir sa politique étrangère, est en quelque sorte responsable de la situation et de la fermeture continue de notre frontière. La motion n'est rien de plus qu'une ruse politique pour donner l'impression que les partis d'opposition agissent dans ce dossier.

En fait, ces producteurs sont des gens indépendants qui ne veulent pas mendier. Ils croient qu'il faut négocier entre égaux, et c'est exactement ce que le gouvernement fait.

● (1625)

**M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler de la grave crise qui fait actuellement rage. J'ai rencontré bien des habitants des comtés de Prince Edward et de Hastings ainsi que de Lennox, d'Addington et de Frontenac. Ils éprouvent tous des difficultés, mais je voudrais saisir cette occasion pour parler des mesures que nous avons prises et continuons de prendre.

*Les crédits*

Le gouvernement comprend parfaitement les difficultés financières que les éleveurs canadiens et le secteur canadien de l'élevage ont éprouvées et continuent d'éprouver depuis la mauvaise nouvelle du 20 mai, soit la découverte d'un cas isolé d'ESB. Lorsque nous exportons pour 4 milliards de dollars de bétail et de viande de boeuf par année et que notre principal client ferme sa frontière, les conséquences ne peuvent être que très lourdes. Elles l'ont été pour les exploitations agricoles, les parcs d'engraissement et toute l'industrie du boeuf.

Le gouvernement du Canada continue de travailler avec les représentants de l'industrie pour l'aider à traverser cette dure période. C'est ce que nous avons fait dès le début et continuerons de faire jusqu'au complet rétablissement de l'industrie intégrée du boeuf que nous avons en Amérique du Nord jusqu'au 19 mai.

La priorité immédiate a été de faire porter nos efforts sur la réouverture de la frontière, mais le gouvernement s'est également efforcé d'aider l'industrie financièrement jusqu'à ce que le commerce de la viande de boeuf et du bétail reprenne avec tous les partenaires commerciaux du Canada. Bien sûr, d'autres secteurs sont touchés, par exemple ceux de la chèvre et du mouton. Comme on l'a signalé, du bétail de toutes sortes est touché, comme les vaches laitières, les génisses et les vaches sur le point de mettre bas.

Mes collègues se souviendront qu'immédiatement après l'annonce de cette nouvelle, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a lancé une enquête exhaustive de retraçage en amont et en aval. Cette enquête a entraîné l'élimination de quelque 2 700 animaux. L'ACIA a maintenant indemnisé les producteurs pour la perte de tous les animaux dont l'abattage a été ordonné pendant le déroulement de l'enquête. Les chèques, dont les montants sont fondés sur la valeur marchande de chaque animal, ont été postés.

Lorsqu'il est devenu évident que la réouverture de la frontière américaine n'était pas imminente, mon collègue, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a annoncé conjointement avec ses collègues provinciaux et territoriaux, le 18 juin, la création d'un programme d'aide à frais partagés de 460 millions de dollars. Le gouvernement fédéral contribue au Programme national de redressement de l'ESB à hauteur de 276 millions de dollars, et les provinces et les territoires, à hauteur de 184 millions.

Cette aide permettait d'indemniser les producteurs lorsque le prix des bovins tombait en-deçà du prix de référence fondé sur la valeur marchande aux États-Unis. Les producteurs d'autres ruminants étaient également admissibles à une aide financière.

En vertu du programme, les usines de transformation se sont également vu offrir des incitatifs afin de vendre ou retirer de leurs stocks les coupes de viande excédentaires produites après le 20 mai. Cette mesure visait à libérer les entrepôts, afin de permettre au secteur de la transformation d'accroître sa capacité d'approvisionner le marché intérieur.

Le 17 août, mon collègue, le ministre de l'Agriculture, a annoncé une bonification de 36 millions de dollars du programme de redressement.

Le Programme national de redressement de l'ESB, dans lequel le gouvernement fédéral a engagé 312 millions de dollars, a pleinement atteint son objectif. Les niveaux d'abattage ont été ramenés aux niveaux d'avant le 19 mai. Le marché intérieur a été maintenu en activité et les parcs d'engraissement et le secteur de la transformation ont été indemnisés pour la baisse marquée des prix. Si nous avions pu compter sur l'aide, le soutien et un comportement équitable du secteur de la transformation, nous aurions certainement pu faire

mieux. À mon avis, ce secteur d'activité n'a pas fourni un effort suffisant.

L'automne a maintenant commencé. Les veaux sortent des pâturages et les producteurs ont toujours un besoin urgent d'aide financière pour atténuer les effets de la fermeture de la frontière. À cette fin, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a également annoncé à l'intention des producteurs, le 17 juin, une aide aux sinistrés en vertu d'accords bilatéraux, les provinces s'étant déjà engagées à financer les cinq éléments du Cadre stratégique pour l'agriculture. Certaines provinces ont signé ces accords bilatéraux hier, et les producteurs pourront présenter des demandes d'aide d'ici deux semaines.

Ces avances constituent une mesure temporaire, en attendant la mise en oeuvre intégrale, à la grandeur du Canada, du nouveau programme de gestion des risques de l'entreprise. Le financement temporaire sera égal à une partie des paiements anticipés d'un producteur pour cette année, au moment de l'entrée en vigueur du nouveau programme canadien de protection du revenu agricole.

Pas plus tard que vendredi dernier, mon collègue, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, a annoncé le versement de la deuxième portion du financement transitoire de 600 millions de dollars comme aide supplémentaire destinée aux agriculteurs. Cette aide s'inscrit dans l'investissement de 1,2 million de dollars que le gouvernement du Canada avait annoncé en juin 2002.

• (1630)

Ce financement aidera les agriculteurs ayant des besoins immédiats à cause de l'ESB et des autres problèmes survenus cette année. Cet automne, des agriculteurs de partout au Canada recevront directement un chèque. Les paiements seront calculés en fonction de la moyenne des ventes nettes admissibles d'un éleveur, établie sur les cinq dernières années. Ils ne seront pas considérés comme des recettes dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.

La plupart des groupes d'agriculteurs préfèrent cette approche de paiement direct qui respecte en outre l'engagement du gouvernement du Canada de continuer à soutenir l'industrie pour qu'elle puisse subvenir à ses besoins immédiats au cours de la transition vers les nouveaux programmes du Cadre stratégique pour l'agriculture. Je sais que mon collègue le ministre de l'Agriculture compte mettre les ressources disponibles à la disposition des agriculteurs dans les meilleurs délais possibles.

La gestion des risques opérationnels établie dans le Cadre stratégique pour l'agriculture prévoit une somme annuelle de 1,1 milliard de dollars de fonds fédéraux à l'intention des producteurs des provinces signataires de l'entente de mise en oeuvre. Ensemble, les provinces et les territoires verseront une somme supplémentaire de 700 millions de dollars à ce fonds, en vertu de l'entente de partage des coûts. L'investissement total sera donc de 1,8 milliard par année, soit quelque 9 milliards de dollars sur cinq ans.

Nous devons verser ces fonds du CSA le plus tôt possible. Ce qu'il faut immédiatement, ce sont des capitaux, mais nous continuons de travailler avec l'industrie pour évaluer ses besoins. Le gouvernement du Canada demeure engagé à prendre toutes les mesures possibles pour aider les éleveurs et notre industrie à traverser cette crise. Nous avons travaillé en collaboration avec l'industrie du boeuf et nous ne réduirons pas nos efforts d'un iota tant que l'intégration complète du marché nord-américain n'aura pas été rétablie.

### Les crédits

Je remercie mon voisin et notre ami, le ministre de l'Agriculture, ainsi que son ministère, car il nous suffit de consulter les dossiers. Il est triste d'avouer que notre pays est touché par l'EBS. Cependant, aucun pays touché par l'EBS n'a réussi à exporter ses produits au-delà de ses frontières aussi rapidement que le Canada ne l'a fait et nous devons cet exploit à la science et à la coopération de notre voisin les États-Unis.

À l'exception de quelques habitants des régions frontalières qui profitent du protectionnisme, les États-Unis veulent rouvrir la frontière. Mon voisin et notre ami le ministre de l'Agriculture a travaillé sans relâche tout l'été. Il a fait tant et si bien que la secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, Ann Veneman, prend maintenant des mesures pour accélérer le processus. Espérons que tout se déroulera pour le mieux et que la frontière sera bientôt réouverte afin que l'on puisse reprendre un transport normal dans les deux sens.

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je veux remercier le député pour son allocution sur l'EBS. C'était un peu décourageant parce qu'il s'agissait d'une allocution d'un libéral qui encensait le gouvernement libéral et ce qu'il a fait. Tous les Canadiens s'inquiètent grandement du fait que la frontière n'est pas complètement ouverte. Lorsque la frontière sera ouverte et que les bovins sur pied pourront la traverser, alors peut-être pourrons-nous prendre du recul et nous féliciter davantage. D'ici là, la majorité des Canadiens veulent connaître la position actuelle du gouvernement.

Le 20 mai, un cas isolé d'EBS a été déclaré au Canada. L'Agence canadienne d'inspection des aliments est passée à l'action. Elle a le pouvoir de déterminer, de suivre et de faire connaître les lignées génétiques de l'animal afin de prouver hors de tout doute qu'il s'agit d'un cas isolé.

Depuis ce temps, le gouvernement n'a pas élaboré de stratégie en vue d'ouvrir la frontière aux bovins vivants. Nous apprécions l'aide provenant du programme de redressement et des autres programmes, mais nous n'avons eu connaissance d'aucune stratégie comportant des échéanciers démontrant ce que le gouvernement fait présentement pour ouvrir la frontière. Nous avons un processus et un protocole pour les pays qui connaissent une éclosion de l'EBS. La majorité de ces protocoles sont mis en place pour les pays présentant de nombreux cas d'EBS. Nous avons eu un cas isolé.

Le député peut-il nous dire s'il croit que le processus comporte des lacunes? Pourrait-il nous dire que le protocole de réouverture de la frontière est boiteux?

Le gouvernement qui mérite des félicitations est celui qui met en place un processus avant que la crise ne survienne. Étant donné l'état de la crise, quelle stratégie emploiera le gouvernement pour faire savoir au public et aux producteurs qu'un processus visant à inciter les Américains à ouvrir la frontière est en place?

• (1635)

**M. Larry McCormick:** Monsieur le Président, notre stratégie consiste à poursuivre nos efforts dans ce domaine. Comme je l'ai dit, le ministre, le premier ministre et plusieurs autres ministres se sont réunis et ont eu des discussions à tous les paliers du gouvernement américain. Nous avons fait valoir les données scientifiques reconnues à travers le monde aussi bien que celles de Brian Evans, l'un des meilleurs vétérinaires de la planète.

Cela n'empêche pas qu'il y ait une vie politique en Amérique du Nord et que nos voisins tiennent des élections.

Nous avons en main des pages et des pages de dossiers et de documentation montrant que nos ministres se sont entretenus avec

les Américains et les Japonais ou qu'ils ont contacté les Mexicains. Ils n'ont cessé de faire la navette auprès d'eux.

Nous disposons des faits scientifiques pertinents et c'est pourquoi la frontière est maintenant ouverte, et qu'elle a été rouverte plus rapidement que pour tout autre pays atteint par l'EBS. Je souhaiterais la voir ouverte toute grande. C'est bien sûr ce que nous préférierions.

J'aimerais profiter de l'occasion pour souligner une chose. Le journal de Calgary n'a pas toujours appuyé les libéraux et pourtant il affirme aujourd'hui:

La ministre de l'Agriculture de l'Alberta a déclaré que l'argument d'Ottawa, selon lequel les fonds d'assistance n'avaient pas encore été obtenus, était raisonnable. «Je ne contesterai pas cela», a dit Mme McLellan. Ils disposent de l'argent nécessaire.

Travaillons de concert et ouvrons cette frontière le plus tôt possible.

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, j'ai bien écouté les observations du député. Je conviens, en effet, qu'il semble ne pas y avoir eu de plan complet et je reconnais que des efforts extraordinaires ont été accomplis à tous les niveaux, en particulier de la part des intervenants.

J'ai suivi très attentivement lorsque, dans une partie de son discours, le député a déclaré: «et ce gouvernement libéral est déterminé à faire n'importe quoi.»

Ma question au député est la suivante. Pourquoi le gouvernement ne soutiendrait-il pas un effort impartial? Puisque d'autres ministres, d'autres députés, d'autres émissaires sont intervenus et ont pris la peine d'aller à Washington dans ce but, pourquoi le gouvernement ne soutiendrait-il pas cet effort?

J'entends quelqu'un se faire aller les mâchoires par là-bas pour indiquer qu'il s'agit d'un effort partisan. Mais je rappelle au député que les membres du Comité de l'agriculture, députés de son propre parti, ont appuyé une motion presque identique que le Comité de l'agriculture a présentée à l'occasion d'une réunion spéciale qui s'est tenue cet été. Pourquoi y a-t-il maintenant un retrait?

Je sais que le député a passé un certain temps dans une exploitation agricole. Quand j'étais petit, dans notre famille, nous élevions des bovins. Pendant que mon père était ici, mon grand-père et moi nous occupions de notre troupeau de Highland. Je sais donc quels sont les périls qui menacent les agriculteurs. Je connais très bien l'angoisse qu'ils ressentent à propos de ces bovins qu'il faudra peut-être nourrir durant les mois d'hiver parce qu'ils ne peuvent pas les amener au marché. Ils ne peuvent pas les abattre à l'automne, comme ils le font d'habitude.

Si le gouvernement est sincère lorsqu'il dit «nous sommes disposés à faire n'importe quoi, nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir», pourquoi ne soutiendrait-il pas une intervention impartiale, un effort pour amener les intervenants, les membres de la collectivité agricole, les députés, les leaders...

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je veux laisser un peu de temps au député pour qu'il puisse répondre. Le député de Hastings—Frontenac—Lennox and Addington a la parole.

**M. Larry McCormick:** Monsieur le Président, j'apprécie les remarques faites par le chef du Parti progressiste-conservateur, qui est un homme très brillant. Je félicite aussi le député qui a proposé, avec de bonnes intentions, la motion à l'étude aujourd'hui. Je lui reconnais le mérite qui lui revient.

Notre Comité de l'agriculture a la réputation de s'entendre avec tous les partis plus que tout autre comité sur la colline. J'ai dit cela dans les dix provinces et j'espère pouvoir continuer de le dire.

*Les crédits*

Je ne crois pas que le moment soit opportun. La semaine dernière, nous avons eu des gens de l'industrie du boeuf et un camion à bétail sur la colline. Je suis allé plus tard à la rencontre avec le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, la Fédération de l'agriculture de l'Ontario et la Fédération canadienne de l'agriculture. Le ministre a mis cartes sur table et nous avons fait des progrès énormes selon les hauts fonctionnaires du département américain de l'Agriculture.

Je crois que nous approchons du but. Nous avançons de plus en plus rapidement. Je ne crois tout simplement pas que ce soit le temps pour nous d'aller à Washington. Nous sommes déjà allés là-bas pour témoigner devant un comité, et je crois que nous devrions le faire régulièrement, comme l'a mentionné mon collègue.

• (1640)

**M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, je félicite également le chef du Parti progressiste-conservateur d'avoir présenté cette motion, étant donné que notre chef a fait la même chose de diverses façons.

Dans le cadre de ce processus, nous avons réussi à faire des observations générales assez tragiques concernant le rendement du gouvernement. Nous pouvons déterminer combien de temps le gouvernement mettra à réagir selon le genre de pressions auxquelles celui-ci est soumis.

Si les pressions viennent de l'intérieur et sont exercées par des particuliers et des organismes voulant obtenir rapidement leur subvention ou leur contrat, ou si ces pressions découlent de choses qu'ils ont accomplies pour le gouvernement ou de leur domination, le gouvernement peut régler ces problèmes à la vitesse de la lumière. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une des crises inévitables de la vie, lorsqu'il s'agit d'un problème touchant tous les Canadiens en général, c'est-à-dire des Canadiens qui ne s'attendent peut-être pas à obtenir une nomination, un contrat ou une subvention, le gouvernement bouge alors à la vitesse d'un glacier.

Le problème, c'est que des gagne-pain sont en jeu lorsque surviennent des crises semblables. Il est inexcusable d'avoir un gouvernement qui traîne les pieds et qui n'est pas plus préoccupé, sans doute parce que bon nombre des personnes touchées, mais non toutes, ne sont pas visibles du haut de la tour du CN.

Il est vrai que de nombreux Ontariens sont touchés. Toutefois, l'industrie qui joue un rôle si vital au sein de l'économie de l'ouest du Canada est en difficulté. Elle a été durement éprouvée. On peut voir le scénario. Lorsque des gens proches du Parti libéral ont besoin d'aide, le gouvernement se porte rapidement à leur secours.

Lorsque le problème se pose hors des rangs du parti, la première réaction consiste habituellement à nier son existence. Nous avons été témoins de ce comportement à l'occasion de différentes crises. Puis, lorsque des groupes et des citoyens réagissent et que l'opposition se fait entendre et souligne l'existence d'un problème, on note un changement. Le gouvernement change d'attitude et reconnaît qu'il peut y avoir un problème.

On reconnaît à contrecœur qu'il pourrait exister un problème touchant les Canadiens. Ce n'est alors que sous l'empire de pressions soutenues, habituellement exercées par l'opposition, que le gouvernement reconnaît qu'il existe un problème et qu'il prend quelques menues mesures pour corriger la situation, pour ensuite se croiser les bras et dire qu'il a réglé la question.

Nous sommes continuellement témoins de ce genre de scénario. En toute franchise, c'est inacceptable lorsque le gagne-pain et l'avenir des gens sont en jeu.

[Français]

Regardez chaque incident international survenu cette année: la panne d'électricité en Ontario; l'apparition du SRAS à Toronto; les problèmes du bois d'oeuvre. Toutes ces difficultés ont mis en lumière le manque de prévoyance et l'incapacité de répondre du présent gouvernement.

Le ministre Vanclief est allé à Tokyo, en juin, mais il est revenu avec rien. Les Japonais n'étaient pas en mesure d'expliquer ce qu'il fallait pour rétablir le commerce international et le ministre n'a pas présenté d'idées aux Japonais pour résoudre le problème. La crise continue.

Une autre question qu'on peut se poser est la suivante: où est le ministre du Commerce international? Où est-il?

Est-ce suffisant que le premier ministre Jean Chrétien parle au téléphone? Ce n'est pas suffisant.

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. C'est la deuxième fois qu'on nomme par son nom un membre du cabinet ministériel, alors qu'on devrait faire référence à son ministère. J'espère que l'honorable député de Okanagan—Coquihalla pourra adapter son texte et mentionner le ministère ou le titre en question plutôt que le nom de la personne.

**M. Stockwell Day:** Comme d'habitude, monsieur le Président, vous avez raison. Merci de m'avoir corrigé, j'en avais besoin.

Je disais donc que ce n'est pas suffisant que notre premier ministre ait seulement parlé au téléphone.

• (1645)

[Traduction]

Ça ne suffit pas. Il faut faire davantage.

Nous avons jeté un coup d'oeil à la réaction rapide de l'industrie elle-même, que ce soit les intervenants des secteurs du boeuf, du veau ou des produits laitiers. L'industrie accuse un manque à gagner de 1 milliard de dollars et s'apprête à affronter un véritable hiver de mécontentement, au cours duquel il faudra nourrir le bétail, faute de quoi nous risquons d'avoir à abattre plus de 700 000 bêtes.

Le programme d'aide annoncé en juin a pris fin le 30 août. Aujourd'hui, c'est le premier jour de l'automne et le signe avant-coureur de l'hiver. Quelles que soient les opinions sur le réchauffement de la planète, ce sera un hiver froid pour l'industrie. Les banques, les fournisseurs de matériel et les détaillants des petites localités de l'Ouest, de l'Ontario et des autres régions du Canada seront tous confrontés à des choix difficiles.

Le ministre de l'Agriculture a déclaré que des fonds seront libérés, mais il a précisé que cela se ferait lorsque les agriculteurs auront forcé leurs gouvernements provinciaux respectifs à adhérer à un Cadre stratégique pour l'agriculture qui s'avère insatisfaisant. C'est une chose de déclarer haut et fort que des fonds seront versés, mais c'en est une autre de passer aux actes, ce que les libéraux ne font jamais. Les libéraux affirment que lorsque les agriculteurs auront amené leurs gouvernements à adhérer au cadre stratégique, une politique laissant beaucoup à désirer, ils libéreront des fonds. Ils devraient plutôt être honnêtes en ce qui concerne l'argent et expliquer pourquoi ils ne le libèrent pas. Le nouveau cadre stratégique ne prévoit pas les situations d'urgence comme les fermetures de frontières et accorde moins d'indemnités en cas de mauvaises années que les programmes antérieurs.

*Les crédits*

La Canadian Cattlemen's Association exhorte le gouvernement à participer à la recherche de nouveaux marchés. Si nous avons bien compris, la Russie était disposée à acheter des bêtes plus âgées et à payer aux éleveurs jusqu'à 330 \$ par tête pour une proportion de 10 p. 100 des troupeaux. C'est la proportion de bêtes réformées au cours d'une année. L'association demande également que le paiement, peu importe l'abattage, permette aux éleveurs d'attendre le meilleur moment pour vendre plutôt que d'inonder un marché à la baisse.

Les gens dans l'industrie, des travailleurs acharnés, le secteur agricole, se sont creusé la tête pour trouver des solutions. Ils ne se contentent pas de se croiser les bras, de crier et de protester, bien qu'ils ne s'en privent pas. Ce fut pour moi un plaisir et un honneur que de participer à une manifestation et à un grand rassemblement sur les marches du Parlement, la semaine dernière, en compagnie de collègues et de députés de presque tous les partis, à l'exception du parti au pouvoir.

**M. Larry McCormick:** J'y étais.

**M. Stockwell Day:** Monsieur le Président, il y en a un qui se manifeste. Je n'étais pas au courant qu'un élément de l'arrière-ban était représenté. Il a dû se rendre à l'évidence, voire comment les choses tournaient et décider de mettre le nez dehors. Loin de moi l'idée de présumer que c'était avec des intentions négatives. Je pense qu'il y est allé de bon coeur et je le lui reconnais.

Les chefs de tous les autres partis étaient là et ils ont pris la parole. Où était le chef du parti au pouvoir, pour au moins dire que le gouvernement comprenait qu'il y avait un problème? Il n'y avait personne. Ça ne peut pas continuer comme ça. Un gouvernement qui ne réagit pas rapidement aux préoccupations et aux pressions de ses citoyens devrait renoncer au pouvoir, ce qu'il a déjà fait, et au droit de dire qu'il représente le peuple, parce que ce n'est pas vrai.

Le doute lancinant quant à l'existence de solutions à tous ces problèmes commence à envahir l'esprit des Canadiens, mais le gouvernement semble ralentir et tergiverser. Aujourd'hui, le chef de l'Alliance canadienne a posé une question. Le gouvernement attend-il pour proposer des solutions que l'autre premier ministre, il est rare d'en avoir deux à la fois, arrive sur la scène nationale avec toutes sortes de solutions et donne l'impression qu'il a réponse à tout? Est-ce que, ce faisant, on met les Canadiens en danger? Les Canadiens qui vivent ces crises, qui pourraient être résolues si la volonté y était, sont-ils soumis à ces pressions parce que les libéraux s'approprient dans les coulisses à présenter leur nouveau chef dans quelques mois avec les réponses, avec les solutions qui pourraient être mises en place aujourd'hui?

• (1650)

Demandons au gouvernement d'agir maintenant, d'agir aujourd'hui, d'arrêter ses petits jeux et de faire passer les gens en premier. Paradoxalement, les gens réagiront probablement bien, mieux que s'ils ont l'impression qu'on leur joue la comédie à des fins politiques. Nous demandons au gouvernement de faire passer les gens en premier.

**M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux que l'orateur précédent ait édulcoré sa pensée.

Je n'ai pas pu vous rencontrer sous le chapiteau lorsque j'étais à Merritt, comme j'ai pu le lire dans votre chronique...

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je sais que cet échange se veut amical, mais les échanges peuvent parfois être un

peu moins amicaux. Veuillez vous adresser à la présidence dans vos interventions.

**M. Larry McCormick:** Monsieur le Président, merci beaucoup de m'avoir repris.

Cette année, je suis allé dans l'ouest du Canada, dans la grande région de Merritt, une région que j'admire beaucoup et où on élève des bovins, et je veux simplement demander au député de préciser sa pensée au sujet du Cadre stratégique pour l'agriculture. Il affirme que ce cadre est boiteux. Si je ne me trompe pas, la Colombie-Britannique a avalisé cette politique en juin ou plus tôt.

Je souhaiterais que les provinces y adhèrent et qu'elles se mettent au travail. J'ai la certitude qu'elle peut être modifiée. En fait, une révision est prévue annuellement.

Je m'attends à ce que le député respecte les personnes qualifiées de sa province. Je ne crois pas que cette politique soit boiteuse, sinon la Colombie-Britannique n'y aurait pas adhéré avant les autres.

**M. Stockwell Day:** Monsieur le Président, permettez-moi d'abord d'apporter quelques précisions. Le député dit qu'il était sous le chapiteau, à Merritt. Merritt est une ville merveilleuse située dans la circonscription que j'ai l'honneur de représenter. Les gens de Merritt ont beaucoup de «mérite», car ils ont subi de nombreuses crises et sont certainement victimes de la crise du boeuf. Comme le sait sans doute le député, la ville et ses environs se trouvent dans la vallée Nicola, où est situé le plus vaste ranch en Amérique du Nord.

Quand je suis à Merritt pour des réunions, comme il m'arrive souvent, j'aime installer un petit kiosque en plein coeur de la ville, sur la «Main». Lorsque j'installe une affiche pour signaler ma présence, les gens viennent me parler de leurs préoccupations. De cette manière, les gens très occupés n'ont pas à essayer de me rencontrer dans un bureau. Nous nous parlons dans la rue. Cette méthode porte fruit. Il est dommage que le député n'ait pas pu se joindre à moi sous le petit chapiteau, car nous aurions pu avoir une bonne discussion.

C'est une chose pour les provinces d'adhérer au nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture, quoique certaines ne le font pas. Cependant, ne se voyant offrir qu'une mince compensation, toute province y adhèrera presque certainement. Compte tenu des pressions s'exerçant sur elles, certaines provinces céderont au désespoir et y verront même une forme de chantage. C'est à prendre ou à laisser, de sorte que les provinces doivent se contenter de beaucoup moins que ce à quoi elles auraient droit. C'est le type de pression qui est exercée sur les provinces adhérant au cadre. Évidemment, les provinces prendront ce qu'elles peuvent obtenir, mais elles ne bénéficient pas de vraies solutions parce que le gouvernement fédéral n'a pas fait sa part.

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, ce qui m'a particulièrement frappé dans ce qu'a dit le député, c'est la vitesse à laquelle le gouvernement peut réagir. Nous l'avons constaté lorsqu'il a été question de l'achat d'avions à réaction Challenger. Nous l'avons constaté relativement à l'adjudication de marchés qui font actuellement l'objet d'une enquête de la GRC. Nous avons été témoins de nombreuses pratiques douteuses du gouvernement en matière de publicité. Nous avons vu toutes sortes de situations où il était possible d'avoir très rapidement accès à des fonds. Nous l'avons constaté aujourd'hui, alors que des fonds supplémentaires ont été octroyés pour le registre des armes à feu. De toute évidence, lorsque la motivation et la volonté politiques existent, le gouvernement peut avoir accès à des fonds.

*Les crédits*

Ma question au député concerne l'antiaméricanisme dont le gouvernement fait preuve, y compris le ministre canadien des Ressources naturelles, qui a dit du président des États-Unis qu'il n'avait pas l'étoffe d'un chef d'État. Le député croit-il que cela peut expliquer, en partie, le problème politique qui existe entre Washington et Ottawa, que cela peut avoir des répercussions sur notre capacité d'avoir un entretien avec le président et de discuter réellement des solutions qui s'imposent pour surmonter la crise de l'ESB qui paralyse l'industrie canadienne de l'élevage bovin?

**M. Stockwell Day:** Monsieur le Président, je remercie le député de poser la question, qui correspond si fidèlement à notre position que je ne peux m'empêcher de me demander comment nos deux partis pourraient collaborer encore plus étroitement.

C'est un aspect du problème que les libéraux fédéraux n'aiment pas aborder, mais en fait, comme c'est le cas avec les relations internationales, avec les relations étrangères et même avec les relations avec nos voisins du sud, ce sont des relations entre des personnes. Le chef du Parti progressiste-conservateur a bien raison lorsqu'il souligne qu'il est drôlement plus difficile de trouver une solution lorsqu'on ne cesse d'insulter toutes les personnes concernées par le problème en question. Le Parti libéral fédéral a choisi de suivre une politique antiaméricaine. C'est la position de principe adoptée par les libéraux. Ce n'est pas seulement un réflexe viscéral, c'est leur position de principe.

J'aurais nettement préféré que le premier ministre se batte pour défendre le Canada dans des dossiers comme la politique agricole américaine et ses subventions, qui nuisent à tous les agriculteurs canadiens, celui du bois d'oeuvre résineux et, certainement, celui du boeuf. J'aurais aimé qu'il concentre son attention et ses efforts sur ces questions plutôt que sur les insultes qu'il lance et qu'il laisse ses ministres lancer en toute impunité. Cette situation a empoisonné les négociations. Le député a bien fait de le souligner.

• (1655)

[Français]

**Le vice-président:** Avant la reprise du débat, conformément à l'article 38 du Règlement, il est de mon devoir de faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera au moment de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Saskatoon—Humboldt, La fonction publique; l'honorable député de Windsor-Ouest, L'infrastructure.

[Traduction]

Reprise du débat. Le député de Crowfoot a la parole.

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, c'est pour moi un privilège que de prendre encore une fois la parole à la Chambre pour appuyer la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui et qui exhorte le premier ministre à réunir à diriger une délégation multipartite afin de se rendre à Washington dans le but de faire rouvrir pleinement la frontière américaine aux cargaisons de bétail du Canada et j'ajouterais également au bétail sur pied puisque ce n'est pas uniquement la viande de boeuf qui est touchée par ce conflit.

J'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter les députés de mon parti de leur diligence et de l'immense travail qu'il ont fait pour faire connaître le triste sort qui est réservé au secteur de l'élevage bovin au Canada, particulièrement les députés des régions rurales qui doivent traiter tous les jours avec des grands éleveurs, des agriculteurs et des éleveurs de bovins qui craignent pour leur avenir, sachant que le gouvernement se lance dans cet exercice sans réellement avoir de

stratégie à présenter et qu'il ne sait pas non plus comment il pourra réaliser ce qu'il prétend vouloir réaliser

Le seul cas d'ESB découvert a eu des conséquences évidentes et dévastatrices sur tout le secteur de l'élevage bovin. Ces conséquences se feront sentir pendant longtemps. Pour être franc, ces conséquences se feront sentir pendant très longtemps parce que dès le début, le gouvernement libéral n'a pas considéré qu'il s'agissait là d'une priorité. Quoi qu'en aient dit certains députés aujourd'hui, d'autres questions qui ont été soumises à la Chambre ont détourné l'attention des députés du dossier de l'ESB. Pendant ce temps, les éleveurs éprouvent beaucoup de difficultés.

Le secteur de l'élevage bovin a perdu plus d'un milliard de dollars jusqu'à maintenant et environ 100 000 Canadiens ont été directement touchés par cette tragédie. Nous reconnaissons bien sûr que les grands éleveurs, les éleveurs de bétail, les éleveurs-naisseurs et les exploitants de parcs d'engraissement éprouvent des difficultés. Ce sont les premières victimes de la crise actuelle, mais il y en a bien d'autres également. Il suffit de penser aux maisons d'encan et aux entreprises de vente aux enchères, aux parcs à bestiaux, aux propriétaires d'abattoirs, aux transporteurs, aux bouchers, aux camionneurs et même aux propriétaires de restaurants qui se targuent de ne servir que du boeuf de l'Alberta de première qualité. Ils ont tous subi les effets financiers de la crise parce que le gouvernement n'a pas réagi au désastre comme il aurait dû le faire à mon avis.

Cet été, pendant que le premier ministre sirotait du champagne en Grande-Bretagne, mon chef et un certain nombre de membres du caucus s'adressaient au Congrès, à Washington, aux personnes qui essayaient d'écouter leurs propos sur ce qui se passait au Canada. L'objectif principal de cette visite était d'expliquer aux Américains les graves répercussions de la crise sur les fermes familiales, le secteur de l'élevage des bovins et les entreprises.

Essentiellement, on a vu le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire faire du repérage et de la surveillance alors qu'on affirmait qu'il ne s'agissait que d'un cas isolé. Pendant ce temps, toutefois, le gouvernement ne proposait aucune stratégie pour la mise en oeuvre d'un plan exhaustif visant à convaincre les Américains de rouvrir leur frontière et nous permettre d'à nouveau exporter notre boeuf aux États-Unis. Les pertes, qui touchent principalement le secteur du boeuf, atteignent environ 11 millions de dollars par jour, mais cette somme passe à 20 millions de dollars si l'on tient compte de toutes les retombées de l'activité.

Nous reconnaissons qu'il aurait fallu en faire bien davantage et que d'autres mesures doivent être prises pour remédier à ce problème extrêmement sérieux. C'est pourquoi nous avons envoyé une délégation aux États-Unis. La frontière doit rouvrir avant que la situation nuise au secteur de l'élevage des bovins et que les effets nuisibles deviennent irréversibles.

Parmi les effets irréversibles, mentionnons, par exemple, la disparition des fermes familiales. Pensons aussi aux jeunes agriculteurs qui, cet automne, n'arrivent pas à payer leurs créanciers et nous téléphonent. L'un des fermiers à qui j'ai parlé m'a dit qu'il avait jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre pour payer ses créanciers. Il vendra ses veaux au milieu d'octobre. Il a des paiements à rencontrer pour sa terre, son matériel et ses bovins. Quelle est l'utilité de l'enceinte de mise aux enchères avec les prix qui y sont offerts? Comment cet agriculteur peut-il savoir quoi faire? Il m'a demandé: «Que puis-je dire aujourd'hui à mon banquier?»

### Les crédits

● (1700)

Je voudrais lire à la Chambre quelques propos qui ont été cités dans quelques-uns des quotidiens locaux de ma circonscription. Les premiers sont tirés d'un article rédigé par Murray Green qui a paru dans le *Camrose Canadian*:

Les difficultés que connaissent les agriculteurs du pays en raison de la maladie de la vache folle sont carrément imputables au gouvernement fédéral, selon l'Alberta Association of Municipal Districts and Counties.

«Le seul cas d'ESB qui a été découvert le 20 mai a paralysé l'industrie du boeuf au Canada», a déclaré Jack Hayden, président de l'Alberta Association of Municipal Districts and Counties.

M. Hayden a ajouté:

...nos efforts pour obtenir l'appui du ministre fédéral de l'Agriculture ont été vains. Il ne retourne même pas nos appels téléphoniques.»

Comme la frontière américaine n'est pas entièrement ouverte, environ 260 000 animaux abattus ne peuvent être expédiés sur le marché ou aux abattoirs. Un abattage massif n'est pas la solution, déclare Hayden.

M. Hayden a dit:

Même une réouverture partielle de la frontière ne compensera pas les effets désastreux de la fermeture massive de la frontière... les agriculteurs ont besoin d'aide immédiate et les politiciens fédéraux doivent faire leur part.

J'ajouterais que, avant que le gouvernement fédéral ne prenne enfin des mesures, lorsqu'il fera enfin sa part, il devrait laisser les Canadiens savoir qu'il existe une stratégie, qu'il existe un plan, qu'il existe un moyen d'agir ou d'influer sur l'ouverture de cette frontière.

Nous savons constaté que la Canadian Cattlemen's Association a élaboré un plan, une stratégie en quatre volets pour faire ouvrir la frontière. Le gouvernement ne nous a donné aucune indication de ce genre. Le ministre et les députés d'en face ont pris la parole à la Chambre aujourd'hui pour dire qu'ils ont investi 200 millions de dollars ici et 260 millions de dollars là, qu'ils ont investi un tel montant, mais nous n'avons pas eu connaissance d'un plan. Tant que l'industrie ne saura pas que le gouvernement a une idée de la façon dont il pourra agir, elle ne croira pas la frontière sera ouverte et ne fera certainement pas confiance au gouvernement.

Nous voulons d'une part avoir l'assurance aujourd'hui que lorsqu'il y aura un plan, lorsque le gouvernement dévoilera finalement un plan qu'il pourra appliquer dans l'avenir, ce plan sera le fruit des discussions d'une table ronde, qui ont déjà eu lieu et qui sont très importantes. Nous voulons aussi être certains que les concepteurs de ce plan sont des intervenants de l'industrie, c'est-à-dire des gens qui mettent directement les pieds sur le terrain et qui comprennent l'industrie et les effets de la situation sur les entreprises familiales.

Nous savons qu'il y a une foule de gens en face qui chargent des fonctionnaires dans des tours d'ivoire d'élaborer des stratégies, mais nous voulons être certains que des ministres comme Shirley McClellan de l'Alberta participent au processus. Nous voulons avoir l'assurance que la Canadian Cattlemen's Association et d'autres intervenants albertains, comme Neil Jahnke et Arno Doerksen, collaborent à l'élaboration de la stratégie.

Blair Vold est bien connu en Alberta. Il est propriétaire de la compagnie de vente aux enchères Vold, Jones and Vold, à Ponoka. M. Vold a déclaré que nous devons réfléchir à la réaction antiaméricaine suscitée par la fermeture de la frontière au boeuf canadien.

Dans une lettre au *Bashaw Star*, M. Vold déclare:

Dans le secteur de l'élevage bovin, non seulement en Alberta mais également dans tout le Canada, nous avons établi des relations commerciales très importantes avec nos voisins américains [...] Que nous le voulions ou non, nous avons, dans le secteur, établi avec nos voisins américains des relations fondées sur le respect et l'amitié, alors que depuis de nombreuses années, nous concluons des transactions par une poignée de mains ou un coup de téléphone.

Être un voisin, que ce soit en ville ou en campagne, n'est pas différent d'être voisin des Américains. Ce sont des gens qui vivent l'un à côté de l'autre qui doivent se respecter et s'appuyer mutuellement. Les Américains sont nos amis et voisins et il s'agit donc de les respecter davantage et de s'en prendre moins à eux [...] Nous avons encore beaucoup de travail à faire et il y a encore beaucoup de bons éleveurs et politiciens des deux côtés de la frontière qui vont parvenir à une solution et il s'agit de leur laisser faire leur travail.

● (1705)

Pourtant, nous voyons que le travail n'est pas complété. Nous ne constatons que de tous petits progrès. Il faut veiller à ce que tous ces gens participent au processus. Nous devons en être assurés et nous devons remercier les Canadiens de leur réaction en ce qui concerne la consommation d'une grande quantité de boeuf cet été. J'ai participé à de nombreuses manifestations d'appui aux éleveurs de bovins et à de nombreux barbecues où on servait des hamburgers soir après soir.

**M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec grand intérêt mon collègue de Crowfoot. Comme nombre d'entre nous qui représentent des circonscriptions rurales de l'Ouest, il parle avec beaucoup d'émotion. En effet, tous les députés, peu importe leur allégeance politique, peuvent s'exprimer sur ce sujet s'ils représentent leurs électeurs des régions rurales. Ils auraient d'ailleurs de la difficulté à ne pas montrer leur émotion parce qu'ils savent à quel point des familles sont touchées par la situation.

C'est toujours ainsi que j'essaie d'aborder les choses. Les entreprises sont une chose, soit, mais qu'il s'agisse d'une entreprise de camionnage, d'une usine de transformation de la viande, d'une enceinte de mise aux enchères ou d'une ferme, ce sont les familles qui sont touchées par la fermeture de cette frontière.

La motion stipule que le premier ministre devrait diriger une délégation multipartite qui se rendrait à Washington. Il est évident que je suis d'accord. Il me semble que si le futur premier ministre, le député de LaSalle—Énard, voulait vraiment dissiper le sentiment d'aliénation ressenti dans l'Ouest, il pourrait embrasser cette cause et diriger cette délégation en tant que futur premier ministre. Il pourrait montrer que la situation le préoccupe et que le sort de ces familles agricoles lui tient à coeur.

Je sais que tous les partis seraient ravis que certains de leurs députés l'accompagnent à Washington dans une atmosphère non partisane en vue de régler le problème et de faire rouvrir la frontière pour que ces familles n'aient pas à affronter le dur hiver dont mes collègues d'Okanagan—Coquihalla et de Crowfoot viennent de parler.

**M. Kevin Sorenson:** Madame la Présidente, à l'évidence, il s'agit là d'une question chargée d'émotivité. Lorsque j'ai été élu député pour la première fois en l'an 2000, je me rappelle être revenu à mon bureau et avoir observé les conséquences de la fièvre aphteuse en Grande-Bretagne. Nous avons incité le gouvernement à faire tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher que cette maladie ne nous parvienne au Canada, conscients des répercussions qu'elle pourrait avoir sur notre industrie.

L'année dernière, l'Alberta a connu la pire sécheresse des 133 dernières années de son histoire, sécheresse qui a dévasté non seulement les céréales et les oléagineux, mais également l'industrie bovine. Ces secteurs ont été durement atteints. J'ai participé au programme «Hay West» et nous avons vu les agriculteurs de l'Ontario y réagir. Nous les remercions de leur geste et de leur assistance. Ils ont aidé l'Alberta et l'Ouest à écouler leur foin et à attirer l'attention sur la gravité de la sécheresse.



*Les crédits*

Je me revois conduisant ma voiture sur l'autoroute et entendant à la radio qu'un cas d'ESB avait été détecté. Je savais que cela allait provoquer une crise qui nécessiterait un certain leadership et un gouvernement muni d'un plan.

Pour être honnête, quand j'ai entendu parler pour la première fois de la motion présentée aujourd'hui, je n'étais pas certain de l'appuyer. Est-ce la meilleure chose à faire que d'envoyer un leader discrédité jusqu'à un certain point dans son propre parti, dont même ses propres partisans cherchent à se départir rapidement et qui a fait entendre bien fort son opinion sur les Américains?

Le nouveau député de Perth—Middlesex a parlé de l'importance d'aller à Cancun. Peut-être notre premier ministre saurait avoir une grande influence à Cancun. Je ne suis pas sûr de l'influence qu'il peut exercer à Washington. Nous sommes d'accord sur l'importance d'y déléguer le plus haut représentant du gouvernement pour y faire preuve de leadership en cette matière. Je me trouve tout de même devant un dilemme: voulons-nous vraiment y envoyer le premier ministre actuel?

Nous souhaitons déléguer des personnes capables de faire avancer les choses. Nous tenons à y déléguer des personnes soucieuses de notre industrie et capables d'influer sur la réouverture de notre frontière. J'aimerais bien pouvoir prendre la parole et affirmer que cette personne, c'est notre premier ministre. Or, je ne suis pas sûr de pouvoir le faire.

•(1710)

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Le secrétaire parlementaire du premier ministre invoque le Règlement.

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

**M. Rodger Cuzner (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.):** Madame la Présidente, je crois qu'il y a consentement unanime pour la motion suivante:

«Que nonobstant l'article 106(1) du Règlement, le comité permanent de l'agriculture et l'agroalimentaire soit autorisé à se rencontrer jeudi, le 25 septembre 2003 à 15 h 30 pour les fins du Règlement 106(2).»

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** La Chambre a entendu la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ—L'INDUSTRIE BOVINS

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Pouvons-nous poursuivre avec des questions et des observations pendant deux minutes encore?

[Français]

Le secrétaire parlementaire est-il d'accord? C'est parce qu'il n'y a pas assez de temps pour un débat. Voulez-vous plutôt faire des commentaires?

**M. Claude Duplain:** D'accord.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Questions et commentaires, l'honorable député de Wild Rose a la parole.

[Traduction]

**M. Myron Thompson (Wild Rose, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, je sais que le député connaît bien la circonscription que je représente et que la région compte de nombreux grands éleveurs et beaucoup de bétail. En fait, le bétail est plus nombreux que la population, mais les grands éleveurs attendent impatiemment certains résultats de tout cela. Il y a une chose qu'ils voudraient mieux connaître et c'est la contribution de l'ALENA dans toute cette histoire. Le député peut-il prendre un moment pour nous expliquer de quoi il retourne?

**M. Kevin Sorenson:** Madame la Présidente, notre parti croit bien sûr à l'ALENA. Certaines parties de cet accord traitent de la fermeture des frontières et des dangers pour la santé, mais si j'ai bien compris, il doit exister des preuves scientifiques à l'appui.

Maintenant qu'il est prouvé scientifiquement qu'il s'agissait d'un incident isolé, nous pourrions certainement justifier la possibilité d'exercer certaines pressions sur le gouvernement en vue de faire rouvrir la frontière. Toutefois, j'hésiterais avant de faire appel au droit commercial ou à tout mécanisme de règlement de différends commerciaux parce que les États-Unis, ou tout autre pays, peuvent se servir de ces causes soumises aux tribunaux pour tergiverser ou différer et retarder ce dossier encore davantage.

Nous devons donc agir avec circonspection. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que nous devrions soulever un litige aux termes de l'ALENA et confier le dossier à des avocats spécialisés en droit commercial, mais nous devons faire preuve de prudence. Toutefois, aux termes de l'ALENA, si nous avons des preuves de ce que nous avançons, la frontière devrait être rouverte et nous espérons que cela pourra se faire bientôt.

•(1715)

[Français]

**M. Claude Duplain (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Madame la Présidente, je voudrais juste mentionner que les commentaires que nous avons entendus cet après-midi de la part des députés de l'opposition étaient contre ce que le gouvernement a pu faire.

La raison pour laquelle je voterai contre la motion, c'est que déjà, on a entendu les députés de l'opposition qui n'étaient pas tout à fait d'accord à savoir si le premier ministre doit y aller ou non. Avec les interventions, on a prouvé ce que le gouvernement a fait et fait présentement concernant le problème de la vache folle.

Je voterai contre cette motion.

[Traduction]

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Comme il est 17 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits dont la Chambre est saisie.

La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

*Les crédits*

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** La question porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** À mon avis, les non l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Convoquez les députés.

**Mme Marlene Catterall:** Madame la Présidente, le vote est reporté.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Le vote est donc reporté au 24 septembre 2003 à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles.

## JOUR DÉSIGNÉ—LES CONVENTIONS FISCALES

La Chambre reprend le débat, interrompu le 18 septembre, sur la motion.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Conformément à l'ordre adopté le jeudi 18 septembre 2003, la Chambre passe maintenant aux votes par appel nominal différés sur la motion de l'opposition inscrite au nom de M. Paquette.

Convoquez les députés.

● (1745)

[Français]

(La motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:)

(Vote n° 219)

## POUR

## Députés

Abbott	Ablonczy
Anders	Anderson (Cypress Hills—Grasslands)
Bachand (Saint-Jean)	Bailey
Barnes (Gander—Grand Falls)	Benoit
Bigras	Bourgeois
Breitkreuz	Cadman
Cardin	Casey
Casson	Chatters
Clark	Comartin
Cummins	Dalphond-Guiral
Davies	Day
Desjarlais	Desrochers
Doyle	Duceppe
Duncan	Elley
Epp	Fitzpatrick
Forseth	Fournier
Gagnon (Champlain)	Gagnon (Lac-Saint-Jean—Saguenay)
Gagnon (Québec)	Gallant
Gaudet	Gauthier
Godin	Goldring
Gouk	Grewal
Grey	Guay
Guimond	Harper
Hearn	Herron
Hill (Macleod)	Hill (Prince George—Peace River)
Hinton	Jaffer
Johnston	Keddy (South Shore)
Kennedy (Calgary Southeast)	Laframboise
Lanciot	Lebel

Lill	Loubier
MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough)	Marceau
Mark	Martin (Winnipeg Centre)
Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	Masse
Mayfield	Ménard
Meredith	Merrifield
Mills (Red Deer)	Moore
Nystrom	Pallister
Pankiw	Paquette
Penson	Perron
Picard (Drummond)	Plamondon
Proctor	Rajotte
Reynolds	Ritz
Robinson	Rocheleau
Roy	Sauvageau
Schellenberger	Schmidt
Skelton	Solberg
Sorenson	Spencer
St-Hilaire	Stoffer
Strahl	Thompson (Wild Rose)
Toews	Tremblay
Vellacott	Venne
Wasylycia-Leis	White (North Vancouver)
White (Langley—Abbotsford)	Williams
Yelich — 107	

## CONTRE

## Députés

Alcock	Allard
Assadourian	Bagnell
Bakopanos	Barnes (London West)
Barrette	Beaumier
Bélanger	Bellemare
Bennett	Bertrand
Bevilacqua	Binet
Blondin-Andrew	Bonin
Bonwick	Boudria
Brown	Bryden
Bulte	Byrne
Calder	Cannis
Caplan	Carignan
Carroll	Castonguay
Catterall	Cauchon
Chamberlain	Charbonneau
Coderre	Collenette
Comuzzi	Cullen
Cuzner	DeVillers
Dhaliwal	Discepolo
Dromisky	Duplain
Easter	Eggleton
Eyking	Farrah
Folco	Fontana
Frulla	Fry
Godfrey	Grose
Guarnieri	Harvard
Harvey	Hubbard
Ianno	Jackson
Jennings	Jobin
Karetak-Lindell	Karygiannis
Keyes	Kilgour (Edmonton Southeast)
Knutson	Kraft Sloan
Lastewka	Lee
Leung	Lincoln
Longfield	MacAulay
Macklin	Mahoney
Malhi	Maloney
Marleau	Matthews
McCallum	McCormick
McGuire	McKay (Scarborough East)
McTeague	Minna
Mitchell	Myers
Neville	O'Brien (London—Fanshawe)
O'Reilly	Pacetti

Pagtakhan	Patry
Perić	Peschisolido
Peterson	Pettigrew
Phinney	Pickard (Chatham—Kent Essex)
Pillitteri	Pratt
Price	Proulx
Redman	Reed (Halton)
Regan	Robillard
Rock	Saada
Savoy	Scherrer
Scott	Sgro
Shepherd	Simard
Speller	St-Julien
St. Denis	Steckle
Stewart	Szabo
Telegdi	Thibault (West Nova)
Thibeault (Saint-Lambert)	Tonks
Torsney	Ur
Valeri	Vanclief
Völpe	Wappel
Wilfert	Wood — 132

### PAIRÉS

	Députés
Asselin	Bergeron
Crête	Drouin
Girard-Bujold	Lalonde
Manley	Martin (LaSalle—Émard)
Owen	Paradis — 10

**Le Président:** Je déclare la motion rejetée.

\* \* \*

[Traduction]

### LA LOI SUR LA RÉVISION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

La Chambre reprend le débat, interrompu le 19 septembre, sur la motion.

**Le Président:** La Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé sur le renvoi du projet de loi C-49 à un comité avant la deuxième lecture.

**Mme Marlene Catterall:** Monsieur le Président, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour que les députés qui ont voté sur la motion précédente soient inscrits comme ayant voté sur la motion dont la Chambre est maintenant saisie, les députés libéraux votant oui.

**Le Président:** Y a-t-il consentement unanime pour procéder de cette façon?

**Des voix:** D'accord.

**M. Dale Johnston:** Monsieur le Président, les députés de l'Alliance canadienne ici présents votent pour cette motion.

• (1750)

[Français]

**M. Michel Guimond:** Monsieur le Président, les députés du Bloc québécois seront contre cette motion.

[Traduction]

**M. Gerald Keady:** Monsieur le Président, les députés du Parti progressiste-conservateur votent contre cette motion.

[Français]

**M. Yvon Godin:** Monsieur le Président, les députés du NPD votent contre cette motion.

**M. Jean-Guy Carignan:** Monsieur le Président, je vote en faveur de cette motion.

### Les crédits

[Traduction]

**Le Président:** Le député de Saskatoon—Humboldt a la parole. Pour ou contre?

Le député de Saint-Bruno—Saint-Hubert a la parole.

[Français]

**Mme Pierrette Venne:** Monsieur le Président, je vote contre cette motion.

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 220)

### POUR

#### Députés

Abbott	Ablonczy
Alcock	Allard
Anders	Anderson (Cypress Hills—Grasslands)
Assadourian	Bagnell
Bailey	Bakopanos
Barnes (London West)	Barrette
Baumier	Bélangier
Bellemare	Bennett
Benoit	Bertrand
Bevilacqua	Binet
Blondin-Andrew	Bonin
Bonwick	Boudria
Breitkreuz	Brown
Bryden	Bulte
Byrne	Cadman
Calder	Cannis
Caplan	Carignan
Carroll	Casson
Castonguay	Catterall
Cauchon	Chamberlain
Charbonneau	Chatters
Coderre	Collenette
Comuzzi	Cullen
Cummins	Cuzner
Day	DeVillers
Dhaliwal	Discepola
Dromisky	Duncan
Duplain	Easter
Eggleton	Elley
Epp	Eyking
Farrah	Fitzpatrick
Folco	Fontana
Forsyth	Fruita
Fry	Gallant
Godfrey	Goldring
Gouk	Grewal
Grey	Grose
Guarnieri	Harper
Harvard	Harvey
Hill (MacLeod)	Hill (Prince George—Peace River)
Hinton	Hubbard
Ianno	Jackson
Jaffer	Jennings
Jobin	Johnston
Karetak-Lindell	Karygiannis
Kenney (Calgary Southeast)	Keyes
Kilgour (Edmonton Southeast)	Knutson
Kraft Sloan	Lastewka
Lee	Leung
Lincoln	Longfield
MacAulay	Macklin
Mahoney	Malhi
Maloney	Marleau
Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	Matthews
Mayfield	McCallum
McCormick	McGuire
McKay (Scarborough East)	McTeague
Meredith	Merrifield
Mills (Red Deer)	Minna
Mitchell	Moore
Myers	Neville
O'Brien (London—Fanshawe)	O'Reilly
Pacetti	Pagtakhan

## Initiatives parlementaires

Pallister	Patry
Penson	Perić
Peschisolido	Peterson
Pettigrew	Phinney
Pickard (Chatham—Kent Essex)	Pillitteri
Pratt	Price
Proulx	Rajotte
Redman	Reed (Halton)
Regan	Reynolds
Ritz	Robillard
Rock	Saada
Savoy	Scherrer
Schmidt	Scott
Sgro	Shepherd
Simard	Skelton
Solberg	Sorenson
Speller	Spencer
St-Julien	St. Denis
Steckle	Stewart
Strahl	Szabo
Telegdi	Thibault (West Nova)
Thibeault (Saint-Lambert)	Thompson (Wild Rose)
Toews	Tonks
Torsney	Ur
Valeri	Vanclief
Vellacott	Volpe
Wappel	White (Langley—Abbotsford)
White (North Vancouver)	Wilfert
Williams	Wood
Yelich — 185	

## CONTRE

## Députés

Bachand (Saint-Jean)	Barnes (Gander—Grand Falls)
Bigras	Bourgeois
Cardin	Casey
Clark	Comartin
Dalphond-Guiral	Davies
Desjarlais	Desrochers
Doyle	Duceppe
Fournier	Gagnon (Québec)
Gagnon (Champlain)	Gagnon (Lac-Saint-Jean—Saguenay)
Gaudet	Gauthier
Godin	Guay
Guimond	Hearn
Herron	Keddy (South Shore)
Laframboise	Lancôt
Lill	Loubier
MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough)	Marceau
Mark	Martin (Winnipeg Centre)
Masse	Ménard
Nystrom	Paquette
Perron	Picard (Drummond)
Plamondon	Proctor
Robinson	Rocheleau
Roy	Sauvageau
Schellenberger	St-Hilaire
Stoffer	Tremblay
Venne	Wasylcia-Leis — 52

## PAIRÉS

## Députés

Asselin	Bergeron
Crête	Drouin
Girard-Bujold	Lalonde
Manley	Martin (LaSalle—Émard)
Owen	Paradis — 10

**Le Président:** Je déclare la motion adoptée. En conséquence, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

(La motion est adoptée et le projet de loi est renvoyé au comité.)

**Le Président:** Comme il est 17 h 52, la Chambre procédera maintenant à l'étude des initiatives parlementaires selon l'ordre indiqué au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Français]

## L'INTRUSION DANS LES JURIDICTIONS QUÉBÉCOISES

**M. Yves Rocheleau (Trois-Rivières, BQ)** propose:

Que la Chambre reconnaisse que le Québec forme une nation, et qu'en conséquence, n'étant pas signataire de l'entente cadre sur l'union sociale de 1999, ladite nation québécoise dispose d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale faisant intrusion dans les juridictions québécoises.

Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord remercier mes collègues qui ont accepté de m'accompagner dans ce débat qui me paraît important dans l'histoire du Québec et du Canada.

Ce n'est pas le fait que j'aie pris sur moi le fait de soumettre cette motion, mais le sujet qui est abordé, soit l'existence ou l'inexistence de la nation québécoise et l'apparition sur la scène historique des politiques de l'Entente sur l'union sociale de 1999.

Pour les besoins de la cause, je vais relire la motion M-394. Elle dit ceci: «Que la Chambre reconnaisse que le Québec forme une nation, et qu'en conséquence, n'étant pas signataire de l'entente cadre sur l'union sociale de 1999, ladite nation québécoise dispose d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale faisant intrusion dans les juridictions québécoises».

Il faut bien comprendre le sens de cette motion et faire un rappel historique. Il faut se rappeler que le gouvernement fédéral, le Canada, avait le choix. Il avait un choix déchirant à faire le lendemain du référendum du 30 octobre 1995 en raison du résultat quand même retentissant qui a ébranlé les colonnes du temple canadien dans cette volonté de changement exprimé par 49,4 p. 100 des Québécois. Cela disait à tout le moins au gouvernement fédéral que les choses devaient changer.

Le peuple canadien—une notion qui est également discutable—avait le choix, par l'entremise de son gouvernement, de reconnaître les besoins de changements évoqués par le référendum et d'aménager le Canada de demain dans le sens des aspirations et des exigences du peuple québécois. Celles-ci ont été bien énoncées par les résultats le soir du référendum. Il pouvait aussi apporter des changements constitutionnels dans la manière de procéder pour faire en sorte que les Québécois se sentent plus à l'aise. À notre avis, c'est là que se situait le problème du Canada et des Canadiens.

Il avait aussi le choix de continuer dans l'élan de centralisation que l'on connaît depuis 1967 et qui marque l'évolution constitutionnelle du Canada, au hasard des crises et des guerres, tout au long de son histoire.

**Des voix:** Oh, oh.

• (1755)

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** À l'ordre, s'il vous plaît.

Les députés devraient poursuivre leur conversation à l'extérieur de la Chambre. C'est la deuxième fois. Je m'excuse auprès de l'honorable député de Trois-Rivières, mais il ne nous est pas toujours possible de contrôler la situation.

L'honorable député de Trois-Rivières a la parole.

**M. Yves Rocheleau:** Madame la Présidente, il serait peut-être bon de se rappeler ce que disait John A. Macdonald en 1864, trois ans avant la fondation officielle du Canada, en 1867, au sujet de la vision qu'il se faisait du fonctionnement du Canada. Il disait:

*Initiatives parlementaires*

Un gouvernement central fort, une législature centrale puissante et un système décentralisé de petites législatures à des fins strictement locales.

C'est l'un des grands fondateurs du Canada qui voyait le Canada ainsi. On arrive conséquemment avec cette volonté de centraliser qui a quand même marqué, contrairement à la volonté d'apporter des changements; on arrive avec cette volonté de continuer cet élan historique de centralisation pour former un Canada de plus en plus unitaire.

On a vu l'arrivée sur la scène du nouveau ministre des Affaires intergouvernementales. Ce dernier avait un mandat très précis émis par le premier ministre, car ce nouveau ministre était également président du Conseil privé. Il devait régenter les choses, faire en sorte que l'ordre soit établi et remettre le Québec à sa place.

C'est ce que le ministre a fait allègrement— tout le monde le sait —avec, premièrement, la Loi sur la clarté de 1999. C'était une attaque directe aux droits et à la souveraineté de l'Assemblée nationale du Québec quant à son droit de poser la question qu'il lui semblerait éventuellement bon de poser au peuple québécois.

Ensuite, toujours en 1999, est arrivée cette entente sur l'union sociale. Cette dernière a été signée par neuf des 10 provinces canadiennes de même que par le gouvernement fédéral; le gouvernement du Québec, alors dirigé par Lucien Bouchard, a choisi et décidé de ne pas signer.

Pour le bénéfice de ceux qui douteraient de la gravité de cette entente, je vais simplement citer deux constitutionnalistes qui ont écrit dans un même ouvrage, un collectif sur le constitutionnalisme. Ils ont écrit sur cette entente sur l'union sociale. Cet ouvrage s'intitule *L'union sociale canadienne sans le Québec* et est publié aux Éditions Saint-Martin. Je cite premièrement M. André Binette, constitutionnaliste reconnu, qui dit, aux pages 49 et 50 de cet ouvrage, et je cite:

L'entente constitutionnelle de 1981 et l'entente sur l'union sociale forment la majeure et la mineure d'une même proposition: le Canada ne peut plus coexister avec l'identité du Québec. Le Canada est de plus en plus incapable de se définir en tenant compte des aspirations et de la volonté d'autonomie du Québec. Quoique l'entente sur l'union sociale ait été réalisée dans des circonstances moins dramatiques que le coup de force constitutionnel de 1981, ses effets sont en réalité plus concrets et plus dommageables pour les aspirations du Québec.

C'est ce que disait M. Binette

Quant à M. André Tremblay, un autre éminent constitutionnaliste, il écrit ce qui suit aux pages 216 et 217 du même ouvrage. À mon avis, cette citation, ce texte, cette prise de position d'un constitutionnaliste est un aspect important, et je cite:

Pour la première fois dans l'histoire des relations, les provinces, à l'exception du Québec, confirment et reconnaissent la légitimité du pouvoir de dépenser et donnent à Ottawa un sauf-conduit pour intervenir dans toutes les sphères de compétence exclusive des provinces.

Il ajoute ceci:

L'entente du 4 février [1999] donne tous les leviers ou instruments pour centraliser, et réduire notre spécificité québécoise. Le fédéral est couronné gouvernement supérieur et les provinces deviendront ses antennes ou ses franchisés.

Ce que signifie en pratique l'entente sur l'union sociale, c'est que ce sont des pouvoirs, ce sont des responsabilités nouvelles que s'arroge le gouvernement fédéral et qui lui sont reconnues. C'est ce qui est nouveau. Il n'y a plus de débat ou de chicane entre les provinces parce que les provinces canadiennes ont concédé face à la pression du moment et la pression historique du gouvernement central. Elles ont abdiqué. Seulement le Québec a refusé d'embarquer là-dedans.

Succinctement, cela donne les pouvoirs suivants: la reconnaissance de la légitimité du pouvoir fédéral de dépenser; l'égalité des provinces entre elles, le Québec étant considéré une province comme

les autres; la non-reconnaissance du peuple québécois, non plus que de toute notion de deux peuples fondateurs.

● (1800)

Dorénavant, le fédéral est autorisé à transiger directement, avec des organismes ou des individus, sans se préoccuper des juridictions provinciales, même lorsque cela touche des matières relevant exclusivement de celles-ci. Cela veut dire que désormais, on transige avec des municipalités, des hôpitaux, des universités, des CLSC, des centres de recherche, des organismes bénévoles, et ainsi de suite. On le voit de plus en plus, et nous y reviendrons.

Un autre aspect est que les provinces devront maintenant s'entendre avec Ottawa pour établir de nouveaux programmes dans leurs propres champs de compétence et répondre bientôt à des normes nationales canadiennes élaborées ici même, par Ottawa. Les provinces devront aussi rendre compte de leur gestion de certains programmes, c'est-à-dire qu'elles devront rendre compte au gouvernement fédéral, mais le contraire ne s'applique pas. Qui plus est, les provinces ont le fardeau de la preuve de démontrer leur bonne gestion dans les programmes en cause.

Enfin, et c'est là le coeur de la motion, aucun droit de retrait avec compensation financière n'est accordé à une province qui refuserait un programme fédéral et qui voudrait l'implanter elle-même. Cela m'apparaît le coeur de l'Entente sur l'union sociale.

Pourquoi est-ce odieux? Pourquoi sommes-nous amenés aujourd'hui à dénoncer cette entente? Parce que le Québec n'est pas une province, et surtout, il n'est pas une province comme les autres. Le Québec est un peuple, une nation, et c'est à ce titre qu'il appartiendrait aux fédéralistes bien pensants de mener le combat pour faire en sorte que dans un pays qui leur semble si cher, ce serait eux qui feraient en sorte que le Québec ait une caractéristique distincte et soit reconnu comme une société distincte. C'est d'ailleurs le terme utilisé par le premier ministre lui-même, qui a dû reculer face à la sourde oreille que lui a faite le reste du Canada.

Si ce n'est pas en reconnaissant la spécificité québécoise et en lui donnant conséquemment des pouvoirs spéciaux, vers quoi s'en va-t-on dans ce Québec et dans ce Canada? Nous nous en allons littéralement et très rapidement vers un Canada de plus en plus centralisé et unitaire.

L'objectif visé par toute cette attitude provient, de façon très articulée, du Conseil privé. Tous ceux qui suivent cela de près le savent et le sentent. Cela fera en sorte qu'il n'y aura dorénavant qu'un seul gouvernement national au Canada et que les prétentions qui viennent de Québec à cet effet seront élaguées, éliminées au fil des prochaines années et, au maximum, dans quelques décennies.

C'est là tout l'enjeu pour les Québécois de bien comprendre le grand jeu, la grande manoeuvre qui se passe ici, à Ottawa, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, année après année, et ce, depuis le référendum de 1995. À mon avis, ce gouvernement n'a pas la légitimité, n'a pas le mandat, n'a pas fait les consultations, n'a surtout pas fait de référendum lui permettant d'agir aussi allègrement pour banaliser le caractère distinct du Québec. Le Québec est un peuple. C'est une nation. Le Québec, malgré son statut de province, a un apport considérable au sein de la communauté internationale.

Ce ne sont pas seulement des mots. Qu'est-ce que cela veut dire quand on parle d'offensive sans précédent qui vise à faire du Canada un État centralisé et unitaire? Je vous donne en vrac toutes les initiatives prises sans mandat par le gouvernement fédéral.

*Initiatives parlementaires*

Il y a la Fondation des bourses du millénaire, la Loi sur les jeunes contrevenants, la politique sur la ruralité, la politique sur le secteur bénévole et communautaire, la stratégie nationale de développement agricole, les chaires universitaires, la stratégie nationale sur les soins de fin de vie, la Loi sur les renseignements personnels, les normes nationales en matière d'entrée dans la profession médicale, la stratégie nationale d'innovation technologique dans le domaine de l'apprentissage, les règles fédérales d'évaluation environnementale, la Loi sur les espèces menacées, le pouvoir éventuel de dérivation des rivières québécoises branchées sur le Saint-Laurent, le programme de commandites—dont on parle et dont on n'a pas fini de parler—, le programme de subventions multiples dans le domaine de la culture, qui est pourtant un fait exclusif au Québec, l'éventuelle Commission nationale des valeurs mobilières, l'éventuel système national d'assurance-maladie, l'éventuelle carte d'identité, chère au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, le programme de financement de la recherche post-secondaire, la stratégie nationale de logement, la stratégie nationale pour les sans-abri, l'aide à la petite enfance, le programme pour les aires marines. On pourrait continuer à en mentionner pendant toute la soirée.

• (1805)

Ça n'a pas de sens!

Ça irait mieux pour discuter si ce gouvernement faisait preuve de transparence et s'il avait le courage de ses opinions. Si c'était le premier ministre, député de Saint-Maurice, si c'était le député de LaSalle—Émard, si c'était le ministre des Affaires intergouvernementales, si c'était le ministre de la Justice—tous des Québécois—qui avaient le courage d'expliquer aux Québécois que notre projet est de faire en sorte que dans 20 ans, 25 ans, dans 30 ans le domaine de l'éducation appartiendra exclusivement au gouvernement fédéral; la santé exclusivement au gouvernement fédéral; les programmes sociaux exclusivement au gouvernement fédéral; c'est cela notre vision du Canada de demain, c'est ça la place du Québec au sein du Canada dont on rêve.

Je pense que si ces gens avaient le courage de leurs opinions et l'honnêteté intellectuelle de décrire comme ils le font les actions qu'ils entreprennent jour après jour, il y aurait beaucoup de difficultés pour les prochaines élections. Mais parce qu'on cache le jeu et qu'on n'a pas le courage de décrire aux Québécois ce qu'on entend faire, ces gens peuvent encore se présenter supposément avec dignité au Québec, alors que c'est la disparition du Québec, lentement, mais sûrement.

Il s'agit de penser au poids démographique qui nous attend, à l'évolution du poids politique. Nous étions 294 députés en cette Chambre en 1993; en 2000, nous étions 301 députés et il y aura 308 députés en 2004. Il n'y aura aucun nouveau siège pour le Québec alors que le Canada en aura pas loin de 13 de plus. Et nous n'avons même pas parlé de la mondialisation où le gouvernement souverain du Canada prendra de plus en plus de décisions qui affecteront toutes les provinces ou ce qu'il en reste et qui auront des répercussions sur le quotidien du peuple du Québec, mettant en cause sa destinée.

• (1810)

**M. Louis Plamondon (Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour, BQ):** Madame la Présidente, je voudrais féliciter mon confrère de Trois-Rivières pour son brillant exposé. C'est surtout un bel exercice de sensibilisation auprès de tous les Québécois et, je l'espère, auprès des confrères qui sont assis à l'avant.

Ma question ira justement dans ce sens. N'est-il pas surpris de voir le silence des députés libéraux du Québec qui ont pourtant été élus par la nation québécoise? Ils restent complètement silencieux depuis

qu'ils sont ici, depuis 1993, vis-à-vis de cet envahissement des juridictions provinciales. Ils ont pourtant vu le rouleau compresseur écraser progressivement les juridictions du Québec, sans dire un mot.

On se demande même si certains députés ne seraient pas en train de suggérer un changement de nom du parti et au lieu de l'appeler le Parti libéral, on l'appellerait le Parti du «muffler»—dans mon comté, on entend souvent cette expression—le Parti des silencieux.

Mais comment peuvent-ils rester silencieux selon vous, monsieur le député de Trois-Rivières, devant un tel envahissement de nos juridictions et une telle disparition de notre nation? Qu'on le veuille ou non, cette union sociale, comme vous l'appellez, c'est d'abord la «provincialisation» du Québec, suivie de la «folklorisation» et de la «louisianisation».

**M. Yves Rocheleau:** Madame la Présidente, je voudrais remercier mon collègue de Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour de sa question.

Il y a un aspect culturel à cela. Les gens font partie d'une formation politique. Ils ont des oeillères et ils ne veulent pas aller au fond des choses. Ils ne veulent surtout pas voir la gravité de la situation.

Ou c'est cela ou il faudrait peut-être raffiner notre vocabulaire après 40 ans de débat, parce que ce qui est au cœur de la question, c'est le statut du Québec. Comme nous, ici, voyons le Québec souverain, nous nous appelons donc des souverainistes.

Concernant le statut du Québec, ces gens voient le Québec comme une province. On a eu la courtoisie—je ne sais trop pourquoi—depuis 40 ans d'appeler ces gens des fédéralistes, alors que le fédéralisme traite des relations entre l'État central et les États fédérés, de même que de la répartition des pouvoirs et du rapport de force, ce qui n'a rien à voir avec le débat propre au Québec. Cela peut s'appliquer à n'importe quelle province.

Donc, voyant le statut du Québec comme étant provincial, ce qui caractérise ces gens, c'est une forme de mentalité ou de choix de voir le Québec comme étant provincial. Ce sont donc des «provincialistes». Il faudrait peut-être dorénavant les appeler comme cela. Tant à Québec qu'à Ottawa, tous les Québécois qui voient le Québec comme étant une province, on devrait les appeler par leur nom, soit des «provincialistes». Ce sont des gens qui voient le Québec petit, qui voient le Québec ratatiné, qui voient le Québec confiné à son statut provincial.

**Une voix:** Qui voient le Québec à genoux.

**M. Yves Rocheleau:** Ce sont des gens qui voient le Québec à genoux, qui voient le Québec sans aucun rayonnement significatif sur le plan international et qui voient donc le Québec, à la limite, fermé sur lui-même.

Pour aller dans le sens de mon collègue de Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour, cette réalité de province n'étant pas neutre, il y a une évolution. Ce concept est donc évolutif d'un Québec provincial. On le voit très bien avec le gouvernement que nous avons présentement à Québec, qui va au-devant pour parler du Conseil de la fédération pour mieux «provincialiser», dans un premier temps, le Québec.

*Initiatives parlementaires*

On l'a encore vu hier dans le domaine des municipalités. Le gouvernement du Québec crie victoire en ayant une entente rapide avec le gouvernement fédéral dans un dossier qui traînait depuis trois ans avec l'ancien gouvernement du Québec, parce que le gouvernement du Canada, anciennement, voulait qu'on respecte la Constitution. C'est-à-dire que, dans le domaine du plan vert qui s'adresse aux municipalités, des fonds aillent directement au Québec qui, lui, distribuera ces fonds aux municipalités, comme le prévoit la Constitution et l'esprit de celle-ci.

Les libéraux de Québec, les bons «provincialistes», se sont entendus rapidement pour faire en sorte que le gouvernement fédéral canadien distribue les fonds directement aux municipalités, par l'entremise de la Fédération canadienne des municipalités, et cela s'est décidé hier. Quand on dit que c'est évolutif, jour après jour. C'était hier.

On a donc une belle illustration de ce qu'est le caractère provincial de ces gens, de leur mentalité «provincialiste» qui tend, dans 15, 20 ou 30 ans, vers la folklorisation et ensuite la «louisianisation» où là vraiment, on n'aura aucune influence.

C'est un enjeu très important qui est en cause. Il faut souhaiter que les esprits bien pensants chez les libéraux, comme chez les conservateurs, cessent d'avoir des oeillères partisans, regardent le destin du peuple québécois, regardent où on s'en va, évaluent le prix que le Québec a à payer pour demeurer au sein de la fédération canadienne, évaluent le prix de la non-souveraineté. Qu'on prenne, par exemple, un petit cas historique...

• (1815)

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales a maintenant la parole.

**M. Joe Peschisolido (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai tenu pour plusieurs raisons à prendre part à ce débat sur la motion M-394, déposée par le député de Trois-Rivières.

En résumé, cette motion propose de reconnaître le Québec comme une nation. Elle rappelle que le Québec n'a pas signé l'Entente-cadre sur l'union sociale de 1999 et qu'en conséquence, le gouvernement de cette province devrait disposer, et je cite:

[...] d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale faisant intrusion dans les juridictions québécoises.

La motion du député de Trois-Rivières soulève plusieurs questions qu'il me serait difficile de traiter en profondeur durant le temps qui m'est alloué. J'aimerais tout de même les aborder en insistant sur certains aspects qui m'apparaissent fondamentaux, soit le concept de «nation», tel que semblent l'entendre le Bloc québécois et mon collègue, le rôle légitime que joue le gouvernement canadien dans le domaine social et, enfin, la nécessité de collaboration entre les partenaires de la fédération canadienne.

Convenons tout d'abord que l'union sociale canadienne occupe une place de premier choix dans la vie du pays. Elle fait référence non seulement au vaste réseau de programmes sociaux dont bénéficient les Canadiens d'un océan à l'autre, mais aussi, et surtout, aux valeurs communes qui les sous-tendent, soit la compassion, la générosité et la solidarité. Elle constitue une composante essentielle et incontournable de l'identité canadienne.

Lorsqu'on jette un regard sur tout ce qui a marqué l'édification et l'évolution de notre union sociale, on est frappé de constater à quel point cette vaste et noble entreprise a su s'adapter à chaque époque.

Après la modification constitutionnelle qui permet l'établissement d'un programme national d'assurance-chômage en 1940 et l'adoption d'une loi à cet égard à la Chambre des communes l'année suivante, la Saskatchewan instaure un programme d'assurance-hospitalisation en 1947, suivi en cela, deux ans plus tard, par l'Alberta et la Colombie-Britannique.

En 1957, le gouvernement fédéral offrait de partager les coûts avec les provinces qui instituaient des programmes semblables. En 1961, la Saskatchewan innovait de nouveau en se dotant de l'assurance-maladie universelle. Quelques années plus tard, les autres provinces adhéraient à un programme cofinancé par le gouvernement fédéral.

Au cours des décennies qui ont suivi, le pays s'est doté d'autres programmes qui ont influé directement sur la qualité de vie enviable de tous les Canadiens, y compris les Québécoises et Québécois. À la fin des années 1990, les gouvernements de notre fédération entreprenaient de moderniser l'union sociale canadienne en la rendant plus efficace et mieux adaptée aux réalités du siècle nouveau.

La motion que nous avons devant nous ne fait pas référence au besoin de resserrer la collaboration entre les gouvernements du pays. Elle propose tout d'abord que la Chambre des communes reconnaisse le Québec comme une nation. Il s'agit moins de se demander si le Québec est une nation ou non que de chercher à savoir comment nous pouvons travailler ensemble, avec tous les partenaires de la fédération, y compris le Québec, à améliorer notre pays et les politiques mises en place pour mieux répondre aux besoins et aux aspirations de la population canadienne, y compris les Québécoises et Québécois.

De nombreuses définitions peuvent être données au concept de «nation», et nous en avons entendu un peu. Mais ce n'est pas sur cette question que les Québécoises et Québécois veulent voir leurs gouvernements déployer leurs énergies et investir des efforts. Les Québécoises et Québécois veulent voir leurs dirigeants collaborer ensemble, et non pas se livrer à des exercices de sémantique et encore moins disloquer un pays qui fonctionne bien et dont ils ont toutes les raisons d'être fiers.

La motion mentionne ensuite que le gouvernement du Québec n'est pas signataire de l'Entente-cadre sur l'union sociale. Je me permets de rappeler le contexte dans lequel les négociations sur cette entente de 1999 ont été tenues. Ces négociations ont d'abord donné lieu à une réunion des premiers ministres, tenue les 11 et 12 décembre 1997, au terme de laquelle les chefs de gouvernement ont manifesté leur volonté «de travailler ensemble dans de nombreux domaines jugés prioritaires par tous les partenaires de la fédération et par les Canadiens». L'union sociale se situait au coeur de ces discussions.

• (1820)

Malheureusement, le gouvernement du Québec de l'époque a décidé de son côté de ne pas adhérer à la démarche fédérale-provinciale à l'égard des politiques sociales. Ce n'est que plus tard, en 1998, que le Québec chercha finalement à prendre part au processus de négociations.

### Initiatives parlementaires

Le but de cette motion n'est pas de trouver un mécanisme de nature à favoriser l'amélioration des politiques sociales. Les visées du Bloc en cette Chambre sont toutes autres et cette motion suffit amplement à nous le rappeler.

Cette motion cherche uniquement à tracer le portrait d'un Québec qui serait mal servi par la fédération canadienne. Elle néglige de mentionner l'autonomie considérable dont disposent les provinces au sein du pays. Au fil des ans, de nombreux arrangements, notamment de nature administrative, ont été conclus pour permettre aux provinces d'assumer pleinement leur rôle au sein de notre fédération. Le Québec n'a pas été exclu de ce mouvement.

Les deux paliers de gouvernement parviennent d'autant mieux à s'entendre qu'il existe, de part et d'autre, une volonté réelle, une volonté politique, de travailler au renforcement de la fédération et d'en faire profiter nos compatriotes. Cette volonté doit toutefois se manifester des deux côtés, et pas seulement du nôtre. C'est ce qui a fait défaut au gouvernement du Québec depuis septembre 1994. Une telle volonté de collaboration dans le respect des compétences de chacun a vu le jour avec l'élection de Jean Charest comme premier ministre du Québec.

Non pas que les relations intergouvernementales seront complètement dépourvues de vues différentes entre le gouvernement fédéral et celui du Québec. Ces différences sont normales dans un système politique comme le nôtre. Elles nécessiteront de part et d'autre des discussions constructives, fécondes et orientées vers le bien commun. En fait, elles mettront en évidence notre volonté partagée de façonner un avenir à la mesure de nos attentes et de nos aspirations.

Ce que cette motion illustre, ce sont deux conceptions différentes de l'union sociale canadienne. Le Bloc continue de parler de droit de retrait avec pleine compensation financière. Les gouvernements de notre fédération ont quant à eux proposé une vision nouvelle. Cette vision fonctionne et l'Entente-cadre du 4 février 1999 est venue lui donner une application concrète. Elle a donné lieu à la création d'un nouveau modèle de collaboration fédérale-provinciale, soit «le modèle de la course au sommet». Ce modèle amènera d'abord les gouvernements à s'entendre sur les priorités et les objectifs.

Ce modèle propose donc une approche souple, mise sur la collaboration et vient renforcer la capacité des gouvernements à travailler ensemble à la poursuite d'objectifs communs. Il vient promouvoir la recherche de consensus, l'innovation et l'expérimentation, et tient compte de la diversité des besoins. Ce modèle a déjà fait ses preuves et nous avons toutes les raisons de nous en réjouir.

J'ai la profonde conviction que les Québécois, à l'instar des autres Canadiens, veulent concourir à cet objectif de collaboration et que l'ensemble de notre population n'en sera que mieux servie.

• (1825)

**M. James Moore (Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam, Alliance canadienne):** Il me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui dans le cadre d'un débat important sur la motion M-394 proposée par le député de Trois-Rivières. La motion demande ceci:

Que la Chambre reconnaisse que le Québec forme une nation, et qu'en conséquence, n'étant pas signataire de l'entente cadre sur l'union sociale de 1999, ladite nation québécoise dispose d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale faisant intrusion dans les juridictions québécoises.

Je voudrais m'opposer à cette motion.

La motion M-394 vise deux buts. Elle recherche une reconnaissance du Québec comme «nation» et veut enchâsser pour le Québec

un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale.

En ce qui concerne le premier objectif, nous croyons que la province de Québec n'est pas une nation au sens juridique de ce mot.

[Traduction]

Le *Black's Law Dictionary* donne la définition suivante du mot nation:

Peuple ou groupe humain qui existe sous la forme d'une société de droit organisée, qui occupe habituellement une portion définie de la Terre, qui parle la même langue, qui a les mêmes traditions, qui possède une histoire commune et qui se distingue des autres groupes par son origine et ses caractéristiques raciales et qui, généralement mais pas toujours, est dirigée par un seul gouvernement, en vertu d'une même souveraineté.

[Français]

Le dictionnaire *Larousse* définit ainsi le terme «nation»:

Grande communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire et qui possède une unité historique, linguistique, culturelle, économique plus ou moins forte.

[Traduction]

Sur le drapeau de la ville de Montréal se trouvent les armoiries que la ville a adoptées en 1833. Ces armoiries témoignent des origines ethniques de la ville, soit la France, l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse.

Peu d'observateurs modernes de la ville de Montréal vous diraient que ses habitants parlent une langue commune, possèdent les mêmes traditions ou partagent une histoire commune. Après tout, même le site Web du gouvernement du Québec est en anglais, en français et en espagnol.

L'ouverture du Québec sur le monde exprime sa volonté de cesser de se définir à partir de la seule référence à l'origine culturelle et de la simple coexistence des différences. Le Québec adopte une vision plus large, celle des relations civiques. En effet, les individus intègrent, tour à tour ou en même temps, diverses identités (professionnelle, familiale, ethnique, etc.).

Cette déclaration confirme le fait que Montréal, la plus grande ville du Québec, est l'une des villes les plus diversifiées du monde et que ses habitants, pour la plupart, ne se perçoivent pas comme étant membres d'une nation en particulier, mais des citoyens du Canada.

[Français]

Donc, être une nation est une question juridique, si le Québec n'est pas une nation de fait et si la plupart des résidents du Québec ne se considèrent pas comme étant membres d'une nation seulement, on ne peut rien faire ici pour changer cette réalité.

[Traduction]

En ce qui a trait au second objectif de la motion n° 394, j'estime que selon l'entente-cadre sur l'union sociale, le Québec jouit d'un droit de retrait de toute initiative fédérale avec pleine compensation financière. Ce droit existe déjà.

J'ai examiné cette politique particulière parce qu'elle est presque identique à celle de l'Alliance canadienne.

Voici l'article 74 de l'énoncé de politique de mon parti:

Nous croyons que le gouvernement du Canada doit respecter la vision et l'esprit des accords originaux de la Confédération quant au partage des pouvoirs et aux responsabilités inhérents au fédéralisme canadien, enchâssés dans la Constitution. Nous voulons mettre un terme à l'abus du pouvoir fédéral de dépenser, qui mine cet esprit. Nous allons demander le consentement approprié des provinces pour financer tout nouveau programme dans un domaine de compétence provinciale, et pleinement indemniser les provinces qui choisissent de ne pas participer.



*Initiatives parlementaires*

Nous appuyons entièrement ce principe, mais j'estime que le Québec est déjà investi de ce droit en vertu de l'entente sur l'union sociale même s'il en est pas signataire. La déclaration suivante est tirée du site ouèbe du Centre canadien de gestion:

L'ECUS a été ratifiée le 4 février 1999 par le gouvernement fédéral, neuf gouvernements provinciaux et deux gouvernements territoriaux. Bien que le Québec et le Nunavut ne soient pas signataires de l'Entente-cadre, le gouvernement fédéral a indiqué qu'il se conformera néanmoins aux dispositions de l'entente lors de ses négociations avec toutes les provinces et tous les territoires, y compris le Québec et le Nunavut.

Il est donc utile de lire ces dispositions pour veiller à ce que le droit de retrait du Québec est en fait respecté.

Le droit de retrait du Québec se trouve au cinquième paragraphe de l'entente-cadre sur l'union sociale.

• (1830)

[Français]

Le droit de retrait est mentionné au paragraphe 5 de l'entente cadre sur l'union sociale.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** À l'ordre!

L'honorable député de Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam a droit aux mêmes égards que tous les autres députés.

L'honorable député de Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam a la parole.

**M. James Moore:** Madame la Présidente, ce sont les cris d'un parti qui a peur d'être enterré lors de la prochaine campagne électorale.

[Traduction]

L'article 5 de l'Entente sur l'union sociale, intitulé «Nouvelles initiatives pancanadiennes soutenues par des transferts aux provinces/territoires», stipule:

En ce qui concerne les nouvelles initiatives pancanadiennes pour les soins de santé, l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux, financées au moyen de transferts aux provinces/territoires...

Cela signifie d'un gouvernement à un autre. L'article se poursuit:

...qu'il s'agisse de financement fédéral ou de programmes à frais partagés, le gouvernement du Canada s'engage à:

travailler en collaboration avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux pour déterminer les priorités et les objectifs pancanadiens

ne pas créer de telles initiatives pancanadiennes sans le consentement de la majorité des provinces

Chaque gouvernement provincial et territorial déterminera le type et la combinaison de programmes qui conviennent le mieux à ses besoins et à sa situation, afin d'atteindre les objectifs convenus.

Voici le paragraphe important:

Un gouvernement provincial ou territorial qui, en raison de sa programmation existante, n'aurait pas besoin d'utiliser l'ensemble du transfert pour atteindre les objectifs convenus, pourrait réinvestir les fonds non requis dans le même domaine prioritaire ou dans un domaine prioritaire connexe.

Je répète la dernière partie de ce paragraphe.

[Français]

Un gouvernement provincial ou territorial qui, en raison de sa programmation existante, n'aurait pas besoin d'utiliser l'ensemble du transfert pour atteindre les objectifs convenus, pourrait réinvestir les fonds non requis dans le même domaine prioritaire ou dans un domaine prioritaire connexe.

Ce paragraphe est très important pour nous. Je ne suis pas avocat, mais on me dit que cette disposition s'adresse précisément au droit de retrait avec la pleine compensation financière.

[Traduction]

L'Entente cadre sur l'union sociale accorde aux provinces un droit de retrait avec pleine compensation. Le gouvernement fédéral a exprimé sa volonté de respecter cet article dans toutes ses relations avec le Québec, même si la province n'a pas signé l'entente. Nous devons donc conclure que le Québec dispose déjà du droit de retrait visé par la motion n° 394.

[Français]

Il me semble donc que le Québec dispose déjà du droit de retrait que désire le député de Trois-Rivières. Ceci nous plaît parce que nous, de l'Alliance canadienne, sommes entièrement d'accord avec ce genre de politiques et les divisions dans notre système fédéraliste.

Mais au même moment, le Québec n'est pas une «nation» de fait, et on ne peut rien faire ici pour changer cette réalité.

Pour ces raisons, ni moi ni mes collègues de l'Alliance canadienne ne pouvons appuyer la motion M-394.

**M. André Bachand (Richmond—Arthabaska, PC):** Madame la Présidente, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat. D'emblée, j'aimerais remercier le député bloquiste de Trois-Rivières qui remet sur la table la question des relations provinciales pour que nous en discutions.

On a discuté de certains sujets, comme le leadership du député de LaSalle—Émard et de choses importantes comme celles-là. Cependant, il est important de voir que le Canada constitue une fédération qui mérite d'être modernisée. Elle a ses problèmes depuis plusieurs décennies.

Alors, même si c'est un peu tard en fin de journée, ce que fait le député de Trois-Rivières, c'est de ramener sur le tapis, lors d'un débat qui dure environ une heure, la question des relations fédérales-provinciales. C'est cela le cœur du problème.

Face au gouvernement d'en face, il y a toujours une présomption non pas d'innocence, mais de culpabilité. On a peur parce qu'on a une décennie d'expérience avec le gouvernement libéral. Lorsqu'on est «provincialistes», lorsqu'on est dans une province ou dans un territoire, on se dit qu'a priori ces gens-là—c'est ce que disent surtout ceux du Québec—sont coupables. Ils vont vouloir s'ingérer dans les juridictions provinciales.

On le voit présentement. Eu égard aux décisions très difficiles que les provinces ont prises concernant entre autres les fusions municipales—une très bonne idée, soit dit en passant—, on se retrouve finalement avec des provinces à l'intérieur des provinces. C'est cela la problématique à l'heure actuelle. On reconnaît un gouvernement présomptueux en termes de culpabilité, qui se dit qu'il y a là un enjeu électoral car on va parler des questions municipales.

À Toronto, dans cette seule ville, combien y a-t-il de dizaines de comtés? C'est peut-être plus que dans les Maritimes. Quant aux Maritimes et à la question des pêches, on va mettre cela de côté et on va s'occuper de Toronto. On va s'occuper de Calgary et même de Montréal. C'est cela que le gouvernement a fait.

Ce gouvernement a même mis en place un comité partisan, un comité libéral, pour étudier cette question. Il n'a même pas accepté que la Chambre des communes se penche sur cette question. Les municipalités sont de juridiction provinciale. Il faut le dire. La fédération a besoin d'être modernisée.

### Initiatives parlementaires

L'autre volet intéressant de la motion concerne la question de la place du Québec au sein du Canada. C'est important. On peut dire ce qu'on veut du Bloc québécois. Cependant, le mot «Québec» revient souvent dans les propos de ses députés. Il y revient plus souvent que dans les propos du gouvernement en place. Il est important de le souligner.

Quant à la question de nation, il faut faire état d'une différence. Je dois dire humblement à mon collègue de Trois-Rivières que la différence dépend du dictionnaire qu'il utilise. Mon collègue de l'Alliance canadienne a soulevé un peu la question.

En ce qui nous concerne, c'est clair, nous reconnaissons que le Québec est une nation. Cependant, si je parlais en anglais, à ce moment-là, le mot «nation» aurait une signification différente. Si on consultait le *Larousse* ou le *Oxford*, la définition pourrait plaire ou déplaire à mon collègue de Trois-Rivières. Si on s'en tient à la définition du *Larousse*, il n'y a aucun problème, bien au contraire, à dire que le Québec constitue une nation.

Je rappelle d'ailleurs à mon collègue de Trois-Rivières qu'il y a bien longtemps que le Parti progressiste-conservateur a reconnu le Québec pour ce qu'il est.

D'ailleurs, en 1991, certains de ses collègues étaient encore membres du Parti progressiste-conservateur. À ce moment-là, certaines résolutions ont été adoptées en parlant de droit à l'autodétermination—c'était en 1991—, à savoir que le Québec constitue un peuple—c'était en 1991—, et que le Québec constitue une société distincte et unique. C'était en 1991. C'est important de le souligner.

L'autre chose qu'il faut aussi souligner, c'est l'histoire de l'union sociale. Je rappelle que le premier ministre du Québec de l'époque était souverainiste. Lors de la négociation, soit avant la négociation finale, il avait réussi, avec l'aide de ses partenaires, à en arriver à une entente de base, une entente-cadre, où le droit de retrait avec pleine compensation était accessible pour tout le monde.

Cependant, on s'est rendu compte que pour le Québec, ce droit consistait en une obligation. Pour les autres provinces, c'était un pouvoir de négociation. C'est là qu'on voit que le Québec constitue, encore une fois, une société vraiment distincte.

Je ne suis pas certain qu'aujourd'hui les provinces ne réalisent pas qu'elles ont peut-être manqué leur coup en n'appuyant pas M. Bouchard, qui était à ce moment-là le premier ministre du Québec.

• (1835)

Et cela n'a rien à voir avec le fait qu'il y ait un gouvernement souverainiste ou non à Québec. Le premier ministre actuel, lorsqu'il était dans l'opposition et même encore aujourd'hui, a dit qu'il ne signera pas cette entente sans un droit complet de retrait avec pleine compensation. Cela n'a rien à voir!

Lorsqu'un gouvernement ou un parti politique, quel qu'il soit, dilue cette position, c'est une claque en plein visage en termes de revendication—pas juste des Québécois et des Québécoises, mais de l'ensemble des Canadiens qui vivent dans ce pays—c'est de l'arrogance. Ce n'est pas de l'amour avec un grand «A», c'est de l'arrogance avec un grand «A».

Une fédération, ça bouge et c'est vivant. Même si le Canada possède une des plus vieilles Constitutions écrites, on n'a pas beaucoup bougé. Il n'y a pas eu beaucoup d'amendements constitutionnels mais il y a eu des ententes qui ont évolué par contre.

On se souvient que dans les années 1960, le Québec s'est retiré de 22 programmes fédéraux avec sept points d'impôt. On parle

aujourd'hui de se retirer avec des points d'impôt. Cela s'est fait dans le passé. C'est une façon de voir le pays.

Par la suite, il y a eu un élément de centralisation. La présomption de culpabilité centralisatrice des libéraux, c'est cela le maudit problème. Alors qu'on soit fédéraliste ou souverainiste, on se rend compte que cela ne fonctionne pas, qu'il y a une vision différente de chaque côté de la Chambre.

J'écoutais mon collègue de l'Alliance canadienne et je pense qu'il n'a pas lu tout le contenu du site Internet. Je le dis avec tout le respect que je lui dois: il devrait aller plus loin que cela. Le Québec ni aucune province ne dispose d'un droit de retrait avec pleine compensation. Cela n'existe pas.

D'abord, pour que le Québec puisse en disposer, il aurait dû signer. Mais il ne l'a pas fait. Les provinces ont tellement soif de ressources financières que souvent, dans un processus de négociation, elles acceptent certaines choses. Mais il y a quelques provinces—dont le Québec—, quelques politiciens—dont des bloquistes, il faut le dire—et quelques conservateurs de temps en temps qui se lèvent et disent que cela n'a pas de sens.

Il faut revoir ce système, et je le dis avec respect, car ma position est claire concernant ce sujet. On parle actuellement du leadership; on a deux premiers ministres maintenant je pense, officiellement ou officieusement. Normalement, selon ma formation en droit constitutionnel, on approche de l'illégalité, mais ce n'est pas grave, les libéraux vont s'arranger avec cela.

Mais actuellement, cela ne fonctionne pas. On parle bien sûr de questions importantes, mais on oublie ce qui fait un pays: ce sont ses unités, les partenaires.

Le Canada ce n'est pas la Colline parlementaire à Ottawa. Oubliez ça. Ottawa c'est aussi les bons coups qui se font dans les régions éloignées, c'est aussi les problématiques qu'on rencontre dans mon propre comté.

Le rôle social était de faire en sorte de moderniser les relations, d'enlever un élément de présomption de culpabilité centralisatrice du gouvernement fédéral pour dire aux provinces: «Non, je veux maintenant avoir une présomption d'innocence, dans le sens que je crois en cette relation équilibrée entre les partenaires de la fédération.» C'est de la bouillie pour les chats! Ce pays ne fonctionne pas, en termes de relation entre les partenaires. Aussitôt qu'un partenaire devient fort, le gouvernement libéral va aller le chercher et essayer de l'amadouer.

Ce n'est pas de cette manière que cela fonctionne, car une fédération, un pays se doit aussi d'être là pour aider les gens en difficulté et ceux qui ont des défis à relever.

Ce que le député de Trois-Rivières a fait, c'est peut-être de ramener—à la veille d'une élection avec le roi de LaSalle—Émard—cette question de relation entre les partenaires au sein de la fédération et je l'en remercie. Le Parti progressiste-conservateur, dans les prochaines semaines et les prochains mois va faire son bout de chemin là-dessus aussi.

J'espère que l'ensemble des partenaires, ici à la Chambre des communes, vont participer à cette démarche.

• (1840)

Un pays, ce n'est pas seulement un nom qu'on écrit sur une feuille de papier. On peut le vivre aussi. Comme les gens qui vivent dans ce pays et qui évoluent, le pays aussi doit évoluer.

*Initiatives parlementaires*

**M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD):** Madame la Présidente, il me fait plaisir de prendre la parole aujourd'hui pour débattre de la motion M-394, déposée par le député de Trois-Rivières. Cette motion se lit comme suit:

Que la Chambre reconnaisse que le Québec forme une nation, et qu'en conséquence, n'étant pas signataire de l'entente cadre sur l'union sociale de 1999, ladite nation québécoise dispose d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toute initiative fédérale faisant intrusion dans les juridictions québécoises.

En somme, le député de Trois-Rivières nous renvoie au concept de «société distincte». D'ailleurs, au cours de l'été, certains députés du Bloc québécois ont remis au parti une pétition requérant l'action du parti sur cet élément. L'impatience se fait sentir.

Le NPD a toujours été avant-gardiste dans ses idées. Lors du congrès de fondation du parti en 1961, le NPD a adopté une politique de reconnaissance d'un système fédéral qui assurerait seul le développement uni des deux nations qui se sont associées à l'origine afin de former un partenariat canadien.

Il ne faut pas oublier que la Constitution canadienne garantit particulièrement l'identité nationale des Canadiennes et Canadiens français et le développement de la culture. Le NPD s'était engagé à maintenir et respecter ces garanties, car le fédéralisme canadien se doit de protéger les droits culturels, religieux et démocratiques, permettre la croissance vigoureuse et équilibrée du pays dans son ensemble et assurer l'autonomie provinciale.

Le NPD croit que la planification sociale et économique doit survenir à tous les paliers de gouvernement. Il compte donc sur une étroite collaboration entre les gouvernements responsables de la coordination des plans et de l'administration ainsi que de l'établissement de normes canadiennes minimales.

La beauté de notre pays est certes sa diversité, ce qui constitue la difficulté à définir en un seul mot l'identité canadienne. Nous devons prendre conscience de la multiplicité de langues, de traditions et de cultures qui a enrichi notre pays et l'importance des néo-canadiens sur notre paysage social, économique et culturel.

Il ne faut pas oublier que ce vaste Canada a une géographie et un caractère social et historique qui lui est propre. Chaque province et territoire a sa propre culture politique et sociale. Pourtant, les Canadiens et Canadiennes se rassemblent autour de certaines valeurs communes, soit la tolérance, la compassion et le sentiment de responsabilité collective qui se reflètent dans les programmes sociaux et les institutions nationales comme l'assurance-maladie.

Comme l'avait indiqué une dame lors d'un forum néo-démocrate sur la question du fédéralisme canadien:

Ce qui lie les Canadiens et Canadiennes, quelles que soient leur origine ou leur langue, c'est leur expérience partagée de vivre dans cette immense terre nordique. Les Québécois et Québécoises ne sont pas les seuls à s'identifier à la chanson de Gilles Vigneault, «Mon pays, c'est l'hiver».

Cette vision que partagent bon nombre de Canadiens et Canadiennes, c'est d'appartenir à un pays qui est le Canada.

Il est vrai que le Québec est devenu le centre d'une société dynamique, variée, multiculturelle qui parle français. À cet égard, le Québec n'est pas une province comme les autres.

Cependant, les intérêts de la population québécoise sont les mêmes que ceux du reste du Canada. Les gens ont les mêmes préoccupations, soit l'accessibilité universelle à des soins de santé, l'environnement et ses ressources naturelles, un système d'assurance-emploi juste et accessible, les politiques sociales pour combattre la pauvreté, et j'en passe.

Il faut reconnaître que le gouvernement fédéral a déjà décentralisé certains pouvoirs. Le Québec détient son propre Code civil, son propre régime de pensions, le contrôle sur l'immigration et d'autres mécanismes qui lui permettent de protéger et de promouvoir sa culture française. Cela n'est pas le cas dans les communautés minoritaires francophones à l'extérieur du Québec.

Le NPD croit qu'il faut proposer une solution de rechange raisonnée et équilibrée, une solution que nous pouvons proposer à l'ensemble des Canadiens et Canadiennes dans un esprit de dialogue constructif.

Ce dialogue doit se faire dans une direction d'union sociale fondée sur le principe de co-décision.

● (1845)

Le Canada doit combler les besoins de ses citoyens, célébrer et encourager la diversité géographique, linguistique et culturelle de notre pays, et refléter nos valeurs partagées de coopération, de responsabilité mutuelle, d'équité et de justice. Et cela doit se faire dans un principe de codécision.

Cette démarche permettra de protéger notre Charte des droits et libertés pour tous les Canadiens et Canadiennes, de reconnaître et respecter le peuple québécois de façon significative, de protéger les minorités francophones et de revitaliser la démocratie.

La motion du député de Trois-Rivières fait mention de l'entente cadre sur l'union sociale que le gouvernement du Québec avait refusé de signer. Il est vrai que le débat sur la question de savoir si l'union sociale est une bonne chose ou non ne fait que prouver la faiblesse de l'accord de 1999.

Essentiellement, l'entente cadre sur l'union sociale proposait un accord de coopération sur la politique sociale entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Elle établissait des mécanismes visant à créer et à financer des programmes sociaux.

Selon le NPD, elle ne traitait pas de la grave érosion de notre filet de sécurité nationale, dont le manque de financement chronique et de normes exécutoires. Le plus grand défaut de l'entente cadre sur l'union sociale est le manque de quelque référence que ce soit aux droits sociaux.

Cette entente cadre ne fait aucune référence à la diversité du Canada, ayant peu d'articles relatifs aux besoins particuliers des peuples autochtones ou des Québécois et des Québécoises. Pour obtenir une union sociale, il faut que toutes les provinces participent.

Pouvons-nous bâtir sur le travail commencé par les premiers ministres et façonner l'union sociale en un véritable processus coopératif de prise de décision mené par un engagement envers le bien-être de l'ensemble des Canadiens et Canadiennes?

Voici la grande question que le NPD se pose à l'heure actuelle. Oui, le Québec se différencie des autres provinces, mais ne pourrions-nous pas établir un principe de codécision équitable et reconnaître la diversité canadienne?

Le principe de codécision que propose le NPD a certes certaines composantes de l'entente cadre sur l'union sociale, mais il existe aussi certaines différences fondamentales.

### Ajournement

La codécision est un processus en vertu duquel les gouvernements coopèrent afin d'élaborer les priorités en regard de la politique sociale et d'établir des normes pancanadiennes pour les programmes sociaux.

Selon le NPD, il faut établir une approche qui fait passer le bien-être des Canadiens et Canadiennes d'abord et avant tout, en encourageant les gouvernements à collaborer au maintien et à la création de programmes qui répondent aux normes pancanadiennes.

La codécision équilibre la nécessité de normes pancanadiennes à la réalité que les programmes doivent être dispensés aux Canadiens et Canadiennes d'une façon qui reconnaisse les différents besoins et circonstances auxquels font face les Canadiens et Canadiennes de différentes régions du pays.

Un gouvernement peut décider de se désengager d'un nouveau programme à coûts partagés, mais les normes doivent quand même être appliquées.

Cependant, une union sociale vraiment ouverte doit aussi reconnaître le rôle unique du Québec au sein de la fédération.

Un des avantages d'une union sociale ouverte basée sur la codécision est que le gouvernement fédéral ne pourra plus utiliser le pouvoir de dépenser l'argent fédéral dans des domaines de compétence exclusivement provinciale et territoriale en ne tenant aucun compte des priorités et des besoins des provinces et des territoires, comme dans le cas de la Fondation des bourses d'études du millénaire.

Le NPD croit qu'un mécanisme plus inclusif et coopératif de prise de décision résultera, à la fin, en une fédération plus forte. L'élaboration d'une union sociale ouverte fondée sur la codécision aurait des répercussions à long terme, non seulement en matière de politique sociale, mais aussi dans d'autres domaines, dont la politique environnementale.

Le NPD est en faveur du fait que les Québécois et les Québécoises déterminent leur propre avenir, mais dans une fédération ouverte. Or, à ce jour, le Canada n'a pas trouvé la formule qui exprimerait cette reconnaissance de façon significative.

Cependant, il ne faut pas oublier les minorités francophones dans ce débat. Les communautés francophones à l'extérieur du Québec doivent également relever d'énormes défis lorsqu'il s'agit de préserver leur culture. Nous nous devons d'appuyer les droits des minorités francophones à l'extérieur du Québec afin qu'elles puissent avoir accès à des outils nécessaires à la préservation et au développement de leur langue et de leur culture.

En somme, la motion du député de Trois-Rivières vient un peu rejoindre mes propos. Cependant, le NPD juge qu'il doit y avoir reconnaissance du Québec, mais dans un cadre de fédéralisme ouvert. J'espère ainsi que, comme parlementaires, nous pouvons travailler ensemble pour le bien-être de tous les Canadiens et Canadiennes.

• (1850)

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'attention l'ensemble des discussions de mes collègues. Je suis heureux ce soir de commencer à discuter, même s'il ne reste qu'une minute ou deux, de l'importance de la motion de mon collègue de Trois-Rivières.

J'ai été très surpris de certains propos qui ont été tenus, entre autres sur la question de la notion de «nation du Québec». Pour certains députés de la Chambre des communes, cette notion n'existe

même plus. C'est une preuve supplémentaire qu'il y a une progression.

Si on se rappelle l'histoire canadienne, au départ, le Canada était composé de deux nations équivalentes, deux peuples fondateurs. D'ailleurs, soit dit en passant, le peuple dont je viens, le peuple du Québec, avait eu le grand désavantage, lors du traité de l'union, de faire en sorte qu'il y avait des surplus budgétaires, alors que de l'autre côté, on avait des déficits. On avait dit qu'il était normal de fusionner cela, ce qui fut d'ailleurs le début de l'injustice.

Madame la Présidente, vous me faites signe que je n'ai plus de temps pour terminer mon discours. J'espère qu'il me reste encore neuf minutes pour la prochaine heure de débat.

• (1855)

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Effectivement, il vous restera neuf minutes lors de la prochaine heure de débat.

La période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés est maintenant expirée, et l'ordre est reporté au bas de la liste de priorité au *Feuilleton*.

---

## MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

### LA FONCTION PUBLIQUE

**M. Jim Pankiw (Saskatoon—Humboldt, Ind.):** Monsieur le Président, je porte à l'attention de la Chambre une question que j'ai soulevée à plusieurs reprises. Il s'agit des quotas de recrutement fondés sur la race et des pratiques d'embauche du gouvernement.

Je crois comprendre que le député d'en face va répondre à ma question. Je le suppose armé de phrases creuses fournies par le gouvernement libéral; mais je l'invite plutôt à poser sa liste afin d'écouter mes propos.

Nous avons le choix d'embaucher des gens selon leur mérite et leurs qualifications, ou encore de dresser des inventaires selon la race et le profil racial et d'embaucher des gens à partir de ceux-ci. En d'autres termes, nous pouvons instaurer l'égalité des chances ou légiférer en vue d'obtenir l'égalité des résultats.

Je m'adresse aujourd'hui à vous pour vous affirmer que légiférer en vue d'obtenir l'égalité des résultats ne fonctionne pas et ne peut pas fonctionner. Une telle option générerait le ressentiment en même temps qu'elle serait injuste et discriminatoire. Si le paramètre retenu s'inspire de la race, alors il véhicule une discrimination raciale fondamentale. Il n'est pas possible de favoriser quelqu'un en raison de sa race sans exercer une discrimination à l'endroit de quelqu'un d'autre également en raison de sa race. Accorder un avantage à quelqu'un en fonction de la race de ses ancêtres ou de la couleur de sa peau oblige à défavoriser quelqu'un d'autre. Je considère qu'il s'agit là d'une vérité fondamentale.

*Ajournement*

Par ailleurs, le fait d'avoir ces politiques et ces quotas de recrutement qui exercent une discrimination en faveur d'un groupe racial, au détriment des autres groupes, est très humiliant pour ce groupe, car il signifie plus ou moins qu'en raison de leur origine raciale ou de la couleur de leur peau, ces gens sont inférieurs et ne sont pas capables de se défendre et ont besoin qu'on leur donne une longueur d'avance. Je pense que c'est insultant et humiliant pour les gens qui font l'objet d'une discrimination en raison de la couleur de leur peau.

Est-ce que la députée assise de l'autre côté comprend ça? Pour moi, c'est clair comme de l'eau de roche. Cessons de tergiverser, laissons tomber les arguments rédigés d'avance et discutons franchement de ce problème.

Madame la Présidente, avez-vous obtenu votre poste parce que vous êtes une femme? J'espère que non. En fait, je sais que non. Vous êtes assise là parce que vous le méritez et que vous l'avez gagné.

Devrions-nous dire que le prochain Président devrait être un homme? Je dis que pas nécessairement. Les hommes devraient-ils en vouloir aux femmes qui occupent le fauteuil de la présidence parce qu'elles l'ont obtenu grâce à leurs compétences et à leurs qualifications? Certainement pas.

Quiconque occupe le fauteuil de la présidence de la Chambre des communes devrait l'occuper parce qu'il le mérite et a obtenu ce droit. Nous ne devrions pas avoir de préjugés ou exercer de la discrimination contre une personne en raison de son sexe, de la couleur de sa peau, de son origine ou de sa race. Nous devrions tous être égaux et laisser l'égalité des chances décider.

**Mme Nancy Karetak-Lindell (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Madame la Présidente, au nom de mon collègue, le secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor, je me fais un plaisir de répondre à la question et aux observations du député.

Les mesures législatives canadiennes sur l'équité en matière d'emploi appuient le recrutement fondé sur le mérite, et je ne crois pas qu'aucun d'entre nous le conteste. Il s'agit d'une pratique appliquée en usage dans la fonction publique fédérale.

L'équité en matière d'emploi est compatible avec le principe du mérite, puisqu'il s'agit de recruter des personnes compétentes. Le programme d'équité vise à renforcer le principe du mérite en faisant en sorte que les membres des groupes sous-représentés par le passé et encore aujourd'hui aient la possibilité de se mesurer aux autres sur un pied d'égalité.

Deuxièmement, les mesures législatives visent à corriger les situations de sous-représentation créées par les pratiques passées. C'est précisément à cause de la discrimination qui a joué contre certains groupes que nous devons prendre des mesures spéciales pour garantir leur pleine participation dans nos effectifs.

Pour remédier à la sous-représentation et cibler des groupes sous-représentés, nous demandons à chacun de s'identifier s'il y a lieu comme membre de ces groupes. Pour leur faciliter la tâche, nous faisons souvent figurer dans nos publications les définitions des groupes désignés. Ces définitions se trouvent dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

Permettez-moi de rappeler à mon collègue que nous, de ce côté-ci de la Chambre, ainsi que la vaste majorité de l'ensemble des députés, reconnaissons que les situations préjudiciables et l'exclusion subies par les membres des minorités visibles doivent être corrigées. Nous acceptons et prions les différences; nous accueillons les cultures

différentes qui ont fait du Canada l'envie d'une grande partie du monde.

Dans le monde, on ne jugera pas la société canadienne, à partir de l'information qui se trouve sur un site Web du gouvernement, de la façon que le député le prétend. On comprendra plutôt, à partir de cette information, que, en raison des différences et des richesses des minorités visibles, nous avons besoin d'une fonction publique fédérale qui soit à l'image de la grande diversité de la société canadienne. Cette institution nationale assurera à tous les Canadiens les programmes voulus et les saines politiques dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

Les Canadiens tiennent à l'égalité en milieu de travail. Ils respectent les différences et reconnaissent la nécessité de rendre les effectifs plus représentatifs en corrigeant les situations préjudiciables et la discrimination qui ont entraîné l'exclusion de tant de membres des groupes désignés.

En adoptant des mesures positives pour que la fonction publique devienne plus représentative, nous créons les conditions qui permettront à tous les groupes de contribuer à bâtir un avenir meilleur, un Canada qui soit meilleur pour nous tous.

● (1900)

**M. Jim Pankiw:** Madame la Présidente, premièrement, j'ai demandé à la députée d'en face de laisser tomber ses notes pour me parler de façon personnelle, ce que, de toute évidence, elle n'a pas fait.

Elle a néanmoins parlé des groupes sous-représentés. Si nous jetons un coup d'oeil sur les annonces du gouvernement fédéral, nous constatons que, dans beaucoup d'entre elles, on exclut certains éléments. Elles demandent par exemple que l'on soit d'origine d'autochtone. Il s'agit là d'une exclusion à mon avis.

Si nous tenons à parler de minorités visibles, je dirai que les Japonais ou les Chinois appartiennent à des minorités visibles. Pourquoi sont-ils exclus de ces annonces, de ces possibilités d'emploi?

Il y a une question fondamentale. J'implore la députée d'en face de réfléchir à cette question et d'y répondre sans consulter ses notes. Je ne sais pas si elle a ou non des enfants, mais elle a sûrement des proches. Supposons qu'ils voyagent ensemble en avion; et je lui demande de laisser tomber ses notes. Je veux une réponse par oui ou par non. Qui, à ses yeux, devrait piloter l'avion?

**Mme Nancy Karetak-Lindell:** Madame la Présidente, je viens d'une région où la population est inuite dans une proportion de 85 p. 100. On ne tient cependant pas compte de nous lorsqu'on définit les niveaux d'emploi. Si nous de dispositions pas de mécanismes permettant d'assurer l'équité en matière l'emploi, nous ne serions pas représentés dans la population active.

Je comprends le point de vue du député, mais je ne saurais être d'accord avec lui. Nous vivons dans un pays où l'on respecte tout le monde et où l'on cherche à traiter chacun de la même façon. Mais cela ne veut pas dire que, si l'on n'utilise pas de mesures spéciales pour aider les personnes désavantagées, nous serons tous égaux.

## Ajournement

●(1905)

## L'INFRASTRUCTURE

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Madame la Présidente, c'est pour moi un honneur de prendre de nouveau la parole au sujet d'une question importante dont je m'occupais, dans ma circonscription, à l'époque où je siégeais au conseil municipal de Windsor, et à laquelle je m'intéresse aujourd'hui en tant que député de Windsor-Ouest à la Chambre des communes.

Depuis plusieurs années, je reviens sur la question du poste frontalier de Windsor et sur l'absence d'immobilisations dans l'infrastructure, qui a causé une grave détérioration de l'économie et a engendré des problèmes de santé dans notre région. Cette absence d'immobilisations fait également peser une menace sur l'économie du sud de l'Ontario, et même de l'ensemble de la province.

En fait, la première question que j'ai posée à la Chambre des communes avait mis en lumière l'inaction du gouvernement, et forcé le ministre des Transports de l'époque à reconnaître qu'il fallait accélérer la mise en place d'un processus de planification binational visant à faciliter le passage de la frontière.

Le gouvernement avait créé un comité qui, pendant 60 jours, avait tenu des audiences secrètes avec des groupes choisis. Il a fallu exercer des pressions pour l'amener à rendre certaines de ses audiences accessibles au public. Le comité travaillait derrière des portes closes. Nous l'avons contraint à ouvrir ses portes au terme d'une dure bataille livrée par la population.

La question que j'ai posée le 5 mai concernait précisément le fait que le gouvernement fédéral ne cessait de tâter le terrain. Il ne faut pas s'étonner que les citoyens aient commencé à avoir de plus en plus de doutes et que l'atmosphère ait été empoisonnée par la politique du gouvernement libéral. C'était simplement de la part du gouvernement un manque de courage que les citoyens de notre pays ne peuvent accepter.

Ma question originale s'adressait au premier ministre puisqu'il fallait que quelqu'un fasse preuve de leadership. Approximativement 30 p. 100 des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis passent par le poste frontalier de Windsor-Detroit. C'est toutefois le ministre des Transports qui a répondu, pas le ministre de l'Industrie. Je crois qu'il était absent.

Il a dit: «Il est certain que nous ne ferons rien qui semble mal reçu par les habitants locaux.» Puis, quelques jours plus tard, le fédéral et la province ont rendu public ce qu'ils ont appelé leur plan en neuf points. Les habitants de la ville ont regardé le plan et l'ont tellement aimé que le conseil municipal l'a rejeté et a retenu les services de David Estrin, l'un des avocats spécialisés dans les questions environnementales les plus éminents au Canada, pour contester le plan. C'est vous dire à quel point il a été bien reçu par les citoyens.

Par la suite, le premier ministre de l'Ontario, Ernie Eves, a dit que le plan ne serait pas imposé à la localité. Selon le *Star* de Windsor, il aurait dit: «Nous n'allons certainement pas imposer une solution. Ce serait stupide de notre part et de la part du fédéral d'investir 300 millions de dollars dans des améliorations dont la ville ne veut pas.»

Paradoxalement, il est prévu que cette somme de 300 millions de dollars aille en grande partie à des entrepreneurs du secteur privé, excluant le seul point de passage public, soit le tunnel Windsor-Detroit, qui est recommandé dans le plan. Ce qui arrive, c'est qu'il y aura des routes réservées aux entreprises privées pour qu'elles puissent faire des bénéfices aux frais des citoyens et de l'environnement.

Ma question est simple. Étant donné le poids de la preuve, le gouvernement va-t-il faire marche arrière et rencontrer les dirigeants municipaux? Le ministre de l'Industrie, le ministre des Transports ou le premier ministre vont-ils rencontrer leurs homologues provinciaux, le conseil municipal et le maire pour résoudre la question?

Dès le premier jour, nous n'avons cessé de demander que quelqu'un fasse preuve de leadership: qu'on arrête de négocier des contrats en catimini et de nous envoyer des bons à rien. Il faut que les véritables responsables se rendent chez nous et travaillent avec nous, les enjeux sont trop élevés. Il ne s'agit pas seulement de la santé et du dynamisme de la ville que je représente. Il s'agit de l'Ontario et du Canada. On ne peut permettre le maintien du statu quo. Le gouvernement va-t-il enfin s'engager?

[Français]

**Mme Carole-Marie Allard (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Madame la Présidente, au nom de mon collègue, le secrétaire parlementaire du ministre des Transports et député de Beauharnois—Salaberry, il me fait plaisir de prendre la parole ce soir pour répondre à la question de mon collègue de Windsor-Ouest.

[Traduction]

Le poste frontalier de Windsor est une priorité pour tout le Canada et nous devons avoir l'infrastructure nécessaire pour répondre aux besoins de l'économie canadienne du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi, le 25 septembre 2002, le premier ministre du Canada et le premier ministre de l'Ontario ont signé un protocole d'entente dans lequel ils s'engagent à investir 300 millions de dollars sur cinq ans dans une initiative conjointe pour améliorer les infrastructures ontariennes menant au poste frontalier reliant Windsor et Detroit.

[Français]

En tant qu'élément de ce protocole, un Comité de gestion mixte fédéral-provincial a été mis sur pied. Ce comité a été chargé d'identifier les projets, de procéder à des consultations et de faire des recommandations, sous forme d'un plan d'action, au Canada et en Ontario. Au cours de ce processus, le comité a accueilli les suggestions des groupes d'intérêt et du public en général, pour déterminer des projets d'infrastructure prioritaires destinés à améliorer les postes frontaliers existants et leurs voies d'accès, notamment des projets qui pourraient être mis en oeuvre en tant que partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

Ce comité a effectivement sollicité les suggestions des différents groupes d'intérêt et du public tout au long de l'élaboration du plan d'action. Il a tenu des réunions bilatérales avec les parties intéressées et les groupes d'intérêt, y compris les gouvernements municipaux. Un atelier a eu lieu à l'intention des parties intéressées et les participants, composés de divers représentants des milieux d'affaires et communautaires, se sont montrés satisfaits.

Le comité a invité le public, par le biais d'annonces dans les médias locaux, à lui soumettre des commentaires. Les membres du Comité de gestion mixte ont aussi participé à une assemblée publique organisée, au cours de cette période, par la ville de Windsor.

Le député de Windsor-Ouest se souviendra sans doute que le Comité de gestion mixte a remis le plan d'action, au Canada et à l'Ontario, le 25 novembre 2002 et qu'en réponse aux attentes du public, on a rendu publiques les recommandations du plan d'action le 20 décembre 2002.

Permettez-moi de préciser de nouveau que ces recommandations n'avaient pas pour objet de tracer un plan d'action formel. Les membres du Comité de gestion mixte ont clairement indiqué, lors de la publication des recommandations, que celles-ci ne constituaient qu'une étape dans le processus et qu'on n'avait pas encore pris de décision.

En ce qui concerne l'avis du public en général, en plus des nombreux mémoires reçus depuis le lancement de ce processus, les membres du Comité de gestion mixte ont aussi tenu deux tribunes libres avec les résidents de Windsor et ils ont, de plus, participé à une assemblée publique organisée par la ville de Windsor le 27 janvier. Nous avons soigneusement tenu compte des commentaires reçus lors de ces séances.

Le 27 mai 2003, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont convenu d'un plan en neuf points.

Le Comité de gestion mixte continue, en outre, de collaborer étroitement avec les membres du groupe chargé de veiller à l'application du processus de partenariat binational Canada—États-Unis...

• (1910)

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Le député de Windsor-Ouest a la parole.

[Traduction]

**M. Brian Masse:** Madame la Présidente, je sais maintenant pourquoi le ministre des Transports acceptera bientôt une nomination politique et pourquoi le premier ministre Ernie Eves perdra les prochaines élections.

Nous avons ici un manque de respect flagrant pour le processus. Nous savons ce qui est arrivé. Nous connaissons le plan en neuf

### Ajournement

points. Ce plan a été très mal préparé lors de réunions à huis clos, réunions dont il n'a jamais été mention dans le discours précédent. La municipalité, qui représente les habitants et les groupes, a rejeté ce plan et a retenu les services d'un avocat pour y mettre fin. C'est une crise. La municipalité où se trouve le poste frontalier a retenu les services de l'un des meilleurs avocats en droit environnemental du Canada pour arrêter ce plan. C'est malsain.

Quand pourrions-nous nous asseoir avec les chefs? Quand le gouvernement prendra-t-il l'initiative d'aller cogner aux portes des habitants et des élus locaux, soit la municipalité et le maire, et nous aider...

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** La secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien a la parole.

**Mme Carole-Marie Allard:** Madame la Présidente, je l'ai déjà dit. Le poste frontalier de Windsor est la priorité de tout le Canada. Nous avons besoin d'une infrastructure qui réponde aux besoins de l'économie canadienne. Je ne comprends pas. Nous nous efforçons de réunir tout le monde pour prendre une décision. Où mon collègue veut-il en venir ?

[Français]

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée.

[Traduction]

La Chambre s'ajourne jusqu'à 14 heures demain, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 14.)





## TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 23 septembre 2003

<b>AFFAIRES COURANTES</b>		M. Proctor.....	7669
<b>Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2003-2004</b>		M. Sorenson.....	7670
<b>Les comités de la Chambre</b>		M. Ritz.....	7670
<b>Procédure et affaires de la Chambre</b>		M. Assadourian.....	7672
M. Saada.....	7661	M. Schellenberger.....	7673
<b>La Loi sur le mariage au Canada</b>		M. Solberg.....	7673
M. Pankiw.....	7661	M. Duplain.....	7674
Projet de loi C-450. Présentation et première lecture.....	7661	M. Vellacott.....	7675
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi.....	7661	Mme Picard.....	7675
<b>Pétitions</b>		M. Duplain.....	7677
<b>Le mariage</b>		M. Mark.....	7678
Mme Meredith.....	7661	M. Proctor.....	7679
<b>La pornographie juvénile</b>		M. Keddy.....	7680
M. Hill (Prince George—Peace River).....	7661	M. Herron.....	7680
<b>Les affaires autochtones</b>		M. Nystrom.....	7681
M. Mark.....	7661	M. Hill (Prince George—Peace River).....	7682
<b>Les parcs nationaux</b>		M. Herron.....	7683
M. Mark.....	7662	M. Keddy.....	7684
<b>La tuberculose bovine</b>		M. Casey.....	7684
M. Mark.....	7662	M. Mark.....	7685
<b>Questions au Feuilleton</b>		Mme Ur.....	7686
M. Regan.....	7662	M. Thompson (Wild Rose).....	7687
<b>INITIATIVES MINISTÉRIELLES</b>		M. Breitreuz.....	7688
<b>Les crédits</b>		Mme McLellan.....	7688
<b>Jour désigné—L'industrie bovine</b>		M. Casson.....	7689
M. Schellenberger.....	7662	M. Casson.....	7690
Motion.....	7662	M. Comartin.....	7692
M. Hill (Prince George—Peace River).....	7663	M. Steckle.....	7692
M. Mark.....	7664	M. Penson.....	7692
M. Vanclief.....	7665	<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>	
M. Thompson (Wild Rose).....	7665	<b>La Fondation des bourses d'études Tilly Johnson</b>	
M. Vanclief.....	7665	Mme Phinney.....	7693
<b>AFFAIRES COURANTES</b>		<b>La gouverneure générale</b>	
<b>Les comités de la Chambre</b>		M. Thompson (Wild Rose).....	7693
<b>Procédure et affaires de la Chambre</b>		<b>Perdita Felicien</b>	
M. Steckle.....	7667	M. McTeague.....	7694
Motion d'adoption.....	7668	<b>Joe Martens</b>	
Adoption de la motion.....	7668	M. Peric.....	7694
<b>Santé</b>		<b>La Coupe Davis</b>	
M. Steckle.....	7668	M. Dromisky.....	7694
Motion.....	7668	<b>Le gouvernement du Canada</b>	
Adoption de la motion.....	7668	M. Hill (Prince George—Peace River).....	7694
<b>INITIATIVES MINISTÉRIELLES</b>		<b>Les technologies de l'information</b>	
<b>Les crédits</b>		M. Scott.....	7694
<b>Jour désigné—L'industrie bovine</b>		<b>Le Conseil du statut de la femme</b>	
Motion.....	7668	Mme Gagnon (Québec).....	7695
M. Vanclief.....	7668	<b>Le journal <i>Le Droit</i></b>	
M. Ritz.....	7669	M. Proulx.....	7695
M. Barnes (Gander—Grand Falls).....	7669	<b>Le Code criminel</b>	
		M. Moore.....	7695

<b>Les aînés du Cap-Breton</b>	
M. Eyking .....	7695
<b>L'agriculture</b>	
M. Herron .....	7696
<b>La fiscalité</b>	
Mme Guay .....	7696
<b>Les langues officielles</b>	
M. Godfrey .....	7696
<b>L'aide internationale</b>	
Mme McDonough .....	7696
<b>La nation huronne-wendat</b>	
M. Carignan .....	7696

## QUESTIONS ORALES

<b>L'agriculture</b>	
M. Harper .....	7697
M. Vanclief .....	7697
M. Harper .....	7697
M. Vanclief .....	7697
M. Harper .....	7697
M. Vanclief .....	7697
<b>La caisse de retraite de Voyageur Colonial</b>	
M. Solberg .....	7697
M. Collette .....	7697
M. Solberg .....	7697
M. Collette .....	7698
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Duceppe .....	7698
M. Collette .....	7698
M. Duceppe .....	7698
M. Collette .....	7698
M. Gauthier .....	7698
M. Collette .....	7698
M. Gauthier .....	7698
M. Collette .....	7698
<b>L'agriculture</b>	
M. MacKay .....	7698
M. Vanclief .....	7698
M. MacKay .....	7699
M. Vanclief .....	7699
<b>La Loi électorale du Canada</b>	
Mme Davies .....	7699
M. Boudria .....	7699
M. Nystrom .....	7699
M. Boudria .....	7699
<b>Les dépenses de l'État</b>	
M. Strahl .....	7699
M. Boudria .....	7699
M. Strahl .....	7699
M. Boudria .....	7700
<b>Santé Canada</b>	
M. Ménard .....	7700
Mme McLellan .....	7700
M. Ménard .....	7700
Mme McLellan .....	7700

<b>Le développement des ressources humaines</b>	
M. Pallister .....	7700
Mme Stewart .....	7700
M. Pallister .....	7700
Mme Stewart .....	7700
<b>L'environnement</b>	
M. Roy .....	7701
M. Tonks .....	7701
M. Roy .....	7701
M. Tonks .....	7701
<b>Les marchés publics</b>	
M. Benoit .....	7701
Mme Sgro .....	7701
M. Benoit .....	7701
Mme Sgro .....	7701
<b>Le logement</b>	
Mme Longfield .....	7701
M. Mahoney .....	7701
<b>Le député de LaSalle—Émard</b>	
M. Clark .....	7702
M. Collette .....	7702
M. Clark .....	7702
M. Collette .....	7702
<b>Les affaires étrangères</b>	
Mme McDonough .....	7702
Mme Carroll .....	7702
<b>La santé</b>	
M. Robinson .....	7702
Mme McLellan .....	7702
<b>Les affaires autochtones</b>	
M. Duncan .....	7702
M. Hubbard .....	7702
M. Duncan .....	7702
M. Hubbard .....	7703
<b>Les marchés publics</b>	
Mme Tremblay .....	7703
Mme Stewart .....	7703
Mme Tremblay .....	7703
Mme Stewart .....	7703
<b>Les sciences et la technologie</b>	
M. Rajotte .....	7703
M. Rock .....	7703
M. Rajotte .....	7703
M. Rock .....	7703
<b>La défense nationale</b>	
M. Price .....	7703
M. McCallum (Markham) .....	7703
<b>Patrimoine Canada</b>	
M. Williams .....	7704
Mme Allard .....	7704
M. Williams .....	7704
Mme Allard .....	7704
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Marceau .....	7704
M. Cauchon .....	7704

<b>Les pêches</b>	
M. Pankiw .....	7704
M. Thibault .....	7704
<b>Les anciens combattants</b>	
M. Bailey .....	7704
M. Boudria .....	7704
<b>Les affaires étrangères</b>	
Mme Bourgeois .....	7705
Mme Carroll .....	7705
<b>Le registre des armes à feu</b>	
M. Mark .....	7705
M. Easter .....	7705

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Les crédits</b>	
<b>Jour désigné—L'industrie bovine</b>	
Motion .....	7705
M. Penson .....	7705
M. Benoit .....	7706
M. Spencer .....	7706
M. Steckle .....	7707
M. Comartin .....	7708
M. Schellenberger .....	7708
M. Calder .....	7709
M. MacKay .....	7710
M. Bagnell .....	7710
M. Desrochers .....	7711
M. Mark .....	7712
M. Duplain .....	7712
M. Paquette .....	7712
M. Duplain .....	7714
M. Shepherd .....	7715
M. Schellenberger .....	7716
M. McCormick .....	7716
M. Sorenson .....	7718
M. MacKay .....	7718
M. Day .....	7719
M. McCormick .....	7720
M. MacKay .....	7720
M. Sorenson .....	7721
M. Hill (Prince George—Peace River) .....	7722

### AFFAIRES COURANTES

<b>Les comités de la chambre</b>	
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
M. Cuzner .....	7723
Motion .....	7723
Adoption de la motion .....	7723

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Les crédits</b>	
<b>Jour désigné—L'industrie bovins</b>	
M. Thompson (Wild Rose) .....	7723
M. Duplain .....	7723
Report du vote sur la motion .....	7724
<b>Jour désigné—Les conventions fiscales</b>	
Motion .....	7724
Rejet de la motion .....	7725
<b>La Loi sur la révision des circonscriptions électorales</b>	
Projet de loi C-49. Reprise du débat sur la motion .....	7725
Adoption de la motion; renvoi du projet de loi au comité .....	7726

### INITIATIVES PARLEMENTAIRES

<b>L'intrusion dans les juridictions québécoises</b>	
M. Rocheleau .....	7726
Motion .....	7726
M. Plamondon .....	7728
M. Peschisolido .....	7729
M. Moore .....	7730
M. Bachand (Richmond—Arthabaska) .....	7731
M. Godin .....	7733
M. Bachand (Saint-Jean) .....	7734

### MOTION D'AJOURNEMENT

<b>La fonction publique</b>	
M. Pankiw .....	7734
Mme Karetak-Lindell .....	7735
<b>L'infrastructure</b>	
M. Masse .....	7736
Mme Allard .....	7736

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5  
Internet: <http://publications.gc.ca>  
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt, TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**

**Additional copies may be obtained from Publishing and Depository Services, PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**

**The English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services  
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**